

correspondance de presse internationale

inprecor

numéro spécial

Prix : 10,00 € / 16,00 CHF

Résolutions
du XV^e Congrès Mondial
de la IV^e Internationale

CAPITAL

Inprecor

Revue d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Bureau exécutif de
la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Editée par la PECL Sarl au capital de
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECL, 27 Rue Taine, 75012 Paris,
France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant : Jan
Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil
Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son
site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Numéro spécial XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Note de présentation

Une nouvelle situation mondiale

- | | |
|--|----|
| I. Une nouvelle phase du mouvement ouvrier et social | 3 |
| II. La guerre et la nouvelle contre-offensive impérialiste | 3 |
| III. La mondialisation, nouvelle étape du capitalisme international... | 6 |
| IV. Chute de la bureaucratie stalinienne, restauration du capitalisme... | 8 |
| V. Les contradictions qui déstabilisent le nouvel ordre impérialiste | 10 |
| VI. Le nouveau capitalisme et la récession internationale | 13 |
| VII. La politique de guerre et la poursuite de la politique néolibérale | 18 |
| VIII. La crise sociale au niveau mondial | 18 |

Déclaration sur la restauration capitaliste

Résistances à la mondialisation capitaliste

- | | |
|---|----|
| 1. Introduction | 21 |
| 2. Résolution | 23 |
| I. La bataille de la solidarité, un enjeu déterminant | 23 |
| II. La nouvelle donne | 25 |
| III. Reconstruire une alternative globale | 29 |

Rôle et tâches de la IV^e Internationale

- | | |
|--|----|
| 1. La nouvelle phase politique et la tâche stratégique de la période | 31 |
| 2. Soutenir les luttes, construire le mouvement de masse | 31 |
| 3. Battre le néolibéralisme, prendre la voie anticapitaliste | 33 |
| 4. Pour l'unité de la classe ouvrière et un syndicalisme de lutte | 33 |
| 5. La nouvelle radicalisation de la jeunesse | 34 |
| 6. Construire de larges partis anticapitalistes du prolétariat | 34 |
| 7. Refonder le programme de transition | 35 |
| 8. Vers une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse | 36 |
| 9. La IV ^e Internationale, hier, aujourd'hui et demain | 37 |
| 10. Soutenir les luttes, construire le mouvement de masse | 33 |

Écologie et socialisme

- | | |
|---|----|
| I. Préface | 39 |
| II. Données de la crise écologique | 39 |
| III. Les causes structurelles de la crise écologique | 41 |
| IV. Mouvement ouvrier et écologie | 44 |
| V. Acquis et limites du mouvement écologique | 46 |
| VI. Les problèmes de l'environnement et la domination bourgeoise | 47 |
| VII. Expériences d'organisation politique du mouvement écologique | 49 |
| VIII. La IV ^e Internationale et la crise écologique | 49 |
| IX. Programme d'action | 50 |

Sur la libération lesbienne/gay

- | | |
|---|----|
| I. Les bases de l'oppression | 53 |
| II. Nos prises de position | 56 |
| III. Notre tactique dans la construction du mouvement | 61 |
| IV. Profil politique et vie interne | 62 |

Statuts de la IV^e Internationale

- | | |
|-----------------------------|----|
| Préambule | 65 |
| Chapitre I — Les sections | 66 |
| Chapitre II — Les instances | 67 |

Abonnement (11 numéros)

- | | | | | |
|---|--|--------------------------|---------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 55 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Autres destinations | 39 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 71 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Pli fermé | 48 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 90 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | | |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; | 92 EUR, pour 1 an) | <input type="checkbox"/> | | |
| ● Abonnement de soutien | (à partir de 60 EUR, pour 1 an) | <input type="checkbox"/> | | |
| ● Découvrir <i>Inprecor</i> | (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois) | <input type="checkbox"/> | | |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ;
la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR) | | <input type="checkbox"/> | | |

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECL", à adresser à Inprecor-PECL,
27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECL", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECL", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer
Inprecor a besoin
de votre soutien.
Vous pouvez
arrondir vers le haut
le montant
de votre chèque
ou de votre virement
d'abonnement !
Vous pouvez aussi
diffuser *Inprecor*
autour de vous
(rabais pour
les commandes
groupées !).

Résolution du XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

UNE NOUVELLE SITUATION MONDIALE

I. Une nouvelle phase du mouvement ouvrier et social

1. La nouvelle phase

La fin des années 90 constitue un tournant dans la situation politique mondiale. Une nouvelle phase politique s'ouvre qui met à l'ordre du jour un renouveau radical de l'activité, du programme, de la stratégie et de l'organisation du mouvement ouvrier et social. Ce tournant est la résultante de plusieurs facteurs :

- le développement des contradictions internes au nouveau mode d'accumulation capitaliste globalisé ;
- les résistances sociales à l'offensive des classes dominantes ;
- l'émergence d'une nouvelle vague de radicalisation, au travers des mouvements anti-mondialisation (ou altermondialistes) capitaliste, particulièrement dans une série de secteurs de la jeunesse ;
- en Amérique latine, une radicalisation de paysans, d'amérindiens et de jeunes qui modifie les rapports de force. Les nouveaux gouvernements du Brésil et d'Équateur ; la

percée électorale en Bolivie ; la radicalisation du gouvernement d'Hugo Chavez ; les mobilisations en Argentine et au Pérou sont des preuves de l'instabilité politique et sociale de cette transition vers de plus grands affrontements de classe. Le paradoxe que nous devons résoudre est que cette radicalisation se produit dans une situation de faiblesse de la gauche révolutionnaire.

Ces facteurs n'annulent pas les tendances lourdes inaugurées, dans la moitié des années 1970, par la défaite des montées (semi-)révolutionnaires et le retournement de l'onde longue expansive du capitalisme : ces deux éléments ont permis l'offensive néolibérale des années 80, une nouvelle restructuration du monde par les classes dominantes, dite « *globalisation capitaliste* », une nouvelle dégradation du rapport de forces de la classe ouvrière, et, suite à l'écroulement de la bureaucratie stalinienne et la restauration du capitalisme à l'Est, une crise sans précédent de la conscience de classe, de l'organisation du mouvement ouvrier et

des deux courants qui ont dominé celui-ci tout au long du XX^e siècle, la social-démocratie et le stalinisme.

Mais la situation actuelle est déjà nettement différente de celle du début des années 90. La relance du mouvement ouvrier et social est inégale, elle prend des formes différentes selon les situations politiques nationales, mais au-delà de telle ou telle conjoncture, il y a, incontestablement, un changement de climat social, politique et idéologique. Cette relance favorise l'émergence de courants anticapitalistes/anti-impérialistes, tant sur le plan social et syndical que politique.

2. Une phase transitoire

La situation internationale a connu un changement notable. Les traits actuels de la période s'inscrivent dans les contradictions d'une situation transitoire entre un système avec un rôle important de l'État, la collaboration de classe institutionnalisée, un mouvement ouvrier dominé par les réformistes sociaux-démocrates ou d'origine stalinienne et un nouveau capitalisme, de nouvelles institutions politiques, un nouveau cycle organique du mouvement ouvrier et de nouveaux mouvements sociaux. Cette situation est transitoire et caractérisée par :

- la volonté hégémonique renforcée de l'impérialisme américain, manifestée par une succession de guerres et d'interventions visant à contrôler la planète ;
- la poursuite de l'offensive des classes dominantes, mais qui bute désormais sur des obstacles économiques et sociaux importants ;
- l'énorme croissance de la force économique et militaire de la bourgeoisie qui se combine avec une crise des formes de sa domination politique-institutionnelle, notamment sur le plan international ;
- une évolution contradictoire des rapports de forces : la remise en cause d'acquis sociaux résultant d'une déréglementation

* Cette résolution a été approuvée par le Congrès par 89,58 % de mandats, contre 2,08 % et 8,33 % d'abstentions.

Le XV^e congrès mondial de la IV^e Internationale s'est tenu en Europe du 8 au 14 février 2003, en présence de plus de 230 participant(e)s. Y étaient représentées les délégations des sections, groupes sympathisants et les observateurs permanents des pays suivants : Allemagne, Antilles, Argentine, Autriche, Australie, Congo-B., Belgique, Brésil, Canada/Québec, Danemark, Équateur, État Espagnol, États-Unis, Euskadi, France, Grèce, Grande-Bretagne, Hong Kong, Inde, Italie, Irlande, Japon, Liban, Luxembourg, Maroc, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Puerto Rico, Sri Lanka, Suède, Suisse, Uruguay.

Les délégations d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Chili, de Hong Kong, d'Israël, de Nouvelle Zélande, du Sénégal et de Turquie n'ont pu y participer, faute de visas ou pour d'autres raisons pratiques.

Le Congrès a constaté que les sections de Bolivie, de Maurice et de Tunisie avaient cessé d'exister. Le RPM-M a été reconnu à l'unanimité du Congrès comme section de la IV^e Internationale aux Philippines.

Parmi les invités au congrès on notait la présence d'organisations et de camarades d'Australie (Democratic Socialist Party, DSP), de Colombie (Presentes por el socialismo (PPS), de Corée du Sud, de Corse (A Manca Nazionali), d'Écosse (International Socialist Movement, ISM), des États-Unis (Socialist Party, SP, et Freedom Socialist Party, FSP), de France (Lutte Ouvrière), de Grande-Bretagne (Socialist Workers Party, SWP), de Grèce (Diethnistiki Ergatiki Aristera, DEA), d'Italie (Partito de Rifundazione Comunista, PRC), du Pérou, de Pologne et de Taiwan.

Le congrès a reçu des messages d'organisations invitées qui n'ont pu venir des pays suivants : Argentine (Movimento al Socialismo, MAS), Maurice (Lalit), Pakistan (Labour Party Pakistan, LPP), Uruguay (Corriente de Izquierda, CI).

Inprecor n° 480/481 de mars-avril 2003 a rendu compte des débats et publié le discours d'ouverture du camarade Livio Maitan ainsi que le rapport introductif au débat sur la situation internationale présenté par le camarade François Ollivier. ■

Situation mondiale

combinée à des résistances et des recompositions de luttes et de foyers de combativité ;

- une transformation social-libérale des secteurs dominants du mouvement ouvrier et social traditionnel qui affaiblit globalement ses positions, mais dont la crise historique dégage les premiers espaces pour de nouvelles expériences en dehors du contrôle des appareils sociaux-démocrates et d'origine stalinienne ;

- un nouveau radicalisme dans les revendications, les formes de lutte et les mouvements, mais des difficultés dans la formation d'une conscience anticapitaliste et dans la construction d'une alternative politique.

3. Situation du prolétariat mondial et rôle des femmes

Dans les anciens États bureaucratiques, le souci principal des masses ouvrières c'est la lutte pour leur survie matérielle quotidienne, alors que le mouvement ouvrier reste embryonnaire et fragmenté. Dans les pays de la périphérie, des noyaux productifs relativement stables où une classe ouvrière sans droits ni lois sociales se fait surexploiter, sont entourés de masses populaires qui vivent dans une pauvreté extrême sans précédent, suite à la destruction des rapports sociaux. Dans les ateliers clandestins on préfère de jeunes femmes qui y souffrent de problèmes de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel continu. Les femmes y font deux fois plus de fausses couches que des travailleuses dans d'autres secteurs, et leurs bébés ont un poids trop léger et souffrent d'anomalies néonatales. En vertu de la pénurie de travail salarié, les femmes de la classe ouvrière ont dû recourir au secteur « informel » notamment la participation (surtout involontaire) au commerce sexuel interne et international. Un aspect troublant du travail des jeunes, notamment dans les pays périphériques, est la participation des enfants. Plus de 110 millions de filles entre 4 et 14 ans font partie de la main-d'œuvre. Elles sont plus vulnérables à tous les problèmes auxquels les femmes font face : viol, harcèlement sexuel, conditions de vie insalubres et dangereuses, violence domestique, vente éventuelle comme esclave ou prostituée. Un million d'enfants sont recrutés annuellement dans la prostitution, la grande majorité d'entre eux sont des filles.

Dans les pays impérialistes, et singulièrement dans l'Union européenne (UE), le capitalisme a réussi pour la première fois depuis un demi-siècle à (re)créer une insécurité sociale quasi générale quant à l'emploi, au salaire et au revenu de remplacement (chômage, maladie, invalidité), ainsi qu'à l'accès

à un enseignement de qualité et aux soins de santé. Les travailleurs qui ont un emploi, subissent la remise en cause des acquis sociaux, des droits du travail et des travailleurs, la généralisation de la flexibilité, de la précarité, l'austérité salariale, l'individualisation des processus du travail et des salaires, l'affaiblissement du nombre d'adhérents du mouvement syndical dans les métropoles impérialistes, des millions de travailleurs ont enregistré ces reculs partiels.

Les femmes constituent 70 % des pauvres au niveau mondial. Dans la plupart des pays industrialisés, la participation féminine à la population active a dépassé — ou dépassera sous peu — les 50 %. Bien qu'un petit nombre ait fait carrière, la majorité des femmes restent renfermées dans les secteurs économiques mal rémunérés. Aux États-Unis, les femmes sans allocations pour soins médicaux, sans systèmes de transport public et sans accès aux crèches à un prix abordable vivent au-dessous du niveau de pauvreté même en ayant deux ou trois emplois à temps partiel. Le différentiel salarial entre les travailleuses et les travailleurs est en croissance et la revendication de salaire égal n'a été réalisée qu'au salaire minimum. Les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre dans plusieurs emplois du secteur public et la majorité des travailleurs à temps partiel ou contractuels. La plupart des femmes sont victimes de harcèlement sexuel indépendamment du fait que l'homme soit leur patron, collègue ou même représentant syndical. Dans le marché de l'emploi actuel, les femmes souffrent hors proportion du chômage depuis que la politique néolibérale réduit les services publics ou les privatise. En plus, les femmes ressentent davantage la perte des services publics car elles en ont plus besoin vu leur rôle et responsabilité au sein de la famille.

Mais plus globalement, les contradictions de la phase actuelle du système capitaliste qui peut combiner baisse du chômage et précarisation de la force de travail, débouchent sur des luttes et mouvements partiels pour la défense des acquis sociaux, le refus des licenciements, l'augmentation des salaires, des allocations sociales et des pensions.

Enfin — phénomène significatif — il y a l'arrivée dans le processus de production de millions de jeunes qui, d'un côté, n'ont pas la mémoire des luttes et de l'histoire du mouvement ouvrier mais qui, d'un autre côté, « ne portent pas sur les épaules le poids des défaites passées » et sont disponibles pour la lutte et l'organisation, selon leurs propres méthodes.

Dans ce cadre, l'hypothèque du stalinisme est en voie de disparition sans déjà relé-

gitimer le projet socialiste. En même temps, des milliers de militants et de cadres qui n'ont pas connu de défaites historiques restent, dans les secteurs associatifs ou syndicaux, disponibles pour relancer ou créer les conditions d'une recomposition du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux sur de nouveaux axes.

4. Participation des jeunes à la résistance globale

Une nouvelle vague de radicalisation et de politisation de la jeunesse a pris son envol au travers des mouvements anti-mondialisation. Elle constitue un élément clé de la nouvelle situation politique et idéologique et du renouveau du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

La mobilisation spectaculaire à Seattle (novembre 1999) et la confrontation sans précédent avec le G8 à Gênes (juillet 2001) ont marqué un tournant dans les résistances contre la mondialisation néolibérale. Sa percée, à résonance internationale, est le résultat d'une série de mobilisations, moins visibles dans le climat de régression idéologique et de résignation militante des années 90, mais qui ont créé un nouvel internationalisme et de nouveaux mouvements, en se confrontant systématiquement avec les sommets des institutions internationales de l'impérialisme (Banque Mondiale, FMI, G7, UE...) dans la rue, lors des contre-sommets et par une ébauche de regroupements internationaux, dont le Forum Social Mondial de Porto Alegre (janvier 2002) est l'apogée actuel.

Ce mouvement influence dès aujourd'hui des cadres du mouvement ouvrier et social sur le plan national, en offrant un début d'alternative quant à l'analyse de la situation mondiale, aux revendications, à la perspective d'une « autre » société. Il est surtout la force motrice derrière la nouvelle radicalisation et politisation de la jeunesse. Celle-ci n'a jamais cessé de s'engager et de « s'occuper de politique » dans le sens le plus large, à travers l'antiracisme/antifascisme, l'écologie, le tiers-mondisme, l'humanitarisme et les grandes questions éthiques de l'humanité. Mais, elle était fortement marquée par le rejet du politique en général, ne s'identifiait plus à la classe ouvrière et au mouvement ouvrier, tournait le dos au marxisme et aux organisations révolutionnaires.

En dehors des pays du centre capitaliste la jeunesse s'organise à l'intérieur des mouvements paysans, indigènes, étudiants, syndicaux et de sans-emploi en réponse aux mesures concrètes néolibérales. Une participation importante mais insuffisante pour

déplacer les vieilles directions.

D'autres jeunes créent des formes embryonnaires et le plus souvent locales de participation qui n'appartiennent pas toujours au mouvement contre la mondialisation capitaliste et à travers des propositions d'économie solidaire, des projets d'ONG liés à la lutte sociale plus générale.

La jeunesse qui se radicalise aujourd'hui n'exprime pas seulement ses propres besoins et aspirations contre une société injuste, elle manifeste aussi son engagement face à cette société pour la changer. D'où un bond en avant sur le plan de la conscience (anticapitaliste), des formes de lutte (plus radicales), des revendications (plus globales) et de l'engagement (plus militant). Elle se trouve à la pointe de la nouvelle phase.

5. Évolution « néolibérale » de la social-démocratie et populisme

La nouvelle phase politique est une mise à l'épreuve des projets et programmes de la social-démocratie. Elle peut octroyer des marges de manoeuvres aux équipes gouvernementales social-démocrates dans leurs jeux respectifs avec les partis de la droite traditionnelle, mais elle confirme la profondeur du processus de social-libéralisation des partis socialistes. Les PS ont renoncé à toute politique keynésienne ou néo-keynésienne. Sous la crainte de tout affrontement sérieux avec le patronat et les classes dominantes et dans le cadre d'un profond changement politico-idéologique, les directions social-démocrates ont épousé la politique néolibérale en y ajoutant un accompagnement social réduit. Au-delà, il s'agit d'une profonde révision politico-idéologique de ces partis.

En Europe, cela a pris un relief particulier par leur participation gouvernementale, simultanément et pendant plusieurs années, dans 13 des 15 pays de l'UE. A quelques nuances près, ils se sont inscrits dans le cadre des choix stratégiques des classes dominantes, comme l'ont confirmé leurs orientations socio-économiques et leur participation sans réserve aux trois guerres que l'impérialisme a déclenchées ces 10 dernières années (Irak, Yougoslavie, Afghanistan).

Au-delà des spécificités évidentes, des considérations analogues s'imposent à propos des partis de gauche ou de centre-gauche (populistes anti-impérialistes) dans des pays d'Amérique Latine. Par ailleurs, les partis de provenance stalinienne, dont l'approche stratégique et la pratique dans les mouvements de masse ne se différencient le plus souvent aucunement de celle des sociaux-

démocrates, sont eux aussi entrés dans une crise existentielle.

Vingt ans d'une politique d'agression antisociale ont profondément entamé les liens de ces organisations avec leur base sociale. Le résultat c'est un recul sans précédent de leur prestige, leur contrôle social et leur encadrement organisationnel du prolétariat et de la jeunesse progressiste. D'où le dégagement d'un espace politique, social et électoral où des courants, mouvements et partis radicaux/anticapitalistes peuvent s'affirmer, acquérir une large audience dans la société et devenir un facteur important dans le mouvement ouvrier et social.

6. Relance du mouvement de masse et la gauche anticapitaliste.

Sur cet arrière-fond, une nouvelle situation politique-idéologique est née, à la fin des années 90. Elle ne sort pas du néant. Elle est le résultat d'une accumulation de mécontentements, de prises de conscience, d'une relance de la solidarité et de luttes importantes, mais qui toutes s'étaient terminées en impasse, échec ou défaite : aux États-Unis, la longue grève des pilotes et celle de l'UPS ; en Europe, des grèves générales — nationales ou sectorielles —, en Grande-Bretagne (mineurs 1984-85), au Danemark (grève générale 1986), en Belgique (1986, puis les services publics en 1987, grève générale en 1993, grève larvée du secteur enseignant étalée sur deux ans), dans l'État espagnol (grèves générales au début des années 90) et en Italie (1992 et 1994); en Amérique Latine, l'Équateur, le Brésil et la Bolivie et en Asie, la Corée du Sud et l'Indonésie ont connu des mouvements de masse et des luttes ouvrières importantes. La marche des femmes pour le Pain et les roses au Québec en juin 1995 a démontré la capacité renouvelée du mouvement des femmes de mobiliser autour de revendications féministes. La marche aura un impact direct sur la radicalisation d'un secteur du mouvement des femmes canalisé par les structures de l'ONU, sous forme d'ONG.

En Europe, la mobilisation de masse des femmes contre les attaques sur le droit à l'avortement, avec le mouvement de grève contre le gouvernement Juppé en France qui allait de pair avec cette mobilisation, était la première manifestation de ce changement. Avec la « Marche européenne des chômeurs, précaires et exclus » vers Amsterdam (juin 1997), elles ont commencé à changer l'état d'esprit dans les milieux militants en France et en Europe. D'autres initiatives

directes, déjà en cours, telle la campagne pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, certains mouvements paysans très combatifs (en Inde, Brésil...) vont s'y joindre. La confrontation à Seattle, en novembre 1999, ouvre la voie vers « le mouvement contre la globalisation » qui se rassemble à Porto Alegre, au premier Forum Social Mondial, animé d'un esprit offensif, internationaliste et potentiellement anticapitaliste, porté par une nouvelle génération. Cet esprit d'internationalisme radical était également exprimé par la Marche mondiale des femmes en 2000, dont la préparation avait commencé bien avant Seattle, à partir d'une critique de la Rencontre des femmes de l'ONU à Beijing. En Amérique du nord, « l'esprit de Seattle » a été suivi de la mobilisation contre le projet états-unien de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) à Québec, au mois d'avril 2001.

A Gênes, pour la première fois, ce mouvement réussit à fusionner avec les secteurs combatifs du mouvement syndical de masse lors d'une confrontation directe avec le gouvernement et sa politique néolibérale. Puis il s'est encore élargi et renforcé. Après le 11 septembre, il a pu, sous des formes particulières selon les pays, se convertir rapidement en un mouvement anti-guerre avec des centaines de milliers de manifestants sur toute la planète contre la guerre impérialiste en Afghanistan. Il a encore été un des supports politique et organisationnel protagoniste de la solidarité avec le peuple palestinien, écrasé par l'État d'Israël.

Une nouvelle conjoncture socio-politique se développe dans certains pays, comme l'Italie et l'Espagne, où « le mouvement des mouvements » a stimulé directement les luttes du monde du travail. Il a créé un nouveau cadre politique, une volonté offensive, une nouvelle perspective et l'embryon d'une alternative aux luttes sociales défensives qui n'avaient jamais cessé, tout au long de la période antérieure. Il reste pour le moment le protagoniste de la confrontation avec le capitalisme. Mais le mouvement syndical « traditionnel » — organisationnellement affaibli et socialement isolé — continue à organiser des millions de travailleurs et travailleuses, et des centaines de milliers de militants. Les grèves générales et les gigantesques mobilisations citoyennes en Italie, Espagne et Grèce, le redémarrage des grèves sectorielles en Allemagne, mettent également sur le devant de la scène les salariés à l'unisson avec d'autres couches sociales et mouvements sociaux.

En Argentine, le processus révolutionnaire a surgi directement de la crise d'effondre-

Situation mondiale

ment de pans entiers de la vie économique, suite à l'application dans la durée des recettes néolibérales. Dans ce cas, la bataille pour la survie a poussé la classe ouvrière et les pauvres (ainsi que les classes moyennes) dans la lutte et vers l'auto-organisation. Cette mobilisation contre la brutale politique néolibérale se heurte directement à la globalisation capitaliste par le biais des entreprises transnationales étrangères, du FMI et de l'interventionnisme constant de l'impérialisme américain. L'Argentinazo est le détonateur en Amérique Latine où l'essor du mouvement de masse affecte plusieurs pays (Venezuela, Uruguay, Paraguay, Pérou, ...).

Le mouvement paysan est un des acteurs les plus importants de cette mobilisation anti-capitaliste. Le MST (Mouvement des Travailleurs sans Terre) brésilien, la CONAIE (Confédération Nationale des Indigènes de l'Équateur), la Confédération Paysanne française et d'autres mouvements organisés dans le réseau international Via Campesina jouent un rôle clé dans le combat contre l'OMC et l'ordre marchand néolibéral. Sans parler du mouvement paysan et indigène du Chiapas, sous la direction de l'EZLN, qui a été à l'avant-garde de la lutte anti-libérale en organisant, en 1996, la Conférence Internationale contre le Libéralisme et pour l'Humanité.

Sur le continent africain, la mobilisation contre le néolibéralisme et contre ses effets a souvent pris la forme de rencontres larges comme le sommet Annuler la Dette à Dakar en décembre 2000, le contre-sommet contre le G8 et contre le NEPAD à Siby en 2002, et les grandes mobilisations sociales autour du Sommet mondial pour un développement soutenable à Johannesburg en 2002.

La relance et la reconstruction du mouvement ouvrier et social international relèvent de la « lutte des classes », du développement des luttes ouvrières, mais aussi du « mouvement contre la globalisation », d'initiatives directes des citoyens, ainsi que des organisations anti-impérialistes, anticapitalistes et révolutionnaires en leur sein. Les femmes ont joué un rôle majeur dans la lutte pour la justice sociale dans une période d'inégalité et de brutalisation croissantes. Elles se sont organisées dans toutes sortes de communautés, d'organisations de femmes pour s'opposer à la guerre, à la répression et à un monde où les relations capitalistes sont la seule possibilité. Par exemple, elles ont joué un rôle central dans la lutte contre l'intégrisme religieux. Notamment, des femmes en Inde se sont mobilisées pour dénoncer les attaques contre des femmes musulmanes par des organisations hindoues de droite affiliées au gouvernement de BJP

au Gujârât ; des femmes en Afghanistan se sont opposées aux Talibans ; et des femmes se sont mobilisées également contre le fondamentalisme chrétien en France, aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne en défense des cliniques pour femmes et contre les « *commandos anti-avortement* ». Sans cette force sociale majoritaire dans le pays qu'est la classe salariée, sans ses luttes de masse pour ses propres revendications et aspirations, sans son auto-organisation croissante, on n'arrêtera ni la globalisation marchande, ni la politique néolibérale, ni la politique de guerre.

La reconstruction du mouvement de masses et de la gauche doit prêter attention à la présence décisive de paysans et d'indigènes dans des pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Paraguay, la Bolivie, l'É-

quateur et le Mexique ; le Paraguay où l'on observe une montée de la mobilisation et de la lutte pour la terre ; le Brésil avec la présence du Mouvement des sans terre (MST) qui revendique une réforme agraire radicale ; la Bolivie avec la lutte des paysans producteurs de coca et la percée électorale du Mouvement pour le socialisme (MAS), en Équateur la Confédération Nationale des Indigènes (CONAIE) par le biais de son expression politique le Mouvement Pachakutic-Nouveau Pays, qui fait partie du gouvernement actuel et constitue un front de lutte contre le néolibéralisme.

Cette remontée spectaculaire de la confrontation sociale et politique ouvre de nouvelles perspectives pour une gauche anticapitaliste, tant sur le plan social que politique-partidaire.

II. La guerre et la nouvelle contre-offensive impérialiste

1. Attaque d'Al-Qaida et « guerre contre le terrorisme »

❶ Suite à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, l'impérialisme américain a lancé une vaste contre-offensive qui marquera fortement la situation mondiale dans les années à venir. Au-delà de ce choc apocalyptique, sa portée véritable apparaîtra au fur et à mesure que « *la longue guerre contre le terrorisme international* » se heurtera aux multiples obstacles, contradictions, résistances et oppositions qu'elle trouvera sur son chemin.

❷ L'agression américaine, au départ un acte de vengeance militaire contre tout un peuple au nom de la punition de sa classe dirigeante, prend place dans la série de guerres impérialistes depuis 1991 (contre les peuples irakien et serbe), confirmant sa volonté hégémonique et interventionniste dans l'après-guerre froide. En l'occurrence, elle visait à éliminer le courant fondamentaliste du type Ben Laden, même si celui-ci défend le capitalisme, en étant lié à des fractions bourgeoises et à des secteurs de différents appareils d'État réactionnaires, tels la monarchie saoudienne et les dictatures pakistanaise et soudanaise. Le discours de ce courant politique est fanatiquement religieux, anti-occidental plutôt qu'anti-impérialiste, et antisémite plutôt qu'antisioniste. Fondamentalement opposé aux droits démocratiques fondamentaux et à l'égalité des femmes, il veut instaurer un régime théocratique ultra-réactionnaire. Le pétrole a toujours été une motivation essentielle de la politique impérialiste dans cette partie du monde.

2. Buts de guerre américains

Le 11 septembre a non seulement sauvé une présidence élue dans des conditions contestables, isolée et mal assurée, mais il a permis de légitimer une offensive mondiale des États-Unis à laquelle les stratèges américains n'osaient même pas rêver. Après le 11 septembre, l'administration républicaine de droite, appuyée sur les grosses compagnies pétrolières, est passée d'une administration faible avec de grandes idées à une administration capable d'utiliser sa force militaire quand et où elle le voulait pour défendre les intérêts stratégiques américains. La guerre contre le terrorisme a été ainsi lancée. On a déclaré au monde : Êtes-vous avec nous ou avec les terroristes ? Le danger provient maintenant des « États voyous ». Ce sont les États-Unis qui vont en dresser la liste et décider de ce qu'il faut en faire. L'invasion de l'Afghanistan a causé plus de morts que le 11 septembre.

Après la victoire militaire rapide sur les Talibans, la leçon tirée par la « *junte pétrolière* » de Bush, comme on l'a appelée, c'est que les bombardements sont efficaces et qu'il faut continuer à en faire. On a donc assisté à une escalade des buts de guerre américains avec la déclaration de Bush sur « *l'axe du Mal* » dans son discours sur l'État de l'Union, suivi par son discours aux Nations Unies où il a clairement et sans ambiguïté expliqué les buts stratégiques des USA et a insisté sur le fait que non seulement la politique de « *changement de régime* » va s'étendre mais que les États-Unis n'autoriseraient pas que leur supériorité militaire soit contestée ou rééquilibrée.

Dorénavant les États-Unis renverseront tous les régimes qui feront obstacle à leurs intérêts.

L'Irak est le suivant sur la liste des invasions. Aucun lien avec l'Al-Qaïda n'a pu être établi car il n'en existe probablement pas. La suppression des armes de « *destruction massive* », qui probablement n'existent pas non plus, a été fixée comme objectif. Le contraire ne peut être prouvé et cette exigence est présentée comme une raison de la guerre. Le message adressé au monde est celui-ci : si vous ne nous avez pas cru après la guerre en Afghanistan quand nous disions que nous allions changer le monde conformément à nos intérêts, vous allez nous croire après la défaite de l'Irak. Les États-Unis ont l'intention d'utiliser leur puissance militaire immuable pour réorganiser et redéfinir le monde selon les intérêts stratégiques et économiques de l'impérialisme américain.

L'intérêt de l'invasion de l'Irak n'est pas seulement dans ses retombées politiques mais aussi dans les immenses réserves de pétrole du pays. Même si le but final de la guerre n'est pas le pétrole, il faut savoir que l'Irak dispose de la deuxième réserve pétrolière du monde et que celle-ci est relativement inexploitée. Contrairement au cas de l'Afghanistan, le pétrole est donc une question importante en ce qui concerne l'Irak. On prévoit que les réserves pétrolières des États-Unis seront épuisées dans moins de 50 ans. Le contrôle des zones pétrolières clés dans le monde ainsi qu'une écrasante supériorité militaire sont les éléments décisifs pour la domination mondiale visée par l'impérialisme américain.

Il faut aussi prendre en compte les objectifs régionaux américains au Moyen-Orient. Une occupation et une stabilisation réussies de l'Irak transformeraient considérablement la région. L'Arabie Saoudite serait sous une pression plus directe des États-Unis, l'Iran serait dans leur ligne de mire et les Palestiniens seraient encore plus isolés. Le pouvoir d'Israël serait considérablement renforcé et l'équilibre politique de la région changé.

La guerre contre le terrorisme représente une stratégie à long terme pour l'impérialisme américain dans la mesure où il cherche à exploiter au maximum son avantage. Les États-Unis se préparent à faire reculer les mouvements de libération du Tiers-Monde, à soumettre le capitalisme européen à leurs intérêts, à redéfinir une « *justice globale* » et à utiliser leur force militaire pour assurer la domination des firmes multinationales américaines. La souveraineté nationale ne sera maintenant accordée qu'avec l'accord des Américains. Poutine a maintenant les mains

libres et de plus en plus brutales en Tchétchénie. Pendant ce temps-là, des personnes sont détenues indéfiniment sans jugement aux USA ainsi que dans d'autres « *démocraties* » et la CIA est autorisée à procéder à des assassinats politiques comme ceux commis par Sharon en Palestine.

À court terme, les victimes sont les pauvres et les opprimés dans les pays envahis par les USA ou pour lesquels ils préparent une intervention. Cela comprend la Colombie et les Philippines où les Américains interviennent contre des mouvements de guérilla de gauche. En Palestine, le gouvernement Sharon a le feu vert pour lancer des assauts meurtriers contre la population palestinienne.

Mais ceci n'est que le sommet de l'iceberg. Des concentrations militaires stratégiques se mettent en place en Asie centrale et dans le Sud-Est asiatique. La guerre afghane a permis aux États-Unis d'installer des bases militaires permanentes dans certains pays de l'ancienne Union Soviétique, ce qui était inconcevable avant le 11 septembre. Des bases ont été établies au Tadjikistan et au Kirghizstan, et même en Géorgie.

La position des USA se renforce en Corée du Sud et dans le Détroit de Taïwan. Ce que cela implique est clair. Le pétrole de la Mer Caspienne est de plus en plus sous influence américaine et la Chine est entourée militairement. Cela ne signifie pas que la Chine soit sur la liste des pays qui seront attaqués mais cela signifie que les USA recherchent un contrôle géopolitique de la région avec un œil sur ses immenses marchés.

Il s'agit bien sûr d'une stratégie à hauts risques qui présente de nombreux pièges. Plus la répression est forte, plus la justice est bafouée, plus fort sera le retour de manivelle — ou le retour de flamme — comme Bush et Cie le savent. La guerre contre le terrorisme a produit inévitablement plus de terrorisme, avec de plus en plus de gens prêts à mourir pour contre-attaquer à leur manière. Cela ne veut pas dire que nous soutenions leurs actions, mais que nous comprenons ce qui les génère.

En même temps la préparation de l'invasion de l'Irak, qui va maintenant se faire sous l'autorité de l'ONU, a créé un mouvement anti-guerre sans précédent, avant même que la guerre n'ait éclaté.

Il y a eu une manifestation de 400.000 personnes en Grande-Bretagne et la manifestation du Forum Social Européen à Florence a réuni environ un million de personnes. Même aux États-Unis le mouvement anti-guerre est en croissance. La IV^e Internationale doit redoubler d'effort pour

construire ce mouvement anti-guerre à son maximum et faire en sorte que si l'invasion de l'Irak ne puisse être arrêtée, elle soit combattue dans le monde entier par des manifestations de rue et que les agresseurs soient forcés de payer le prix politique le plus fort pour leurs actions.

3. Nouvelles contradictions intérieures de l'impérialisme américain

① Un aspect totalement neuf, c'est que cette guerre a frappé les États-Unis sur leur propre territoire, alors qu'ils ont pu, depuis deux siècles, mener des guerres dans le monde entier sans en subir les contrecoups chez eux. Cet événement extraordinaire constitue une humiliation pour la plus grande superpuissance de l'Histoire dont le territoire ne constitue plus un sanctuaire. Cela façonnera une conscience aiguë d'insécurité et de vulnérabilité et pèsera à moyen et à plus long terme sur tous les rapports sociaux à l'intérieur, notamment entre la classe dominante et les classes exploitées, et sur la conscience très chauvine-impérialiste (« *the biggest in the world* ») dans les secteurs majoritaires de la classe salariée.

Dans l'immédiat, cette guerre a créé l'union sacrée autour du président Bush. Celui-ci, mal élu (à l'intérieur) et déconsidéré (à l'extérieur) au départ, a réussi un retournement spectaculaire, créé un leadership énergique et lancé une puissante contre-offensive sur le plan intérieur et international, affirmant une suprématie militaire sans égal dont l'énorme croissance du budget militaire est le levier et le symbole.

② En conséquence, le mouvement social contre la globalisation (« *Global Justice movement* »), aux États-Unis, a dû reculer immédiatement. Il s'est affaibli par le retrait du mouvement syndical (AFL-CIO), et par l'abandon de sa manifestation de Washington — planifiée pour fin septembre 2001 — comme la plus grande et la plus offensive depuis Seattle. Mais le mouvement n'a pas disparu. Grâce à la solidarité de ses militants, il a su se re-mobiliser rapidement et constituer un mouvement anti-guerre qui, pour le moment, est très minoritaire tout en étant présent dans l'ensemble du pays.

Mais l'alliance entre le mouvement contre la globalisation capitaliste et le mouvement syndical — qui avait basculé dans l'opposition à cause du « *fast track* » (le droit du président de négocier les libéralisations liées à la Zone du Libre Échange des Amériques, ZLÉA) et des attaques contre le secteur public — s'est brisée sur le climat chauvin suite au 11 septembre. Sa reconduction

Situation mondiale

autour de l'axe qui combine ces enjeux sociaux avec des considérations politiques générales (« *Jobs with Justice* »), dépendra du recul du sentiment patriotique.

« *L'union sacrée* » sera mise à l'épreuve par la politique économique du gouvernement Bush brutalement pro-patronale, la récession et les licenciements massifs qui continuent, ainsi que les faillites spectaculaires des géants économiques, leurs conséquences antisociales — pour l'emploi et les retraites/fonds de pension —, le banditisme financier des patrons, et les liens corrupteurs avec l'establishment politique. Un « *ensemble économique* » qui sème désormais le doute dans l'opinion publique quant à la force du système et la probité morale de la classe dominante.

4. Conséquences internationales de l'offensive américaine

Les conséquences de cette nouvelle politique se sont fait sentir rapidement, en renforçant immédiatement toutes les tendances réactionnaires déjà à l'œuvre :

① Le climat de volatilité et d'insécurité mondialisée s'est brusquement renforcé, amplifié par une médiatisation insistante ; cela a favorisé le renforcement et l'interventionnisme accru des appareils d'État répressifs et coercitifs (armée, police, législation, école, ...). Ce qui à son tour favorise le développement de courants chauvins, réactionnaires et xénophobes, visant en particulier les immigrants. Cette évolution affecte toute la planète, pays par pays. En particulier, des projets des classes dominantes restés bloqués sont relancés et parviennent à s'imposer (cf. l'encadrement militaire des États-Unis pour l'Amérique Latine, réactivation du plan Colombie, la percée cette fois-ci des normes policières et juridiques « *antiterroristes* » dans l'UE).

② La guerre comme moyen politique est réhabilitée et désormais réintégrée dans les stratégies des États; le droit, réservé aux seuls pays impérialistes, à « *l'ingérence humanitaire* » dans les affaires d'autres États est désormais validé comme un concept de « *bonne politique* » (« *gouvernance* ») ; ce droit s'est élargi, à la discrétion de l'impérialisme (américain, en premier lieu), à d'autres États, au nom de la « *lutte contre le terrorisme* » (Russie dans le Caucase ; Israël en Palestine, et, en Afrique subsaharienne, l'Ouganda, le Rwanda et l'Angola dans les guerres du Congo). Il en résulte la multiplication des foyers de tension et de conflits, augmentant le chaos, la misère et la barbarie.

③ Les dépenses militaires, qui s'étaient stabi-

lisées pendant les quelques années suivant la fin de "la guerre froide", ont repris leur envol depuis 1999. La militarisation massive des États-Unis, contenue dans le budget 2002, relance une militarisation qu'aucun autre pays n'est à même d'imiter ou de suivre. La logique politique de cette nouvelle course aux armements est différente de celle de « *la guerre froide* ». Il ne s'agit plus de se préparer à une guerre nucléaire avec l'URSS, au nom de « *l'équilibre de la terreur* », mais de déclencher des guerres effectives pour imposer leur suprématie politique incontestée (avec tous les avantages sur le plan économique et monétaire). La re-formulation en cours d'une stratégie politique mondiale exige une redéfinition des priorités militaires, eu égard aux moyens financiers disponibles : régner dans l'espace qui sert aussi à encadrer militairement la planète ; protection « *totale* » du « *home land* » (territoire national) ; capacité de mener plusieurs guerres d'envergure en même temps (notamment en Asie orientale) ; lancement et maîtrise des guerres « *asymétriques* » (type Afghanistan), interventions militaires ponctuelles (Amérique latine ; Balkans). Cette relance aggravée de la militarisation exerce une très forte pression sur les États du monde, en particulier au sein de l'OTAN. Ce « *keynésianisme militaire* » états-unien, remarquable par l'ampleur de l'intervention de l'État et la relance de l'endettement public, soutient la demande intérieure et les secteurs stratégiques de l'économie américaine qui travaillent aussi massivement pour les exportations.

④ La lutte internationale « *contre le terrorisme* » menace les libertés démocratiques, l'activité des organisations populaires et la société civile en général. Selon la situation locale, il s'agit de réprimer ou d'éliminer physiquement toute dissidence ou opposition, à criminaliser les mouvements de masse, à réduire leur impact politique. La

démocratie bourgeoise — dans la mesure et dans les pays où elle existait — comporte désormais la possibilité légale de passer à « *l'État d'exception* », en fonction des circonstances. L'objectif stratégique est limpide, car il était annoncé dès avant le 11 septembre : étouffer le mouvement « *anti-mondialisation* (ou *altermondialiste*) » de masse qui conteste, pour la première fois depuis les années 1968, le règne du capitalisme et de l'impérialisme, et signale la renaissance du mouvement organisé des exploités et des opprimés à l'échelle internationale.

5. Effets spécifiques sur les femmes en temps de guerre

Non seulement la guerre contre le terrorisme mais aussi le nombre croissant de guerres au cours des trois dernières décennies partout dans le monde, menées pour protéger les intérêts des multinationales et l'expansion de la globalisation capitaliste à chaque partie du monde, ont eu et continuent à avoir des effets agressifs sur les femmes de tout âge puisqu'on se sert du viol comme d'un mécanisme conscient de guerre, comme d'un élément de la stratégie de mainmise sur les populations. Les femmes victimes de ces violents souffriront tout au long de leur vie de cet événement traumatisant et pourront en outre donner naissance aux enfants qui en résultent, ce qui perpétuera ce traumatisme à travers les générations.

Bien que le viol soit dorénavant reconnu officiellement comme crime de guerre devant le tribunal criminel international, les violeurs, les soldats, et donc le pays responsable, ne sont presque jamais jugés. En outre, la guerre oblige les femmes à recourir à tout travail disponible, y compris la prostitution bien souvent, pour assurer la survie de la famille qui reste, à cause de la mort ou la disparition de l'homme.

III. La mondialisation, nouvelle étape du capitalisme international, sous hégémonie américaine

1. La marchandisation du monde — en particulier des femmes et des enfants

La mondialisation détermine la configuration actuelle du capitalisme à l'échelle planétaire. Elle se traduit par une extension radicale du marché mondial, une libre circulation sans frein des capitaux et des marchandises, ainsi qu'un processus impressionnant de concentration du Capital. Elle tend à unifier le monde en un gigantesque marché sans entraves.

2. Logique capitaliste et lutte de classes

Tendance inhérente au capitalisme, cette nouvelle étape de l'internationalisation du Capital est étroitement imbriquée à la conjoncture économique et sociale des années 70 et 80. La faible croissance et la récession ont provoqué la réponse néolibérale mise en œuvre dès la fin des années 70 sous Thatcher et Reagan et rapidement étendue à l'ensemble des pays industrialisés. Cette offensive de grande ampleur contre la

classe ouvrière et ses acquis sociaux des 50, voire des 100 dernières années, débouche sur une augmentation drastique de l'exploitation des classes ouvrières des métropoles impérialistes et une augmentation de la masse et du taux des profits. Dans les pays de la périphérie (« *le Sud* »), la loi impérialiste c'est de les déposséder du droit à imposer quelque obligation que ce soit aux mouvements des marchandises, mais aussi des capitaux. Les pays de la périphérie sont mis en concurrence afin d'attirer les capitaux par le bas niveau des salaires, une absence presque totale de fiscalité, de protection sociale ou de législation sur l'environnement.

Cette nouvelle étape de la mondialisation capitaliste n'est pas le fruit d'un pur déterminisme économique ou technologique. Elle est le résultat d'une lutte de classes acharnée de la part des classes dominantes et leurs États contre le prolétariat mondial.

3. Règne des sociétés transnationales, noyau central de l'impérialisme

Elles mènent une guerre ouverte contre toute velléité de contrôler leur action. Cette nouvelle structuration de l'économie mondiale leur permet de drainer des surprofits, de garantir des débouchés à leur produits, de faire pression sur les prix des matières premières, et de préserver leur monopole technologique. Elle est le résultat d'un mouvement sans précédent de concentration par fusion ou acquisition n'épargnant aucun secteur ni aucune région du globe. Elle accroît la puissance des grands groupes du Nord.

Ce nouveau statut leur confère une puissance accrue vis-à-vis des gouvernements et des États dans lesquels s'exerce leur activité. Ceux-ci ont accepté d'abandonner les contrôles étatiques des opérations financières par le contrôle des changes et des mouvements de capitaux. En même temps les grands trusts du monde s'appuient sur la puissance de leurs États pour faire prévaloir leurs intérêts dans les négociations internationales, la diplomatie et parfois, la présence militaire. Disposant du marché mondial comme arène, ces grands oligopoles industriels ou financiers jouissent d'une liberté d'action et de décision sans précédent.

4. Le support des institutions internationales inter-étatiques

La mondialisation est également commerciale. Forum informel visant à la levée

progressive des barrières au libre échange, le GATT s'est transformé en Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 1er janvier 1995. Dans un contexte de forte croissance des échanges internationaux, cet organisme, ni élu ni contrôlé, arbitre désormais le commerce mondial à l'aune de critères strictement libéraux où pays riches et pays pauvres se retrouvent sur un pied d'égalité. L'échec de la Conférence de l'OMC à Seattle en novembre 1999 n'est que provisoire. Déjà, un nouveau cycle est lancé qui vise à faire basculer dans le secteur concurrentiel des activités comme la santé ou l'éducation, avec libéralisation totale de l'investissement privé. Provisoirement écartées, elles ne tarderont pas cependant à faire l'objet d'une nouvelle offensive. Malgré les discours sur le libre-échange, les pays du Tiers-Monde se voient opposer des barrières à l'entrée de leurs produits sur les marchés des pays les plus riches, alors que ceux-ci font sauter, sous pression de la dette et du FMI, les obstacles à l'invasion de leurs produits industriels et agricoles : le résultat en est l'éviction des petits producteurs des pays en développement concurrencés par l'agro-industrie du Nord et la destruction de leur capacité d'autosuffisance alimentaire.

5. Poids de la financiarisation du capitalisme

Le poids actuel des « *marchés financiers* » résulte des mesures de déréglementation généralisée prises au cours des années 80 en conjonction avec le niveau alors très élevé des taux d'intérêt. Les institutions financières, à côté des banques traditionnelles, se sont multipliées et diversifiées, disposant pour certaines, telles les fonds de pension anglo-saxons, d'une puissance financière considérable, qui a été un des moteurs des politiques d'investissement. La force de frappe ainsi accumulée permet de peser sur les décisions des firmes ou sur les politiques économiques publiques, dans la mesure où les États (pour ce qui est de la dette publique) et les entreprises lèvent des fonds sur le marché financier. Cette structuration a donc augmenté l'autonomie relative de la sphère financière. Elle n'en reste pas moins dépendante du secteur productif. D'abord parce qu'elle ne fait que recycler une part de la plus-value extraite au niveau de la sphère productive, part énormément accrue du fait de l'accroissement de la répartition inégalitaire des revenus entre les classes ; ensuite parce que sa liberté de manoeuvre résulte d'une volonté politique et d'un choix délibéré.

6. Un système fortement hiérarchisé

La mondialisation implique une avancée radicale dans l'internationalisation productive placée sous le commandement des grandes multinationales, ce qui provoque une spécialisation et une hiérarchie accrues. Elle renforce l'accaparement des ressources de la périphérie par le centre. Cette restructuration fonctionne aussi, pour le centre, singulièrement aux États-Unis comme un amortisseur de ses cycles dépressifs et comme facteur d'allongement de ses phases de prospérité. Elle facilite stratégiquement la reproduction mondiale du Capital.

Établir une différence entre l'ensemble des pays du centre impérialiste et la périphérie dominée et sous-développée constitue le point de départ pour déterminer l'insertion de chaque région et pays dans le marché mondial, en tenant compte ensuite des situations variables au sein de la périphérie. Le continent latino-américain se situe à un niveau supérieur à l'Afrique ramenée à un territoire de pillage, mais inférieur à l'Asie de l'Est. Par continent, une hiérarchie analogue se reproduit de pays en pays (ex. les processus d'industrialisation partielle). Cette hiérarchie existe également à l'intérieur de chaque pays et chaque classe ouvrière puisque différentes couches de celle-ci ont accès à différents niveaux de sécurité d'emploi, de services publics comme la santé et l'éducation, ce qui donne lieu à une hiérarchie entre les femmes et les hommes, les jeunes et les plus âgés, les immigrés et les travailleurs originaires du pays. Ces bouleversements affectent profondément les structures des sociétés, notamment les liens entre les classes dominantes et l'impérialisme, et partant la configuration de la lutte des classes.

L'oppression systématique des femmes apparaît dans la vie quotidienne dans une société qui nourrit la dégradation et la violence contre les femmes en maintenant en même temps des rôles très rigides de genre. Il en résulte que les femmes sont des êtres socialement dévalués, économiquement marginalisés et que leurs corps sont convertis en marchandise. La famille patriarcale est toujours l'unité économique centrale domestique dans la société actuelle, et soutenue par d'autres institutions patriarcales comme les hiérarchies religieuses et les bureaucraties d'État, renforce de façon idéologique et pratique la puissance des hommes sur les femmes. L'idéologie patriarcale, un ensemble d'idées qui définit les rôles féminins comme distincts et subalternes par rapport à ceux des hommes — traverse l'ensemble des institutions et donne lieu aux

Situation mondiale

résistances de la part des mouvements des femmes, partout dans le monde.

7. Le visage violent du néolibéralisme

Comme conséquence de l'offensive néolibérale, nous constatons une augmentation des différentes formes de violences en général et contre des femmes en particulier. Pour beaucoup de femmes, leurs relations émotionnelles intimes sont également la source du plus grand danger qui les menace — plus de femmes meurent assassinées par leur actuel ou ex-conjoint que par toute autre cause de décès. Les vigiles « *La nuit, la rue, sans peur* » et des manifestations sont des actions annuelles qui traduisent de manière dramatique la situation de violence exercée contre les femmes. Le recours aux violences domestiques, dont les crimes d'honneur, le viol incestueux, l'infanticide des fillettes, les viols conjugaux, et les coups, a atteint des niveaux jamais vus auparavant. Une guerre culturelle vise les femmes : Elles constituent les cibles des partisans du statu quo ainsi que des intégristes qui imaginent un monde meilleur fondé sur l'imposition de rôles sexuels rigides. En réaction aux tensions du monde néolibéral, ces forces visent la mainmise sur les femmes par l'imposition de politiques d'État notamment en ce qui a trait aux questions liées à la reproduction féminine.

Règle générale, les sociétés partout dans le monde deviennent plus violentes parce que le néolibéralisme accroît l'exploitation par le biais des augmentations de cadences, une journée plus longue, etc. Même des politiques de travail établies sont revues pour assurer une plus grande souplesse aux sociétés (l'engagement de travailleurs et travailleuses à temps partiel, moins de droits pour les travailleurs licenciés). La concurrence interne entre les travailleurs se traduit par une augmentation des violences physiques et psychologiques en milieu du travail. Sans solidarité ouvrière, il n'y a pas de contestation du pouvoir patronal. Les sweatshops (ateliers de misère) et le travail à domicile sont exemplaires de l'assujettissement de la main-d'œuvre dont l'écrasante majorité est féminine aux bas salaires, aux conditions de travail humiliantes, violentes et injustes, y compris le harcèlement sexuel et les punitions corporelles. Le discours du « *libre com-*

1. Dans un rapport de 1998, l'Organisation internationale du travail, OIT, affirme que « *la possibilité d'une reconnaissance officielle serait extrêmement utile afin d'élargir le filet fiscal et couvrir ainsi nombre d'activités lucratives qui y sont liées* ».

merce » dissimule les mécanismes violents du système capitaliste.

8. Hégémonie américaine : le dollar et la guerre

L'instauration du « *nouvel ordre mondial* » impérialiste, en particulier sa hiérarchisation globale et rigide, a eu besoin de deux guerres (Iraq, Balkans) et deux interventions militaires (Panama, Haïti) pour se mettre en place. L'initiative en revient à l'impérialisme américain qui a fait valoir non seulement sa puissance économique mais aussi sa suprématie militaire. Artisan principal de la victoire de la « *guerre froide* », les États-Unis ont réussi à déclencher la guerre contre l'Iraq. Ayant écarté l'opposition ouverte ou cachée de l'URSS et ses alliés traditionnels, des pays de l'UE (à l'exception de la Grande-Bretagne), et de la grande majorité des pays du Tiers-Monde, ils sont d'autant plus apparus comme la seule superpuissance militaire et politique de la planète. L'UE, incapable de contenir les contradictions devenues explosives aux Balkans, a dû faire appel aux États-Unis. Ceux-ci ont utilisé cette opportunité pour faire la démonstration de leur supériorité en technologie militaire et se sont affirmés comme une puissance européenne avec des visées sur la Russie. Avec la force de leur « *nouvelle économie* » et du dollar, ce sont les facteurs militaires et culturels (médias, musique, communication) qui ont imposé les États-Unis comme la clé de voûte du capitalisme mondialisé.

9. Industrialisation du commerce sexuel et marchandisation

La mondialisation capitaliste est à l'origine du développement planétaire de l'industrie du commerce sexuel. Ce secteur de l'économie mondiale, en pleine expansion, qui produit des déplacements très importants de population (les flux migratoires sont de plus en plus féminisés) et qui génère des profits et des revenus mirobolants — les troisièmes

en importance après ceux du trafic des armes et de la drogue — concentre les caractéristiques fondamentales et inédites de ce nouveau stade de l'économie capitaliste.

La dynamique et la pression sont telles que, depuis 1995, des organisations internationales adoptent des positions qui, après analyse et malgré un discours dénonçant les pires effets de cette mondialisation du marché du sexe, tendent à la libéralisation de la prostitution et des marchés sexuels (1).

Cette industrialisation, à la fois légale et illégale, rapportant plusieurs dizaines de milliards de dollars, a créé un marché d'échanges sexuels, au sein duquel des millions d'êtres humains, notamment de femmes et d'enfants, sont devenus des marchandises à caractère sexuel. Ce marché a été généré par le déploiement massif de la prostitution, par le développement sans précédent de l'industrie touristique, par l'essor et la normalisation de l'industrie pornographique, par l'internationalisation des mariages arrangés et par les besoins de l'accumulation du capital.

La prostitution et les industries sexuelles qui lui sont connexes (bars, clubs, bordels, salons de massages, maisons de production de pornographie, etc.) s'appuient sur une économie souterraine massive contrôlée par des proxénètes liés au crime organisé. L'industrie touristique profite largement de l'industrie du commerce sexuel. Au même titre que les gouvernements (60 % du budget du gouvernement thaïlandais en 1995).

La prostitution est devenue une stratégie de développement pour certains États. Devant l'obligation de remboursement de la dette, de nombreux États d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique ont été encouragés par les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à développer leurs industries du tourisme et de divertissement, ce qui s'est traduit par l'envolée de l'industrie du commerce sexuel.

IV. Chute de la bureaucratie stalinienne, restauration du capitalisme, intégration dans l'économie mondiale

1. Crise et restauration capitaliste en URSS et en Europe de l'Est

A. La fin des années 1980 marque un tournant historique vers la restauration capitaliste en URSS et en Europe de l'Est qui résulte de causes internes et de facteurs internationaux marqués par l'offensive néo-

libérale et impérialiste des années 1980.

① Ce tournant historique est le résultat à la fois :

— des impasses des diverses tentatives de réformes post-staliniennes prolongeant pendant quelques décennies le règne du parti unique et des rapports de production non capitalistes sans réussir à passer à un mode

de croissance intensif. Les contradictions se sont accrues entre les valeurs et aspirations des travailleurs liées à la propriété collective des moyens de production, d'une part, et d'autre part sa gestion par la bureaucratie, sur leur dos. L'absence de démocratie ouvrière à l'échelle de la société a vidé de substance et de cohérence les éventuels droits d'autogestion accordés aux collectifs d'entreprise par un parti/État cherchant à préserver ses privilèges de pouvoir ;

— de l'aggravation de ces contradictions dans le contexte capitaliste international des années 1970-1989 sous pression de l'endettement extérieur en devises fortes de plusieurs pays d'Europe de l'Est et de la course aux armements ;

— de la remise en cause populaire des dictatures bureaucratiques symbolisée par la Chute du Mur de Berlin et la fin du règne du parti unique mais sans que les résistances et aspirations sociales des travailleurs n'aient les moyens de déboucher sur une alternative socialiste cohérente ;

— du basculement de secteurs significatifs de la bureaucratie vers le capitalisme dans les années 1980 pour briser les résistances ouvrières tout en cherchant à consolider leurs privilèges de pouvoir dans ceux de la propriété ;

— de la généralisation des rapports marchands et de la propriété privée des moyens de production, la réapparition du chômage de masse, l'abandon de l'ancienne idéologie dominante légitimant les aspirations socialistes au profit du discours néolibéral, la remise en cause des acquis sociaux qui constituent une défaite cuisante pour les travailleurs de ces pays et du monde entier, permettant l'extension et l'intensification de l'offensive impérialiste entamée à la fin des années 1970.

En même temps, dix ans de restauration capitaliste ont produit des désillusions profondes envers les promesses d'efficacité qui ont accompagné les recettes néolibérales. Mais la combinaison d'une considérable dégradation sociale avec le gain de libertés syndicales et politiques a accru les clivages entre générations et la confusion des consciences. Les formes de solidarité qui avaient pu être associées à la crise du mode de domination stalinien se sont dégradées au profit du redéploiement d'idéologies réactionnaires voire néostalinienne.

La recomposition d'un mouvement syndical et politique anticapitaliste et démocratique se fraie difficilement son chemin dans un contexte qui est bien plus difficile qu'en Europe occidentale. Elle sera profondément tributaire de l'émergence d'une alternative crédible à (et dans) l'Union européenne et

du développement d'un nouvel internationalisme des résistances à la mondialisation capitaliste.

② Quelles qu'aient été les variantes des réformes introduites en URSS et en Europe de l'Est depuis les années 1950 jusqu'à la chute du Mur de Berlin, elles ont toutes maintenu une dictature du parti unique et des rapports de production bureaucratiques globalement à l'abri d'une logique de profit capitaliste et d'une discipline de marché.

Après plusieurs décennies de rapprochement des niveaux de vie avec les pays capitalistes développés grâce à une croissance très extensive, les écarts ont commencé à se creuser à partir de la décennie 1970. Les gains sociaux qui se combinaient aux gâchis et à la répression bureaucratique se sont détériorés, en même temps que les aspirations et besoins des nouvelles générations, ainsi que les promotions sociales verticales, étaient de plus en plus bloqués par le conservatisme bureaucratique.

● Mais l'offensive impérialiste des années 1980 a accentué les impasses de la dictature bureaucratique et les écarts de développement entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, creusés par la révolution technologique :

— les pressions de l'ultime phase de guerre froide et de course aux armements au début de l'ère Reagan ont d'autant plus pesé sur l'URSS que sa croissance était stagnante. La priorité aux industries d'armement s'est réalisée au détriment des investissements industriels, de la modernisation des équipements et de la consommation

— l'endettement de plusieurs pays d'Europe de l'Est en devises fortes au cours de la décennie 1970 les a placés sous la pression des politiques d'ajustement structurel du FMI produisant des réactions différenciées des régimes en place, allant de l'austérité radicale et explosive imposée par le dictateur roumain Ceaucescu à la montée des conflits nationaux et sociaux d'une Fédération yougoslave paralysée, en passant par le choix des dirigeants communistes hongrois de vendre leurs meilleures entreprises au capital étranger. L'arrivée au pouvoir de forces de droite dans le cadre des premières élections pluralistes a accentué radicalement l'acceptation par les équipes au pouvoir des programmes de privatisation préconisés par le FMI. L'annulation d'une partie de la dette polonaise et les moyens déployés pour corrompre les porte-parole de Solidarnosc ont accompagné la thérapie de choc imposée en Pologne.

— la construction de l'Europe de Maastricht a relayé les critères du FMI comme accélérateur de la restauration capitaliste en Europe de l'Est.

● Si la restauration capitaliste s'est appuyée sur de puissantes institutions internationales et les pressions du marché mondial, elle n'aurait pas pu progresser sans relais internes dans un contexte de très grande confusion des consciences et faiblesse de l'auto-organisation des travailleurs. La conversion dans les années 1980 de la plupart des dirigeants des partis communistes à un projet de restauration capitaliste, après la répression systématique des forces socialistes démocratiques au cours des décennies antérieures, a permis que l'éclatement du parti unique donne le pouvoir à des forces restaurationnistes quelle que soit leur étiquette.

B. La restauration capitaliste se réalise après l'explosion de l'ex-URSS et en Europe de l'Est, pays largement industrialisés, dans un contexte sans précédent historique marqué initialement par l'absence de tous les attributs nécessaires au fonctionnement d'un marché capitaliste et manquant de base "organique", même si la grande masse des bureaucrates de l'ancien régime aspire à se transformer en bourgeois ou à se mettre au service du capital étranger.

① La soumission des nouveaux pouvoirs aux programmes imposés par le FMI ou l'UE est passée par le démantèlement de toute forme d'autogestion, voire des soviets pourtant bureaucratifiés, de peur que les travailleurs ne s'en emparent, la transformation des moyens de production en marchandises accompagnée par l'extension des fonctions de la monnaie et la généralisation des programmes de privatisations comme « preuve » de rupture avec le passé et critères supposés d'efficacité universelle.

② Mais dans ces pays, qui ont connu plusieurs décennies d'industrialisation sans domination de rapports monétaires et sous des formes de propriété hybrides appartenant « au peuple tout entier », les privatisations se sont heurtées à la question : qui peut (légitimement et pratiquement) acheter les entreprises ? La privatisation des grandes entreprises structurant parfois des régions entières et assurant dans l'ancien système une distribution en nature de services sociaux et de logements est au cœur des difficultés de la restauration capitaliste. Les risques d'explosion sociale se doublent d'un coût considérable des restructurations face à l'insuffisance de capital et de bourgeoisie nationale susceptibles d'acheter ces entreprises et d'y imposer aux travailleurs une gestion capitaliste.

③ Face à cette difficulté générale, les dirigeants hongrois ont choisi la vente directe de leurs meilleures entreprises au capital étranger. Mais, en dehors de ce cas, la plu-

Situation mondiale

part des nouveaux régimes dans l'ex-URSS, comme en Europe de l'Est, ont inventé dans la première moitié des années 1990 diverses formes de « *privatisations juridiques* » sans apport de capital, souvent au bénéfice principal des nouveaux États devenus actionnaires. La distribution à la population de « *coupons* » donnant droit à l'achat d'actions ou l'accès quasi gratuit des travailleurs à une part substantielle des actions de leur entreprise ont permis d'accélérer les « *privatisations* » aux yeux des créanciers et institutions occidentales, piégeant les travailleurs dans l'actionariat populaire. Quelles qu'aient été

les variantes dans les nouvelles formes prises par la propriété, la restructuration des grandes entreprises a été ralentie ou « *contournée* », prenant plus souvent la forme d'une asphyxie par manque de financement et non-paiement des salariés que celle d'un affrontement de classe par des licenciements. Ceci a largement pesé sur les difficultés de résistance collective des travailleurs, tout en les poussant vers la recherche de solutions de survie individuelle (culture des lopins de terre, petits boulots...).

La concentration progressive de la propriété juridique et des pouvoirs de gestion

réels aux mains des nouveaux pouvoirs d'État bourgeois, des banques et des oligarchies — sous des formes très opaques — a limité initialement la vente au capital étranger.

④ Les rapports de troc qui se sont étendus en Russie dans la décennie 1990 en même temps que les privatisations et la « *désinflation* » imposées par le FMI, ont été une forme de protection précaire contre les nouvelles contraintes marchandes combinées à l'extension réelle des rapports monétaires, de montages financiers mafieux et d'une subordination du régime eltsinien aux préceptes du FMI et aux oligarques. L'absence de restructuration et de financement des entreprises s'est accompagnée d'une fuite massive de capital vers l'étranger et d'une intense spéculation des nouvelles banques privées sur les titres d'État conduisant à la crise de l'été 1998.

⑤ Dans l'ensemble des pays candidats à l'UE, les pressions pour l'ouverture de l'économie et notamment des banques au capital étranger se sont intensifiées dans la deuxième partie de la décennie 1990 : plus de 70 % des banques sont sous domination étrangère dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, dont la Pologne où le taux de chômage dépasse 17 %.

La course à l'adhésion à l'Union européenne, qui reste l'alibi des politiques impopulaires imposées par les dirigeants au pouvoir dans ces pays, a accéléré la dissociation des régions les plus riches se débarrassant du « *fardeau budgétaire* » des autres pour tenter de s'insérer plus rapidement dans l'UE.

Les candidats à l'adhésion ont radicalement orienté leur commerce vers l'UE, subissant désormais les aléas de sa croissance et enregistrant des déficits commerciaux assez systématiques. Les critères imposés par l'UE aux pays candidats, en creusant la pauvreté et le chômage, rendent en fait l'adhésion de plus en plus coûteuse — en même temps que le budget européen reste étroitement plafonné. Il s'agira donc sans doute de réduire les ressources données aux pays du Sud et de ne pas élargir aux paysans de l'Est les subsides de la PAC...

Les échecs de l'UE face à la crise de l'ex-Yougoslavie et à ses guerres ont favorisé la redéfinition et l'extension à l'est de l'OTAN permettant aux États-Unis de peser sur les futurs États membres de l'UE et sur ceux de sa périphérie, notamment dans les Balkans, offrant à ces derniers un substitut à l'adhésion à l'UE.

⑥ L'alternance sans alternative s'est installée derrière le pluralisme politique. Il y a une montée des abstentions, une difficulté à

Déclaration sur la restauration capitaliste

Le Congrès Mondial de la IV^e Internationale réaffirmé une approche commune de la IV^e Internationale, quelles que soient les différences d'analyse, des processus de restauration du capitalisme dans les régimes de commandement bureaucratique qui ont usurpé le nom de socialisme.

Nous avons toujours soutenu les révoltes des travailleurs et des peuples, hier, contre les dictatures stalinienne, notamment en Hongrie, en RDA, en Tchécoslovaquie, en Pologne, dans l'ex-URSS ou en Chine. De même nous soutenons les résistances des peuples, des travailleurs et des paysans de ces pays face aux effets de la restauration du capitalisme en cours.

C'est toujours au nom des droits à l'auto-organisation, à l'autogestion ouvrière, à la démocratie, que nous avons combattu les régimes bureaucratiques qui prétendaient se réclamer du socialisme, tout en maintenant le caractère oppresseur de leur régime contre les peuples et les travailleurs.

C'est toujours au nom de ces mêmes exigences et principes que nous appelons à la résistance aux discours et aux politiques dominantes qui ont accompagné l'expansion de la mondialisation capitaliste en Europe de l'Est, dans l'ex-URSS et en Chine. Nous rejetons et dénonçons les politiques des régimes bureaucratiques dits socialistes dont la logique est la dégradation des acquis sociaux, une marchandisation et privatisation généralisée des moyens de production et une aggravation de l'exploitation des travailleurs. De même que nous rejetons la valorisation nostalgique comme « *socialiste* » de dictatures de partis uniques et la pseudo-défense d'acquis sociaux subordonnée à des pouvoirs tenant des discours nationalistes et populistes hostiles à la mondialisation, mais camouflant ce faisant leurs propres privilèges et rapports d'oppression.

Nous combattons partout la détérioration des acquis et droits sociaux en soutenant inconditionnellement toutes les résistances contre ces régressions sociales, quelle que soit l'étiquette des régimes et États qui mettent en œuvre ces politiques, notamment en Chine.

Nous rejetons de même l'autre forme que peut prendre, en Chine notamment, cette même politique, sous couvert d'un discours pseudo-moder-nisateur et d'ouverture aux règles imposées par

l'OMC, au nom d'un soi-disant « *socialisme de marché* » qui signifie en réalité la surexploitation des travailleurs dans le but d'une production « *aux moindres coûts* » pour le marché mondial et l'enrichissement d'une nouvelle bourgeoisie chinoise.

La IV^e Internationale estime essentiel de poursuivre et d'approfondir, en lien avec toutes les résistances en cours à la mondialisation capitaliste, notamment dans l'ex-URSS, en Europe de l'Est et en Chine :

● l'analyse critique radicale des régimes qui ont régné jusqu'à ce jour au nom des travailleurs, sur leur dos en se proclamant socialistes ;

● la refondation d'un projet socialiste digne de ce nom, sur la base d'une démocratie individuelle et collective à inventer et en liaison avec toutes les luttes de résistance aux ordres oppresseurs : l'expérience démontre à quel point, sur tous les continents, les recettes néolibérales n'ont pas fait émerger un nouvel ordre mondial de progrès et de démocratie mais un capitalisme sauvage lourd de régressions sociales et menaçant la planète de ses guerres.

La IV^e Internationale incitera toutes les organisations du mouvement social à établir les liens de solidarité les plus étroits avec les peuples et les travailleurs de ces pays :

● Aux associations de jeunes, de femmes, mais aussi aux syndicalistes d'aider à la formation et aux revendications de nouvelles organisations syndicales face aux privatisations, conditions de travail, licenciements, imposés par les multinationales ainsi que par les bureaucrates et les nouveaux bourgeois ;

● Au mouvement altermondialiste d'aider à la prise de conscience commune et à la solidarité internationale dans l'action contre un capitalisme mondialisé.

Par ailleurs, le Congrès Mondial mandate le Comité international pour organiser la poursuite du débat, (interne et externe, dans les revues de l'Internationale et de ses sections,) sur les questions théoriques et programmatiques concernant les révolutions de ce siècle, le stalinisme et la restauration capitaliste.

* Cette déclaration a été approuvée par 94,79 % de mandats, contre 0, avec 5,21 % d'abstentions.

dégager des majorités gouvernementales et la généralisation de scandales financiers affectant tous les partis au pouvoir, quelle que soit leur étiquette. Le retour rapide et général des ex-communistes par les urnes a exprimé la désillusion profonde des populations envers les recettes libérales et l'espoir de politiques plus sociales, vite déçu par la transformation social-libérale de ces partis.

⑦ L'arrivée de Poutine au pouvoir dans la foulée de la crise financière de l'été 1998 a ouvert une nouvelle phase marquée par la mise en place d'un pouvoir nationaliste (« *patriotique* ») et d'un État-fort sur plusieurs plans : restauration de la puissance russe (notamment en Tchétchénie), d'un certain ordre moral et économique, mise au pas des médias et des pouvoirs régionaux... Le projet de nouveau Code du travail et les proches conseillers sur lesquels s'appuie Poutine illustrent les objectifs socio-économiques bourgeois de ce régime. La dévaluation du rouble qui a fait suite à la crise de l'été 1998 a permis une reprise fragile de la production nationale et une baisse du troc, mais les besoins de financement de l'industrie demeurent sous pression impérialiste.

Le pouvoir russe cherche à reconquérir des traits de grande puissance dans une négociation avec l'OTAN dont l'extension à l'Est crée une source de tensions. Il a espéré conforter une résistance à la toute-puissance des États-Unis en s'appuyant sur l'UE. Mais le cadre atlantique et néolibéral dans laquelle celle-ci se construit limite ces velléités.

L'insertion de la Russie à la coalition « *antiterroriste* » derrière les États-Unis lui a laissé les mains libres pour mener sa sale guerre en Tchétchénie. Mais les tensions entre les États-Unis et l'UE comme celles qui se sont manifestées sur la question de l'Irak permettront de nouveau à la Russie de tenter un jeu d'équilibres entre les grandes puissances.

2. La dynamique chinoise

Du point de vue des grandes puissances, la Chine ne cesse de représenter un facteur d'incertitude autant sur le plan géopolitique (questions de Taiwan, du Tibet, de l'Asie centrale, etc.) que socio-économique. Les groupes dirigeants des États-Unis et de l'Union européenne, et à plus forte raison du Japon, sont conscients qu'en tout cas de figure la Chine visera dans les prochaines décennies à jouer un rôle de grande puissance et à faire valoir son hégémonie en Asie. Elle a tiré, par ailleurs, les leçons de la guerre au Kosovo en poursuivant une modernisation de son potentiel militaire.

Par comparaison à la chute de production qui a affecté la Russie et tous les pays d'Europe de l'Est au début des années 1990, avec un niveau de PIB en 2000 qui n'a rattrapé celui d'il y a dix ans que dans 5 pays d'Europe centrale, la Chine a connu depuis 20 ans un taux de croissance de près de 10 % par an, restant à plus de 8 % de croissance y compris pendant la crise asiatique. Ce sont les chiffres chinois de baisse du nombre absolu de pauvres pendant ces vingt dernières années qui permettent aux statistiques de prétendre à la réduction des inégalités mondiales — alors qu'elles s'accroissent, hors statistiques chinoises, depuis 20 ans.

En même temps, les écarts de revenus se sont creusés en Chine parallèlement à la remise en cause des gains sociaux dans la santé et l'éducation et des protections dans l'emploi : la logique de privatisation capitaliste est à l'œuvre, de plus en plus légalisée. D'où la montée d'explosions sociales protestant contre les inégalités et s'emparant notamment de l'écart entre les discours « *socialistes* » et la réalité capitaliste en développement...

C'est, paradoxalement pour la rhétorique néolibérale, le maintien d'un pouvoir d'État/parti fort, à la fois répressif et soutenant la croissance, qui offre le plus d'attractivité au capital étranger. Au tournant du millénaire, le stock cumulé d'investissements directs étrangers (IDE) était ainsi d'environ 300 milliards de dollars en Chine contre 12 pour la Russie. Mais l'ouverture chinoise a été jusqu'alors contrôlée et massivement « *chinoise* », les financements de la croissance n'ayant pas été principalement tributaires de l'étranger — ce qui, avec ses précédents commerciaux considérables, a donné à la Chine un pouvoir de résistance aux préceptes néolibéraux. Rapportés à la taille du pays, les chiffres d'IDE sont davantage significatifs : ils sont en 2000 de l'ordre de 160 \$ par habi-

tant pour la Chine, contre 85 \$ en Russie, mais 571 \$ au Kazakhstan, environ 1000 \$ pour la Pologne et de l'ordre de 2000 \$ en Hongrie ou en République tchèque. En substance, la croissance chinoise relève d'un néomercantilisme basé sur un interventionnisme et des protections d'État plus inspirés par ce que furent la Corée du Sud et le Japon dans leurs années de croissance forte, que par les préceptes néolibéraux.

Jusqu'à la fin de la décennie 1990, l'ouverture de la Chine aux échanges internationaux s'est faite sur des bases extrêmement protégées (notamment par la non-convertibilité de sa monnaie et les limites étroites imposées aux financements par les non-résidents), comme en témoigne le fait qu'elle a été largement épargnée par la crise asiatique de 1997-1998.

L'adhésion à l'OMC s'est accompagnée d'une radicalisation des réformes, visant à transformer de plus en plus les grandes entreprises en sociétés par actions, et l'ouverture du système financier au capital étranger, accompagnant l'ouverture du PCC aux hommes d'affaires. Parallèlement le démantèlement des anciennes protections sociales se poursuit.

Le processus en cours est entravé par les résistances sociales croissantes face aux creusement des inégalités et au développement de la précarité.

Ce sont de telles résistances dont l'origine remonte au mouvement de Tien Anmen, qui pourront ébranler la façade unifiée du régime et déboucher sur la rupture du cadre institutionnel de l'État-parti. La rhétorique socialiste doit évidemment être contestée, à la fois face à des mesures d'extension des rapports de production capitalistes, et face à toute aile « *modérée* » ou conservatrice qui ne mettrait pas au cœur de la résistance anti-capitaliste nécessaire l'introduction de droits d'auto-organisation et les droits de gestion des travailleurs sur la propriété collective.

V. Les contradictions

qui déstabilisent le nouvel ordre impérialiste

1. Montée des contradictions entre puissances impérialistes

① La nouvelle structure du capitalisme mondialisé porte en germe un approfondissement considérable des rivalités inter-impérialistes entre les trois blocs économiques régionaux, chacun autour d'une des trois grandes puissances globales. Les USA, seule puissance « *globale* », assurent la stabilité et la pérennité du système d'exploitation, tout en abusant de cette position de

force pour imposer leur loi à leurs rivaux. Le résultat politique de la nouvelle guerre pourrait modifier substantiellement les rapports de forces politiques et économiques entre les USA d'un côté, et de l'autre, les pays impérialistes (Japon, UE) et les grandes puissances (Russie, Chine) en voie d'insertion dans le marché mondial. La récession les aiguïsera.

② Depuis dix ans, le Japon est frappé d'une stagnation économique, liée à l'incapacité de surmonter les effets d'une bulle spécula-

Situation mondiale

tive et d'une gigantesque crise bancaire. Mais cette conjoncture cache pour le moment la persistante puissance industrielle et financière du Japon, épice de zones (est-asiatique) les plus dynamiques de l'économie mondiale. La « mondialisation » signifie l'ouverture du pays par une série de dérégulations légales-institutionnelles et privatisations. La bataille des grands groupes étrangers pour s'y implanter est en cours et les États-Unis poussent à abattre les structures protectionnistes. Ces derniers pèsent de tout leur poids dans la région par leur présence militaire qu'ils justifient pour contenir la montée en puissance (économique et militaire) de la Chine face à Taiwan. Dans une perspective à moyen terme, ils se préparent à affronter la constitution d'une nouvelle puissance politiques et économique Chine/Hong Kong/Taiwan, ce qui bouleverserait radicalement les équilibres en Asie et dans le Pacifique.

① Les bourgeoisies européennes ont remporté un succès incontestable par l'adoption de la monnaie unique. À l'étape actuelle, l'Union européenne s'efforce de mieux exploiter l'espace économique commun et de devenir plus concurrentielle sur le marché mondial. Les opérations multiples de fusion et de concentration des puissants groupes industriels, commerciaux, financiers et bancaires se sont succédées. Le Marché Unique avance en particulier sur l'harmonisation des marchés financiers. Depuis la guerre du Kosovo, l'UE se fixe comme objectif de constituer une force armée, indépendante des États-Unis. Cela est directement lié à l'élargissement vers l'Est qui se heurte à de nombreux obstacles, au sein des pays-candidats qui sont obligés d'introduire dérégulations, privatisations et changements structurels. C'est en transformant l'UE en forteresse (accord de Schengen) que l'UE essaye de repousser les mouvements des populations en provenance du sud de la Méditerranée, d'Afrique noire, d'Europe orientale et d'une partie de l'Asie.

La volonté des classes dominantes d'avancer vers une « Europe-puissance » implique une réforme des institutions, aujourd'hui très hybrides, débouchant sur une véritable direction politique supranationale. L'UE est parvenue à se doter d'un embryon d'appareil d'État supranational, entouré d'une série de coordinations inter-étatiques de plus en plus cohérentes. Mais la construction est en transition et fragile. Elle est parcourue par de fortes contradictions entre les (grands) États-membres. Elle est en recul par rapport à la démocratie parlementaire. Sa légitimité reste très limitée parmi les populations à cause de sa politique antiso-

ciale virulente. En même temps, la dynamique se poursuit propulsée par la globalisation capitaliste générale et les besoins du grand Capital européen. Elle est obligée d'affronter les obstacles et d'avancer, car reculer mènerait à une grave crise qui mettrait en danger les acquis (en particulier l'union monétaire).

La rivalité avec les USA est un important stimulant pour l'édification d'un État européen. Le capitalisme américain dispose d'un appareil d'État puissant et omniprésent sur tous les continents. Il constitue le pilier indispensable à l'ensemble des bourgeoisies impérialistes. Mais en même temps, il l'utilise pour favoriser ses propres entreprises multinationales dans la lutte acharnée sur le plan de la concurrence économique et des sphères d'influence politique. Le Grand Capital européen ne peut reculer dans sa tentative de se doter d'un État européen impérialiste. Cela débouche inmanquablement sur une tentative de rééquilibrer la suprématie actuelle des États-Unis. Ce qui n'ira pas sans frictions ni conflits.

2. Les rapports entre la Russie et les pays impérialistes

Les rapports contradictoires entre les États-Unis et la Russie, produit de la « guerre froide », se placent aujourd'hui dans le cadre de l'extension mondiale du capitalisme et de la transition de l'ex-URSS au capitalisme. Ce processus n'est pas indolore.

① La désintégration de l'ex-Union soviétique a donné lieu à une grave instabilité et à une série de guerres.

Dans le Caucase, où les conflits autour du pétrole ont été emmêlés avec la politique intérieure russe, aucun pays n'est sorti de la crise économique et de l'instabilité politique. La guerre en Tchétchénie fut initiée par Eltsine pour renflouer sa popularité en déclin et pour faire élire son dauphin lors des élections présidentielles consécutives. Par la suite, Poutine a poursuivi la guerre avec plus d'énergie que son prédécesseur, et le conflit est devenu le moyen de constituer la base de son pouvoir et de stabiliser son règne.

L'invasion s'est produite dans la foulée de la guerre de l'OTAN dans les Balkans, et dans des conditions politiques différentes de l'invasion russe antérieure — et désastreuse — de la Tchétchénie en 1994. Cette guerre, menée avec la complicité des puissances occidentales — notamment les USA, au nom de la « guerre contre le terrorisme » — se caractérise par les crimes de guerre, les massacres des populations civiles, les viols, les tortures et les déportations.

La guerre fut également une tentative

de remonter le moral et la capacité offensive de l'armée russe; en 1994 l'état-major s'était opposé à l'invasion de la Tchétchénie, mais en 1999 il l'a soutenue sans réserve. Elle a également contribué à reconstruire le chauvinisme grand-russe, qui avait chuté avec l'écroulement de l'URSS et encore après la défaite de 1994 en Tchétchénie. Par ailleurs, elle a lancé un avertissement aux autres républiques autonomes ayant des velléités d'indépendance.

Elle répondait en outre aux intérêts stratégiques russes, en particulier la mainmise sur le pétrole, pour laquelle la Russie devait augmenter son influence dans la région caspienne. Il n'y avait aucun projet de construction d'un nouvel oléoduc qui contournerait la Tchétchénie et donnerait un accès à la Mer Noire. Pour que la Russie reste un acteur principal dans la région, il fallait assurer la stabilité et le contrôle politique. Notre tâche est de mettre en évidence l'oppression russe des Tchétchènes et de soutenir sans équivoque le droit de la Tchétchénie à l'autodétermination.

L'Ukraine, qui a connu une régression économique encore plus grave que celle de la Russie, est loin d'avoir établi un cadre politico-institutionnel stable et reste menacée par une fracture entre les régions occidentales plus tournées vers l'Europe centrale et orientale et les régions orientales sous l'influence du voisin russe. Son sort représente un enjeu majeur : l'équilibre de cette région du monde dans son ensemble dépend dans une large mesure de l'évolution de ce pays qui pourrait soit s'intégrer dans la zone d'influence des puissances de l'OTAN, soit entrer dans le giron de la Russie en renouant des liens brisés par l'éclatement de l'URSS.

② La néo-bourgeoisie russe essaye de regagner son statut de puissance internationale en s'appuyant sur son histoire, sa conscience nationale, ses liens internationaux avec des pays traditionnellement opposés aux États-Unis, sa force productive et ses ressources naturelles, sa main-d'œuvre qualifiée et, surtout, sa capacité de nuisance militaire. Mais sa transition est fortement tributaire du grand capital international et de l'impérialisme. Cette insertion dans le marché mondial est un processus heurté et conflictuel où intervient à son tour la rivalité entre les États-Unis et l'UE. Les deux visent à s'emparer de la propriété terrienne et industrielle, ainsi que des matières premières, à partir d'un encadrement institutionnel-financier et une pression systématique sur la transition au capitalisme. L'UE, l'Allemagne, en tête, essaye d'opérer un rapprochement diplomatique et économique dans une relation apaisée (étant donné la proximité géo-

graphique, la politique d'élargissement vers l'Est, et sa propre faiblesse militaire), tandis que les USA visent ouvertement à encadrer la Russie dans le cadre de leur politique d'hégémonie mondiale.

3. L'Amérique latine face à l'impérialisme américain

L'Amérique latine, plus particulièrement l'Amérique du Sud, connaît une situation exceptionnelle. La profondeur de la crise socio-économique se conjugue à une instabilité politico-institutionnelle croissante et à l'intensité d'une résistance sociale large et radicale. Le processus de contre-réformes libérales a perdu en légitimité, surtout depuis que la rébellion populaire secoue l'Argentine. La crise de direction politique de la bourgeoisie s'approfondit. Un climat d'insurrection et de désobéissance populaire a gagné de nombreux pays de la région. L'élection de Lula au Brésil et de Gutiérrez en Équateur, ainsi que l'ampleur du vote pour Evo Morales en Bolivie, sont la marque du recul de l'influence des politiques néolibérales et de l'usure des partis bourgeois. Cette nouvelle période de la lutte des classes a un caractère indiscutablement transitoire dans la mesure où l'évolution du rapport de forces entre les tendances révolutionnaires et contre-révolutionnaires reste ouverte.

Il est encore tôt pour dresser un bilan de l'impact, à l'échelle du continent, de la victoire électorale de Lula et du PT au Brésil. Il y a, d'un côté, le fait que Lula et le PT incarnent depuis des années le mouvement social organisé au Brésil, ce qui soulève des espoirs et peut contribuer, au Brésil et au-delà, à impulser un cycle de luttes sociales. Il y a, de l'autre, la « modération » affichée par le nouveau gouvernement brésilien, les alliances avec de larges secteurs des classes dominantes, le parti initial de rechercher des changements sans ruptures, dans la continuité de nombre de choix politiques du gouvernement Cardoso, l'appel des électeurs à la « patience », qui sont susceptibles de jouer en sens inverse. On pourrait ainsi connaître une démobilisation si la politique de « modération » se confirme et qu'une déception profonde se manifeste vis-à-vis du gouvernement de Lula.

Pour sa part, l'impérialisme nord-américain réorganise sa stratégie avec deux objectifs : d'un côté l'instauration d'un processus de libre-échange à l'échelle continentale et la recolonisation économique (ZLÉA, Plan Puebla-Panamá, dette extérieure, subordination complète au FMI et à la Banque mondiale) ; de l'autre, un développement de forces militaires et de répression pour écraser

les résistances et les luttes populaires (Plan Colombie, bases militaires, intervention de la DEA et de la CIA). La stratégie continentale de contre-insurrection s'accompagne d'opérations multilatérales dans la perspective d'une force d'intervention latino-américaine — une sorte de bras armé « antiterroriste » de l'OEA en tant que telle. Cette réorganisation prend effectivement aussi un aspect institutionnel. On redonne vie à l'OEA et on construit un paradigme de « *solidarité démocratique* » pour les pays du continent (Charte Démocratique Interaméricaine adoptée à Lima après le 11 septembre) qui articule la « *défense des droits humains* » et une bonne « *gouvernance régionale* ». On modernise dans le même temps les moyens de répression, on garantit l'impunité du terrorisme d'État et du « *nettoyage social* » des « *rebuts sociaux* » (Argentine, Colombie, Guatemala, Chiapas, Brésil...). Cette « *gouvernance* » interaméricaine prétend instaurer un droit d'ingérence en jetant aux ordures les principes de non-intervention et de respect de la souveraineté nationale, profondément enracinés dans les pays dont l'histoire entière est marquée par les luttes anti-impérialistes et contre l'intervention étrangère.

La crise socio-économique du « *modèle néolibéral* » tout comme la crise des projets d'intégration régionale subordonnée (MERCOSUR, CAN-Communauté Andine des Nations, Marché Commun Centraméricain) se sont accélérées après le krach financier de 1997-1998 et l'offensive pour instaurer la ZLÉA. Ce « *nouveau pacte colonial* » implique un transfert gigantesque de divers types de ressources vers les grands groupes impérialistes (trusts industriels-commerciaux-financiers) et vers une minorité de leurs associés locaux. Ce projet nourrit une corruption monstrueuse et un parasitisme typique d'une classe dominante qui a plus confiance dans un compte bancaire ouvert aux États-Unis, en Suisse ou dans un quelconque paradis fiscal que dans son propre pays. Il implique un transfert de richesses tel qu'il signifie la destruction de couches sociales entières, un niveau de concentration inégalé des richesses, un désastre social, des crises économique-financières et des récessions toujours plus profondes. Sous le choc se produit une destruction de l'industrie de pays qui, comme l'Argentine, connaissaient un développement relatif. Les coups portés par la mondialisation du capital qui obligent les pays « *sous-développés* » à brider leur économie dans la logique de « *l'ajustement structurel* » et du paiement de la dette extérieure, pour satisfaire les exigences des pays impérialistes et des groupes transnationaux,

ont détruit le potentiel de cette région. Pratiquement tout a été privatisé et ce qui ne l'est pas encore est mis en vente : réserves d'eau et de pétrole, électricité, terres, mines, ports, services de santé... La pauvreté touche 46 % de la population en Amérique latine et le chômage et le sous-emploi plus de 40 %.

Dans le même temps, la crise de légitimité et de gouvernabilité des élites bourgeoises impose des mécanismes et des législations de contrôle social et de restriction des droits démocratiques de la « *société civile* ». L'État « *démocratique* » oppose chaque jour davantage ses attributs policiers, autoritaires et répressifs à toute manifestation de protestation et de d'opposition. L'un des facteurs clés de cette perte de légitimité et de cohésion du discours dominant réside justement dans la crise du « *paradigme néolibéral* » caractéristique de la phase actuelle de la mondialisation capitaliste et dans l'échec de la « *modernisation du sous-développement* ». Au sein même des classes moyennes, seuls des secteurs restreints peuvent encore être séduits par des promesses consuméristes et la majorité passe à l'opposition militante sous la forme de mobilisations, de votes de protestation ou d'abstention. Cette crise atteint le niveau de la ligne de flottaison de la « *démocratie représentative* ». Les institutions ont été mises à mal par les luttes démocratiques de masse qui ont fait chuter, ces trois dernières années, nombre de présidents élus, réélus ou imposés par les assemblées parlementaires.

Dans ce cadre, les objectifs que se fixe Washington apparaissent clairement : écraser le mouvement populaire qui se développe, les manifestations massives de désobéissance civile et les luttes sociales radicales ; renverser le cours de la rébellion populaire qui touche l'Argentine ; gagner ou neutraliser le gouvernement de Lula au Brésil ; écraser la résistance armée et mettre la main sur les ressources pétrolières en Colombie ; déstabiliser le gouvernement de Chavez, coupable d'un discours nationaliste et de son alliance avec Cuba ; écraser la résistance des zapatistes au Chiapas et des communautés indigènes, des paysans, des « *pobladores* » et des syndicalistes qui s'opposent au pillage qu'implique le Plan Puebla-Panamá ; maintenir le blocus et infliger une défaite définitive à Cuba ; créer les conditions d'une « *stabilité démocratique* » qui favorise les investissements de capitaux américains, en concurrence sur ces marchés avec l'Union européenne.

On assiste simultanément à une relance des luttes populaires de masse, à la réorganisation des mouvements sociaux, à la reconstitution d'une conscience de classe. La période la plus difficile est donc dépassée.

Situation mondiale

Même s'il existe encore des situations de fragmentation et de confusion, ce processus incontestable de redressement, avec la socialisation de diverses expériences de lutte, revêt un caractère large et radical, porteur de revendications et de programmes qui associent des éléments économiques, sociaux, politiques, démocratiques, écologiques, culturels et ethniques. Ce processus n'a été bloqué ni par l'intoxication idéologique au lendemain des attentats contre les Tours jumelles, ni par la campagne terroriste de l'impérialisme et des médias. Au contraire, la polarisation sociale s'est renforcée après le 11 septembre. L'« *argentinazo* » et le soulèvement populaire contre les putschistes au Venezuela, le développement des protestations, des grèves et des « *caceroleos* » massifs en Uruguay, les luttes toujours plus larges et plus radicales au Paraguay, en Bolivie, au Pérou, en Équateur et en Colombie confirment qu'il s'agit bien d'une nouvelle période de la lutte des classes.

Les luttes de ces mouvements sociaux se font autour de revendications et de plateformes à caractère « *anti-néolibéral* » mais elles s'inscrivent dans une dynamique concrète de résistance anti-impérialiste et anticapitaliste. Il en est ainsi des mouvements et des luttes comme celles organisées par la Coordination de défense de l'eau et de la vie à Cochabamba, celles des cultivateurs de coca du Chapare et les marches paysannes en Bolivie, celles de la CONAIE en Équateur et du MST au Brésil, des zapatistas au Chiapas, la mobilisation impulsée par le Conseil Démocratique du Peuple au Paraguay, les coordinations régionales qui comme celles d'Arequipa et du Cuzco ont empêché les privatisations, les enseignants, les étudiants et les Indiens mapuches au Chili, les « *pobladores* » de Vieques, les employés du secteur public et les mouvements populaires en Colombie. Les innombrables mobilisations syndicales, paysannes (dont Via Campesina a été un moteur fondamental), de chômeurs (le mouvement « *piquetero* » s'est étendu à divers pays), du mouvement des Noirs, des femmes, des militants pour la défense des droits humains et contre l'impunité, des étudiants et des « *pobladores* », des radios communautaires, sont autant d'éléments qui articulent les différentes dimensions de cette résistance dont les caractéristiques — encore partielles — sont celles d'une véritable contre-offensive. La « *résurgence* » des peuples indigènes qui se sont dressés contre la commémoration du 500^e anniversaire de la Conquête de l'Amérique, de leurs organisations et de leurs revendications est un élément marquant de cette nouvelle situation. Marquant

également le fait que se poursuive la lutte armée en Colombie alors qu'elle doit faire face à une guerre sans répit où les victimes se comptent en dizaines de milliers.

Toutes ces luttes ne se limitent nullement aux secteurs périphériques victimes d'« *exclusion sociale* » et ne sont pas le fait d'une « *multitude* » amorphe et éclectique sans référence de classe. Elles touchent au contraire des secteurs de plus en plus larges des classes exploitées, elles font la jonction avec un mouvement de résistance à la mondialisation capitaliste en plein essor, elles rejoignent les réseaux de solidarité, les campagnes et les grands affrontements avec les institutions financières internationales et confirment par là même un renouveau de l'internationalisme qui s'est manifesté massivement, à Seattle et jusqu'au Forum social de Porto Alegre. Dans ce mouvement d'opposition, cet essor de la lutte de classe, se forge une nouvelle gauche sociale radicale qui agit dans ce processus, impulse les mouvements de rébellion, pèse dans les rapports de forces et œuvre quotidiennement à la construction de « *contre-pouvoirs* » latents. L'« *argentinazo* » a accéléré cette recomposition du mouvement populaire et sa radicalisation. Il s'agit d'un événement historique décisif dans l'histoire de la lutte de classes en Amérique latine. Il ne faut certes pas sous-estimer la capacité de la bourgeoisie et de l'impérialisme à imposer une issue contre-révolutionnaire (ou à recourir à la répression comme au mois de juin en Argentine), mais la force du mouvement populaire permet de consolider, lentement, de nouvelles formes d'auto-organisation et de démocratie de base.

Les luttes de masse en Argentine et dans l'ensemble de l'Amérique latine convergent avec les révoltes de Seattle et de Gênes, le mouvement contre la mondialisation capitaliste, les rébellions, la désobéissance civile, les protestations et plus encore la formidable radicalisation d'une frange toujours plus large de la jeunesse à l'échelle mondiale. Dans le cas de l'Amérique latine, la mobilisation des femmes, qu'elles aient un emploi, qu'elles soient chômeuses ou femmes au foyer, joue un rôle essentiel dans la recomposition d'une gauche sociale radicale.

Cette polarisation extrême de la lutte de classe exacerbe les rapports et les débats au sein de la gauche en Amérique latine sur la question de la stratégie à adopter. Elle ouvre une brèche manifeste dans l'édifice qui sépare résistance sociale et projet politique alternatif. La question de l'articulation de la résistance sociale avec une perspective stratégique de pouvoir revient avec davantage de force et d'évidence. Le parti pris unilaté-

ral de « *réforme ou révolution* » cède le pas aujourd'hui à l'urgence de combiner réforme et révolution pour « *transformer l'ordre établi* » comme le proposait Rosa Luxemburg. Entre la gauche radicale, incontestablement investie dans la confrontation et la rupture avec l'ordre existant, et l'autre gauche qui se situe dans un horizon stratégique réduit à la conquête des institutions et à des changements sans rupture, le fossé apparaît chaque jour plus évident. Cette contradiction traverse le gouvernement de Lula au Brésil, le gouvernement de Gutiérrez en Équateur, voire celui du Frente Amplio en Uruguay, si cette hypothèse devient réalité, même si à cette étape la dominante de ces gouvernements reste l'option néolibérale.

Pourtant, l'espace disponible pour le « *progressisme* » se trouve considérablement réduit en Amérique latine par la dimension exceptionnelle de la crise, de la dépendance externe des capitalismes de différents pays et de la toute-puissance de l'impérialisme. C'est ce qu'illustre l'expérience désastreuse du gouvernement de l'Alianza en Argentine. Le Venezuela en est un autre exemple : face à un processus timide de nationalisme et de populisme social, la droite, les secteurs réactionnaires de l'Église, les militaires et les multinationales, appuyés en sous-main par l'impérialisme, ont organisé la déstabilisation, ce qui a finalement conduit à une radicalisation du processus.

4. Désintégration du continent africain

La néolibéralisation de l'Afrique subsaharienne s'avère particulièrement brutale et meurtrière, car elle aggrave la situation générale déjà catastrophique de cette partie de la périphérie capitaliste. Les programmes d'ajustement structurel favorisent, à travers la privatisation des entreprises d'État, la libéralisation des marchés... la mainmise des multinationales sur les secteurs les plus rentables des économies locales. Processus de recolonisation accentuée qui prend dans certains cas la forme de guerres par procuration. Des fractions néocoloniales locales, liées aux intérêts impérialistes diversifiés, se livrent à des guerres d'accumulation primitive du capital, de pillages des ressources naturelles (minières ; énergétiques...), de conservation des monopoles impérialistes traditionnels. Guerres dont l'ethnicisation déchirent les tissus nationaux, créant des fiefs soumis à la loi des bandes politico-mafieuses très criminelles (Angola, R. D. Congo, Libéria, Sierra Leone, Congo-Brazzaville...). Ce qui dégrade davantage la

situation des populations, dans les zones en conflits, souvent contraintes à l'errance, faisant de l'Afrique subsaharienne une grande région de réfugiés. En plus de la situation des travailleurs subissant la restructuration des dépenses sociales, les licenciements massifs, le gel des emplois... Malgré cette situation catastrophique, les élites dirigeantes, en adoptant le NEPAD, cautionné par le G8 (à Kananaskis, juin 2002) et les multinationales (Dakar 2002) demeurent attachées au Consensus de Washington. Une promesse d'aggravation de la situation sociale pour une majorité du peuple africain.

5. Situation explosive en Asie

L'impact sur l'Asie des évolutions mondiales en cours est particulièrement profond, explosif. Il se fait sentir sur tous les plans : diplomatique, économique et social, politique et militaire...

Les alignements internationaux forgés à l'époque de la guerre froide ont été remis en cause, en particulier en Asie du Sud et de l'Ouest, sans laisser place à un nouveau système stable d'alliances. Dans le cadre du nouveau désordre mondial, les tensions inter-étatiques se sont aiguës au point de donner un coup d'accélérateur à la prolifération nucléaire (face-à-face Pakistan-Inde, chantage nucléaire de la Corée du Nord vis-à-vis des États-Unis, grande puissance nucléaire occupante en Corée du Sud).

C'est en Asie orientale que la première crise majeure, dite « financière », de la mondialisation libérale a débuté, en 1997-1998, avec des conséquences durables : processus de (ré)colonisation économique et déchirement du tissu social (Corée du Sud...), déstabilisation politique (crise structurelle de régime en Indonésie...), délégitimation des institutions internationales et en particulier du FMI (marges de manœuvre temporairement gagnées par la Malaisie...), stagnation prolongée (Japon...).

Par-delà l'Afghanistan, le versant militaire de la mondialisation capitaliste a lui aussi des implications très graves pour l'Asie. L'impérialisme états-unien redéploie ses forces dans l'ensemble de la région. Il plante de nouvelles bases dans des zones où il n'en possédait pas (ex-républiques soviétiques...). Il renforce à nouveau sa présence dans des pays où il avait dû la réduire ; c'est en particulier le cas aux Philippines, leur ancienne colonie, où des troupes US sont envoyées jusqu'y compris en zones de combats. Grâce au Visiting Forces Agreement (VFA), le Pentagone a obtenu un accès illimité aux installations militaires du pays. Washington poursuit ici, comme ailleurs, tout à la fois des

objectifs locaux — s'assurer un meilleur accès aux richesses agricoles, pétrolières et minérales du sud philippin... — et régionaux : surveiller l'Indonésie, se préparer à la possibilité d'agir en mer de Chine du Sud, contrôler les détroits entre océans Indien et Pacifique par où transite le pétrole du Moyen-Orient vers le Japon...

Washington veut reconstituer et compléter en Asie orientale, face à la Chine, l'ancien cordon sanitaire de la guerre froide allant de Séoul à Manille en passant par Tokyo et Taïpeh. Ici encore, les ambitions impérialistes des États-Unis sont tout autant économiques (contrôle des réserves en pétrole et gaz et de leurs flux commerciaux...) que géostratégiques (consolider des éléments clefs d'un redéploiement militaire d'envergure proprement mondial).

Du Cachemire à la péninsule coréenne en passant par Mindanao et l'archipel indonésien, la nouvelle doctrine interventionniste de Washington et l'idéologie « antiterroriste » ajoutent un obstacle de plus à la recherche de solutions politiques aux conflits territoriaux ; solutions fondées sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples concernés. Ils contribuent à criminaliser les mouvements populaires et révolutionnaires, ainsi qu'à éroder les libertés démocratiques les plus fondamentales. La globalisation capitaliste tend dans cette région aussi à aggraver les oppressions de genre et les tensions intercommunautaires, à favoriser la montée en puissance de courants communalistes et fondamentalistes d'extrêmes droites. C'est le cas même dans des pays où la pression de la mondialisation économique ne s'est fait sentir que relativement tard, comme en Inde : une fraction significative de la bourgeoisie s'est tournée vers le BJP pour imposer les contre-réformes libérales, permettant aux courants hindouistes de l'hindutva de menacer les fondements laïques de l'État.

La guerre que prépare Washington en Irak et l'occupation militaire qui s'en suivra vont encore accentuer les contradictions au sein de la région, que l'intervention en Afghanistan avait déjà aiguës. Les conséquences d'une telle guerre ne sauraient être sous-estimées, à l'heure où l'Asie comprend un ensemble de foyers de crises majeures : rapports sino-américains (y compris Taiwan), péninsule coréenne, Afghanistan-Pakistan-Inde, Indonésie-Philippines-mer de Chine du Sud...

Face à une telle situation, les partis progressistes et révolutionnaires en Asie tendent, pour bon nombre d'entre eux, à tisser des rapports solidaires plus étroits que par le passé. Les mouvements sociaux, associations

et mouvements pour la paix coordonnent de plus en plus efficacement des campagnes conjointes contre les dynamiques de guerre et pour les droits des peuples. La réunion en Inde, en janvier 2004, du Forum social mondial peut donner à ces convergences militantes une dimension nouvelle.

6. Force du capitalisme mondialisé et faiblesse des institutions internationales inter-étatiques

❶ L'émergence d'un capitalisme mondialisé exigerait un gouvernement mondial pour dominer les contradictions, qui, depuis la fin de la guerre froide, sont plus nombreuses, plus aiguës, plus contagieuses, moins contrôlables. Mais un tel État/gouvernement reste en dehors de la portée de l'impérialisme.

Néanmoins, la tendance lourde de la dernière décennie est l'émergence et l'affirmation d'une série d'institutions internationales de type étatique. Les classes dominantes, malgré leurs rivalités, sont acquiescentes à l'idée de mettre en place un « *nouvel ordre* » impérialiste. La globalisation économique, très volatile, a « spontanément » poussé et valorisé des organes de régulation, aussi bien sur le plan régional-continental que mondial. La clé de voûte en est le FMI (+BM) et l'OMC. L'OTAN a amendé sa Charte et s'impose désormais comme le bras armé du capitalisme global. Le G7 (+Russie) essaye d'assurer une direction politique commune. Le processus de mondialisation institutionnelle s'élargit sur le plan de la Justice (Cour de La Haye, Cour Pénale Internationale, ...), et d'autres très puissantes institutions moins médiatisées (OCDE, Banque de Règlements Internationaux).

❷ La tentative de stabiliser et de légitimer ces institutions largement inter-étatiques se heurte à des contradictions importantes : les rivalités économiques et politiques entre les grandes puissances mêmes (y compris les blocs économiques régionaux) ; l'iniquité sociale de leurs politiques (contre le Tiers-Monde) ; l'absence de légitimité démocratique électorale ; le caractère ouvertement partial face aux conflits majeurs (Irak, Ruanda, Palestine, Serbie, ...). Dès le départ, leur légitimité populaire a été limitée. Leurs contradictions ont été mises en évidence par les mobilisations « *contre la globalisation* ». Leur capacité de gouverner la planète sera mise à rude épreuve devant les turbulences qui se profilent à l'horizon par la politique de guerre, menée par le gouvernement américain, et la maîtrise de la récession économique en cours.

Situation mondiale

Par ailleurs, l'affirmation prépondérante de ces institutions non élues où dominent les organes exécutifs, et la stratégie unilatéraliste des États-Unis ont accentué la marginalisation de l'ONU (y compris son Conseil de sécurité), alors que l'ONU (son Assemblée et ses organismes annexes) avait fourni un cadre institutionnel où les pays impérialistes pouvaient être interpellés et « conditionnés », et certaines politiques « progressistes » mises en œuvre.

Le facteur qui subjugue l'ensemble de cette architecture institutionnelle est la suprématie de l'impérialisme américain jouant de plus en plus un rôle à la fois international et unilatéral.

① La politique arrogante, activiste et unilatérale des USA, y compris dans leurs rapports avec leurs alliés, sécrète sa propre limite en ce qu'elle a besoin d'une division du travail,

de partages d'influence et de ressources ainsi que de la construction de coalitions avec leurs principaux alliés-rivaux et des puissances régionales secondaires. Mais les processus de concentration et d'internationalisation économique en cours frappent aussi, dans le cadre d'une concurrence de plus en plus féroce, des secteurs des classes dominantes. D'où les divergences au sein de celles-ci sur les moyens, les rythmes, les objectifs concrets, le timing, et les structures à mettre sur pied pour atteindre le but commun ; ce qui se reflète au niveau des groupes dirigeants politiques, en provoquant des querelles multiples, des luttes sourdes et des déchirements récurrents. L'hégémonie américaine sur la planète est incontestable, mais son contrôle direct de la situation s'avère hautement difficile.

retraite placée en actions de l'entreprise.

Plus largement, on peut considérer que les orientations néolibérales sont aujourd'hui confrontées à des expériences de masse permettant de constater leur nocivité. Ce n'est pas aux millions de travailleurs de nombreux pays, de l'Argentine à la Corée, de l'Indonésie à la Côte d'Ivoire, que l'on peut faire aujourd'hui miroiter les avantages de la mondialisation heureuse. L'impossibilité d'appliquer une politique mondiale de santé publique qui prendrait les moyens de lutter contre le Sida et d'autres pandémies démontre que l'OMC fait passer les règles de la marchandise avant l'urgence sociale et sanitaire. Partout dans le monde, les populations se rendent compte que les privatisations n'obéissent à d'autre motif que la rentabilisation. En Europe, les salariés ont pu constater que la reprise récente ne leur a pas profité et que les fruits de la croissance continuent à être captés par les revenus financiers. Loin d'être un mauvais moment à passer, un ajustement nécessaire, l'austérité salariale apparaît pour ce qu'elle est, à savoir une nouvelle règle, profondément injuste, de répartition des revenus.

Le capitalisme mondial se trouve donc confronté à une situation difficile qui combine ses sources internes de tensions et une perte considérable de légitimité à l'égard de la majorité de la population de la planète pour laquelle ce système apparaît de plus en plus comme un pur et simple obstacle sur la voie de la satisfaction des besoins sociaux.

VI. Le nouveau capitalisme et la récession internationale

La fin du cycle dit de la « nouvelle économie » aux États-Unis a mis un terme aux illusions sur la naissance d'un nouveau capitalisme. Les gains de productivité enregistrés n'ont été obtenus qu'au moyen d'un effort d'investissement très élevé et d'une augmentation de l'exploitation prenant la forme d'un allongement de la durée du travail. Loin de fonder un modèle stable et d'ouvrir une nouvelle phase de croissance, cette suraccumulation de capital est venue buter sur une contrainte très classique, celle de la rentabilité. Ce retournement a permis de faire apparaître les éléments fondamentaux d'instabilité du capitalisme contemporain.

Le dynamisme de la croissance aux États-Unis a été soutenu par un déficit commercial qui ne serait toléré dans aucun autre pays que la puissance impériale dominante. C'est la plus-value accumulée en Europe ou au Japon qui est venue financer le boom de la haute technologie. Un tel modèle ne peut donc, par définition, s'étendre à l'ensemble de l'économie mondiale. Au contraire, il accentue les contradictions inter-impérialistes qui se manifestent souvent au niveau monétaire. La croissance japonaise est à peu près nulle depuis dix ans, en partie parce que le yen est surévalué. La montée récente de l'euro n'est pas le signe d'une force particulière mais plutôt le reflet d'un changement d'orientation des États-Unis qui programment une baisse du dollar en vue de rétablir la compétitivité de leurs produits.

L'éclatement de la bulle financière qui s'était constituée avec l'essor de la « *net-économie* » est un rappel brutal de la loi de

la valeur : ce n'est pas la Bourse qui crée de la valeur et les profits financiers sont des revenus dérivés de l'exploitation du travail. L'envol des cours n'avait plus aucun lien avec l'économie réelle et il ne pouvait durer éternellement. Le krach rampant est une formidable leçon de choses quant aux illusions de la finance. Les salariés du monde entier doivent méditer la faillite d'Enron qui signifie pour des milliers de travailleurs la perte, non seulement de leur emploi mais aussi de leur

VII. La politique de guerre et la poursuite de la politique néolibérale

Ces deux questions vont dominer la situation mondiale dans les prochains 12, 24 mois et influencer la vie de millions d'êtres humains et l'activité de toutes les forces politiques et sociales.

1. La politique de la guerre antiterroriste

① Le gouvernement américain a gagné la guerre en Afghanistan au moindre coût et renforcé sa position dominante. Certes, il a montré qu'il avait le monopole diplomatique sur la situation au Moyen-Orient (la guerre d'Israël contre le peuple palestinien). Mais il n'a pas pu exploiter cette victoire pour déclencher dans la foulée une nouvelle guerre contre l'Iraq. L'administration Bush continue à affirmer publiquement sa volonté de tout faire pour renverser Saddam Hussein. Entre temps, le gouvernement américain a

réussi à imposer à tous ses alliés (grand et petits) le cadre idéologique et politique de « *la guerre contre le terrorisme* » et, jusqu'à un certain point, à en faire une ligne politique-militaire. En Palestine, Cachemire, Tchétchénie, Géorgie, Philippines, Colombie, Venezuela... il soutient ou intervient militairement pour créer une atmosphère de guerre permanente, justifiant une hégémonie de plus en plus arbitraire.

②-1. La Palestine est à nouveau au centre de la politique mondiale du fait de l'intensité renouvelée de l'agression sioniste et de la résistance continue du peuple palestinien. L'expansion de facto de l'État sioniste par les colonies, les routes de contournement et le mur, les attaques contre les droits des Palestiniens d'Israël et le succès des forces d'occupation israéliennes dans leur effort pour rendre la vie intenable dans les territoires palestiniens occupés — arrestations et

assassinats quotidiens, démolitions incessantes de maisons, d'établissements commerciaux, d'usines ou par le saccage de plantations ou autres cultures — ont créé un climat de désespoir qui affecte en profondeur les formes de résistance du peuple palestinien.

②-2. L'occupation brutale et la colonisation intensive des territoires palestiniens, combinées avec le contexte mondial de « *guerre contre le terrorisme* » et la faillite de l'option travailliste d'Oslo, créent les conditions pour la frange la plus radicale du sionisme, au pouvoir à travers Sharon et ses alliés, pour mettre à l'ordre du jour le projet de « *transfert* » (déportation massive) des Palestiniens hors de leur patrie. La menace de guerre qui pèse sur l'Irak pourrait fournir à la direction sioniste une occasion inespérée pour mettre ce projet en œuvre, à l'ombre des bombardements américains.

②-3. Avec la protection des USA, Sharon a été capable d'ignorer sans souci les résolutions de l'ONU et en même temps d'assassiner les habitants palestiniens. Bush espère qu'une victoire des USA en Iraq lui permettra d'imposer une solution sur les Palestiniens qui les mettra totalement à la merci d'Israël et les écartera comme obstacle à la politique des USA dans la région.

②-4. Nous devons affirmer une résistance tenace à l'axe Bush/Sharon/Blair. Nous devons placer la Palestine au cœur de notre activité anti-guerre et la IV^e Internationale doit être au centre de la solidarité avec la lutte des Palestiniens dans nos propres pays et en Palestine à travers des organisations en voie de développement comme le Mouvement de solidarité internationale qui donne une occasion unique pour une participation personnelle.

②-5. La IV^e Internationale met tout en œuvre pour renforcer le mouvement de solidarité internationale avec le peuple palestinien, pour sa protection, son droit à l'autodétermination et le droit au retour de tous les réfugiés. Une campagne de solidarité doit dénoncer tout projet de transfert, exiger le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés depuis 1967, soutenir la revendication des Palestiniens de constituer leur propre État, viable et souverain. Pour mettre un terme au racisme et à toutes les formes d'oppression, la solution réside dans la création d'un nouvel État laïque, unitaire ou binational, qui assure l'égalité des droits (y compris à la terre) pour tous ses habitants.

③ Mais la guerre contre l'Iraq pourrait devenir le test décisif pour les rapports de force, les alignements politiques, les futures lignes de force, constituant un « *moment de redéfinition* » de toute la situation mondiale.

Dès lors, le tournant que l'impérialisme

américain veut imposer à la planète se fera sentir sur toutes les forces étatiques, politiques et sociales. Il annonce une bataille politique internationale prolongée et d'envergure. La question étant : les États-Unis sont-ils capables d'utiliser leur écrasante suprématie pour imposer cette politique de guerre, d'en prendre l'initiative, à la limite, seuls, d'obtenir des victoires, d'accumuler un rapport de force, de gagner une assise populaire internationale et continuer jusqu'à infliger une défaite « *finale* », qui serait aussi la défaite des aspirations sociales des masses populaires et de leurs organisations ?

④ Pour pouvoir déclencher la guerre, le gouvernement américain se heurtera à trois obstacles principaux. D'abord, il y a les contradictions au sein des principales classes dominantes qui pèsent sur sa capacité d'initiative. Il aura une bataille politique à mener (« *on fixe l'objectif, ensuite on compose la coalition* »...). Car, à côté de sa ligne antiterroriste, le gouvernement Bush construit aussi le NMD (National Missile Defence), autre projet global militaire qui lui donnerait un avantage énorme sur les plans militaire, technologique, politique et économique.

Ensuite, le peuple américain qui vit sous une forte campagne d'intoxication « *antiterroriste* » acceptant « *l'autodéfense* » du territoire national et de sa vie, est-il prêt à aller à une guerre meurtrière au Moyen-Orient ?

Finalement, il y a un grand écart entre la suprématie matérielle et la faiblesse morale (sociale et idéologique) des États-Unis. À l'échelle mondiale, la méfiance voire la haine vis-à-vis du gouvernement des États-Unis a rarement été aussi forte et répandue. Cet « *handicap* » pèsera très fortement sur les gouvernements, mis sous pression américaine, qui auront à légitimer une telle « *crise-guerre* » devant leur opinion publique. La bataille contre la guerre américaine et ses alliés constitue une priorité à l'échelle internationale.

2. La poursuite de la politique néolibérale

Les classes capitalistes poursuivent leur offensive néolibérale tout en adaptant leur politique aux nouvelles difficultés et résistances.

① La politique néolibérale des années 1980-1990 a amené un succès éclatant pour le Capital. Par la suite, la décennie de croissance aux États-Unis, la reprise économique des dernières années en Europe, l'insertion partielle de la périphérie n'ont en rien profité aux masses populaires appelées à faire « *des sacrifices* » pour relancer la machine. Surfant sur ce rapport de force, la classe capitaliste

n'a aucune intention, au moment où la récession arrive, de partager « *les fruits de l'expansion* ». Au contraire, les « *difficultés* » économiques du moment fournissent l'alibi pour continuer et renforcer point par point les recettes du néolibéralisme.

② La politique globale du néolibéralisme se heurte désormais à un problème gigantesque de faisabilité et de crédibilité. Non seulement la globalisation capitaliste a débouché sur une guerre (Afghanistan) mais la politique néolibérale menée jusqu'au bout par les multinationales et les institutions internationales (FMI, OMC et BRI, G7+1) a provoqué l'effondrement de l'économie (et de la société) argentine, le gouvernement américain étant directement impliqué. La faillite d'Enron, la plus grande de l'Histoire et au cœur de la citadelle du capitalisme mondial, implique une révision drastique des structures mêmes du capital financier ainsi que des règles de la « *corporate gouvernance* » (sans parler du désastre social que constitue la perte totale des retraites par capitalisation des travailleurs).

Tout en affichant un pragmatisme obstiné et cynique, les dirigeants du capitalisme mondial ne peuvent assister passivement au délitement de leur doctrine et aux impasses de leur politique économique. A moins de laisser s'installer un chaos prétendument maîtrisé (ce qu'ils font déjà pour l'Afrique), ils sont acculés à ouvrir le débat qui étalerait l'insanité de leur politique.

③ La récession a un impact contradictoire sur les rapports de force (sociaux, idéologiques, organisationnels) entre les deux classes fondamentales. Objectivement, elle pousse le prolétariat sur la défensive avec le risque d'un nouveau recul dramatique de ses conditions de vie et de ses capacités de se réorganiser. De l'autre côté, elle a certainement déjà détruit toute illusion qu'après 20 ans de néolibéralisme ininterrompu et trois phases conjoncturelles (récession, redressement, nouvelle récession), le capitalisme serait prêt à améliorer le sort du prolétariat. Cela pousse déjà à des batailles sociales acharnées, même sans la garantie d'une alternative, d'une perspective et d'une organisation solide. On est entré dans un nouveau cycle de luttes plus dures et plus amples mais aussi plus difficiles, autour des revendications immédiates et partielles, mais qui suscitent quasi spontanément la nécessité de solutions d'ensemble et qui relancent la « *question politique* » (le gouvernement, le rôle des partis politiques). Cette expérience prolongée avec la politique néolibérale, et avec les forces politiques et sociales qui l'ont imposée, jouera un rôle-clé dans la clarification politique à l'échelle de masse et sur la

Situation mondiale

renaissance d'un mouvement ouvrier et social, réorganisé et revigoré à tous les niveaux (nombre, engagement militant, acti-

tivité, auto-organisation, revendications et programme anticapitaliste).

humain. Cette contradiction est à l'oeuvre au quotidien dans tous les pays, dans toutes les sociétés. L'acuité et l'explosibilité de la crise sociale mondiale, qu'a engendré la mondialisation du Capital sous politique néolibérale, font certainement réfléchir les cercles éclairés des classes dominantes.

VIII. La crise sociale au niveau mondial

❶ Face à cette offensive générale du capitalisme, qui a marqué de nombreux points ces dernières années, des résistances multiformes se développent. L'échec du sommet de Seattle de l'OMC, après l'abandon du projet d'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI), a constitué un véritable événement politique. Pour la première fois, une campagne internationale, et à bien des égards internationaliste, a contribué à faire perdre une bataille aux maîtres de la mondialisation. Cet échec est le résultat de contradictions multiples qui se sont combinées pour aboutir à l'échec de la négociation : contradiction entre les intérêts capitalistes européens et américains, notamment sur les subventions à l'agriculture et les barrières commerciales qu'ils s'opposent mutuellement ; contradiction avec les intérêts des pays en développement, qui réclament un traitement spécial et différencié, incapables de rivaliser avec la compétitivité des économies développées compte tenu de leur faible productivité et du poids de la dette ; contradiction avec le développement massif, dans les opinions publiques, d'une prise de conscience des méfaits du libéralisme à tous crins, symbolisée par les manifestations de syndicats et associations réussissant à perturber le déroulement de la conférence de l'OMC.

❷ La crise écologique sans précédent est directement liée à la marchandisation du monde et à la mondialisation capitaliste. Elle détériore l'environnement, c'est-à-dire les conditions de vie sur l'ensemble de la planète mais elle frappe d'une manière inégalitaire les régions et les couches sociales les plus faibles et les plus pauvres. Les dégâts causés à l'environnement pèsent désormais sur la survie de l'humanité. La transformation du vivant en marchandise ne cesse de progresser. Elle s'appuie sur la mise au point de nouvelles techniques dont l'impact écologique n'est souvent pas maîtrisé ni parfois même connu. Elle risque également de s'accompagner d'une dépendance accrue des pays du Sud tant au niveau technologique qu'alimentaire. L'offensive des grandes firmes de l'agro-industrie pour imposer à la planète les organismes génétiquement modifiés (OGM) est symptomatique de cette situation.

Des conférences internationales successives n'ont donné que des résultats dérisoires : la responsabilité en incombe surtout aux grandes puissances et en premier lieu

aux États-Unis. L'approche résolue des problèmes de l'environnement, de même que des problèmes de l'alimentation et de la santé à l'échelle mondiale, sont des motivations puissantes pour la mise en cause du capitalisme.

❸ Ce tableau d'ensemble doit nous conduire à prendre en compte les tensions et les contradictions dont souffrent plus que jamais le système dans son ensemble à l'échelle mondiale et de nombreux pays dans les différentes régions.

L'économie mondiale a connu une conjoncture favorable prolongée dans le sillage du long cycle expansif de l'économie américaine. Mais l'émergence du « *nouveau capitalisme* » ne débouche pas sur une longue phase de stabilisation socio-économique, à l'instar de la période d'expansion d'après-guerre. Au contraire, elle débouche sur une récession internationale avec ses restructurations et ses plans de licenciements de l'industrie et les mouvements erratiques de la Bourse. Plus généralement, le contexte mondial reste caractérisé par des déséquilibres et des inégalités croissantes au détriment de la grande majorité de la population de la planète. Le fossé se creuse davantage à l'intérieur des pays les plus développés eux-mêmes. Une telle situation au niveau socio-économique est, en dernière analyse, à l'origine de la crise assez généralisée des directions politiques traditionnelles, voire de leur éclatement, et des difficultés contre lesquelles butent les tentatives de replâtrage de leurs institutions et États.

Les contradictions qui déchirent la société contemporaine à l'échelle mondiale et provoquent des ravages croissants à tous les niveaux, imposent à l'ordre du jour, plus que jamais auparavant, la définition et la construction d'une alternative systémique.

❹ La principale contradiction qui traverse le monde, et qui constitue en définitive l'obstacle principal à la politique de guerre des pays impérialistes et à l'offensive générale contre les acquis du monde du travail, est certainement celle-ci : jamais dans l'Histoire, une classe dominante n'a eu une telle suprématie sur le plan matériel (militaire, technologique, économique, diplomatique) alors qu'en face des millions d'êtres humains, exploités et opprimés, humiliés et écrasés, subissent le système qui jamais n'a été aussi inique et barbare sur le plan social et

❺ Mais c'est l'activité consciente et organisée de « *ceux d'en bas* » qui seule pourra empêcher les désastres du capitalisme. Pour cela, le dépassement de la crise historique du « *facteur subjectif* » au sens large est notre tâche fondamentale.

Les réactions massives répétées de la jeunesse, des classes salariées et populaires ont finalement débouché sur une première accumulation de forces et d'énergie. Le « *mouvement contre la globalisation* » avait marqué un court temps d'arrêt, mais, stimulé par le discrédit croissant qui frappe la politique néolibérale et guerrière, il a repris son essor. Il apparaît plus qu'avant comme une « *alternative de masse* » sur le plan de la société (« *post-capitaliste* »), comme une nouvelle espérance et comme un levier important dans le redressement radical du mouvement ouvrier et social international. Cette confrontation internationale, symbolisée par Porto Alegre contre Davos/New York, jouera un rôle déterminant sur l'issue de la phase politique actuelle. C'est dans ce cadre général, que les forces sociales et politiques, qui rejettent la « *globalisation* » prônée par les classes dominantes, existent dans toutes les régions du monde et sont susceptibles de lutter dès maintenant, indépendamment du rapport de forces au niveau national et international à l'étape actuelle. Elles embrassent une grande diversité d'analyses et de réponses politiques, allant d'un protectionnisme nationaliste-bourgeois jusqu'à un internationalisme socialiste et révolutionnaire.

C'est dans le cadre d'une telle mobilisation internationale et d'une relance plus générale de la lutte de classes, qu'il faut chercher le chemin de la reconstruction de fond en comble du mouvement ouvrier et anti-impérialiste, de l'émergence de nouvelles forces anticapitalistes faisant leurs expériences à l'époque nouvelle où nous vivons, et d'une relance d'un nouvel internationalisme et d'une Internationale révolutionnaire. ■

RESISTANCES A LA MONDIALISATION CAPITALISTE une chance pour un nouvel internationalisme

1. Introduction

La résolution « *Les résistances à la mondialisation capitaliste, une chance pour un nouvel internationalisme* » a été écrite peu après la manifestation de Seattle, à un moment où il était clair qu'un tournant dans la situation mondiale était en train de s'opérer, mais trop tôt pour que l'ampleur de ce tournant puisse être évaluée.

Nous avons maintenant plus de recul, et il est possible d'affiner un peu l'analyse et de pointer quelques-uns des problèmes que ce renouveau des mouvements fait surgir.

Ces trois dernières années, la situation mondiale a été marquée par l'accélération de la logique belliciste et par la crise économique qui a démarré en 2001. Dans le cadre de cette introduction, nous voulons pour l'essentiel nous limiter à l'analyse de ces évolutions à partir de l'expérience des mouvements de lutte contre la mondialisation libérale. Commençons cependant par quelques remarques concernant le processus de mondialisation capitaliste lui-même.

Les contradictions de la mondialisation capitaliste

La résolution de novembre 2000 notait que le processus de mondialisation capitaliste touchait à l'ensemble des terrains (économique, social, politique, culturel, militaire...) et exigeait l'émergence d'un nouveau mode de domination. Elle notait aussi que ce processus restait inachevé et s'avérait probablement inachevable, tant il était lourd de contradictions.

Depuis, le versant militaire de la mondialisation capitaliste est apparu dans toute son ampleur, dans une mesure bien plus grande qu'au moment où la résolution de novembre 2000 était rédigée. Le combat contre les logiques de guerre a ainsi acquis une dimension centrale, proprement internationale, à une échelle qu'il n'avait pas encore il y a trois ans seulement.

De même, la préparation de la guerre en Irak a fait apparaître l'acuité des contradictions inter-impérialistes qui s'expriment dans

le cadre du processus de mondialisation ; et ce à un degré encore supérieur à ce qui s'était passé au moment de Seattle.

La brutalité de l'offensive sociale (politiques libérales...) et militaire (thèse de la « *guerre préventive* »...) engagée sur le plan international par la bourgeoisie dans le cadre de la mondialisation ne saurait être sous-estimée. Mais il se confirme que par son universalité et sa violence même, elle suscite des résistances croissantes, pousse à leur unification ; tout en provoquant d'importantes contradictions au sein des classes dominantes.

La question de l'ampleur du tournant en cours

Plusieurs éléments permettent de penser que nous sommes entrés dans une phase mondiale de radicalisation comparable dans son ampleur, même si le contexte est totalement différent, à la phase de radicalisation des années 1960/1970.

Le caractère international de cette radicalisation en est la première caractéristique. De même que la première mondialisation du capitalisme, de 1850 à 1880, avait facilité l'internationalisation du mouvement ouvrier émergent, la mondialisation actuelle est à l'origine de mouvements de contestations radicales qui se développent en particulier dans les pays les plus affectés par la mondialisation capitaliste et qui se construisent d'emblée sur le plan international. Au-delà de leurs différences nationales et continentales, les mouvements sont entrés dans une dynamique de renforcements mutuels, l'appartenance à un « *mouvement mondial* » qui se développe de Seattle à Buenos Aires et de Florence à Porto Alegre étant vécu comme un atout important dans la constitution d'un rapport de forces, y compris sur le plan national.

Deuxième caractéristique de ces mouvements, leur capacité à intégrer de nouvelles questions politiques. Concentrés, dans une première étape, sur la dénonciation globale

de la mondialisation, et en particulier des institutions qui la mettaient en œuvre — FMI, Banque mondiale et OMC — les mouvements se sont très vite et aisément élargis aux questions sociales et environnementales qui étaient à la base du rejet de la mondialisation libérale. Moins évidente était la réaction aux guerres qui se sont multipliées après les attentats du 11 septembre 2001. Mais là aussi, très vite, les mouvements ont su intégrer la lutte contre la guerre et le militarisme et faire la jonction avec les mouvements pour la paix, héritiers des mouvements des années 1980 et actifs, dans certains pays, en solidarité avec les Balkans ou la Palestine.

Le dernier élément, et peut-être le plus important, est l'élargissement de ces mouvements tant sur le plan numérique — des centaines de milliers et des millions de personnes participent aux forums sociaux et aux manifestations organisées à ces occasions — que sur le plan social et militant. A l'époque de Seattle, une part importante des manifestations était composée de jeunes venant souvent de bonnes universités, ce qui était aussi un indice de la profondeur d'un mouvement qui n'était pas seulement l'expression de la résistance de secteurs victimes de la mondialisation et du néolibéralisme mais également le signe d'une profonde crise interne au système qui amène, comme dans les années 1960/1970, une partie significative de la jeunesse étudiante à le remettre en cause de manière radicale. Mais, très vite, le mouvement s'est élargi et aujourd'hui, les mouvements paysans, les mouvements de

* La résolution « *Les résistances à la mondialisation capitaliste, une chance pour un nouvel internationalisme* » a été adoptée par le Comité exécutif international de la IV^e Internationale en novembre 2000. Son introduction a été présentée et discutée au XV^e Congrès mondial, puis amendée en fonction de ces débats. Elle alimentera, ainsi que la résolution de novembre 2000, la poursuite d'une réflexion collective sur le processus de mondialisation capitaliste et sur le développement du mouvement altermondialiste.

La ligne générale de ces textes ainsi que la procédure ont été approuvées par le Congrès, par 96,88 % des mandats, contre 2,08 %, 1,04 % ne prenant pas part au vote.

Résistances à la mondialisation capitaliste

femmes, l'ensemble du mouvement syndical et la majorité des ONG sont peu ou prou impliqués dans un processus dont les forums sociaux sont les moments de rassemblement les plus larges. Ainsi, alors que dans les années 1950/1970 la majorité du syndicalisme, puissant sur le plan numérique mais marqué par ses victoires graduelles dans les années d'après guerre, s'opposait à la montée d'un mouvement de contestation qui remettait en cause la « *société de consommation* », aujourd'hui le mouvement ouvrier, affaibli dans les années 1980, s'intègre à des alliances rendues nécessaires par l'évolution même du capitalisme et participe à ce processus malgré les divergences qui subsistent entre ses différentes composantes.

Une nouvelle « *expérience historique constitutive* »

Résumons de façon synthétique. En quelques années seulement, les mouvements de résistance à la mondialisation libérale ont connu une extraordinaire croissance numérique (Gènes représentant ici un tournant qualitatif), une expansion géographique considérable (bien que toujours inégale), un élargissement social et thématique remarquable. Le tout malgré bon nombre d'obstacles et de difficultés : digérer sa propre croissance, faire face à la répression (Göteborg, Gènes...) comme aux tentatives de criminalisation (post-11 septembre) ou de cooptation. Le mouvement altermondialiste s'est rapidement tout à la fois élargi et radicalisé. Un processus cumulatif s'est enclenché (collectivisation des expériences, évolution des consciences, articulation des initiatives...), ce qui marque une véritable rupture avec la période précédente.

Il ne s'agit pas ici de préjuger de l'avenir du mouvement, de sa capacité à surmonter demain, encore, les nouvelles difficultés auxquelles il aura à faire face. Il s'agit de tirer un premier constat. Le mouvement altermondialiste a d'évidence des racines profondes. Il reflète l'existence d'une lame de fond, d'un processus de radicalisation international qui n'en est probablement qu'à ses débuts et qui s'exprime aujourd'hui dans le mouvement de résistances et d'alternatives à la mondialisation capitaliste.

Nous avons, en ce sens, affaire à ce que l'on peut appeler un « *mouvement constituant* », ou une « *expérience historique constitutive* » : le cadre d'une expérience politique commune qui façonne la conscience collective d'une nouvelle génération militante. Cela ne veut pas dire que le « *neuf* » (l'altermondialisation) remplace le « *vieux* » (le mouvement ouvrier traditionnel). Le lien

entre les deux reste une donnée-clé. Mais cela veut dire que le déploiement du mouvement altermondialiste constitue le socle à partir duquel on peut percevoir et penser le neuf, élaborer et agir, construire notre intervention à un niveau qualitativement supérieur. Il devient possible de renouveler notre réflexion avec une base de référence contemporaine, différente de celle des années 1970, et d'analyser ce qu'il y a d'original dans la vague présente de radicalisation (y compris en ce qui concerne les consciences militantes, les rapports entre le politique et l'éthique, la diversité des situations de l'Europe à l'Asie en passant par l'Amérique latine, etc.).

Les mouvements dans le nouveau contexte international

L'élection de George Bush, puis les attentats du 11 septembre, ont modifié la donne en faisant monter d'un cran les mesures répressives, les dépenses d'armement et les interventions militaires. Aujourd'hui, plus encore qu'hier, le militarisme et la guerre sont une des composantes essentielles de la mondialisation libérale : le bellicisme américain actuel renvoie tout à la fois à la relance de l'économie par les commandes d'armement, au contrôle des gisements stratégiques de pétrole et à la volonté de réaffirmer le leadership états-unien dans les affaires du monde.

Cette montée de la militarisation et des risques de guerre s'inscrit dans le cadre plus général d'une lutte pour la domination impériale au niveau international.

L'administration républicaine défend les intérêts des entreprises américaines avec plus de cynisme peut-être qu'auparavant. Les mesures protectionnistes sur l'acier, le refus de ratifier les accords de Kyoto ou le refus de tout accord dans le cadre de l'OMC qui aurait donné aux pays du Sud la possibilité de produire ou d'acheter des médicaments génériques en sont les exemples les plus récents. Cette volonté de domination sans partage fragilise encore un peu plus les institutions internationales qui sont sommées de se soumettre aux desiderata américains, multiplie les sources de tension avec les autres pays dominants et favorise l'expression des désaccords au sein même des tenants du système, comme le montrent les prises de position de Joseph Stiglitz.

Dans ce contexte les risques de répression vont s'accroître, mais la situation peut aussi offrir des opportunités pour les mouvements militants : il sera probablement plus aisé de bloquer une décision ou une institu-

tion, le rapport de forces militant se combinant avec les contradictions et divergences entre Etats. Une telle situation facilite les rassemblements unitaires « *contre* » et restreint les espaces de négociations qui auraient pu diviser le mouvement. Ainsi l'ensemble du monde syndical et un nombre croissant d'ONG se joignent aujourd'hui aux rassemblements militants et aux Forums sociaux, qu'ils soient régionaux ou mondiaux.

Les Forums sociaux et les coordinations des mouvements sociaux

Les Forums sociaux, qu'ils soient mondiaux ou continentaux, sont les principaux lieux de rassemblement des forces qui s'opposent à la mondialisation libérale. Leur succès s'explique par leur ouverture et par la primauté donnée aux mouvements sociaux à un moment où, dans bien des pays, les partis politiques traversent une crise de légitimité. Ce sont des espaces ouverts, sans aucun engagement de la part des participants si ce n'est l'accord avec la Charte de principes qui inclut notamment l'opposition à la mondialisation libérale.

Cette ouverture et cette absence d'engagements sont la condition de la réussite de rassemblements militants aussi larges mais elles en montrent également les limites, aucune décision d'action ne pouvant être prise par les Forums en tant que tels. Pour cette raison de nombreux mouvements sociaux et militants se sont réunis, depuis le premier Forum social mondial de 2001, pour élaborer les « *appels des mouvements sociaux* » qui ont permis, en 2001 comme en 2002, de prendre position sur les grands événements survenus dans l'année écoulée et, surtout, de se doter d'un cadre commun pour les grands rendez-vous internationaux à venir : lutte contre la guerre, mobilisation contre les réunions du G-8, mobilisations pour l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde, contre les assemblées de l'OMC ou du FMI et de la Banque mondiale, etc. Lors de la troisième session du Forum social mondial, les mouvements sociaux se sont réunis pour discuter de la possibilité de formaliser un peu plus ce réseau pour permettre une meilleure efficacité dans l'action. Il est clair qu'est posée à la fois la nécessité de cadres ouverts, ce que permettent les Forums, et de cadres de travail tournés vers l'action et les campagnes internationales.

Si la combinaison entre forums sociaux et coordinations des mouvements a connu un tel succès, c'est aussi qu'elle répond à des formes actuelles de conscience militante et à une étape des luttes qui combinent des

aspects très défensifs (le rassemblement des résistances dans un espace « à l'abri ») et très offensifs (l'affirmation des alternatives, l'aspiration à un autre monde). Cette combinaison permet de lier « l'événement » (le forum lui-même, un moment de grande visibilité et une occasion rare de se retrouver « entre nous ») au « processus » cumulatif de luttes et mobilisations.

Les mouvements et les perspectives politiques

Cette nouvelle phase de lutte que nous connaissons au niveau international permet de reposer les questions politiques. Mais cela dans un contexte tout à fait différent de celui des années 1960/1970 ou de celui des mouvements révolutionnaires qui ont accompagné les deux conflits mondiaux.

Les mouvements se radicalisent en même temps qu'ils s'élargissent. Dans une première phase, beaucoup estimaient qu'ils ne s'attaquaient qu'au néolibéralisme. Aujourd'hui, leur élargissement et leur ancrage sur les questions sociales au moment même où le capitalisme entre dans une nouvelle crise et dévoile, par des scandales comme celui d'Enron, la réalité de son fonctionnement et de ses logiques, donnent aux mouvements une tonalité clairement anticapitaliste. La critique des multinationales se renforce et la question de la propriété est posée par la défense, face aux marchés, des « biens communs » de l'humanité — l'eau, les services publics, etc. — ou par le débat sur la propriété intellectuelle qui voit deux logiques antagonistes s'affronter. Cette radicalisation produit déjà des effets sur le plan électoral et politique : dans de nombreux pays, des partis liés aux mouvements sociaux et des forces révolutionnaires ont connu ces dernières années des succès importants.

Sur un certain nombre de questions stratégiques (sujets révolutionnaires, convergences des terrains de lutte qui peuvent porter une transformation révolutionnaire de la société...), le déploiement des mouvements altermondialistes permet déjà de renouveler la réflexion sur la base d'une expérience historique nouvelle. Mais cette radicalisation ne va pas de pair avec le retour d'autres questions stratégiques. Autant on assiste à la renaissance d'une « conscience anticapitaliste » autant la question du pouvoir et des voies pour sa conquête est hors du champ des débats qui traversent ces mouvements. Les raisons de cette situation sont connues : le poids des échecs révolutionnaires du siècle passé, les difficultés de penser, dans un monde ouvert, une rupture avec le capitalis-

me qui ne soit pas un repli sur le cadre national et, enfin, l'efficacité du fonctionnement même des mouvements, basé sur les réseaux, qui préfèrent aux grandes délimitations stratégiques l'agrégation des thématiques portées par les membres du réseau.

Cette faiblesse ne se résoudra pas dans un délai rapide. Elle risque cependant de poser problème à un moment où, en Amérique Latine, la gauche gagne les élections dans plusieurs pays. Cette gauche — le Parti des travailleurs (PT) au Brésil ou Pachakutic en Équateur — est beaucoup plus liée aux mouvements sociaux que ne le sont les social-démocraties européennes. Elle devra cependant choisir entre la logique des marchés et de la mondialisation libérale et celle de la satisfaction des besoins sociaux. S'il nous faut, patiemment et en ayant conscience de la difficulté des questions posées, rediscuter des problèmes stratégiques et des raisons qui les ont occultés, nous sommes plus que jamais convaincus

que la seule voie possible, dans ces pays comme ailleurs, est celle qui répond aux exigences des paysans, des salariés et des démunis.

Dans cette situation nouvelle, les partis politiques qui se situent au côté des mouvements ont des opportunités importantes. Ils devront engager les débats nécessaires à la clarification des perspectives d'ensemble, mais aussi agir, dans le respect de l'autonomie des mouvements, pour contribuer à consolider la radicalisation en cours et à peser sur les choix politiques qui permettront la satisfaction des revendications.

Pour les partis qui se réclament du combat contre le capitalisme, la participation active au « mouvement des mouvements » est une nécessité tout autant qu'une occasion unique de travailler à la redéfinition d'un projet socialiste et à la recomposition des forces sociales et politiques susceptibles de porter un projet révolutionnaire.

2. Résolution

Nous assistons, ces dernières années et dans de nombreux pays, à un élargissement des résistances à la mondialisation capitaliste. D'importantes convergences entre ces résistances, par ailleurs de nature très diverse, se sont affirmées à l'occasion d'une succession de campagnes et d'initiatives internationales. Les mobilisations qui se sont déroulées fin 1999 à l'occasion du sommet de Seattle, censé ouvrir le « Cycle du millénaire » de l'OMC, en sont l'un des exemples les plus récents et spectaculaires ; et elles ont trouvé leurs prolongements en 2000.

Ces luttes gardent généralement un caractère défensif — de résistances aux effets destructeurs de la mondialisation — et elles continuent à devoir se déployer en l'absence d'une alternative politique globale crédible, opposée au système dominant. Mais elles présentent des aspects contre-offensifs dynamiques, avec le rejet de l'ordre idéologique et social néolibéral et avec l'affirmation de solidarités nouvelles. Certes, la classe ouvrière et les mouvements populaires ont subi une sévère succession de reculs, de défaites, dont les effets se font toujours sentir, et la bourgeoisie poursuit ses attaques. Le changement n'en est pas moins manifeste par rapport à la période précédente.

Le texte qui suit n'a pas pour ambition de dresser un panorama complet des résistances démocratiques et populaires, des campagnes à portée internationaliste et des mouvements de solidarité contemporains. Il vise essentiellement à analyser la façon dont le processus de

mondialisation capitaliste conditionne et affecte les possibilités d'émergence d'un nouvel internationalisme militant, les obstacles qu'il constitue et les opportunités qu'il nous offre dans cette perspective. Il cherche à éclairer ce qu'il peut y avoir de neuf dans la situation actuelle, ou dans la façon dont des questions anciennes se présentent aujourd'hui, et ce faisant à mieux nous armer pour contribuer activement au renouveau internationaliste. Un certain nombre d'implications politiques (concernant nos tâches ou des éléments de programme) sont ainsi tirées au fil de l'analyse et introduites dans les diverses sections du texte. La partie finale de cette résolution ne revient que de façon très globale sur ces questions politiques ou programmatiques, sans chercher à récapituler systématiquement tout ce qui a été précédemment écrit.

I. La bataille de la solidarité, un enjeu déterminant

1. PÉRIODES. En dehors de cercles militants restreints, la notion même d'internationalisme a été profondément dévalorisée au cours des années 1980, et ce pour tout un ensemble de raisons : la manipulation du combat internationaliste par des intérêts bureaucratiques de puissances étatiques (Moscou, Pékin...) ; l'incapacité du mouvement ouvrier dans les pays impérialistes à répondre effectivement aux exigences de solidarités avec les luttes de libération dans le Tiers-Monde qui, isolées, se sont enlisées et

Résistances à la mondialisation capitaliste

ont été les premières victimes de rapports de forces très dégradés ; les reculs et les défaites successives subis par la classe ouvrière au Nord aussi ; la crise de la référence socialiste et le déclin prononcé de l'organisation syndicale...

Cette dévalorisation de la notion d'internationalisme a atteint son comble après la désintégration du bloc soviétique, quand l'offensive idéologique du néolibéralisme a pris toute sa force.

Depuis quelques années un nouveau mouvement internationaliste est clairement perceptible qui, s'il s'approfondit, peut permettre au mouvement de solidarité de retrouver un dynamisme politique et alternatif radical. Ce nouveau reste encore tributaire des reculs et défaites antérieurs. Il est aussi profondément conditionné par la nature du processus en cours de mondialisation capitaliste et par les effets sociaux des politiques néolibérales.

Ces deux données — l'héritage de la période précédente et les caractéristiques de la période présente — doivent, entre autres, être pleinement prises en compte pour comprendre les difficultés auxquelles se heurte toujours la mise en œuvre d'un projet internationaliste. Mais l'analyse de la mondialisation capitaliste et des résistances qu'elle suscite permet aussi de percevoir les chances considérables qui lui sont aujourd'hui offertes.

2. HÉRITAGE. Amorcée à la fin des années 1970, la crise de la perspective internationaliste s'est dans l'ensemble aggravée jusqu'au début des années 1990. Dans ce contexte, le poids des mouvements ouvriers réformistes, sociaux-démocrates et staliniens, mais aussi des courants anticapitalistes radicaux, a été considérablement réduit. Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont souvent occupé le devant de la scène, alors même qu'une bonne partie d'entre elles perdaient leur radicalité originelle, s'institutionnalisait et devenaient toujours plus dépendantes de financements gouvernementaux ou paragouvernementaux.

Le sentiment de solidarité avec les populations du Tiers-Monde est resté vivace, mais il s'est relativement dépolitisé, laissant le champ libre à une idéologie régressive qui, sous couvert d'assistance humanitaire urgente, a pu être efficacement manipulée par les puissances impérialistes.

Sauf exceptions, la solidarité internationale ne s'est plus clairement, consciemment, inscrite dans une perspective alternative globale, dans un combat d'ensemble de transformation sociale.

Les mouvements et les initiatives progressistes de solidarité internationale n'ont certes jamais cessé, il faut le souligner. Certaines

mobilisations ont même été remarquablement amples, comme celle engagée contre la dette du Tiers-Monde en 1989, lors du bicentenaire de la Révolution française. Mais dans l'ensemble, ces mouvements se sont sectorialisés et ils ont souvent perdu de leur cohérence politique (en particulier en ce qui concerne la conscience anti-impérialiste, anticapitaliste, révolutionnaire).

C'est cette fragmentation qu'il faut aujourd'hui à tout prix surmonter.

L'héritage de la période précédente n'est pas pour autant univoque. L'hypothèque stalinienne a été largement levée et l'exigence démocratique s'impose aujourd'hui au mouvement ouvrier, populaire et révolutionnaire lui-même plus fortement qu'auparavant, ce qui doit faciliter la refondation d'un projet socialiste et d'un internationalisme véritables pour peu que les rapports de forces sociaux s'améliorent. Initialement du moins, l'aile progressiste et militante des ONG a accumulé une riche expérience originale et a contribué à renouveler la réflexion sur des questions importantes, comme celle du développement. Le combat antiraciste et antifasciste, pour le droit d'asile et en défense des immigrés a marqué une génération dans divers pays. Les mouvements féministes ont su activement tisser des liens à l'échelle mondiale, assurant à la lutte d'émancipation sa dimension proprement internationale ; il en va de même aujourd'hui avec le mouvement gay et lesbien. Enfin, une perception nouvelle de la crise écologique et de l'interdépendance, en ce domaine aussi, des différentes parties du globe a ouvert un large champ d'action et nourrit une conscience citoyenne « *planétaire* ».

Tous ces apports doivent dorénavant constituer des éléments essentiels du nouvel internationalisme.

3. MONDIALISATION. Du point de vue de la solidarité internationale, la période présente est tout d'abord caractérisée par la place centrale qu'occupent les résistances aux politiques néolibérales, leur diversité et leur convergence objective. Cette place, cette diversité et cette convergence s'expliquent dans une large mesure par la nature et l'ampleur du processus de mondialisation capitaliste, dont les conséquences se font brutalement sentir dans tous les domaines de la vie sociale.

Nouvelle étape dans la restructuration du marché mondial et dans l'internationalisation du capital, la mondialisation néolibérale s'affirme tout d'abord dans sa dimension économique : autonomisation de la sphère financière, libéralisation radicale mais inégale (au détriment du Sud) des mouvements de capi-

taux et des échanges commerciaux, multiplication des méga-fusions, expansion de la sphère concurrentielle, dérèglementations, privatisations... Mais elle n'opère pas sur les seuls plans commerciaux, industriels et financiers.

La mondialisation capitaliste en cours impose de profondes transformations sociales. Au sein des classes dominées, tout d'abord, qui se voient soumises à un violent processus de précarisation et de fragmentation. Mais aussi au sein même des classes dominantes, avec l'affaiblissement et la marginalisation de diverses composantes traditionnelles de la bourgeoisie et des élites. Elle renouvelle les modes de domination Nord-Sud et provoque une réorganisation générale de l'espace planétaire avec la consolidation (inégale) de zones périphériques aux trois pôles de la triade impérialiste et l'abandon possible de vastes territoires à la désintégration. Elle modifie les mécanismes dominants de décision politique et suscite un rééquilibrage général des centres de pouvoir — économiques, politiques ou militaires ; nationaux, régionaux ou internationaux. Elle assigne ainsi des rôles nouveaux aux institutions mondiales nées dans l'après-guerre.

Au fond, pour aboutir, la mondialisation capitaliste exige l'émergence et la stabilisation d'un nouveau mode de domination bourgeois, tant sur le plan international que dans bon nombre de pays. En effet, au nom du libre-échange, l'ordre néolibéral veut ouvrir à la dictature des marchés et des multinationales tous les secteurs de la vie sociale qui leur échappaient encore partiellement. Au nom du droit de la concurrence toujours, il réduit de façon drastique le champ d'action et la marge de manœuvre de bien des États, en leur imposant des contraintes strictes tout en accordant une liberté d'action et de décision sans précédent aux grandes transnationales, aux oligopoles financiers et industriels.

Le rôle des États reste grand — et ce, tout particulièrement, dans l'arène mondiale en ce qui concerne le plus puissant des États impérialistes. Mais le néolibéralisme limite considérablement (y compris par le biais de lois) le recours par la bourgeoisie à des systèmes usuels de domination et de régulation sociopolitiques fondés sur d'importants mécanismes redistributifs, jugés contraires au droit de la concurrence. Ces modes de domination (compromis sociaux en Europe, État-clientéliste en Afrique, populisme en Amérique latine, dirigisme économique en Asie...) avaient pourtant fait leurs preuves en permettant aux régimes en place de consolider leur base sociale ou de juguler une montée radicale des luttes populaires.

La mondialisation néolibérale a donc des

effets radicaux dans toutes les parties du monde et en tous domaines : économique, social, idéologique, étatique, politique, culturel... Voilà qui reflète la puissance et l'omnipotence du processus en cours de réorganisation capitaliste, mais voilà qui représente aussi un premier talon d'Achille : par son ampleur même, elle crée un lien objectif — une communauté de sort — plus étroit que jamais dans le passé entre des résistances menées dans le monde entier, entre des combats engagés sur tout l'éventail des terrains de lutte.

4. SOLIDARITÉS. En éloignant toujours plus les centres formels de décisions des institutions élues (y compris dans les pays occidentaux) et en limitant considérablement l'usage de politiques redistributives, l'ordre néolibéral exprime particulièrement crûment la dictature de classe. C'est son deuxième talon d'Achille, car en temps de crise, il ne peut se prévaloir ni d'une légitimité démocratique fondée sur le mandat électif ni d'une légitimité sociale assurée par la réduction des inégalités.

Plus encore que dans d'autres modes de domination bourgeois, la stabilité de l'ordre néolibéral dépend de la passivité ou de la division, source d'impuissance, des exploité(e)s et des opprimé(e)s. D'où la violence d'une offensive idéologique qui affirme qu'il n'existe aucune alternative, aucun espoir de changement. D'où, encore, la brutalité d'une offensive sociale qui n'a pas seulement pour but d'assurer la surexploitation du travail au profit des actionnaires, mais qui vise aussi à interdire la constitution de nouvelles solidarités et à dissoudre, sous couvert de modernité, les solidarités anciennes (incarnées, notamment, par les systèmes de sécurité et de protection sociales dans les pays capitalistes avancés).

La mondialisation capitaliste déchire ainsi le tissu social et fragilise les classes populaires en généralisant la précarité, en détruisant les droits collectifs acquis dans les luttes passées, quitte à les remplacer par de maigres « *filets de sécurité* » et des aides caritatives ciblées, sectorialisées, individualisées. Diviser pour régner : le discours du capital oppose le chômeur au salarié, le privé au fonctionnaire, le travail des femmes à celui des hommes, l'emploi des jeunes ou des immigrés à celui des adultes ou des nationaux : un monde réduit à la compétition de tous contre tous...

Cette offensive du capital est redoutable, mais la mondialisation néolibérale produit aussi ses anticorps et crée effectivement les conditions de solidarités nouvelles : l'ordre marchand veut imposer sa loi dans tous les secteurs de la société, ce qui fonde la conver-

gence transversale, multisectorielle, des combats sociaux et démocratiques ; les mêmes institutions déploient les mêmes politiques néolibérales dans le monde entier, ce qui fonde la convergence internationale des résistances.

Fragmentation ou rassemblement, qui l'emportera ? C'est, dans une large mesure, sur le terrain des solidarités que nos combats de demain seront perdus ou gagnés.

II. La nouvelle donne

5. DYNAMIQUES. Durant la période précédente, la fragmentation sectorielle des solidarités internationales et leur relative perte de cohérence politique ont été favorisées par l'affaiblissement structurel du mouvement syndical et par les défaites que la classe ouvrière a subies. Mais aujourd'hui, face à la violence des attaques néolibérales, la question sociale retrouve une place plus centrale qu'auparavant dans le développement des résistances, y compris dans les pays impérialistes. Cela n'amoin-drit en rien l'importance propre des combats démocratiques, culturels, féministes ou écologiques, mais cela peut effectivement contribuer à assurer leur enracinement populaire et à dégager des dynamiques communes entre tous ces terrains de mobilisation.

La réorganisation en cours du capital à l'échelle mondiale et l'impact de ses premières crises (1997-1998) ouvrent de nouveaux champs de lutte (spéculation financière et dictature des marchés, sécurité alimentaire et écologique...), ou leur assigne une importance (Organisation mondiale du commerce...), modifie le contexte dans lequel ils s'affirment (question nationale...), renouvelle leur contenu (exigence démocratique et droits citoyens...). Il importe de comprendre comment.

6. TOURNANT. Le changement de période dans la dynamique des luttes est particulièrement marqué en ce qui concerne les résistances à la politique des institutions économiques et financières de la mondialisation. Ces luttes ont en effet acquis récemment (bien souvent dans la seconde des années 1990) une dimension nouvelle.

Le combat pour l'abolition de la dette du Tiers-Monde a connu une longue éclipse, après la fin des années 1980 ; il a spectaculairement rebondi en 1999 lors des mobilisations de Cologne, de la campagne Jubilé 2000 (avec pour aile radicale, Jubilé-Sud), du boycott du remboursement de la dette interne décidé par des États brésiliens... A la suite des crises financières de 1997-1998, la résistance sociale aux plans d'ajustement structurel du FMI s'est étendue de la Corée du Sud à

l'Amérique latine.

Des années durant, l'OCDE a négocié dans la plus grande discrétion un ultralibéral Accord multilatéral sur l'investissement ; en 1998, il a suffi de quelques mois pour que le contenu de l'AMI fasse scandale démocratique en Amérique du Nord et en Europe occidentale. C'est en 1998 aussi que le combat contre la spéculation financière et la dictature des marchés a pris une envergure et une dynamique politique sans précédent, avec la croissance remarquable, en France surtout, de l'association Attac.

La critique de l'échange inégal et l'exigence d'un commerce équitable pour les pays du Sud n'étaient plus le fait que de réseaux militants : la fondation de l'Organisation mondiale du commerce, à la suite de l'Uruguay Round, n'avait pas suscité de manifestations significatives. Cinq ans plus tard, la conférence de l'OMC à Seattle a provoqué de très importantes mobilisations (aux États-Unis et dans un certain nombre d'autres pays) qui ont suscité un important répondeur international.

Ces développements témoignent du déclin de l'emprise exercée un temps par l'idéologie libérale, de la profondeur de sentiment de révolte que suscitent la croissance des inégalités, la dictature des marchés et le modèle hyperconcurrentiel de société qu'elle veut imposer d'Est en Ouest, du Nord au Sud. Le rejet du projet néolibéral s'est d'abord exprimé de façon spectaculaire dans certains pays, comme lors de la grève des services publics de novembre-décembre 1995 en France, ou de la grève du secteur privé de janvier 1997 en Corée du Sud, mais chacune de ces luttes nationales a connu un écho international très significatif.

Les initiatives mondiales se sont rapidement succédées ces toutes dernières années : en 1996, rencontres contre le néolibéralisme du Chiapas réunies à l'appel des zapatistes au Mexique ; en 1999, rencontres internationales de Saint-Denis initiées par Attac en France et de Cologne avec Jubilé 2000, puis manifestations de Seattle aux États-Unis, impulsées notamment par Public Citizen et l'AFL-CIO. Ainsi, la révolte contre les politiques néolibérales et la dictature des marchés a très rapidement affirmé sa dimension solidaire et son potentiel internationaliste. Bien du chemin reste certes à faire, pour donner forme et contenu à ce renouveau internationaliste, mais une dynamique est effectivement enclenchée à partir de laquelle il est maintenant possible de progresser plus avant.

7. DOMINATION. La mondialisation capitaliste n'homogénéise pas l'espace économique international, elle tend au contraire à accentuer son caractère hiérarchique et le Tiers-

Résistances à la mondialisation capitaliste

Monde, déjà lourdement ponctionné par le système de la dette, en est la première victime : coup d'arrêt porté à la constitution de multinationales originaires de pays du Sud, ouverture forcée et unilatérale des marchés nationaux, destruction accélérée des agricultures locales, subordination technologique, processus de recolonisation industrielle et financière... Les modalités de la domination impérialiste ne cessent de se renouveler et le combat pour la souveraineté nationale dans les pays dominés garde toute son urgence.

Il en va de même en ce qui concerne la réorganisation de l'espace politique. Le contrôle territorial et la stabilité administrative des zones d'influence jouaient hier un rôle très important dans les rapports de forces mondiaux : c'était un héritage de l'ère coloniale mais aussi une conséquence immédiate de la confrontation entre révolution et contre-révolution, ou entre les « blocs » de l'Est et de l'Ouest. A la suite des défaites révolutionnaires et de la désintégration du bloc soviétique, ce rôle s'est considérablement amoindri, au moins en ce qui concerne les parties du globe qui ne sont pas directement intégrées aux zones périphériques des trois pôles de la triade impérialiste dominante (à savoir l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon). Des sociétés peuvent ainsi littéralement se désintégrer, comme en Afrique centrale, sans que les classes dominantes internationales ne sentent leurs intérêts menacés — à condition du moins que des armées plus ou moins privées leur garantissent l'accès aux richesses naturelles qu'elles convoitent.

La solidarité envers les populations du Sud garde donc toute son actualité, toute son urgence, tant la crise des sociétés du Tiers-Monde atteint souvent des degrés inconnus au Nord. Dans le même temps, la mondialisation capitaliste tend à déchirer la trame sociale jusque dans les centres impérialistes, où exclusion et précarisation font aussi des ravages. Sans logements au Nord, sans terres au Sud, sans-emplois et sans-papiers partout...

Il est aujourd'hui possible de combiner le flux traditionnel (et toujours nécessaire) de solidarité Nord-Sud avec la constitution d'un front de résistance commun, fondé sur le sens d'une communauté de sort face au déploiement universel des politiques néolibérales.

8. SALARIAT. Le mouvement syndical a abordé les années 1990 et les assauts de la mondialisation en position très affaiblie, sur tous les plans : organisationnel, militant, politique. En dehors, dans une certaine mesure, des Secrétariats professionnels (SPI), il s'est aussi révélé incapable de coordonner son action au niveau international à l'heure où, plus que jamais, le capitalisme met en concu-

rence directe les travailleurs de tous les pays. A de rares exceptions près, l'organisation commune des salariés d'une même multinationale — une tâche pourtant élémentaire et qu'il est urgent d'accomplir enfin — est restée embryonnaire, voire inexistante.

Dans ces conditions, le capital a pu mener au nom du libéralisme une offensive continue. La part des salaires dans le produit national s'est notablement réduite au profit de celle des actionnaires. Le droit du travail et les libertés syndicales ont été attaqués jusque dans les pays d'Europe occidentale, ainsi que la protection assurée par les statuts et conventions collectives. La base sociale du syndicalisme est bouleversée par les restructurations industrielles et tertiaires, comme par les transformations en cours dans l'organisation du travail, facilitée par le développement de nouvelles technologies, mais dont l'objectif est aussi social : renforcer la domination de classe.

De façon générale, le syndicalisme traverse ainsi une double crise. D'une part, il a largement perdu sa fonction traditionnelle de représentant reconnu des salariés auprès du patronat et de l'administration (et ce d'autant plus que le capital rompt avec les politiques redistributives d'hier). D'autre part, son influence s'est considérablement réduite et se limite aujourd'hui bien souvent à ses seuls bastions d'antan — à savoir, généralement, le service public ou les plus grandes entreprises du privé (dans la métallurgie, notamment).

Le problème est aujourd'hui si profond qu'une simple réorientation du mouvement syndical, tel qu'il existe, ne saurait le résoudre. A la réorganisation en cours du capitalisme doit correspondre une réorganisation générale du mouvement ouvrier. Il lui faut tout à la fois s'internationaliser (enfin ou à nouveau) ; renouer le dialogue avec les salariés et assurer, au quotidien et dans les luttes, la démocratie participative ; se féminiser radicalement et regagner une influence dans les minorités ou parmi les immigrés ; organiser ou aider à l'organisation des précaires et chômeurs ; regagner une influence d'ensemble dans le salariat et la société ; faire véritablement sien le combat d'émancipation et retrouver ainsi la capacité politique d'opposer des alternatives globales aux orientations néolibérales.

Dans certains pays du moins (France, États-Unis, Corée du Sud, Norvège...), depuis une décennie ou ces dernières années, un renouveau se manifeste dans une partie du mouvement syndical, ainsi que dans la capacité d'action et d'organisation des chômeurs. Mais cette évolution, prometteuse, reste encore hésitante, inégale, sectorielle. Il reste aussi beaucoup à faire, face à l'action internationale des bureaucraties syndicales, pour aider à la constitution (en particulier dans les

pays du Sud et de l'Est) de syndicats indépendants et radicaux, et pour vivifier des structures de coordination (comme les comités d'entreprise européens).

Pour engager une mutation d'ensemble, une véritable reconstruction, pour surmonter ses divisions et redonner au salariat les moyens d'une lutte efficace, le mouvement syndical doit en particulier commencer par se démocratiser profondément, et par s'associer plus systématiquement au mouvement associatif et social dans sa diversité, en un combat convergent.

9. PAYSANNERIES. L'agriculture est l'un des secteurs où l'évolution récente du capitalisme a été particulièrement radicale avec le développement de l'agro-industrie, puis de la biogénétique agro-alimentaire. Cette évolution, initiée voilà une trentaine d'années, prend une ampleur sans précédent dans le cadre de la mondialisation capitaliste. L'un des principaux mandats reçu du GATT par l'OMC est d'imposer l'ordre marchand néolibéral dans l'ensemble du domaine agricole, sur l'ensemble de la planète. Mais cette offensive du grand capital suscite des résistances profondes et convergentes en provenance de paysannes menacées dans leur existence même, mais aussi de bien d'autres secteurs de la société.

Le combat en défense d'une agriculture paysanne est aujourd'hui perçu en des termes politiques très différents d'hier, et c'est bien l'un des traits majeurs de la période actuelle. Son importance a évidemment été reconnue depuis longtemps pour les pays du tiers-monde dont la majorité de la population est rurale, mais même dans ce cas, les résistances paysannes ont souvent été analysées comme purement défensives. Maintenant, la portée générale de ce combat apparaît plus clairement : il s'avère vital même pour les pays industrialisés dont la majorité de la population est urbaine et il contribue à l'élaboration d'un projet de société alternatif à celui qu'incarne l'agro-industrie capitaliste.

Les conséquences désastreuses du développement de l'agro-industrie capitaliste se font en effet sentir bien au-delà de la seule sphère de la production agricole : elles concernent la consommation (qualité de l'alimentation), l'environnement (qualité des eaux et des sols) et les équilibres écologiques (préservation des écosystèmes et de la biodiversité, impact sur la biosphère), l'aménagement du territoire (paysages, maintien des populations et des services publics à la campagne), l'emploi (impact de l'exode rural sur le chômage), la démocratie (capacité de contrôle des producteurs sur leurs activités et des populations sur leur consommation), la culture

Résistances à la mondialisation capitaliste

(uniformisation culinaire), les structures de domination impérialistes (dépendance alimentaire des pays du Tiers-Monde)...

En conséquence, des organisations d'ouvriers agricoles ou de paysans (MST brésilien, Confédération paysanne française...) ont su à nouveau s'impliquer dans un combat global de transformation sociale et se lier aux syndicats de salariés et autres mouvements sociaux ; une coopération militante s'est tissée entre paysanneries du Sud et du Nord (avec, notamment, la formation de Via Campesina) ; la collaboration entre des mouvements de défense des consommateurs et de défense de l'agriculture paysanne s'est renforcée dans une lutte commune pour la sécurité alimentaire.

10. FEMMES. Dépendant pour sa stabilité de la fragmentation des mouvements sociaux plus que de leur intégration à un projet collectif, le modèle néolibéral de domination accentue toutes les inégalités (entre classes, genres, communautés, parties du monde...), aggrave les oppressions et alimente la résurgence ou le renforcement d'idéologies profondément réactionnaires. Les femmes subissent de plein fouet le contrecoup de chacun de ces mécanismes régressifs.

Les femmes sont ainsi les premières victimes de la précarisation au point que leur droit à un emploi stable se voit remis en cause même dans des pays où il avait été imposé de haute lutte. Vu les responsabilités qui leur sont assignées dans la famille comme dans les communautés locales, elles sont aussi durement frappées par un autre versant du modèle néolibéral : la création systématique d'un état d'insécurité sociale généralisé, d'un processus de précarisation qui est loin de se limiter au seul statut de l'emploi. La montée des intégrismes religieux dans certains pays (Afghanistan !) a pour les femmes des conséquences proprement dramatiques, mais même dans d'autres parties du monde, elles doivent faire face à des campagnes idéologiques réactionnaires qui s'attaquent à leur dignité et à des droits fondamentaux : droit à la citoyenneté, droit de choisir et à la santé (contraception et interruption volontaire de grossesse, mais aussi dans certains pays du Sud stérilisation forcée, imposée au nom du contrôle démographique).

La lutte d'émancipation des femmes gagne donc encore en son actualité et garde, aussi, sa place nodale dans le combat d'ensemble pour l'égalité des droits, pour la transformation sociale. Face à la mondialisation capitaliste, sa dimension internationale s'affirme comme en témoigne, en l'an 2000, l'organisation de la marche mondiale des femmes (avec sa double dimension : lutte contre

l'ordre patriarcal et capitaliste), ainsi que les progrès réalisés dans l'organisation internationale des mouvements féministes.

11. ÉMIGRES. Les flux d'émigration sont, dans une large mesure, déterminés par les besoins économiques des pays impérialistes et par les désordres du système dominant (guerres, famines...). L'émigration a une histoire et présente des traits différents suivant les périodes. En ce domaine, la figure symbolique du sort réservé aux émigrés par le nouvel ordre néolibéral est particulièrement révélatrice : l'immigrée sans-papiers, une femme sans droits, condamnée à la surexploitation dans l'entreprise ou au travail domestique même quand elle bénéficie d'une réelle formation acquise dans son pays d'origine. Quoi de plus emblématique pour un système qui vise à généraliser la précarité ?

Dans d'autres contextes historiques, les émigrés ont pu trouver, malgré les difficultés, leur place et un avenir dans les pays d'accueil. Une telle perspective leur est aujourd'hui déniée. Ils vivent dans la durée l'extrême précarité pour pouvoir continuer à soutenir leurs familles, menacées par le chômage, la misère. Dans bien des pays d'origine, l'argent ainsi envoyé par les émigrés constitue une ressource économique majeure et a permis d'éviter que les crises ne débouchent sur une désintégration sociale irrémédiable. Avec la mondialisation capitaliste, nous vivons l'émigration du sacrifice.

Les immigrés ont engagé la lutte contre leur condition de clandestin, pour le droit à la reconnaissance, à l'existence légale ; ils ont su susciter d'importants mouvements de solidarité et emporter des victoires significatives, bien que partielles, dans plusieurs pays européens. Ils ont ouvert un nouveau front dans le combat commun pour la dignité, l'égalité, une société solidaire.

12. JEUNESSE. Les perspectives d'avenir de la jeunesse s'avèrent aujourd'hui plus précaires que celles de leurs parents. Voilà bien un changement radical par rapport à la situation d'après-guerre et l'un des traits les plus révélateurs du caractère régressif de la période actuelle. C'est évidemment vrai en ce qui concerne l'emploi et la protection sociale ; mais le droit à l'éducation pour tous tend lui-même à être remis en cause jusque dans des parties du monde où il semblait bien établi.

En termes de mobilisations, la situation varie considérablement suivant les pays et milieux. Dans nombre de cas, la jeunesse est, au moins en partie, la première victime des idéologies démobilisatrices de la consommation, de la compétitivité individuelle, de la « modernité » informatique et boursière. Une résistance culturelle et sociale à l'idéologie

dominante s'exprime néanmoins tout autant à travers, notamment, la musique (rap...). Enfin, dans plusieurs pays déjà, des secteurs politiquement actifs de la jeunesse ont inventé de nouvelles formes de lutte, comme celles de Reclaim the Street en Grande-Bretagne ou de Direct Action aux États-Unis.

Aujourd'hui tout particulièrement, le combat de la jeunesse pour ses droits et son avenir, l'expérience générationnelle très spécifique qui est la sienne, revêtent une importance toute particulière. Elles exigent le développement de solidarités propres, internationalement coordonnées.

13. ÉCOLOGIE. La perception des enjeux écologiques s'est radicalement modifiée au cours des 30 dernières années. La portée sociale des crises environnementales a été progressivement intégrée, donnant naissance à l'écologie politique proprement dite. La gravité des risques encourus a été mieux évaluée par les mouvements populaires et progressistes, tout d'abord dans le domaine des grands travaux (barrages géants...) et, surtout, de l'énergie (nucléaire, effet de serre), des transports (pollution de l'air en ville, coûts énergétiques...), puis de l'agro-alimentaire (production des organismes génétiquement modifiés, maladie de la vache folle, recours massifs aux antibiotiques, pollution des eaux...). L'importance vitale des enjeux ne fait que se confirmer avec la menace de changements climatiques brutaux.

L'analyse des crises écologiques et de leur dynamique cumulative, globale, débouche sur une critique radicale du productivisme, dans sa version capitaliste notamment, et des mécanismes aveugles du marché. La prise en compte des contraintes environnementales, tout comme celle des besoins sociaux, exige en effet la mise en œuvre à l'échelle internationale de politiques économiques sur le long et très long terme. Elle entre en contradiction frontale avec les dogmes du libéralisme et de la mondialisation capitaliste défendus bec et ongles par le FMI ou l'OMC. Elle fonde une nouvelle exigence essentielle, élément d'un programme internationaliste contemporain : la sécurité écologique.

14. DÉMOCRATIE. « *Le monde n'est pas une marchandise* » — ce mot d'ordre des mobilisations anti-OMC, au moment de la conférence de Seattle, exprime bien l'évolution récente de larges secteurs de l'opinion qui ne se contentent plus de mettre en cause des mesures politiques spécifiques, mais affirment une opposition globale à un ordre marchand qui se prétend universel. « *Antisystémique* » et « *mondialiste-internationaliste* », cette conscience n'est pas nécessairement anticapitaliste, faute notamment

Résistances à la mondialisation capitaliste

d'une alternative crédible globale, socialiste. Elle peut se laisser tromper par les manipulations idéologiques de « *l'impérialisme humanitaire* » et elle se combine souvent à un réalisme politique résigné, faute encore une fois d'alternatives. Mais elle nourrit un réel potentiel de révolte et de résistance.

La critique contemporaine de l'ordre marchand touche en effet à des domaines essentiels : le refus de l'argent-roi et de l'esprit individualiste de compétition qui dégrade les rapports humains, engendre la solitude, accroît les inégalités (entre genres, couches sociales, pays...) ; l'appréhension des risques écologiques vitaux engendrés par la course folle au profit ; l'affirmation de la primauté du politique et du droit citoyen sur le droit commerçant.

Le rejet de l'ordre marchand présente, aujourd'hui, une portée plus démocratique que socialiste. Mais cette exigence démocratique affirme aussi une dimension citoyenne et égalitaire d'autant plus progressiste que la mondialisation néolibérale tend à vider de tout contenu la démocratie bourgeoise elle-même : les assemblées élues se laissent déposséder de leurs pouvoirs aux profits d'institutions qui ne sont, elles, ni élues ni responsables devant les électeurs, les lois doivent être rendues toujours plus directement conformes aux réglementations commerciales et financières.

Ce n'est pas tant la souveraineté nationale qui est ici en question, que la souveraineté démocratique et populaire, que celle-ci s'exprime dans le cadre d'un pays, d'un groupe de pays ou sur le plan international. La mondialisation capitaliste met en cause la possibilité même de faire des choix politiques en tout domaines : santé et éducation, protection sociale et sécurité écologique, modèles de développement...

Dans ce contexte, l'exigence démocratique citoyenne, bien qu'élémentaire, acquiert une dynamique subversive nouvelle.

15. INDÉPENDANCE POLITIQUE. Depuis 1997, l'idéologie néolibérale a perdu beaucoup de sa superbe. Son emprise s'est considérablement affaiblie. Son modèle de mondialisation a déjà connu plusieurs crises graves (les crises dites financières en Asie, puis en Russie, puis au Brésil et l'alerte aux fonds de pension aux États-Unis) que l'actuelle euphorie boursière ne saurait faire oublier. L'autorité politique du FMI s'est singulièrement réduite après la chute du régime de Suharto en Indonésie ; celle de l'OMC est aussi mise à mal, avec l'échec de Seattle.

Les contradictions interimpérialistes se sont dernièrement aiguës et des résistances se sont manifestées jusque dans les élites du

Tiers-Monde (voir par exemple ce qui s'est passé lors de la conférence de Seattle). Divisions au sommet, mobilisations à la base : la combinaison est prometteuse. Encore faut-il, pour en profiter, que les mouvements sociaux et progressistes sachent préserver leur indépendance politique.

L'Union européenne aimerait, au nom de la résistance aux États-Unis, enrôler sous son drapeau des mouvements progressistes et tiers-mondistes ; mais « *l'Europe puissance* » qu'elle cherche à construire est aux antipodes d'une Europe sociale et solidaire, ouverte au Sud et à l'Est. Il en va de même de la politique du « *repli national* » protectionniste que défendent au Nord certains secteurs de la bourgeoisie et, notamment, des courants de droite extrême ou d'extrême droite. Le mouvement ouvrier doit opposer à la mondialisation capitaliste une alternative internationaliste et non nationaliste.

Dans le Tiers-Monde, des régimes ou partis autoritaires et dictatoriaux prenant des mesures de contrôle des mouvements de capitaux, comme en Malaisie, espèrent neutraliser au nom du rejet des diktats du FMI les mouvements progressistes. Mais pour nous, la résistance anti-impérialiste doit rester indissociable du combat démocratique et social.

16. MARCHANDISATION. La mondialisation néolibérale donne un véritable coup de fouet à l'expansion de la sphère marchande, au point qu'en ce domaine de nouveaux seuils qualitatifs sont en voie d'être franchis.

L'actuelle expansion de la sphère marchande vise notamment à éradiquer ce qui reste d'agriculture vivrière dans les pays du Tiers-Monde, menaçant par là des communautés entières de paupérisation et de désintégration. Elle ne voit aussi dans la création culturelle qu'une simple activité commerciale qui doit être soumise comme les autres aux règles du libre-échange — quitte à écraser sous le rouleau compresseur d'une concurrence inégale la diversité des cultures — et au droit capitaliste ordinaire de propriété : ses produits, une fois vendus, pouvant être transformés à volonté par l'acheteur au mépris des droits du créateur. La soumission des personnes à l'ordre marchand s'exprime tant dans le développement international de l'industrie du sexe que dans l'apparition de nouvelles formes de quasi-esclavage au travail.

Les ressources naturelles les plus vitales, telle l'eau, sont progressivement de fait ou de droit privatisées. Au nom du développement des biotechnologies et de la biogénétique, l'ordre marchand prétend même imposer la brevetabilité du vivant — ce qui impliquerait un processus de privatisation sans précédent, mené au bénéfice des transnationales et dont

la portée s'annonce particulièrement dangereuse pour l'humanité tant sur le plan civilisationnel que social ou environnemental.

Dans ce contexte, un large front du refus se constitue qui réunit des résistances sociales très diverses. La revendication du moratoire — sur la production des OGM, sur l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations à l'OMC, etc. — s'est faite plus fréquente, plus pressante. Elle exprime une double prise de conscience quant à la gravité des enjeux et la proximité des échéances. En imposant un coup d'arrêt à l'expansion tous azimuts de la sphère marchande, le moratoire vise à donner le temps à l'exigence démocratique de s'affirmer face à la dictature des intérêts économiques, avant que l'irréversible ne se soit produit. Bien que tout d'abord défensive, cette revendication permet aussi à une contre-offensive progressiste de prendre forme.

17. GUERRES. Washington a proclamé, au lendemain de la désintégration du bloc soviétique, l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Ce qui n'a mis fin ni aux guerres ni à la menace nucléaire. Le désordre néolibéral nourrit en effet les conflits internationaux et régionaux.

A l'époque de la mondialisation marchande, les rapports de domination impérialistes ne disparaissent pas, mais reposent plus encore qu'hier sur le jeu des inégalités, au sein d'un système global — ainsi, dans les pays du Sud, le combat anti-impérialiste garde toute son actualité. Le renouvellement constant des inégalités entre pays et régions opère dans toutes les parties du monde. Ce qui peut contribuer à raviver les tensions entre États. Ce qui constitue aussi le fondement de bien des revendications nationales ou régionales — et ainsi l'importance du principe démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit d'autodétermination, se voit confirmée.

Mais, dans le contexte présent, les revendications nationales et régionales, aussi légitimes soient-elles, peuvent déboucher sur des conflits intercommunautaires allant jusqu'à nourrir une dynamique de « *purification ethnique* ». D'une part, ces revendications ne s'inscrivent plus aussi naturellement qu'hier dans une perspective anti-impérialiste et socialiste, qui assurait leur dimension solidaire et universaliste. D'autre part, la mondialisation capitaliste réduit le rôle et l'efficacité des espaces politiques au sein desquels s'organisait et s'exprimait la citoyenneté, sans laquelle l'élaboration de droits réciproques et la définition d'un avenir solidaire deviennent particulièrement aléatoires.

De même, si l'annexion des territoires a, en certaines parties du monde du moins,

perdu de son importance aux yeux des grandes puissances, le contrôle des voies et moyens de communication et de l'accès aux ressources naturelles, aux marchés ou à la force de travail restent essentiels. La capacité militaire des États s'affirme toujours aussi décisive qu'auparavant, comme en témoigne l'usage fait par les USA de leur suprématie en ce domaine. L'Union européenne cherche ainsi à unifier ses forces et à combler son retard en la matière. Quant au refus des grandes puissances (États-Unis, France...) de s'engager dans un processus de désarmement nucléaire et d'arrêter la modernisation de leur arsenal, il a lui aussi relancé la course mondiale aux armements — le Pakistan et l'Inde procédant notamment à des essais atomiques.

L'intervention impérialiste se masque aujourd'hui bien souvent derrière l'urgence humanitaire, comme lors de la guerre du Kosovo. Pourtant, c'est à la suite de cette guerre, lors de son cinquantième anniversaire, que l'OTAN a affirmé ses ambitions stratégiques sur l'Europe de l'Est (et au-delà sur l'Asie), et s'est autodécerné un droit d'action dans le monde entier, indépendamment si nécessaire de l'ONU. Les tensions entre puissances, entre Washington, Moscou et Pékin, s'en trouvent durablement ravivées. L'OTAN apparaît aujourd'hui comme le bras armé de l'ordre néolibéral mondial, pendant militaire des FMI, BM et OMC sur le plan économique.

L'affaiblissement du mouvement anti-guerre a constitué, ces dernières années, un obstacle majeur au développement des mobilisations internationalistes. Il doit être de toute urgence surmonté. En renforçant le combat pour le désarmement nucléaire, mené aujourd'hui conjointement par des mouvements pakistanais et indiens comme, à l'échelle mondiale, par le réseau Abolition 2000. En redonnant aussi vigueur au combat anti-impérialiste contre la politique de l'OTAN et pour sa dissolution. En inscrivant à nouveau la solution des questions nationales et régionales dans une perspective de transformation sociale, une perspective socialiste et solidaire pour mettre un terme aux dynamiques de conflits intercommunautaires, pour chasser définitivement le spectre de l'épuration ethnique.

III. Reconstruire une alternative globale

18. BILAN D'ÉTAPE. Initié dans les années 1970 aux États-Unis et en Grande-Bretagne sous Reagan et Thatcher, le projet néolibéral n'a véritablement pu affirmer ses ambitions planétaires qu'avec la désintégration du bloc soviétique, après la chute du Mur de Berlin en 1989. « *Nous sommes dorénavant universels* » se sont alors exclamés les tenants du

néolibéralisme. Durant la dernière décennie du siècle, le nouvel ordre mondial s'est déployé avec force, au détriment de la classe ouvrière et des milieux populaires. Mais les résistances sociales ont néanmoins ralenti la mise en œuvre des politiques néolibérales et la mondialisation capitaliste a connu, dès 1997-1998, sa première crise d'ampleur, exprimant les contradictions spécifiques du nouveau mode de domination émergent et accentuant les divergences entre grandes puissances économiques.

La mondialisation capitaliste impose un cadre nouveau à l'ensemble des luttes sociales et démocratiques. Bien qu'inégale, depuis le milieu des années 1990, une prise de conscience est perceptible. L'opposition initiale aux politiques néolibérales débouche sur une critique plus générale de la dictature du marché, sur la perception des enjeux de société et sur l'aspiration à une alternative globale, voire sur un « *anticapitalisme spontané* » — mais, bien souvent encore, sans que soit consciemment remis en cause le mode de production capitaliste lui-même. Les résistances acquièrent une dimension internationale marquée.

19. LÉGITIMITÉ. La période actuelle est marquée par un début de retournement idéologique et politique. L'ordre capitaliste bénéficie toujours de la crise idéologique subie par le mouvement ouvrier à la suite, notamment, de l'expérience du stalinisme ; il se pare même d'une idéologie de la modernité, du progrès, nourrie de la référence aux « *nouvelles technologies* », à laquelle une partie de la jeunesse est sensible dans les pays développés. Mais cette prétention progressiste est mise en question du fait que le capitalisme revendique simultanément un véritable droit à la régression sociale au nom de sa conception de l'efficacité économique.

De même, avec la complicité active de la social-démocratie, en Europe occidentale notamment, la bourgeoisie a réussi à miner les bases traditionnelles de l'action syndicale dans bien des pays (sécurité de l'emploi et du salaire, du revenu de remplacement en cas de chômage et du logement, de la couverture santé et de la retraite...). Mais, dès lors, la défense des acquis et la satisfaction de revendications élémentaires acquiert une dimension plus directement anticapitaliste.

La légitimité du nouvel ordre mondial s'avère restreinte, aléatoire, socialement et géographiquement, tant il est incapable de fonder un modèle de développement cohérent (en particulier dans les pays du Sud où domine le fractionnement social), de tenir ses promesses dans les pays de l'Est européen (où la transition vers le capitalisme crée une situation de grande misère pour une majorité de la

population, dépouillée de ses protections sociales), de résoudre les contradictions écologiques de la croissance (qui s'expriment dans les domaines de l'énergie, des pollutions, de la sécurité alimentaire...), de répondre aux aspirations des travailleurs, y compris dans les pays les plus développés (droit au travail, sécurité sociale...).

20. CONVERGENCES. Pour l'heure, la convergence internationale des luttes populaires et citoyennes se réalise souvent grâce à la coordination des réseaux existants de résistance aux politiques néolibérales et aux institutions financières ou économiques (contre la dette du Tiers-Monde, la dictature des marchés, l'ajustement structurel, l'échange inégal...). Ces convergences se réalisent à l'occasion de grands rendez-vous successifs (tel celui de Seattle), mais sans avoir encore donné naissance à une capacité de coordination permanente. Elles permettent — et c'est nécessaire — la rencontre durable entre les courants qui, comme le nôtre, combattent pour la dissolution des institutions de l'ordre néolibéral (FMI, BM, OMC, OTAN, etc.) et l'émergence d'alternatives de nature différente ainsi que les courants militants qui se donnent actuellement pour objectif la réforme radicale de ces mêmes institutions.

Plus généralement, notre tâche est à la fois de contribuer à l'émergence d'une synthèse programmatique immédiate pour la gauche radicale et de travailler à la redéfinition d'une alternative socialiste. L'objectif essentiel est de développer l'axe du contrôle populaire et citoyen et d'en déduire la nécessité de remettre en cause la propriété privée des moyens de production. Mais il nous faut respecter la hiérarchie des fins et des moyens : notre projet est de construire une société où chacun et chacune ait accès aux moyens d'une vie digne, et notre programme politique est de montrer que l'expropriation est le moyen pour y parvenir. Mais cette position n'est évidemment pas un préalable à l'engagement dans des luttes sociales multiformes.

Il importe, dans un premier temps, de consolider ce mouvement de convergence entre réseaux internationaux de résistances, car il offre un cadre au sein duquel peut se reconstituer une capacité d'action centrale, au sein duquel prend forme un nouvel internationalisme des mouvements sociaux et citoyens.

21. AXES PROGRAMMATIQUES. Ce mouvement de convergence des résistances à l'ordre néolibéral peut se consolider autour de quelques axes programmatiques transversaux, dont :

● L'objectif de l'égalité sociale doit être réaffirmé face à la montée des inégalités et de la

Résistances à la mondialisation capitaliste

pauvreté que favorise le capitalisme contemporain. L'égalité hommes-femmes est, en ce domaine, un test majeur. La garantie de droits universels, à commencer par un salaire minimum, est le socle concret sur lequel doit s'appuyer tout progrès social. La fiscalité doit être dans une société démocratique, le moyen de redistribuer la richesse et d'alimenter les fonds sociaux. Les secteurs d'agriculture traditionnels doivent recevoir les moyens de se stabiliser et de progresser (infrastructure, crédit, prix garantis)... Il s'agit à chaque fois de donner la priorité à l'égalité sur la recherche de la rentabilité capitaliste.

● L'économie mondiale doit être réorganisée sur des bases rationnelles. Le fanatisme du libre échange doit être abandonné au profit de l'affirmation du droit des pays à maîtriser leur insertion dans le marché mondial et à organiser des coopérations régionales. La dette, plusieurs fois remboursée, doit être annulée et les pays impérialistes doivent au contraire payer leur dette écologique en réalisant les transferts technologiques nécessaires à un mode de développement soutenable. Pour cela, doivent être mises en oeuvre des politiques énergétiques et agricoles coordonnées et planifiées au niveau mondial.

● L'extension des droits sociaux est bridée par le capitalisme qui accapare à ses propres fins les potentialités du progrès technique, et enferme les grands choix sociaux et écologiques dans la comptabilité étroite du profit. Au contraire, les avancées de la productivité devraient être utilisées de manière socialisée. La réduction du temps de travail est le moyen le plus simple de revenir à un nouveau plein-emploi, d'étendre la sphère du temps libre et d'opérer le tournant vers un développement non productiviste. L'extension de la protection sociale et de services publics gérés au plus près des usagers sont les outils d'une satisfaction non marchande des besoins sociaux.

● L'organisation capitaliste de la production et la finance incontrôlée transforment les progrès technologiques en des catastrophes sociales ou écologiques. Pour faire prévaloir d'autres critères et d'autres orientations, il faut s'opposer au fonctionnement spontané du marché — ce qui soulève en filigrane la question de la propriété. L'expérience vécue permet aujourd'hui de revenir sur cette question essentielle. La finance privatise les profits mais socialise les pertes, au prix d'une instabilité fondamentale de l'économie. La nationalisation des banques est d'autant plus à l'ordre du jour que c'est une mesure prise en pratique dans l'urgence (Mexique, Japon). La satisfaction de besoins élémentaires, des exigences de qualité et de sécurité, la lutte contre la corruption permettent de fonder la nationalisation ou la renationalisation d'entre-

prises de transports (chemins de fer, pétroliers), d'alimentation en eau et en électricité.

Il s'agit d'opposer au modèle de croissance capitaliste une conception alternative de développement qui ait pour buts premiers de répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre tout en intégrant effectivement les données et contraintes écologiques qui conditionnent l'avenir de l'humanité.

22. RÉÉQUILIBRAGE. Le mûrissement des résistances à la mondialisation capitaliste s'accompagne d'un indispensable rééquilibrage socio-organisationnel. Les mouvements sociaux (syndicaux ou associatifs) retrouvent progressivement une centralité dans les mobilisations et lors des initiatives internationales les plus dynamiques — une centralité qu'ils avaient depuis longtemps perdue.

Ce rééquilibrage s'avère une chance pour les ONG progressistes (qu'elles soient engagées sur le terrain du développement, de l'environnement ou de l'action humanitaire), car il leur permet de retrouver un enracinement social, une perspective politique d'ensemble et une capacité de résistance active à l'institutionnalisation (le processus d'institutionnalisation ayant déjà coûté leur indépendance à un trop grand nombre d'entre elles).

23. POLITIQUE. Pour donner cohérence et dynamisme durable aux luttes internationales, il importe de reconstituer une alternative d'ensemble au modèle de société capitaliste, inégalitaire et hypercompétitif. L'élaboration de cette alternative d'ensemble ne peut se faire qu'à partir de l'expérience contemporaine des mouvements populaires et démocratiques, que sur la base des exigences sociales, environnementales et politiques qu'ils expriment.

Voilà qui exige beaucoup de la part des partis progressistes et révolutionnaires. Ils doivent savoir contribuer à renforcer la capacité de luttes unitaires et d'élaboration collective, savoir renouer les fils entre les combats passés et présents afin de rendre intelligible l'histoire du siècle, savoir vivifier un nouvel internationalisme radical et démocratique, savoir engager un véritable travail de mise à jour des analyses pour redonner crédibilité aux alternatives anticapitalistes et pour contribuer à un processus de refondation programmatique auquel le mouvement social doit être pleinement associé, savoir s'appuyer sur l'anticapitalisme spontané pour refonder un projet socialiste.

La capacité de coordination internationale des partis progressistes et révolutionnaires reste aujourd'hui très faible. Un renouveau est perceptible dans certaines parties du monde (comme en témoignent par exemple la conférence de solidarité Asie-Pacifique de Sydney,

en 1998, et ses suites). Mais l'épuisement de la dynamique initiale du Forum de Sao Paulo en Amérique latine et l'absence prolongée d'initiative « *partidaire* » en Europe occidentale montrent que rien n'est encore acquis en ce domaine. Il est pourtant bien temps de redonner corps à une Internationale de partis plus ample que celles qui existent aujourd'hui.

Les organisations membres de la IV^e Internationale doivent contribuer activement à ce renouveau internationaliste. Leur responsabilité est ici tout particulièrement engagée.

24. INTERNATIONALISME. La mise en concurrence des travailleurs sur le marché mondial est à la racine du processus de mondialisation capitaliste. Elle fonde la nécessité (de façon à ce point objective pour la première fois peut-être) de formes internationales d'organisation des travailleurs. C'est en effet le seul moyen de lutter efficacement contre les effets de la mondialisation. C'est aussi la principale garantie contre le repli national réactionnaire, contre les tentations fondamentalistes et contre la fuite en avant dans des guerres toujours plus barbares.

Bien que de façon encore très inégales suivant les secteurs sociaux ou parties du monde, de nouveaux cadres de solidarités internationales sont bel et bien en train de voir le jour, sur le terrain unifiant des résistances à la mondialisation capitaliste, à l'ordre marchand néolibéral, à la loi des transnationales et des grandes banques. L'émergence de ces nouvelles formes d'organisations est facilitée par la collaboration régulière des divers réseaux concernés (luttant contre le FMI et la BM, la dette et l'ajustement structurel, l'OMC et la marchandisation du monde...). Ces dernières années, une succession de rencontres a permis l'amorce d'une dynamique cumulative en termes d'échange d'expériences, de clarification des objectifs collectivement poursuivis, d'élaboration de programmes et campagnes d'action communs. La poursuite de ce processus permet de tester les nouvelles formes embryonnaires d'internationalisme, dans leur nécessaire diversité, et de percevoir celles qui permettent le mieux de rassembler largement les résistances, d'exprimer la radicalité des mouvements sociaux et de préciser les alternatives à l'ordre dominant. ■

RÔLE ET TÂCHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

1. La nouvelle phase politique et la tâche stratégique de la période

① La nouvelle phase politique dans l'activité, l'orientation programmatique-politique et l'organisation du mouvement ouvrier et social mettent à l'ordre du jour, pour toute une étape, la résistance contre l'offensive brutale des classes dominantes, et posent comme tâche stratégique de battre la social-démocratie néolibérale, toujours majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire, afin de (re)construire celui-ci sur une base anticapitaliste et internationaliste, écologiste et féministe. Cette bataille se joue autour du double enjeu: s'opposer à la politique de guerre et à la politique néolibérale dans la perspective de la lutte pour le socialisme.

② Cette opportunité existe parce que dès le début de ce nouveau cycle :

- le discours néolibéral entre en crise ; la politique néolibérale étale sa nature socialement régressive et, surtout, la « troisième voie » de la social-démocratie « néolibérale » (sous ses différentes variantes organisationnelles et régionales) révèle sa vacuité. Sur le terrain de la politique concrète, le choix sera de plus en plus entre la politique néolibérale, au service de la globalisation capitaliste, et une orientation anticapitaliste pour satisfaire les besoins sociaux des masses exploitées et opprimées ;

- la menace de guerre, qui engendre une remontée des courants racistes, réactionnaires, fascistes a éveillé une nouvelle génération jeune prête à se mobiliser et s'organiser ;

- la crise historique des courants dominants (sociaux-démocrates, staliniens, populistes-nationalistes) et le déclin du mouvement ouvrier traditionnel dégagent un large espace pour une alternative politique et organisationnelle ;

- le mouvement contre la globalisation capitaliste est un puissant levier pour le renouveau du mouvement ouvrier et social et le dégagement d'une nouvelle perspective émancipatrice. Dès l'ouverture de ce nouveau cycle, des forces militantes radicales

(politiques, sociales, syndicales, citoyennes, intellectuelles) se situant en dehors du contrôle des bureaucraties du mouvement ouvrier traditionnel en sont parties prenantes, voire à l'initiative ;

- une fusion est désormais possible entre une nouvelle génération jeune, porteuse de la repolitisation et d'un nouveau radicalisme, et les militants toujours en activité des générations expérimentées des cycles « 1968 » et « 1985-95 » ;

- la conjoncture socio-politique et économique où une offensive néolibérale se poursuit et la résistance se consolide, favorise la polarisation entre les classes et renforce le débat politique au sein de la société et le mouvement social ;

- un nouvel internationalisme s'est manifesté d'une manière spectaculaire dans des mobilisations sans précédent depuis les années 60, portées par un nouvel internationalisme et un anticapitalisme spontané ;

- le mouvement féministe a revitalisé et relancé l'activité au plan national, régional et international, en particulier contre les politiques néolibérales et les violences contre les femmes.

③ La mutation historique du mouvement ouvrier et social n'en est qu'à sa phase initiale. Une longue période de reconstruction est devant nous.

Le tournant dans la situation mondiale a rompu un sentiment massif d'impuissance politique et le fatalisme dans les milieux militants. A défaut d'un événement historique et emblématique qui bouleverserait spectaculairement la situation internationale, la réorganisation du mouvement social anticapitaliste/anti-impérialiste se fera à travers une succession d'expériences sociales et politiques, susceptibles de réunifier, autour de choix revendicatifs et sociaux, les couches exploitées et opprimées aujourd'hui fragmentées et divisées, de reconstituer des équipes militantes et des cadres militants du mouvement social, et de développer un programme anticapitaliste « transitoire » à portée globale, produit des contradictions actuelles du capitalisme et de l'activité des classes exploitées et opprimées.

Nous connaissons une nouvelle situation très particulière où la classe ouvrière se trouve encore dans une position de faiblesse sur la défensive, mais où la gauche radicale se redresse et reprend l'initiative politique à une large échelle. Le but est d'affirmer une gauche anticapitaliste, sociale et politique, audacieuse, qui vise à influencer et orienter les luttes et les mobilisations.

Le parcours qui s'ouvre sera long et difficile, entre « le moment présent » où la réorganisation du mouvement social débute et l'étape ultérieure où le retournement du rapport de force entre les classes relancera des batailles offensives à l'échelle internationale, créant le climat idéologique et politique propice à la perspective socialiste.

2. Soutenir les luttes, construire le mouvement de masse

① Une de nos premières tâches est et reste de participer en première ligne aux luttes, aux mobilisations, aux campagnes et à l'organisation de la classe salariée, de la jeunesse, des femmes, des immigrés, sur le plan national et international. Nous sommes engagés dans la construction du mouvement de masse tel qu'il est, nous y prenons des tâches et des responsabilités, nous nous identifions à ses objectifs, nous sommes en pointe pour l'unité et la collaboration avec d'autres militants et courants. Ce travail de longue haleine vise à renforcer le mouvement syndical, le mouvement des femmes, des jeunes, anti-guerre, écologiste, antifasciste et antiraciste. Il vise en même temps à les faire progresser sur le plan de l'orientation politique, des revendications et de la stratégie ainsi qu'à développer la conscience des enjeux stratégiques, impliquant notamment la formulation de revendications transitoires : nous soutenons toutes les réformes qui sont susceptibles d'améliorer les conditions d'existence et les droits des travailleurs, toute avancée qui stimule l'auto-organisa-

* Cette résolution a été approuvée par le Congrès, par 96,88 % des mandats, contre 1,04 % et 2,08 % d'abstentions.

Rôle et tâches de la IV^e Internationale

tion et la confiance en la lutte collective, toute revendication qui permet de prendre conscience par l'expérience des limites rencontrées dans le capitalisme pour rendre effectifs et stabiliser les acquis. Notre intervention se fait aussi dans la conviction que l'essor du mouvement de masse dégagera les militants pour construire un nouveau parti socialiste-révolutionnaire de masse, enraciné dans le prolétariat.

② Nous continuons à soutenir et à construire le « mouvement contre la globalisation néolibérale » autour des Sommets de l'impérialisme afin de dénoncer la politique néolibérale internationale, délégitimer les « nouvelles institutions » du capitalisme global et affirmer un pôle anticapitaliste/anti-impérialiste internationaliste. Les rencontres internationales de Porto Alegre (Forum Social Mondial), la décentralisation vers les différents continents et sa fusion avec le « mouvement réel » dans les différentes sociétés ont changé et changeront encore les conditions pour aller vers un renouvellement radical du mouvement ouvrier et social.

③ Nous continuons à soutenir et renforcer les campagnes en cours ou à (re)développer et à construire les mouvements, qui les portent, notamment :

- l'annulation de la dette du Tiers-Monde ;
- l'imposition de la taxe Tobin comme levier pour mettre en question le capitalisme financiarisé ;
- plus généralement, la bataille pour délégitimer les institutions para-étatiques les plus en vue : OMC, FMI/BM...
- contre le nouvel esclavagisme, en particulier le travail des enfants et la super-exploitation des femmes ;
- pour le droit des femmes de contrôler leur reproduction, l'accès à la formation pour les jeunes femmes, l'accès à l'eau potable et à la santé ;
- contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) (écologie ; cf. résolution XV^e Congrès mondial en p. 39).

④ Nous contribuons à la relance du mouvement féministe dans nos pays et à l'échelle internationale en s'appuyant, entre autres, sur la réussite de la Marche mondiale des femmes. Celle-ci vise à garantir le caractère pluraliste et anti-néolibéral du mouvement, mobilise contre la violence dont les femmes sont victimes, et joue un rôle essentiel dans le renouveau des luttes féministes. Elle constitue un puissant levier pour permettre l'interaction du mouvement des femmes avec le mouvement contre la mondialisation capitaliste.

Notre intervention vise également à préserver l'autonomie du mouvement dans une perspective d'auto-émancipation, ce qui

implique le refus de toute subordination de celui-ci à tout parti politique ou à toute institution étatique.

⑤ Sous prétexte de la lutte contre le trafic illégal des étrangers ou « contre le terrorisme » les gouvernements — tant impérialistes que ceux des pays capitalistes dominés — préparent des nouvelles attaques contre la liberté de circulation et d'installation. La précarité, la flexibilité, la réréglementation des acquis sociaux imposés, au premier-chef, aux travailleurs migrants n'ont pour but que d'être à terme, étendues aux nationaux.

La communautarisation des politiques migratoires dans l'Union européenne (UE) et ailleurs se traduit par une harmonisation répressive et sécuritaire qui se manifeste par la succession de mesures restrictives dans les différents pays : surveillance militarisée aux frontières, généralisation des empreintes digitales.

En Europe, des signes de résistance d'une partie des travailleurs migrants sont apparus en 1996 en France, avec l'auto-organisation des Sans-Papiers. Une large solidarité est née avec un mouvement de soutien à leurs luttes dans l'État espagnol, au Portugal, en Italie.

Dans divers pays dominés il y a eu des procédés de contrôle répressif des immigrés (par ex. contrôle des immigrés sud-asiatiques dans les pays du Golfe et attaques brutales contre les immigrés du Bangladesh en Inde, sur des bases religieuses).

La tâche du mouvement ouvrier est de développer la résistance à cette politique au nom de l'égalité des droits. Ainsi, la loi de juin 2002, du gouvernement Berlusconi, concernant l'immigration, a provoqué des grèves d'ouvriers italiens et étrangers dans des entreprises du nord.

Dans ce cadre, la IV^e Internationale propose d'intégrer systématiquement la dimension démocratique des luttes pour l'égalité des droits entre nationaux et immigrés, pour le droit de circuler et de s'installer comme un droit inaliénable des humains. Les deux luttes sont liées car la parité ne pourra pas être obtenue sans l'ouverture des frontières.

La IV^e Internationale propose à ses sections de mener une campagne internationale large et unitaire, pour l'égalité des droits, pour l'ouverture des frontières, la libre circulation et l'installation des individus.

⑥ L'offensive mondiale de l'impérialisme américain « contre le terrorisme global » annonce une série de guerres et d'interventions militaires pendant une période prolongée. Cela mènerait inévitablement à une croissance massive des dépenses militaires des États (grands et petits), à la multiplica-

tion des foyers de tension et à l'exacerbation des conflits. Les libertés démocratiques seront de plus en plus menacées. Cela impliquerait aussi des attaques systématiques contre la condition sociale du prolétariat. Il faut (re)construire un mouvement anti-guerre (« de la paix ») permanent qui analyse, dénonce et combatte tous les aspects de ce nouveau militarisme (conquête de l'espace, armes de destructions massives, subsides étatiques généreux pour la recherche militaire, garantie étatique de la commercialisation, etc.).

En même temps, il faudra réagir tout de suite, internationalement et dans l'unité la plus large, dès qu'une intervention militaire se prépare et s'enclenche. Nous lutterons pour la dissolution de l'OTAN. Dans les conditions actuelles, nous serons pratiquement amenés à dénoncer, en premier et fortement, le rôle du gouvernement américain. Mais nous dénoncerons d'emblée la militarisation de l'impérialisme européen, allié et concurrent de l'impérialisme américain. L'UE n'est davantage pacifique que parce qu'elle est loin derrière les États-Unis quant à sa force militaire. Nous nous opposons aussi au rôle de nos États qui fomentent ou soutiennent des « guerres locales » au service de « nos » entreprises transnationales qui visent l'exploitation des matières premières dans les pays de la périphérie (l'Afrique subsaharienne).

⑦ La IV^e Internationale prêtera, dans la période qui vient, une attention renforcée à son activité au sein du monde du travail. Cela se concrétisera par une intervention, une coordination et une publicité plus systématiques dans les luttes sociales. Globalement, à l'échelle mondiale, le mouvement syndical accuse un retard dramatique face à la centralisation du Capital et de ses officines étatiques. Notre objectif est la construction d'un mouvement syndical actif, internationaliste et féministe.

(a) Cela concerne en premier lieu le renforcement de la solidarité, de l'unité et de l'organisation entre travailleurs/euses des pays impérialistes et ceux/celles de la périphérie dès lors que la fragmentation du prolétariat mondial se développe parallèlement à son extension numérique, avec une préoccupation particulière pour les travailleurs/ses les plus exploités : les exclus, les précaires, le nouvel esclavagisme, y compris des travailleurs immigrés au sein du monde impérialiste, les jeunes travailleurs/euses sans droits dans la « nouvelle économie », la masse des pauvres qui vivent dans des conditions inhumaines. Ceci implique un souci particulier pour les travailleuses et dès lors, l'intégration des revendications des

femmes dans les négociations syndicales, notamment en ce qui concerne l'égalité des salaires, la sécurité d'emploi et autres acquis dans le cas du travail à temps partiel ou pour une durée limitée.

La structure hiérarchique du capitalisme mondial impose une inégalité structurelle similaire au sein du prolétariat mondial, entre la classe ouvrière du noyau central et les pays de la périphérie, mais aussi au sein de chacune des classes ouvrières. Il en résulte la multiplication et l'aggravation de la concurrence entre les classes ouvrières et leurs différentes fractions. Le mouvement syndical y est de plus en plus confronté à une problématique bien connue mais qui s'aggrave (USA-Canada + Amérique latine ; Japon + Asie du Nord-est). Dans l'Union Européenne, le monde du travail est directement confronté à un proto-État supranational, ce qui est une arme puissante pour la concurrence entre classes ouvrières nationales, aggravée par l'imminent élargissement vers l'Europe de l'Est.

(b) Cela implique la lutte contre et aussi au sein des entreprises multinationales qui constituent le noyau central du capitalisme globalisé : par des campagnes « civiles » contre certaines multinationales particulièrement visées ; par la solidarité internationale avec les travailleurs d'une multinationale en lutte ; par une participation active aux campagnes menées par les Secrétariats Professionnels Internationaux (SPI, liés à la CISL) et les comités d'entreprise au sein des multinationales.

③ Dans l'Union Européenne, la brutale politique néolibérale émane d'un appareil proto-étatique supranational qui affecte directement tous les aspects de la vie quotidienne et, partant, la condition salariale. Face à cela, le mouvement syndical européen officiel (la CES) présente un bilan désastreux. Il faut activer les structures existantes et prendre des initiatives directes. Cela comporte : la solidarité avec une lutte particulière dans un pays mais emblématique pour tous, la coordination des grèves sectorielles, le développement de campagnes revendicatives partielles et de mobilisations et l'établissement d'un programme social d'ensemble. Mais surtout : ces problèmes syndicaux soulèvent tout de suite la nécessité d'une stratégie politique du mouvement ouvrier et social, et une alternative à la société et aux institutions étatiques (cf. les résolutions du dernier congrès mondial).

Nous continuons notre tâche stratégique de contribuer à un mouvement syndical actif en Europe à la fois par une activité dans les grandes Confédérations nationales de la CES, les syndicats radicaux, et tout mouve-

ment ou association lié au prolétariat (ex. le mouvement des Euromarchés, ...). Il faut aussi établir des liens pratiques entre les militants syndicaux (délégués syndicaux, etc.) pour construire une véritable solidarité internationale au sein des sociétés géantes et de leurs filiales.

3. Battre le néolibéralisme, prendre la voie anticapitaliste

① La lutte pour battre le « néolibéralisme » est au cœur de notre combat politique. La persistance de l'offensive patronale et impérialiste fait peser une véritable menace sur la vie de millions de gens, sur la planète, la démocratie, le mouvement ouvrier et social lui-même. La résistance qui se renforce, s'organise et se politise, n'a pas stoppé les attaques, qui peuvent prendre des formes très brutales et très dures.

② Plus la résistance obtient de succès, plus la social-démocratie se discrédite, et plus se développera une vaste zone « anti-néolibérale » et « altermondialisation », et plus aussi celle-ci se différenciera. En son sein, dans le mouvement ouvrier traditionnel, dans les « nouveaux » mouvements sociaux, dans le mouvement altermondialiste international, se développeront différentes options politiques, stratégiques et organisationnelles.

③ Cela exige une bataille politique de clarification et d'orientation, à deux niveaux distincts avec des enjeux différents.

Premièrement, en direction des courants opposés au néolibéralisme mais qui prennent la voie réformiste : soit qu'ils soutiennent et intègrent les institutions internationales au nom d'un internationalisme généreux contre un nationalisme étroit et haineux ; soit qu'ils appuient leur État bourgeois national au nom de sa supériorité démocratique.

Deuxièmement : au sein de la mouvance radicale, face à une vaste pluralité d'analyses, d'opinions, de méthodes de lutte, d'idéologies, de formes d'organisation hybrides, nous engageons le débat sur le passage de l'anticapitalisme/anti-impérialisme spontané vers un programme anticapitaliste-socialiste ; du radicalisme politique vers une stratégie majoritaire de rupture avec le capitalisme et son État, basée sur l'auto-activité et l'auto-organisation du prolétariat et des couches opprimées ; de l'engagement militant dans le mouvement vers la construction d'un Parti et une Internationale socialistes-révolutionnaires qui comprennent les exigences stratégiques fondamentales en mesure d'assurer la prise de pouvoir par la classe ouvrière... C'est tout le sens, à cette étape, de notre intervention programma-

tique, idéologique et pratique.

4. Pour l'unité de la classe ouvrière et un syndicalisme de lutte

① En vingt ans, le mouvement syndical a connu un affaiblissement considérable, en nombre d'adhérents, en capacité de mobilisation et de combativité, et en autonomie politique et programmatique. Cela reflète la dégradation du rapport de force. C'est aussi le résultat de la perte de cohésion du monde du travail lui-même, suite à ce recul de grande ampleur. Il y a aussi une responsabilité politique : le ralliement actif de la social-démocratie à la politique néolibérale en général et sa subordination accrue aux institutions étatiques nationales et internationales. Le redressement du mouvement syndical est une tâche fondamentale.

② Il ne s'agit pas seulement de constituer et de fédérer des « gauches syndicales ». C'est une véritable « re-syndicalisation » de masse et une profonde réorganisation qu'il faut opérer, en liaison avec le monde du travail, dans et en dehors de l'entreprise, avec trois volets :

- une créativité soutenue pour élaborer des revendications sociales qui portent sur la restructuration du travail exploité en général, mais aussi qui émanent des changements importants dans la vie en société et dans la conscience qui touchent surtout les femmes et les jeunes ; cette prise en compte est un facteur puissant de politisation ;

- la nouvelle configuration du prolétariat où, variable selon les continents, les femmes, les immigrés et surtout les jeunes seront en première ligne dans les combats de classe sans pour autant avoir droit au chapitre dans l'écrasante majorité des syndicats. Avec aussi la masse croissante de travailleurs/euses à la marge du noyau relativement stable du prolétariat, qui sont exclu(s) ou précaires, et vivent dans la misère. Cela implique une attention particulière à la syndicalisation dans les nouvelles industries des pays capitalistes dépendants établies au sein de zones franches ou n'existent ni loi sociale ni la moindre protection ;

- les nouvelles formes d'action, de mobilisation et d'organisation que la nouvelle montée sociale créera -comme cela a toujours été dans l'histoire du mouvement ouvrier. Son aspect internationaliste sera d'emblée un facteur de la reconstitution syndicale.

③ Ces resyndicalisation et réorganisation seront forcément fort inégales selon les continents et les pays. Elles trouveront des points de départ fort variables.

Dans les grandes confédérations établies

Rôle et tâches de la IV^e Internationale

de longue date dans les pays au taux de syndicalisation très élevé, avec une grande tradition syndicaliste, la remobilisation passera certainement à travers ces organisations. La resyndicalisation y trouvera certainement des points d'appui. Toutefois, la dialectique entre la base ouvrière, les délégués dans les entreprises et les différentes couches de la bureaucratie syndicale pourra prendre à coup sûr des voies plus complexes.

Dans les pays où un mouvement syndical de masse est né un siècle plus tard (COSATU en Afrique du Sud, CUT au Brésil...), celui-ci restera plus perméable aux sentiments de la base. Dans l'un et l'autre cas, des courants de gauche syndicale seront certainement un des points d'appui pour la relance du syndicalisme. Par ailleurs, dans toute une série de pays, la carence des grandes confédérations a laissé des espaces où se sont développés de nouveaux syndicats en général très minoritaires dans la classe ouvrière dans son ensemble, mais avec des positions fortes, voire dominantes, dans certains syndicats, certaines entreprises, certaines régions ou villes.

L'avenir tranchera quel cheminement prendra la resyndicalisation de masse. Cette « *resyndicalisation* » est d'autant plus complexe que le monde du travail a connu un bouleversement énorme dans ses structures, ses habitudes, sa conscience, etc. Cela vaut notamment pour les jeunes qui viennent d'arriver récemment sur le marché du travail dans des conditions précaires, qui ne s'identifient pas au « *mouvement ouvrier historique* » et ne sont pas prêts à le rejoindre. Ceci est aussi le cas des femmes du secteur public qui sont les premières à subir les effets des coupures budgétaires dans les programmes sociaux et de la privatisation des services publics.

④ Dans la mesure où les marxistes-révolutionnaires jouent un rôle pratique et visible, ils portent une grande responsabilité dans l'organisation pour la réalisation des objectifs du mouvement social. L'unité devient une question d'autant plus impérieuse que la relance sociale reste défensive et fragile, l'affaiblissement du mouvement ouvrier traditionnel (syndical et politique) se poursuit, alors que les forces radicales alternatives sont encore dispersées et très minoritaires.

À l'étape actuelle, cette unité prend deux formes distinctes selon l'objectif :

- la bataille pour le front unique classique, c'est-à-dire l'unité du maximum de forces organisées du prolétariat en vue de l'action pratique pour des objectifs déterminés. Sachant l'incurie des organisations sous direction social-démocrate quant à la défense des revendications élémentaires, nous ne

renonçons pas pour autant à les impliquer dans l'action de masse. Mais notre positionnement politique et tactique tiendra désormais dûment compte de la profonde désaffection des masses populaires et, singulièrement, de la jeunesse.

- l'unité d'action et de convergence au sein et entre mouvements sociaux, courants syndicaux, campagnes prolongées, milieux intellectuels, etc. en lutte contre le néolibéralisme, qui combinent souvent une activité de type « *front unique* » avec une intense activité politique proto-partidaire, et qui, de ce fait, sont des lieux fertiles de recompositions sociales et de dynamiques politiques. Notre démarche est à la fois la co-organisation et le débat politique. Ce faisant, nous tenons dûment compte des caractéristiques propres du milieu, ses sensibilités, ses méthodes de travail, son « *sens commun* », etc.

5. La nouvelle radicalisation de la jeunesse

Une nouvelle génération militante s'est levée dans le combat contre la globalisation du capitalisme néolibéral. Une nouvelle radicalité est née qui suivra ses propres voies. C'est une génération qui est d'emblée internationale, internationaliste dans le sens le plus large, plus radicale, et plus engagée sur le plan de l'organisation. Elle est porteuse de ses propres symboles, méthodes d'action (désobéissance) et organisationnelles, en rupture avec la culture politique dominante dans les mouvements.

La jeunesse lycéenne et étudiante est la composante la plus nombreuse dans le mouvement. Elle partage les conditions sociales (notamment la précarité) des jeunes travailleurs/euses qui entrent dans la vie professionnelle. Gagner cette nouvelle génération au socialisme, à la révolution est une tâche fondamentale.

Pour cela, nous devons nous adresser à cette jeunesse spécifiquement, avec le but de renforcer le processus de radicalisation dans un sens anticapitaliste et anti-impérialiste. Cette intervention autonome des camarades jeunes, en lien étroit avec le projet politique de la section, est indispensable pour le renouvellement des forces révolutionnaires, seule garantie de notre capacité de répondre à l'évolution du mouvement social et ouvrier et aux nouvelles aspirations des exploités et opprimés.

Les militant(e)s jeunes de la IV^e Internationale intervenant dans les mouvements de masse doivent veiller à ce que ces mouvements adoptent une attitude inclusive des différents terrains de lutte (anti-raciste,

féministe, écologiste, syndical, libération lesbienne/gay...). L'utilité de la IV^e Internationale se vérifie en particulier par notre capacité de relier les luttes sur tous ces terrains à l'échelle internationale.

Le Camp de Jeunes doit rester un élément central de notre travail. Il est un outil pour développer des liens et une conscience internationaliste, féministe et écologiste, préparant ainsi les nouvelles générations de révolutionnaires.

6. Construire de larges partis anticapitalistes du prolétariat

① Notre objectif est de constituer des partis du prolétariat qui :

- soient anticapitalistes, internationalistes, écologistes et féministes ;
- soient larges, pluralistes et représentatifs ;
- soient profondément attachés à la question sociale et relayent sans entraves les revendications immédiates aux aspirations sociales du monde du travail ;
- expriment la combativité des travailleurs/euses, la volonté d'émancipation des femmes, la révolte de la jeunesse, la solidarité internationale, et se saisissent de toutes les injustices ;
- axent leur stratégie sur le combat extraparlémentaire, l'auto-activité et l'auto-organisation du prolétariat et des opprimé(e)s ;
- soient clairement pour l'expropriation du capital et pour le socialisme (démocratique autogéré).

En ce qui concerne l'Amérique latine, notre objectif est de construire des partis et/ou des regroupements anticapitalistes larges, pluralistes et réellement implantés dans le prolétariat et les mouvements sociaux, qui articulent la résistance anti-néolibérale dans le cadre de la lutte contre la mondialisation capitaliste. En tant que courant marxiste-révolutionnaire, nous sommes pour la construction du « *noyau dur* » de la gauche. Cette perspective ne peut aboutir si on remplace la réflexion stratégique, l'action radicale et les initiatives audacieuses par une attitude sectaire d'« *auto-affirmation* » et un conservatisme de « *notre identité* ».

② La lutte pour de tels partis passera par une série d'étapes, de tactiques et de formes organisationnelles qui seront spécifiques à chaque pays. Une telle recomposition anticapitaliste poursuit d'emblée un objectif-clé : créer une polarisation efficace et visible vis-à-vis de toutes les forces adeptes du néolibéralisme social (social-démocratie, post-stalinisme, écologistes, populistes) en vue d'accélérer leur crise et lui donner une issue positive.

Cela nécessite :

- la présence de forces politiques significatives là où des courants marxistes révolutionnaires collaborent avec des courants ou des représentants importants ou emblématiques qui rompent avec des partis réformistes sans nécessairement atteindre des positions marxistes révolutionnaires ;

- un rapport respectueux mais étroit avec le mouvement social, dont la recomposition relaie les demandes et les actions ;

- une représentativité reconnue dans la société qui brise le monopole des partis adeptes du social-néolibéralisme, et qui, grâce au suffrage universel, a des élu(e)s dans les assemblées sur le plan, local, régional, national, (éventuellement) international (européen) ;

- un fonctionnement pluraliste, qui, au-delà de la simple démocratie interne, favorise à la fois la convergence et le débat, pour permettre le maintien et le fonctionnement d'un courant marxiste-révolutionnaire comme élément accepté au sein d'un ensemble plus large.

④ L'expérience des dix dernières années montre que la gauche révolutionnaire non-sectaire peut jouer un rôle clé pour garder le cap sur une telle orientation à la fois radicale et unitaire, extraparlamentaire et de représentativité électorale. Pour y arriver, elle devra traverser un parcours complexe fait d'étapes et de détours pour accumuler des forces, clarifier pas à pas les enjeux, réactiver les milieux militants et patiemment construire des liens avec le mouvement social.

Quatre éléments importants de la dernière décennie doivent être incorporés dans la tactique à ce début d'une nouvelle phase politique :

- aucun courant de gauche ample dans les partis établis ne s'est organisé et présenté pour une recomposition anticapitaliste ;

- les tendances de la gauche social-démocrate sont timorées, peu fiables et peu cohérentes ;

- les grands partis communistes « *maintenus* » sont en fin de cycle, leurs prises de position contre le néolibéralisme et l'impérialisme n'ont pas débouché sur un projet politique anticapitaliste et un mode de fonctionnement démocratique-pluraliste (à l'exception du Parti de refondation communiste d'Italie), et aucune tendance de gauche non-stalinienne vertébrée nationalement n'a vu le jour ;

- les grands partis verts n'ont pas réussi à incarner une vraie alternative politique et sociale, certains (comme les Grünen allemands) passant carrément du côté de l'État bourgeois ; l'opposition interne dans ces partis ne débouche pas sur l'organisation d'une véritable opposition de gauche socio-

économique .

⑤ Cela ne signifie pas que, dans ces partis et dans le mouvement social, il n'y aurait pas d'intérêt et de disponibilité pour une recomposition anticapitaliste. Elle peut prendre des formes diverses. La conclusion n'est pas de se détourner de ces partis et de leurs militants. Au contraire, élargir la recomposition dans cette direction par une politique systématique de collaboration et de convergence est indispensable pour créer un pôle d'attraction très large afin de battre le social-néolibéralisme. Mais la conclusion fondamentale qui en découle, c'est qu'il dépendra, beaucoup plus que par le passé, du développement d'un pôle fort et autonome et d'un rapport de force extérieur pour attirer et organiser ces sympathies.

Il n'y a que la gauche révolutionnaire qui est en position, à cette étape, de prendre l'initiative de la recomposition anticapitaliste, et maintenir le cap sur un projet radical et pluraliste, socialement enraciné, à caractère de masse. Mais cela implique un refus profond, raisonné et pratiqué du sectarisme. Cela implique aussi que les rapprochements au sein de la gauche révolutionnaire ne peuvent s'envisager que dans le cadre et à travers l'expérience commune de cette recomposition anticapitaliste.

⑥ Néanmoins, ces processus inscrivent aussi la question du regroupement des forces révolutionnaires à l'ordre du jour, puisque la gauche révolutionnaire ne peut pas agir comme catalyseur pour de larges regroupements sans aborder ses propres divisions.

⑦ Pendant que la IV^e Internationale contribue à une vaste réorganisation du mouvement ouvrier, social et populaire au niveau international, avec la perspective de créer une nouvelle force pluraliste, internationaliste, révolutionnaire, militante, avec un impact auprès des masses, nous devons en même temps renforcer notre propre organisation. Ceci n'est pas dans le but de concurrencer et battre les autres courants révolutionnaires internationaux, mais pour contribuer autant que possible à la construction de cette nouvelle force, tout en clarifiant les leçons théoriques essentielles à tirer des expériences des révolutions du XX^e siècle.

7. Refonder le programme de transition

⑧ La nouvelle période historique du capitalisme et du combat socialiste-révolutionnaire exigera une véritable refondation programmatique qui prendra toute la mesure des bouleversements structurels sociaux et culturels du capitalisme et des classes exploitées et couches opprimées ; qui incorpore le bilan

critique de 150 ans du mouvement ouvrier et de l'expérience des premières révolutions socialistes victorieuses et de leur dégénérescence ; qui tienne dûment compte de la conscience actuelle des masses populaires et qui s'accroche à leurs revendications et à leurs modes d'action et d'organisation. Nous y contribuerons au maximum, sachant qu'un tel programme transitoire pour le 21^e siècle ne sera pas l'apanage d'un groupe ou un courant particulier. Il ne s'agit pas d'un rapide exercice livresque. Comme ce fut le cas pour les programmes transitoires qui se sont succédés depuis Marx, il faudra une vaste discussion libre, une élaboration collective, une collaboration « *mondialisée* », un débat critique et autocritique, et une ouverture sur les expériences sociales en cours et à l'avenir. C'est un vrai défi dans la mesure où la lutte politique entre courants et organisations ne cesse pas, et, alors que toute organisation a besoin, dans l'urgence militante, de donner des réponses immédiates.

⑨ Dans le débat programmatique-stratégique qui embrasse l'ensemble des problèmes de la lutte pour le socialisme, nous alimenterons un débat sur :

(i) La nécessité de formuler un programme universel des besoins sociaux et des droits humains à partir de la crise écologique mondiale, de la régression sociale généralisée, de l'extrême pauvreté de la majorité de l'humanité et des inégalités sociales au sein du monde du travail.

(ii) La nécessité d'un programme écosocialiste, faisant entièrement partie du combat anticapitaliste, comme seule alternative radicale aux catastrophes écologiques par la logique destructrice du système capitaliste (contre l'effet de serre et "le marché des droits de polluer", pour la sortie du nucléaire et un moratoire sur les OGMs).

(iii) L'existence de la propriété privée des richesses et des moyens de production et d'échange, qui constitue la base d'une classe dominante et possédante, comme obstacle à la réalisation de ce programme social, et partant la nécessité incontournable de leur expropriation en faveur de la collectivité humaine

(iv) Face à une analyse superficielle et moraliste qui se base sur les « *pauvres contre les riches* » et « *les exclus-e-s* », nous mettons au cœur de notre analyse l'exploitation des hommes et femmes en tant qu'ouvriers, employés, cadres (saliés), chômeurs, précaires, exclus, c'est-à-dire la classe salariale, qui est obligée de vendre sa force de travail à un patron.

(v) Le rôle décisif, pour la stratégie anticapitaliste et socialiste, de la classe salariée mondialisée dont il faudra déployer une ana-

Rôle et tâches de la IV^e Internationale

lyse renouvelée ample et concrète, ainsi que pour mettre en évidence son unité face à l'exploitation et l'oppression capitaliste et la multiplicité de ses situations concrètes, ses méthodes de lutte, ses revendications immédiates, ses formes d'organisation.

(vi) Le rôle décisif du droit à l'organisation autonome des femmes et des lesbiennes et gays.

(vii) L'exigence de démocratie, de transparence et de contrôle comme principes et pratique, compris comme l'intervention active de la société et de sa partie exploitée et opprimée en particulier, comme élément critique de l'expérience stalinienne et comme mise en question radicale de la démocratie bourgeoise.

(viii) Une conception du Parti qui tienne compte de l'expérience historique et des nouvelles conditions sociales et culturelles des sociétés et des classes exploitées.

(ix) La nécessité de la lutte pour le pouvoir, qui s'engagera dans cet affrontement en dégageant ses traits les plus fondamentaux.

③ En Amérique latine en particulier, ce « programme de transition » passe par des questions comme :

- le caractère de la recolonisation économique et la question de la souveraineté nationale (anti-impérialisme concret) ;
- la reformulation des processus d'intégration régionale en tant qu'alternative à la ZLÉA (propositions d'un développement réel) ;
- le non-paiement de la dette ;
- le combat des mouvements paysans pour la terre et pour une réforme agraire radicale ; la lutte des communautés indigènes pour leurs droits ou pour l'autonomie ; enfin, le rôle des mouvements paysans et indigènes dans la constitution de nouvelles forces politiques anticapitalistes au Mexique, en Bolivie, en Équateur et ailleurs ;
- la lutte contre les privatisations ;
- la question de la démocratie politique, de la ré-appropriation des droits confisqués, tout comme du caractère, de la portée et des limites d'une orientation de démocratie participative au niveau local ou municipal (la gauche latino-américaine dirige des villes importantes et des petits villages au Brésil, en Uruguay, au Mexique, au Salvador, en Équateur, au Pérou et en Colombie) ;
- les rapports entre les luttes rurales et urbaines ;
- les rapports entre la résistance sociale et l'organisation politique ;
- les nouvelles formes acquises par les « sujets » qui se reproduisent du fait de la fragmentation de la classe ouvrière (piqueteros, assemblées populaires, occupations des

terres et coopératives alimentaires,

- les expériences d'autodéfense, luttes des quartiers pour les services publics, espaces jeunes, femmes qui organisent l'autosubsistance, diverses expériences de l'économie de troc) ;
- les politiques d'alliances sociales et politiques.

8. Vers une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse

① La construction des Internationales qui ont existé dans l'Histoire a répondu, chaque fois, à de nouvelles tâches liées à des évolutions socio-politiques de grande ampleur. La nouvelle phase politique de réorganisation pose d'emblée le problème d'une nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste, révolutionnaire de masse. Ce « *nouvel internationalisme* » apparaît en force depuis « Seattle ». Une série d'impulsions l'avait préparé, dès le tournant des années 1989-91 : l'émergence du néo-zapatisme, l'Appel de la Bastille inaugurant la longue campagne pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, les Euro-Marches, le « collier » des contre-sommets face aux institutions de la globalisation capitaliste FMI/BM, la longue série de réunions où « la société civile » (souvent les ONG) faisait face aux sommets officiels (la Terre, Femmes, Sommet social de Copenhague...). Après les deux réunions du FSM à Porto Alegre et la perspective d'une troisième réunion au Brésil, venant après les FS régionales, un processus de consolidation organisationnelle et programmatique est engagé. En parallèle un processus de clarification et de différenciation est apparu sous l'impact des grands événements politiques dans le monde.

② À l'opposé de la période « internationaliste » des années 60-70, il ne s'agit pas en priorité d'une solidarité et d'un soutien politique à un processus social ou démocratique-révolutionnaire. Sa force d'impulsion provient d'un mouvement de résistance d'emblée internationale contre une nouvelle étape d'internationalisation du capitalisme, sa politique et ses institutions. Il apparaît à cette étape comme un mouvement social « nouveau » très légitime, porté par des forces sociales-politiques qui échappent au contrôle des bureaucraties traditionnelles du mouvement ouvrier et populaire. Il se situe aussi à l'écart des organisations révolutionnaires internationales, et, en général, récuse l'intégration des partis politiques. En même temps, ce mouvement est profondément politique : il a imposé spectaculairement une polarisation face aux classes dominantes,

réouvre une perspective anticapitaliste et une espérance d'émancipation, crée un espace public à la fois centralisé et décentralisé où se combinent réflexion analytique, confrontation politique et engagement militant, un terrain où des courants politiques organisés existent de fait.

On n'imagine pas la percée vers une nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste sans un apport important de ce nouveau mouvement. Ces forces notables mais diverses ne peuvent pas aujourd'hui former une nouvelle organisation politique internationale mais elles peuvent être renforcées politiquement par un processus d'expérience et de clarification et par l'intervention dans ces débats des forces révolutionnaires, notamment la IV^e Internationale elle-même.

③ Les regroupements pluralistes de gauche, internationaux, anticapitalistes/anti-impérialistes — restent faibles et informels, car, en l'absence d'une puissante montée sociale, ils peinent à se dégager de l'inertie historique et de leur « culture politique » totalement inefficace pour aborder la nouvelle étape de la lutte de classe (la faiblesse de la gauche social-démocrate, l'impasse programmatique et les comportements staliniens des différents courants issus des PC, le sectarisme congénital de la plupart des organisations révolutionnaires). Les progrès initiaux se situent avant tout au niveau d'une région/continent : en Amérique Latine, le Forum de Sao Paulo dont la dynamique initiale a reculé, le rôle qu'a joué le PT brésilien dans le FSM ; en Europe, l'effort des Conférences de la Gauche Anticapitaliste Européenne, les rencontres en Asie... Face à l'UE, la perspective de former un « parti » anticapitaliste européen est à l'ordre du jour.

Seule la confrontation directe entre la classe dominante et le prolétariat, seule la lutte des masses pour défendre leurs conditions de travail et de vie seront à même de bousculer le rapport de force, de donner un enracinement social et de dégager les militants pour construire, au niveau national, une nouvelle force politique — anticapitaliste, internationaliste, féministe — dans la perspective de la construction d'une nouvelle Internationale.

Le mouvement actuel contre la globalisation a créé une espérance, une référence et un point d'appui importants, mais tel quel, il n'en constituera pas la force d'initiative. Les débats politiques et stratégiques reflétant les différenciations politiques existantes deviendront de plus en plus présents dans ce mouvement et rendront la nouvelle phase beaucoup plus complexe.

❶ Il y a une évolution importante au sein et entre certains courants, issus ou se réclamant du « trotskysme ». Toutes les organisations, y compris la IV^e Internationale, ont dû faire un important effort pour être à la hauteur de la nouvelle situation mondiale, sur le plan de l'analyse, de l'orientation et de l'activité. La capacité d'y répondre, à temps et dans de bonnes conditions, a eu un impact sur la continuité de tous les courants. Il existe aujourd'hui une très grande diversité de groupes issus ou se réclamant du « trotskysme », certains ont maintenu une organisation internationale relativement cohérente, d'autres ont éclaté en groupes nationaux ou fédérés. Cela vaut encore plus pour les organisations ex-« maoïstes ». L'unification des « trotskystes » ou ex-maoïstes, au nom d'un programme ou d'une politique, tournés vers une époque révolue du mouvement ouvrier révolutionnaire et appuyés sur la défense du bilan de l'organisation, ne peut aucunement servir à un regroupement, voire une fusion. Un rapprochement entre organisations se réclamant du marxisme et de la révolution socialiste, ne peut avoir un sens qu'en rapport avec les batailles, le mouvement réel et les tâches d'aujourd'hui et du futur.

Nous constatons qu'il y a ces trois développements politico-organisationnels de type internationaliste juxtaposés : le « mouvement réel » contre la globalisation et ses courants sociaux-politiques ; la convergence des courants politiques anticapitalistes et pluralistes ; les courants de la gauche révolutionnaire. Cette situation pourrait se prolonger pendant toute une période. Cela dit, là où des accords et rapprochements sont possibles, nous prendrons des initiatives unitaires pour aboutir à des regroupements sérieux.

9. La IV^e Internationale, hier, aujourd'hui et demain

❶ La IV^e Internationale est née en résistance aux plus grandes défaites du prolétariat et du mouvement ouvrier (fascisme, stalinisme, guerre mondiale). Très minoritaires dans le mouvement ouvrier international, et réprimées par toutes les forces contre-révolutionnaires (sociaux-démocrates, staliniens, États bourgeois fascistes ou démocratiques), nos sections n'ont pas réussi à se transformer en véritables partis (révolutionnaires). Malgré un engagement en pointe dans tous les grands combats révolutionnaires et quotidiens, elles ont trop souvent été réduites à commenter les événements et à préserver les acquis du marxisme révolutionnaire face aux falsifications bureaucratiques. Dans les années 1970, les montées révolutionnaires

dans le monde ont pu laisser penser que l'heure était venue de faire des avancées vers une Internationale de masse. La IV^e Internationale disputait alors aux autres regroupements internationaux trotskystes (lambertistes, morénistes, le courant « Militant », le courant « capitalisme d'État »/SWP) la légitimité du courant « trotskyste » (il en était de même au sein de la IV^e Internationale avec le SWP américain face à la majorité de l'Internationale). Même si la IV^e Internationale n'est jamais tombée dans les délires sectaires des autres regroupements, elle se considérait néanmoins comme l'avant-garde politique légitime, le noyau autour duquel se ferait la recombinaison d'une Internationale révolutionnaire.

❷ Le changement de période, patent dans les années 1980, la crise de la IV^e Internationale et la chute du Mur ont provoqué un retour de balancier qui a même risqué de remettre en cause son existence. Notre résistance à l'énorme offensive réactionnaire des années 1980 et 1990 n'a pas eu recours à une crispation sectaire qui se cantonnerait dans la propagande socialiste incantatoire, le parasitage du mouvement de masse et l'auto-affirmation identitaire. Les organisations qui l'ont fait n'ont pas évité de graves crises internes. La IV^e Internationale a aussi payé le prix organisationnel du recul général du mouvement ouvrier international, mais elle a réussi à traverser la période réactionnaire en maintenant son unité organisationnelle et sa cohésion politique, par :

- le développement d'un marxisme critique et actuel ;
- un débat sans tabous sur le « bilan du siècle » ;
- un régime intérieur favorisant une continuité de discussion et une confrontation d'analyses autour des grands événements constitutifs de la nouvelle situation mondiale ;
- un enracinement et un engagement en pointe dans le mouvement ouvrier et social (national et international) ;
- un travail unitaire systématique ;
- un comportement unitaire et radical, notamment par la lutte pour une recombinaison anticapitaliste pluraliste.

❸ Aujourd'hui la IV^e Internationale, comme organisation, peut se définir comme :

- une organisation internationale de révolutionnaires sur la base de la méthode du Programme de Transition et de la stratégie et la tactique qui en découlent ;
- un ensemble incomparable de références programmatiques et d'expériences politiques notamment sur des questions comme l'oppression des femmes, l'oppression des gays et des lesbiennes, des thèmes historiquement peu élaborés par d'autres courants

révolutionnaires, avec des sections en plusieurs pays centrées sur les besoins de la classe ouvrière de la région ;

- une organisation respectueuse de l'autonomie des mouvements de masse et de leur démocratie, pratiquant en son sein le pluralisme de tendance ;
- donc un outil vivant, mais encore instable vu la faiblesse de ses parties, et la difficulté de recomposer une coordination et une structure de direction qui puisse correspondre à cette réalité militante. Le fait d'avoir conservé cette structure et qu'elle soit sans aucun doute le seul regroupement international de ce type est un atout dans la nouvelle période politique où de nouvelles générations militantes sont actives.

❹ Notre tâche principale comme IV^e Internationale consiste à contribuer à une vaste réorganisation du mouvement ouvrier et social à l'échelle mondiale avec comme perspective la constitution d'une nouvelle force internationaliste, pluraliste, révolutionnaire, militante et avec un impact de masse. Cette perspective passera inévitablement par un long processus d'expériences et de clarifications politiques.

Cela n'implique nullement l'affaiblissement ou la dissolution de notre organisation. Au contraire, nous voulons nous renforcer, non pas pour battre les autres courants révolutionnaires-internationaux, mais dans le but de contribuer au maximum à cet objectif : la construction d'une nouvelle force tout en clarifiant les leçons théoriques fondamentales à retirer de l'expérience des révolutions du XX^e siècle.

❺ Dans toute cette période transitoire, nous apporterons une réponse à trois niveaux :

- dans le mouvement altermondialiste comme dans le mouvement syndical et d'autres mouvements sociaux, nous luttons pour le « front unique » dans les luttes et les mobilisations, et pour créer ou solidifier les mouvements, en même temps nous participons au débat programmatique et politique. Nous favorisons la création de mouvements internationalistes anticapitalistes de masse autour de leurs objectifs respectifs.
- sur le plan partidaire, selon la situation concrète régionale/continentale, nous militons pour un travail en commun des forces politiques anticapitalistes qui pourrait prendre des formes diverses.
- sur le plan de la gauche révolutionnaire, nous engagerons un dialogue plus systématique et plus général par des rencontres bilatérales, des participations à des réunions internes et publiques avec d'autres courants qui ont une compréhension commune de la situation mondiale actuelle et des grandes orientations et tâches.

Rôle et tâches de la IV^e Internationale

⑥ Nous faisons un double constat. D'abord, il y a un écart important entre notre influence diffuse au sein des mouvements et le renforcement politique et organisationnel de nos organisations. Cette influence idéologique diffuse ou personnelle ne se transfère que difficilement au parti. La qualité de nos analyses, l'engagement des militants et la mise en avant de la perspective socialiste sont nettement insuffisants. Ensuite, le processus de repolitisation en cours ne mène pas spontanément à l'engagement dans un parti (révolutionnaire ou autre), l'obstacle étant particulièrement grand dans la jeunesse.

L'issue c'est que l'organisation marxiste-révolutionnaire doit être à même de démontrer qu'elle a, dès aujourd'hui, une fonction politique propre à remplir en ce qui concerne l'activité courante, le travail de masse et le mouvement. Cela nécessite notamment une propagande plus régulière et soutenue pour nos idées, une agitation plus consistante, une volonté de débat politique et stratégique, un système d'organisation renforcé comme support. Bref : une autonomie politique qui nous différencie et nous identifie clairement dans la société, dans le mouvement et par rapport aux autres courants idéologiques ou politiques dans le mouvement social.

⑦ Cette autonomie ne vise pas à inaugurer un cours sectaire de dénonciations, de polémiques, ou d'opérations « *entristes* » visant des gains à court terme. Elle part de la compréhension traditionnelle, propre à notre courant marxiste-révolutionnaire, du rapport entre le mouvement de masse et le Parti : (i) le respect pour l'autonomie et la démocratie interne, ce qui signifie aussi une compréhension des sensibilités et des mécanismes de fonctionnement spécifiques du mouvement, et (ii) le rejet du concept d'une avant-garde éclairée et arrogante, qui parasite ou se soumette le mouvement.

Entre son simple accompagnement et l'auto-affirmation sectaire-idéologique parasitaire sur le mouvement, il y a une autre voie, qui se distingue des courants radicaux sectaires qui, eux, s'emparent des jeunes à la recherche de solutions révolutionnaires fortes et d'un engagement militant. Notre réponse ne peut être la même.

⑧ Mais notre problème principal ne se situe pas, en général, sur le plan du sectarisme, mais plutôt sur un comportement politique et organisationnel qui sous-valorise ou dilue l'organisation marxiste-révolutionnaire. La correction porte sur trois plans combinés :

- une orientation, un profil et un comportement politiques, autonomes du mouvement ;

- une intervention plus visible et plus cohérente ;

- cela nécessitera une coordination interne plus forte.

⑨ Nous avons besoin d'une structure de direction renforcée à même de remplir les tâches décrites ci-dessus.

La réforme des statuts, qui s'appuie sur notre expérience des dernières années, donne une base cohérente, qui favorisera à la fois le débat continu, ouvert et critique dans l'instance centrale, le Comité International (CI), et d'autre part le rôle du Bureau Exécutif (BE), comme centre actif de coordination du travail.

Le CI (l'ancien CEI) devra continuer à jouer son rôle de centre de gravité d'un débat continu et contradictoire. Ce débat est d'autant plus libre que les statuts codifient une autonomie des sections nationales qui n'impose plus aucune obligation de reprendre à leur compte des prises de position adoptées à la majorité du CI. Et d'autant plus ouvert par la présence au CI d'organisations extérieures qui participent à nos discussions sans engagement organisationnel à notre égard.

Le BE aura la tâche-clé (à côté de la direction courante sur le plan de l'administration, des finances, de la presse, des contacts intérieurs et extérieurs) de construire des liens renforcés avec et entre les organisations nationales, et avec les cadres des organisations. Cela vaudra sur le plan de l'élaboration, de l'initiative, de la coordination et des prises de position publiques. Le développement de la presse de l'Internationale (revues, bulletins électroniques, website) constitue une priorité.

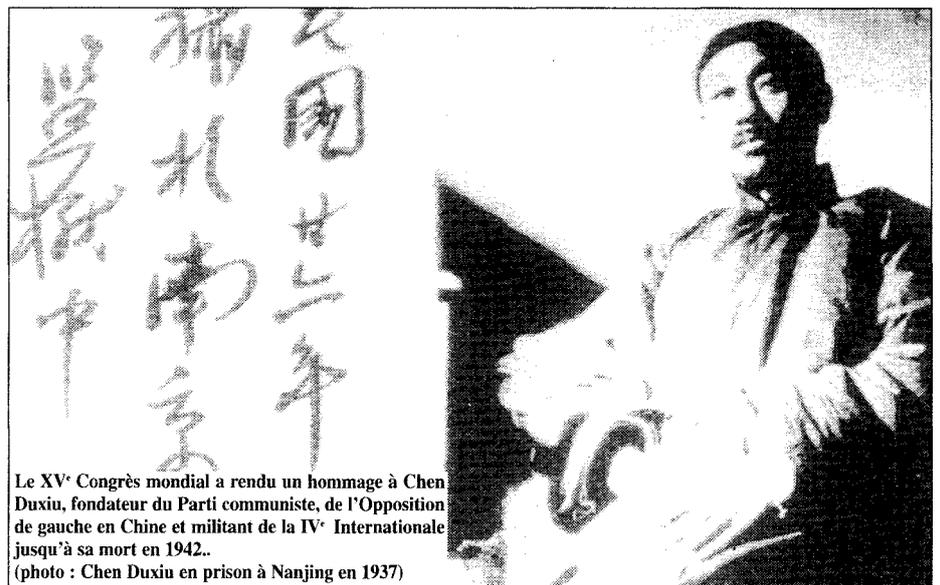
Cela implique, pour le BE, de profiter de la meilleure santé de plusieurs sections nationales pour renforcer le Bureau avec des camarades partie prenante de directions

d'organisations nationales (notamment européennes, grâce à la proximité géographique). Ensuite, le BE aura à construire ou à renforcer le rôle de structures de travail, certaines à l'échelle européenne, d'autres plus clairement internationales (travail entreprises, réseaux mondialisation, femmes, jeunes, travail associatif). Suite au développement de la dimension régionale/continentale du capitalisme mondialisé, il faudra envisager des structures de travail selon les conditions concrètes (Europe, Amérique Latine, Asie). Étant donné le développement de l'UE comme structure étatique, une tâche spécifiquement européenne est d'arriver à mettre sur pied une réelle direction européenne à même de répondre aux multiples nécessités imposées par le cadre de l'UE, en développant le poids et le rythme des actuelles instances (BPs européens, Secrétariat européen).

Toutes ces structures devant jouer à la fois un rôle de coordination, d'initiative et aussi d'élaboration politique collective sur les multiples questions du monde d'aujourd'hui. Elles doivent permettre aussi le développement et la construction d'organisations nationales et le renforcement des liens entre leurs directions.

La Commission des Femmes assurera en particulier :

- une couverture féministe et la publication des articles de femmes dans notre presse internationale ;
- une formation féministe dans le cadre de l'école internationale ;
- une aide aux sections visant à introduire une politique d'action positive ;
- une collaboration étroite, en vue d'intégrer la perspective féministe dans notre travail altermondialiste et immigration/antiracisme, avec les structures correspondantes.



Le XV^e Congrès mondial a rendu un hommage à Chen Duxiu, fondateur du Parti communiste, de l'Opposition de gauche en Chine et militant de la IV^e Internationale jusqu'à sa mort en 1942..
(photo : Chen Duxiu en prison à Nanjing en 1937)

ÉCOLOGIE ET SOCIALISME

I. Préface

Les problèmes écologiques s'étaient posés à l'humanité à d'autres époques, mais ils ont acquis à l'heure actuelle une qualité nouvelle à cause de leur ampleur et de leur gravité. Les dégâts causés à l'environnement ont souvent des effets irréversibles sur l'homme et la nature, et la crise écologique qui se profile à l'horizon du XXI^e siècle met en danger la vie de millions de gens.

Contrairement aux courants dominants du mouvement ouvrier, qui ont ignoré ou minimisé les problèmes de l'environnement, les mouvements écologistes et les partis

verts ont le mérite incontestable d'avoir posé ces questions décisives à l'ordre du jour. Mais les solutions qu'ils mettent en avant ne sont souvent que de fausses solutions du fait qu'elles ignorent le lien intrinsèque entre destruction de l'environnement et logique du profit capitaliste. Si on veut aborder sérieusement les dangers écologiques, il faut justement sortir du cadre fixé par la recherche du profit, dans la perspective d'une société socialiste, démocratiquement planifiée.

II. Données de la crise écologique

La crise écologique, comme résultat de l'action humaine sur la nature, a atteint un point où la survie de l'humanité est potentiellement en question. L'intérêt économique d'une petite minorité commande, d'une part l'apparition accélérée de nouvelles formes de production sans évaluation préalable de leurs conséquences écologiques, et d'autre part le maintien de techniques de fabrication pourtant reconnues comme nuisibles. Tout cela se produit alors que les progrès de la technologie augmentent les possibilités d'agir sur la nature, et donc aussi de la bouleverser et de la détruire.

La révolution industrielle liée à l'essor du capitalisme au XIX^e siècle a accru très sensiblement la dissémination des déchets dans l'atmosphère, en portant sérieusement atteinte à la santé des travailleurs et des populations urbaines. Plus généralement, les ondes de choc écologiques d'origine humaine se sont multipliées.

Mais la crise écologique, telle que nous la connaissons, n'est pas la conséquence linéaire du développement industriel depuis le XIX^e siècle. Elle est le résultat d'un saut qualitatif, enclenché à l'échelle mondiale par le boom économique capitaliste des années 1950 et 1960, par la généralisation massive de l'utilisation du pétrole et par le développement gigantesque de l'automobile, par le

développement de l'industrie chimique et la généralisation de sa pénétration dans tous les secteurs d'activité, et en particulier dans l'agriculture avec les engrais et les pesticides. A partir des années 1970, ce saut qualitatif est devenu plus spectaculaire à la suite de la crise des économies bureaucratiquement planifiées et surtout, de façon particulièrement dramatique, à la suite de la combinaison de crise économique et d'industrialisation sauvage impétueuse dans le « *Tiers-Monde* ».

Changements climatiques

Les activités humaines qui recourent aux combustibles fossiles (production d'énergie, transports), l'utilisation du bois de chauffe à usage domestique dans le « *Tiers-Monde* » et la déforestation dramatique qui en découle, ainsi que les activités agricoles, constituent une cause essentielle du réchauffement du climat en cours. Ces activités rejettent environ 7 milliards de tonnes par an de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, N₂O, CFC) dans l'atmosphère, dont la moitié n'est pas recyclée par les océans ou les forêts. L'effet de serre, responsable du maintien de températures propices à la vie à la surface de la planète, s'en trouve déséquilibré, ce qui induit de graves perturbations du système clima-

tique complexe de la planète, dont le réchauffement global n'est qu'un aspect. En 1989, il a été mesuré que la décennie 1980 avait été la plus chaude jamais enregistrée. En 2000, c'est la décennie 1990 qui est apparue comme la plus chaude jamais enregistrée ! Malgré ces données, il existe encore des forces bourgeoises pour nier l'importance décisive du changement climatique et la nécessité d'agir sans délai pour contrecarrer la hausse des émissions de gaz à effet de serre et limiter des conséquences déjà irréversibles. Les conséquences dans de nombreuses régions seront catastrophiques pour l'économie de vastes communautés humaines. Les perturbations du cycle atmosphérique de l'eau sont le plus à craindre, modifiant le régime des pluies et de l'évaporation, et augmentant le nombre et la brutalité des cyclones tropicaux. La remontée du niveau des mers est probable. Selon son ampleur, elle mettra en péril des zones insulaires et littorales précises.

Ce bouleversement climatique va se combiner, au vu des tendances prévisibles, avec la diminution continue de l'ozone stratosphérique et l'augmentation corrélative du flux de rayons ultraviolets solaires, cancérigènes, atteignant le sol. La destruction de la couche d'ozone est provoquée par les effets de l'accumulation dans la haute atmosphère de composés organo-halogénés, les chlorofluoro-carbones (CFC), utilisés principalement dans l'industrie du froid et les bombes aérosols. Même si leur interdiction est aujourd'hui presque complète, les CFC déjà émis sont loin d'avoir terminé leurs effets destructeurs prévus jusqu'en 2060.

Les changements globaux dans les régulations au sein et entre les principales composantes de l'environnement terrestre (atmosphère, océans, biosphère...) vont se répercuter tout au long du XXI^e siècle, sur des échelles de temps variables mais en général très supérieures aux échelles de temps prises en compte dans les activités humaines qui en sont à l'origine. Ce fait sou-

* Cette résolution a été approuvée par la Congrès par 97,92 % des mandats, contre 1,04 % et 1,04 % d'abstentions.

Écologie et socialisme

ligne l'urgence d'intégrer les enjeux écologiques dans l'organisation d'ensemble des sociétés.

Pollution de l'air

Une grande variété de substances toxiques est disséminée dans l'air par les industries, les transports ou la dégradation de biens de consommation plus ou moins durables. La croissance débridée, et apparemment incontrôlable, de la circulation automobile en fait la principale source de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote, qui devance nettement les chauffages domestiques et industriels. L'aldéhyde formique, le mercure et l'amiante, par exemple, sont des polluants industriels, mais ils sont présents également, dans une mesure très importante, dans des biens de consommation courants, des matériaux de construction pour le formaldéhyde et l'amiante, des piles électriques (mercure).

La concentration de ces toxiques dans l'air des villes peut être mille fois plus grande que celle dans l'air des campagnes. La pollution de l'air est devenue un véritable fléau des grandes concentrations urbaines, aussi bien celles des pays riches que celles particulièrement gigantesques et anarchiques des pays pauvres. Elle provoque en milieu urbain une augmentation alarmante des maladies respiratoires : asthme, bronchite, cancers pulmonaires. Des études européennes ont révélé que plusieurs dizaines de milliers de décès par an étaient attribuables à la pollution des grandes métropoles de l'Europe de l'Ouest.

L'amiante est à l'origine de nombreux cancers mortels chez les ouvriers des chantiers navals et du bâtiment. A cause du temps d'incubation de ces cancers, le nombre annuel de décès augmente très rapidement et révèle l'ampleur du problème : plus de 100 000 décès liés à une exposition à l'amiante sont attendus rien qu'en France dans le premier quart du XXI^e siècle. La dénonciation des dangers de l'amiante a entraîné une réduction très forte de son usage dans les pays industrialisés riches, et son remplacement par d'autres substances ; mais dans le « Tiers-Monde » son usage croît massivement. Le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote sont la cause de l'acidification des pluies qui joue un grand rôle dans la dégradation des forêts tempérées de l'hémisphère nord.

Pollution de l'eau et dégradation des sols

Les déchets, tant d'origine domestique qu'agricole ou industrielle, débouchent sur

les eaux de la planète qui servent ainsi de gigantesques égouts. Les eaux continentales, fleuves et lacs, sont les plus touchées, mais par les fleuves et les villes côtières cette pollution s'étend de plus en plus à la mer. Les conséquences les plus graves en sont l'accumulation de métaux lourds, mercure, cadmium, etc., et de composés organiques, hautement toxiques, dans les sédiments de fond, et surtout l'accumulation dans les eaux de substances engraisantes, nitrates et phosphates, qui provoquent la prolifération débridée d'algues et de végétaux aquatiques dont la décomposition épuise ensuite l'oxygène dissous dans l'eau : d'où une hécatombe d'êtres vivants aquatiques.

L'état des océans s'aggrave rapidement. L'augmentation du trafic maritime mondial est en cause, d'autant plus que l'état de délabrement de nombreux navires provoque des pertes importantes. La recherche systématique du plus bas coût par les multinationales pétrolières est directement responsable de catastrophes comme les naufrages de l'Exxon Valdez, de l'Erika ou du Prestige. A la pollution visible des marées noires — 70 pétroliers ont fait naufrage en 1996 — s'ajoutent la quantité astronomique de pétrole qui s'échappe des forages sous-marins et le dégazage des bateaux. La mer est aussi utilisée pour y décharger des déchets toxiques, chimiques et radioactifs.

La pollution des eaux est liée à celle des sols, à la fois cause et conséquence de certaines pollutions des eaux et de l'air. On voit là toutes les conséquences de pratiques agricoles imposées par la pression du marché : exploitations intensives (abus d'engrais et de pesticides), monocultures, cultures inadaptées aux écosystèmes et climats locaux, etc. L'industrie de guerre, avec ses munitions radioactives, ses sous-marins nucléaires coulés, et ses mines qui rendent la terre inutilisable, contribue à cette dégradation. C'est à une destruction massive des sols à l'échelle planétaire que l'on assiste, dans laquelle se combinent pollution, épuisement, désertification, érosion massive, et qui s'interpénètre avec les causes économiques et sociales de la faim qui frappe 800 millions d'habitants du « Tiers-Monde ».

Destruction des forêts

Parmi les manifestations les plus dramatiques de la crise écologique, la destruction mondiale des forêts est particulièrement inquiétante, à cause de l'ampleur de ses conséquences. En 50 ans, un tiers des surfaces forestières de la planète a disparu. Elle frappe principalement les pays tropicaux. Dans les pays industrialisés, la surface fores-

tière reste assez stable mais est atteinte d'un lent dépérissement dû à la pollution de l'air, des eaux et des sols. Par contre, dans le « Tiers-Monde » c'est le déboisement qui caractérise la crise écologique. La déforestation s'instaure dans un cercle vicieux entre pauvreté et dégradation des sols arables. Autre responsable, la surexploitation des bois tropicaux, sans aucune préoccupation de gestion durable, qui détruit la biodiversité — les forêts tropicales abritent plus de 50 % des espèces végétales et animales de la planète — et les ressources des populations forestières pour alimenter, à moindre coût, les marchés occidentaux de la construction ou de l'ameublement.

De plus, depuis 1997, une recrudescence d'incendies frappe l'Amazonie, l'Amérique centrale, la Russie ou l'Asie du Sud-Est. En Indonésie, des feux de forêt gigantesques, qui ont détruit 10 millions d'hectares en 3 ans, ont affecté 70 millions de personnes et ont coûté plus de 4,5 milliards de dollars. A l'échelle de la planète la déforestation aggrave l'effet de serre.

Biodiversité menacée

L'existence de dizaines de milliers d'espèces est menacée par les atteintes innombrables que subissent les écosystèmes. Un quart de la biodiversité mondiale pourrait ainsi disparaître d'ici 25 ans. Dans certains cas, ces atteintes peuvent entraîner la déstabilisation des équilibres environnementaux avec des conséquences incalculables sur les conditions de vie de l'espèce humaine.

La biodiversité doit être défendue, non par posture sentimentale ou esthétique, mais au nom de l'espèce à laquelle nous appartenons. Ne maîtrisant pas les conséquences des changements irréversibles qu'il peut faire subir à l'environnement, l'homme doit veiller à déployer ses activités dans le cadre d'une nature dont les équilibres écologiques sont respectés.

Le capitalisme, qui se soucie de la pollution comme d'une guigne, qui exploite les ressources avec l'unique objectif d'une rentabilité immédiate quitte à menacer l'existence même des forêts tropicales, véritables réservoirs d'espèces animales et végétales, ou la vie marine, qui s'empare d'innovations technologiques sans se soucier aucunement de leur possible impact écologique comme dans le cas des organismes génétiquement modifiés (OGM) — dont la dissémination dans l'environnement est un processus irréversible et potentiellement dangereux — doit être mis en cause dans ses fondements par quiconque entend protéger les équilibres

écologiques existant.

La production d'organismes génétiquement modifiés, au lieu de rester une technique de laboratoire, s'est imposée comme l'une des biotechnologies-clé utilisées par le capitalisme pour trouver de nouveaux débouchés et étendre son emprise au niveau le plus intime et jusqu'ici hors de sa portée d'une activité humaine millénaire : la reproduction et le contrôle génétique des espèces végétales et animales.

Catastrophes industrielles et risque nucléaire

Les conséquences écologiques désastreuses de la production capitaliste se manifestent également sous forme d'accidents de grandes dimensions, ou de risque potentiel de tels accidents, dans des installations industrielles telles que les usines chimiques et les centrales nucléaires. La catastrophe de Bhopal, ses 15 000 morts et les souffrances des victimes de l'isocyanate de méthyle qui décèdent encore par centaines chaque année, en est, avec Tchernobyl, un des exemples les plus tragiques.

A cause de sa nature spécifique, de la portée incalculable de ses effets néfastes possibles, et surtout de la persistance de ces effets à très long terme, et du fait que des solutions alternatives existent, le nucléaire apparaît à juste titre comme une illustration particulièrement angoissante des choix aberrants qui sont faits en matière de développement des forces productives.

Le risque radioactif ne se limite pas au risque d'accident majeur. L'industrie nucléaire n'a toujours pas résolu, après 40 années d'existence, le problème du stockage des déchets nucléaires. Menacée de déclin, elle se cherche des vertus écologiques pour relancer de nouveaux programmes électro-nucléaires, aujourd'hui en panne. L'atome serait la solution pour réduire les émissions de CO₂. Cette assertion occulte les dangers de la pollution radioactive (rejets autorisés ou accidentels) et le fait que les transports sont de loin la première source de CO₂. De plus, un tel système énergétique, peu flexible, basé sur de grandes unités de production et la construction de centaines de nouvelles centrales, monopoliserait les investissements au détriment d'autres systèmes (économie d'énergies, énergies renouvelables), encouragerait le gaspillage énergétique lié aux surcapacités de production et aux pertes sur les réseaux de distribution, et perpétuerait un modèle de développement néfaste à long terme.

A ce risque permanent s'ajoutent les agressions impérialistes qui ont des consé-

quences écologiques très graves du fait de la puissance de destruction des armes utilisées, de leur potentiel de pollution durable : les guerres du Viêt-nam, du Golfe et de Serbie-Kosovo en témoignent.



Tous les éléments de cette crise écologique, loin de créer de nouvelles urgences qui marginaliseraient les problèmes économiques, sociaux et politiques « traditionnels », s'y trouvent au contraire étroitement mêlés.

III. Les causes structurelles de la crise écologique

Bien qu'il ne puisse se soustraire aux lois de la nature, le mode de production capitaliste est à différents points de vue en contradiction fondamentale avec la nature et les processus d'évolution naturels. Pour le capital, seul l'aspect quantitatif, qui détermine la relation temps de travail/argent dans le cadre de la loi de la valeur, est décisif : des relations qualitatives et globales ne peuvent être prises en considération.

La production capitaliste est basée sur des processus cycliques à réaliser dans les délais les plus courts possibles pour que le capital avancé puisse augmenter. Elle doit donc imposer aux processus naturels un rythme et un cadre qui leur sont étrangers. L'exploitation des ressources naturelles ne peut pas prendre en considération le temps nécessaire à leur formation et à leur renouvellement. L'extension de la production marchande ne peut pas respecter les modes d'organisation sociale préexistants. L'occupation de l'espace nécessaire au bon déroulement de la production, de l'approvisionnement en énergie et de la distribution, doit se faire sans tenir compte de l'environnement naturel, de la faune ou de la flore. Ce n'est donc pas un manque de sagesse du capitalisme qui entraîne la destruction de l'environnement, mais précisément la rationalité qui lui est propre. Voilà pourquoi les sociaux-démocrates qui revendiquent une « croissance qualitative » sont empêtrés dans la logique du capital : croissance qualitative et loi de la valeur s'excluent l'une l'autre.

La rationalité capitaliste détermine le mouvement des capitaux individuels. Mais la concurrence des capitaux entre eux rend irrationnel le système dans son ensemble : l'intelligence mise en œuvre pour améliorer la production, tout comme pour économiser les matières premières, s'arrête aux portes de l'entreprise. C'est l'environnement qui en fait les frais dans tous les domaines pour les-

La crise écologique se manifeste comme un phénomène dramatique qui s'étend, provoquant non seulement des catastrophes locales et partielles, dans certains cas irréversibles, dans d'autres réversibles à court ou à moyen terme, ou à l'échelle de 2-3 siècles (l'âge de nombreux arbres) mais générant aussi des dangers globaux, telle la menace de réchauffement climatique ou la réduction de biodiversité. Tout dépend de ce qui sera consciemment entrepris par les communautés humaines.

quels « personne » ne se sent responsable : pollution des eaux, de l'air et de la terre. En outre, la concurrence entraîne des crises de surproduction périodiques qui révèlent qu'une quantité considérable d'énergie et de matière a été investie dans des marchandises qui ne se vendent pas. De surcroît, le marché pousse à la fabrication de produits superflus du point de vue de la valeur d'usage (publicité, drogues diverses, armements, etc.) mais dont la valeur d'échange rapporte de gros profits. La concurrence et la course aux profits et aux surprofits sont en fin de compte à l'origine d'agissements criminels, reconnus comme tels par la législation capitaliste elle-même : non-respect de la réglementation sur l'environnement, utilisation de substances toxiques, tests de qualité insuffisants, falsification d'indications de contenu, abandon de déchets dans des décharges sauvages, etc.

Le terme de productivisme, popularisé par le mouvement écologiste, traduit, parfois de manière confuse, un aspect de l'irrationalité du système capitaliste. Au lieu d'être source de progrès social, le développement de la productivité se traduit par une intensification de l'exploitation de la force de travail, des choix de production déconnectés des besoins sociaux et des impératifs écologiques, et des crises chroniques de surproduction. La production, dans une marche aveugle, fonctionne comme si elle était à elle-même son propre but.

La crise écologique dans les métropoles impérialistes

C'est dans les pays capitalistes développés que l'exploitation économique, c'est-à-dire le processus de quantification économique du substrat naturel, social et historique préexistant est la plus avancée. La production de marchandises régit désormais tous les secteurs de la vie sociale, tandis que le processus social de production se trouve

Écologie et socialisme

de plus en plus parcellisé et les rapports de propriété, que la concurrence entre propriétaires de moyens de production empêche de se figer complètement, de plus en plus centralisés.

Dans tous les pays impérialistes, ceci a mené aux mêmes problèmes écologiques majeurs, une preuve de plus que ces problèmes ne sont pas à considérer comme des « *pannes* » ou des « *ratés* », mais qu'ils correspondent à cette logique du système partout dans le monde.

La privatisation des services publics, l'expansion incontrôlée des villes et leur « *bétonisation* » conduisent à une terrible dégradation de l'environnement urbain, avec la disparition des espaces verts et la destruction des bois et des forêts par les routes et autoroutes. L'exploitation, presque achevée du dernier centimètre carré au profit d'une zone industrielle, d'un centre de commerce, d'une cité-dortoir, d'un parc de loisirs ou d'une zone administrative a allongé continuellement les déplacements nécessaires alors que la structure des besoins reste sensiblement la même. La politique des transports, basée sur la voiture individuelle à essence, a pour conséquence un surnombre chronique d'automobiles et menace toutes les grandes agglomérations de paralysie et/ou d'asphyxie.

En particulier dans le domaine de l'énergie, les rapports de propriété centralisés ont dicté la construction de grandes centrales à combustibles fossiles ou nucléaires : un choix néfaste pour l'atmosphère et en même temps tout à fait irrationnel du point de vue d'une utilisation économique de l'énergie.

L'irrationalité du marché et la recherche du profit sont responsables de façon décisive du problème des déchets. Il est de plus en plus « *avantageux* » pour chaque entreprise de jeter, de mettre à la décharge ou de brûler ce qui est inutile à la production. Ainsi, les montagnes de déchets, en particulier de déchets toxiques, sont presque devenues un symbole de la société de surabondance capitaliste. Sans parler du problème monumental posé par les déchets nucléaires militaires et des destructions de l'environnement provoquées par les guerres — notamment par les expéditions militaires impérialistes. Le capitalisme n'est pas à même de corriger ces « *excès* ».

Les conséquences de ces problèmes écologiques fondamentaux sont : la destruction des sites naturels et l'urbanisation envahissante, le surencombrement des routes, la pollution de l'air due à la voiture individuelle, l'empoisonnement par l'industrie chimique, la pollution radioactive due à l'énergie nucléaire, les montagnes de déchets de

plus en plus grandes. Le capitalisme n'est pas à même de corriger ces « *déviations* ». Si les ressources naturelles, comme l'eau, le bois, les sols, sont « *librement* » disponibles, sous le capitalisme elles sont usées, gaspillées et polluées, le plus souvent sans contrôle. Elles sont — et pas seulement au sens économique — des « *facteurs exogènes* ». Elles restent conditionnées, c'est-à-dire qu'elles sont l'objet de la recherche de profit privé. En d'autres termes, la nature limitée des ressources n'est perçue que par ceux qui sont contraints à les acheter. Ceux qui les vendent, ont un intérêt fondamental à l'expansion et s'opposent à toute tentative de les économiser.

Toute tentative de correction va à l'encontre de la campagne actuelle des capitalistes en faveur d'une plus grande dérégulation ; ou bien elles ne sont concevables qu'en partant de la prémisse fautive que la loi de la valeur serait à même de distinguer d'une manière quelconque entre de « *bons* » profits (respectant l'environnement) et de « *mauvais* » profits. Ainsi, les pays impérialistes sont condamnés à un rafistolage toujours en retard sur les problèmes, qui peut obtenir quelques succès tout au plus au niveau de remèdes ou de limitations partielles comme l'obligation d'installer des filtres pour l'épuration des eaux et de l'air, etc.

La production capitaliste, par ailleurs, façonne ses consommateurs. Ainsi, le comportement des individus est un facteur qui aggrave la crise écologique et entrave la sortie de celle-ci. Un exemple flagrant est ce que l'on pourrait désigner comme « *la dictature automobile* », c'est-à-dire le système, écologiquement catastrophique, de la voiture individuelle, promu par le marketing de l'industrie automobile, par l'idéologie individualiste bourgeoise, par la dégradation délibérée des transports publics, mais aussi par la structure urbaine des grandes villes, qui oblige les travailleurs à des grands déplacements. Des changements individuels de comportement ne peuvent cependant exercer qu'une influence minime sur la nature fondamentalement destructrice de l'environnement de la production capitaliste.

La crise écologique dans les pays dépendants

La conclusion lucide d'une étude de l'organisation de l'ONU pour l'environnement selon laquelle les problèmes écologiques du « *Tiers-Monde* » sont des problèmes de pauvreté, est parfaitement juste si l'on n'oublie pas que cette pauvreté n'est pas le résultat d'une fatalité, mais de la politique et de l'action économique des pays impérialistes. S'il

est possible, en défigurant les faits, de présenter la crise de l'environnement dans les pays impérialistes comme la conséquence d'une société d'abondance et non comme le résultat de l'économie de marché, dans les pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, le rapport entre crise économique et crise écologique est absolument transparent. Pour des millions d'êtres humains, la destruction croissante de l'environnement et de la biosphère et la lutte quotidienne pour survivre font partie de la même expérience directe. Plus de 800 millions de personnes sont sous-alimentées, 40 millions meurent chaque année de faim ou de maladies dues à la malnutrition. Près de 2 milliards ne connaissent pas d'approvisionnement régulier en eau potable propre ; 25 millions en meurent chaque année. Un milliard et demi d'êtres humains souffrent d'un manque aigu de bois de chauffage qui est souvent leur seule source d'énergie. La nourriture, l'eau et le combustible pour se chauffer, ces trois éléments essentiels de l'existence physique de l'homme, sont très largement insuffisants dans cette partie du monde. L'ONU estime de plus qu'environ 500 millions d'hommes sont des « *réfugiés de l'environnement* », forcés de quitter leur région d'origine suite à la sécheresse, aux inondations, à l'érosion des terres, à l'extension de l'agriculture orientée vers l'exportation, etc. C'est un fait : la crise écologique dans ces parties du monde n'est pas une « *bombe à retardement* », ou un problème pour le futur, mais une crise existentielle bien réelle déjà aujourd'hui.

La principale cause de la misère et de la crise écologique, c'est le mode de production capitaliste. Les structures bien connues de dépendance de l'impérialisme et du marché mondial dominé par celui-ci ont soumis la nature des pays dominés à une exploitation économique beaucoup plus directe et brutale que dans les pays impérialistes. C'est le cas, par exemple, de l'exportation vers le Sud des déchets industriels ou nucléaires des pays capitalistes avancés, transformant ceux-ci en gigantesques poubelles de matériaux toxiques et/ou irradiés. Ou encore de la biopiraterie des entreprises capitalistes — notamment pharmaceutiques — qui s'approprient et mettent sous brevet les connaissances traditionnelles des populations indigènes.

La destruction de l'environnement suivant les besoins du marché mondial et les intérêts des multinationales y est en contradiction encore plus flagrante avec les structures sociales et les modes de vie hérités de leur histoire. Dans tous ces pays, l'impérialisme a façonné les territoires en imposant une

infrastructure construite presque exclusivement autour des centres d'activité économique dépendants du marché mondial. C'est sur cette base que sont choisis les « centres de matières premières », les centres d'affaires, les zones touristiques, les plantations et les pâturages pour une production orientée vers l'exportation. L'énorme pression sur les hommes victimes de ces processus, le refoulement des modes de vie différents et de fonctions sociales « dépassées » vers les régions marginalisées du pays, ont été et sont encore sans commune mesure avec les bouleversements dont l'homme et l'environnement souffrent, à la suite de processus déterminés par d'autres, dans les métropoles capitalistes.

Du point de vue écologique, aussi, on peut donc constater l'effet fatal de la loi du « développement inégal et combiné » dans les pays dépendants. Le marché mondial porte sa dynamique destructrice pour l'environnement et ses contradictions les plus déchirantes même dans les coins les plus « arriérés » du monde. Et son action y est incomparablement plus dévastatrice, les forces qui s'y opposent incomparablement plus faibles. On peut distinguer une série de caractéristiques structurelles de ce mécanisme :

- L'exploitation directe de matières premières pour le marché mondial (minerais, bois, coton, caoutchouc, etc.) et le développement parallèle d'infrastructures, de routes, de voies ferrées, de centrales énergétiques, etc. ;

- La transformation de terres en terrains agricoles ou en pâturages destinés à la production pour l'exportation, par le truchement d'une politique de défrichements, qui comporte une grande dépendance des engrais chimiques et des pesticides avec la pollution qui en découle.

Ces deux processus, font du problème de la terre la question la plus brûlante dans la plupart des pays dépendants. La voracité des entreprises d'agrobusiness et les politiques d'ajustement néolibérales conduisent au déboisement ou à l'incendie des forêts tropicales, l'usure, l'érosion ou la destruction des couches de terre fertiles, renforçant le risque de modification du climat et l'intensification des « catastrophes naturelles ». Ce sont souvent les communautés indigènes qui se mobilisent pour protéger l'environnement — en Amazonie, en Équateur, en Inde — et agissent comme gardiennes du patrimoine naturel de l'ensemble de l'humanité, en luttant contre les dégâts causés par les multinationales.

Une urbanisation provoquée par une structure économique spécifique et le pro-

blème de la terre constituent un autre grave danger. Suivant les estimations de l'ONU, les villes dans les pays dépendants grandissent trois fois plus vite que celles dans les pays capitalistes industrialisés. Dans ces villes, les problèmes urbains bien connus sont encore plus catastrophiques pour la nature et la vie. La pollution de l'air par le trafic automobile et le chauffage domestique sont une menace aiguë. La qualité de l'approvisionnement en eau propre et des eaux épurées représente le deuxième problème des villes dans les pays dépendants. L'élimination des déchets est le troisième. Dans la plupart des grandes villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, les ordures sont simplement entassées ou brûlées à ciel ouvert.

Le problème des pays dépendants qui est actuellement le plus souvent souligné, est celui de la dette vis-à-vis des banques et des gouvernements impérialistes. Sur la période 1990-1995, la déforestation dans les 33 pays africains classés parmi les pays pauvres les plus endettés a été de 50 % supérieure aux destructions de forêts dans les autres pays africains, et de 140 % supérieure comparé au niveau moyen de déforestation dans le monde. Parallèlement, il n'y a pas de moyens pour financer des mesures de conservation de la nature. Les institutions financières internationales, comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, font payer de plus en plus à l'homme et à la nature les conséquences de l'endettement. Dans le secteur agricole, l'austérité imposée par les plans d'ajustement structurel a entraîné la suppression des subventions garantissant les prix et la libéralisation des marchés agricoles. Le défaut d'investissement public accentue les problèmes d'infrastructures pour les transports ou l'irrigation. Depuis 1994, les accords de l'OMC ont encore accéléré le démantèlement de l'agriculture des pays dépendants. La recherche effrénée de revenus d'exportation, aux dépens des cultures vivrières, provoque des crises de sous-alimentation dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. La pauvreté aiguë et l'exode rural augmentent tandis que l'environnement se détériore constamment.

Tout cela est cyniquement complété par une série de destructions directes de la nature et de crimes écologiques commis par les multinationales impérialistes. Ainsi, des unités de production dangereuses (surtout dans l'industrie chimique) sont transférées dans les pays dépendants. Là, non seulement la main-d'œuvre est bon marché, mais l'environnement peut aussi être impunément pollué.

Les gouvernements de la plupart des

pays dépendants sont impuissants devant la crise écologique. Leur attachement aux intérêts impérialistes et leurs propres privilèges ou intérêts de classe prolongent la dépendance économique et la crise écologique. Même certains programmes d'aide internationale (contre la faim, contre les catastrophes écologiques ou les projets récents d'une annulation partielle de la dette en échange de mesures de protection de l'environnement) ne font souvent que contribuer à l'enrichissement des élites au pouvoir.

La solution de la crise écologique dans les pays dépendants est inconcevable sans rupture de la dépendance de l'impérialisme. La recherche, face aux problèmes sociaux urgents, d'une « modernisation » par les crédits et l'endettement a été une erreur qui n'a fait que détériorer davantage la situation. Ceci est d'autant plus vrai pour la crise écologique. Des millions d'hommes sont contraints par la pauvreté et la dépendance économique à un comportement quotidien extrêmement destructeur de l'environnement, mais sans lequel leur simple survie ne serait pas possible. Le processus de révolution anti-impérialiste, de révolution permanente dans les pays dépendants devra donc aborder les problèmes écologiques d'une manière consciente, les intégrer dans le programme de lutte contre le pillage capitaliste. C'est la condition pour construire avec succès des rapports de production alternatifs, socialistes.

La crise écologique dans les anciennes sociétés bureaucratiques

Malgré la disparition de l'URSS et de la plupart des sociétés se réclamant du modèle soviétique, il est nécessaire de revenir brièvement sur leur politique face à l'environnement. Le bilan écologique de l'URSS et des pays ayant un régime de planification bureaucratiquement centralisée, est égal, sinon pire que celui des métropoles impérialistes, notamment pour ce qui est de la pollution de l'air, des eaux et des terres, du nucléaire — Tchernobyl ! — et des problèmes des grandes agglomérations urbaines.

L'une des raisons de cette situation est le fait que ces sociétés n'aient pu surmonter que partiellement la loi de la valeur capitaliste et les contraintes objectives sur la production qu'elle comporte. Dans de nombreux secteurs-clés de la production, la dépendance du capitalisme et du marché mondial était toujours présente. L'exploitation des ressources naturelles pour une économie d'exportation ainsi que la dépendance de produits et de technologies provenant des industries

Écologie et socialisme

capitalistes ont provoqué, dans ces sociétés aussi, une destruction inévitable de l'environnement. Et ceci d'une manière comparable à celle des pays dépendants.

L'économie planifiée a été une tentative de développer une économie qui soit directement sociale. En opposition au capitalisme où ce n'est qu'au niveau du marché qu'on vérifie l'utilité du travail, c'est-à-dire la possibilité d'en vendre le produit, les sociétés non-capitalistes ont essayé de déterminer et de planifier les besoins sociaux avant la production. Il est évident que cette tentative ne peut réussir que si tous les besoins et intérêts spécifiques des hommes sont intégrés dans un processus global de réflexion et de décision démocratique. Lorsqu'il s'agit de répartir quelque chose qui manque réellement, la démocratie devient d'autant plus une nécessité vitale. La bureaucratiation des sociétés de transition a cependant aboli systématiquement la démocratie. La multitude de besoins sociaux et nationaux, culturels et économiques des hommes fut standardisée, normalisée et intégrée par la force dans un plan central dicté d'en haut. Comme tout aspect qualitatif était enterré avec la démocratie, les caractéristiques déterminantes de ce plan ne pouvaient qu'être des normes et des taux de croissance quantitatifs. Ainsi, les sociétés de transition ont fait une priorité, parfois même plus que les sociétés capitalistes, de l'augmentation quantitative de la production, l'augmentation étant ordonnée par décrets et imposée par la répression. La protection des ressources et de l'environnement n'entraînait dans de tels plans, tout au plus, que sous forme quantitative (nombre de stations d'épuration, de filtres, dépenses de certains budgets, etc.). Cette planification était dès le départ truffée d'erreurs et d'immenses fautes de planification (avec un gâchis correspondant de ressources) qui, faute de contrôle social, n'étaient repérées qu'au moment où elles étaient reconnues d'« en haut ».

En outre, les différentes parties du plan correspondaient aux intérêts des différentes fractions de la bureaucratie qui le fixaient. Ainsi est né ce système de gigantisme si caractéristique pour l'URSS et les autres États bureaucratés. Plus grands, plus vastes et plus centralisés sont les projets (exemple : détournement des fleuves sibériens), plus cela signifie de pouvoir pour les bureaucrates. On a vu apparaître des bureaucrates préoccupés de la défense de l'environnement depuis les années 1970, mais ils étaient sans influence et restaient enfermés dans de petits départements annexes.

L'idéologie de la bureaucratie a prôné comme une obligation l'optimisme et la foi

dans le progrès. Les bureaucrates avançaient la perspective de la « concurrence entre les deux systèmes » et du « dépassement » des sociétés capitalistes. Dans ce sens, des modèles de consommation et de modernisation capitalistes catastrophiques pour l'environnement étaient valorisés et adoptés comme valeurs idéologiques contribuant à déterminer le cadre du plan. Seuls des modèles basés sur une quantification des ressources naturelles (c'est-à-dire, des modèles comparables à ceux d'économistes bourgeois conservateurs) étaient acceptés par la bureaucratie.

Il va sans dire que la crise écologique ne

pourra que s'aggraver dans le contexte de pillage économique et de capitalisme sauvage qui règne en Russie depuis la disparition de l'URSS, avec la bénédiction des puissances occidentales et du FMI.

Le cas de Cuba est différent, dans la mesure où, pour des raisons de nécessité, mais aussi par conviction écologique, l'économie planifiée s'éloigne, à partir des années 1990, du modèle soviétique productiviste et éco-destructeur. Le même vaut pour le remplacement partiel des voitures par les bicyclettes dans la circulation urbaine.

IV. Mouvement ouvrier et écologie

Les écologistes accusent Marx et Engels de productivisme. Cette accusation est-elle justifiée ?

Non, dans la mesure où personne n'a autant dénoncé que Marx la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme but en soi. L'idée même de socialisme — au contraire de ses misérables contrefaçons bureaucratiques — est celle d'une production de valeurs d'usage, de biens nécessaires à la satisfaction de nécessités humaines. L'objectif suprême du progrès technique pour Marx n'est pas l'accroissement infini de biens (« l'avoir ») mais la réduction de la journée de travail et l'accroissement du temps libre (« l'être »).

Cependant, il est vrai que l'on trouve parfois chez Marx ou Engels — et encore plus dans le marxisme ultérieur — une tendance à faire du « développement des forces productives » le principal vecteur du progrès, et une posture peu critique envers la civilisation industrielle, notamment dans son rapport destructeur à l'environnement. Le passage suivant des *Gründrisse* est un bon exemple de l'admiration trop peu critique de Marx pour l'œuvre « civilisatrice » de la production capitaliste, et pour son instrumentalisation brutale de la nature : « *Le capital commence donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature et établit un réseau englobant tous les membres de la société : telle est la grande action civilisatrice du capital. Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des développements purement locaux de l'humanité et comme une idolâtrie de la nature. En effet la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse*

qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production. »

Par contre, on trouve aussi chez Marx des textes qui mentionnent explicitement les ravages provoqués par le capital sur l'environnement naturel — témoignant d'une vision dialectique des contradictions du « progrès » induit par les forces productives — comme par exemple le célèbre passage sur l'agriculture capitaliste dans le *Capital* : « *Ainsi elle détruit et la santé physique de l'ouvrier urbain et la vie spirituelle du travailleur rural. Chaque pas vers le progrès de l'agriculture capitaliste, chaque gain de fertilité à court terme, constitue en même temps un progrès dans les ruines des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, les États-Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.* »

Même chez Engels, qui a si souvent célébré la « maîtrise » et la « domination » humaines sur la nature, on trouve des écrits qui attirent l'attention, de la façon la plus explicite, sur les dangers d'une telle attitude, comme par exemple le passage suivant de l'article sur « *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme* » (1876) : « *Nous ne devons pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature se venge sur nous. Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deuxième et troisième instance elle a des effets différents, inatten-*

... dus qui trop souvent annulent le premier. Les gens qui, en Mésopotamie, Grèce, Asie Mineure et ailleurs, ont détruit les forêts pour obtenir de la terre cultivable, n'ont jamais imaginé qu'en éliminant ensemble avec les forêts les centres de collecte et les réservoirs d'humidité ils ont jeté les bases pour l'état désolé actuel de ces pays. (...) Les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui est en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et à pouvoir nous en servir judicieusement. »

Il ne serait pas difficile de trouver d'autres exemples. Il n'en reste pas moins qu'il manque à Marx et Engels une perspective écologique d'ensemble. La question écologique est un des plus grands défis pour un renouveau de la pensée marxiste au seuil du XXI^e siècle. Elle exige des marxistes une révision critique profonde de leur conception traditionnelle des « forces productives », et une rupture radicale avec l'idéologie du progrès linéaire ainsi qu'avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne. Malgré ces faiblesses, la critique marxiste de l'économie politique capitaliste demeure fondatrice de tout projet émancipateur et le mouvement écologiste ne peut faire l'économie de s'y confronter.

Parallèlement au développement du réformisme dans les rangs du mouvement ouvrier, la réflexion critique de Marx et Engels concernant les menaces que fait peser la civilisation capitaliste sur la nature a été mise sous le boisseau. Tout comme il s'est intégré pas à pas dans la société bourgeoise en acceptant ses principales institutions (État, armée, lois, etc.), le réformisme a repris point par point les conceptions productivistes de celle-ci. Par exemple, vers le début du siècle, le *Deutscher Metallarbeiterverband* (DMV), organisation des ouvriers de la métallurgie, dominée par la social-démocratie, explique dans une prise de position significative : « *Plus le développement de la technique sera rapide, plus vite le mode de production capitaliste aura atteint le point où il se bloquera lui-même et où il devra être remplacé par un mode de production supérieur.* »

La social-démocratie et le stalinisme, malgré leurs désaccords sur beaucoup de questions, avaient en commun une conception productiviste de l'économie et une profonde insensibilité aux questions de l'environnement.

Il faut reconnaître que les courants révolutionnaires en général — et la IV^e Internationale en particulier — n'ont commencé à intégrer la problématique écologique qu'avec beaucoup de retard...

La persistance de catastrophes écologiques, la croissance de mouvements pour la protection de la nature, les succès partiels de ceux-ci, leurs tentatives de structuration politique (partis « verts », etc.) ont conduit à des différenciations à l'intérieur du mouvement ouvrier : dans une série de pays, des syndicats entiers ou du moins de fortes minorités en leur sein s'opposent à l'utilisation « pacifique » de l'énergie nucléaire — CGIL en Italie, mineurs britanniques — et font preuve d'une sensibilité accrue face aux questions écologiques : CUT au Brésil, SUD en France, les Commissions Ouvrières en Espagne, IG-Metall en Allemagne, etc.

On peut distinguer actuellement quatre courants dans les partis et syndicats qui se réclament des travailleurs :

❶ La fraction « béton » qui veut continuer comme si rien ne s'était passé. Même cette fraction a dû procéder à des adaptations, vu les développements catastrophiques pour l'environnement. Elle revendique aujourd'hui des normes d'émissions et de réglementations nouvelles, mais plaide pour le maintien de l'énergie nucléaire. Sans modifier ses positions myopes, elle s'est pourtant déclarée d'accord avec des « réparations » écologiques, surtout si celles-ci ouvrent de nouveaux marchés.

❷ Un courant technocratique qui croit pouvoir résoudre les problèmes écologiques par l'utilisation de technologies avancées (high-tech). En réalité, il ne s'agit le plus souvent que d'un simple transfert des problèmes : que faire, par exemple, des quantités énormes de résidus de filtrage, de boues d'épuration et autres déchets ? Peter Glotz du SPD allemand plaide en faveur d'une coopération avec la fraction « *end of the pipe technology* » du grand capital : par une alliance entre « *la gauche traditionnelle, les élites techniques et les minorités critiques des capitalistes bien orientés en matière de croissance* », une innovation socialement dirigée pourrait être réalisée. Il rejette expressément la remise en cause de la propriété privée des moyens de production.

❸ Le troisième courant qu'on pourrait appeler « réformiste écologique », craint lui aussi de parler des rapports de production. Une fois de plus, on prétend qu'il serait possible de débarrasser le capitalisme, traité pudiquement de « société industrielle », d'une de ses excroissances, en l'occurrence, de ses péchés écologiques. Erhard Eppler, en tant que président de la « commission des

valeurs fondamentales » du SPD allemand, a pu expliquer : « *Plus que jamais, la tâche de la social-démocratie est donc de procéder, par une nouvelle politique de réformes, à des corrections démocratiques, humaines et écologiques de la société industrielle.* »

❹ Le quatrième courant, plutôt minoritaire, mais loin d'être négligeable, c'est l'éco-socialisme, qui intègre les acquis fondamentaux du marxisme — tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Les éco-socialistes ont compris que la logique du marché et du profit (de même que celle de l'autoritarisme techno-bureaucratique des définites « démocraties populaires ») sont incompatibles avec les exigences écologiques. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système.

En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès — dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique (dite « socialiste réelle ») — et opposé à l'expansion à l'infini d'un mode de production et de consommation destructeur de l'environnement, l'éco-socialisme représente dans le mouvement ouvrier et dans l'écologie la tendance la plus sensible aux intérêts des travailleurs et des peuples du Sud, celle qui a compris l'impossibilité d'un « développement soutenable » dans les cadres de l'économie capitaliste de marché.

Notre objectif, en tant que révolutionnaires, c'est d'être partie prenante de ce courant et de convaincre les travailleurs que les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité socialiste et écologique, ce qui exige un véritable changement de civilisation. Cela est impossible sans une profonde réorientation technologique, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non polluantes et renouvelables, telles que l'énergie solaire. La première question qui se pose est donc celle du contrôle sur les moyens de production, et surtout sur les décisions d'investissement et de mutation technologique.

Une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation est nécessaire, fondée sur des critères extérieurs au marché capitaliste : les besoins réels de la population et la sauvegarde de l'environnement. En d'autres termes, une économie de transition au socialisme fondée sur le choix démocratique des priorités et des investissements par la population elle-même — et non par les « lois du marché » ou par un Politburo omniscient. Une économie planifiée, capable de surmonter durablement les tensions entre satisfaction des besoins

Écologie et socialisme

sociaux et impératifs écologiques. Une transition conduisant à un mode de vie alternatif, à une civilisation nouvelle, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation

artificiellement induites par la publicité, et de la production à l'infini de marchandises nuisibles à l'environnement (la voiture individuelle !).

V. Acquis et limites du mouvement écologique

L'acquis fondamental du mouvement écologique, qui a provoqué un changement profond dans la prise de conscience des questions de l'environnement, a été et reste la compréhension de l'ampleur de la destruction de l'environnement par le capitalisme tardif. La destruction de la nature a atteint des dimensions qui mettent en péril l'humanité toute entière. Il s'agit ici, comme dans le cas d'une guerre nucléaire mondiale, d'une question de survie. Toutefois, à la différence du danger de destruction nucléaire, c'est une question qui est toujours « neuve » et qui s'aggrave constamment par des manifestations de plus en plus évidentes. Cependant, ce n'est pas parce que la question est reconnue comme vitale pour l'ensemble de l'humanité, que l'on doit, comme le proposent la plupart des écologistes, chercher des solutions interclassistes, en faisant abstraction de la lutte de classes contre le capital. La distinction entre ceux qui sont intéressés au maintien, quel qu'en soit le coût, du système, et ceux qui ont intérêt à son abolition n'est pas effacée, bien au contraire.

La remise en question du concept de « progrès » est, elle aussi, un acquis du mouvement écologique. Elle a montré les carences de l'analyse marxiste du capitalisme tardif : on ne peut plus parler comme au début du développement du capitalisme d'un développement positif de forces de production qui ne seraient que freinées par le cadre de la propriété privée des moyens de production ou développées au détriment du prolétariat. Le capitalisme transforme de plus en plus les forces de production en forces de destruction. Mais ceci signifie aussi qu'elles ne peuvent pas être « libérées » telles quelles, c'est-à-dire utilisées dans un système socialiste au profit de tous, mais qu'une sélection et une analyse critique sont nécessaires. Il ne s'agit pas seulement d'une question théorique, mais aussi d'une question éminemment pratique qui comporte la critique de l'idée de « dépassement du capitalisme » propre à la bureaucratie stalinienne. De plus, le côté matériel de la production (valeur d'usage) a été mis en avant pour la première fois par une analyse plus fouillée, en posant la question de savoir quels produits sont désirables d'un point de vue écologique et social, etc. Après le recul du mou-

vement de 1968, le mouvement écologique a de nouveau introduit dans la politique la dimension « utopique ». La discussion sur un changement fondamental du système social, sur une autre façon de vivre et de produire, est relancée à partir des nécessités écologiques. Au débat susmentionné sur la valeur d'usage des produits est intégrée la discussion d'une production socialement utile, de nouvelles idées utopiques à propos d'une société différente sont exprimées et des « plans de reconversion » concrets sont esquissés.

Le premier lieu de développement du mouvement écologique a été l'Europe. Des mobilisations de masse importantes ont eu lieu, même dans les pays où le mouvement ouvrier était sur la défensive, comme l'Autriche, la Suisse ou l'Allemagne. Les formes de lutte combattives et concrètes, comme des manifestations, des blocus, des occupations de sites ont favorisé l'essor d'une « culture de résistance ». Si dans un premier moment l'axe principal des luttes a été la question du nucléaire, par la suite d'autres thèmes se sont révélés mobilisateurs : le combat contre la pollution et le refus des OGM. Des événements comme la crise de la « vache folle » ont sensibilisé l'opinion à la question de la « malbouffe » et des dangers résultant de la logique de rentabilité du marché capitaliste. En France, l'entrée en scène de la Confédération Paysanne a créé une dynamique radicale : partant d'une action symbolique (démontage d'un MacDonald) contre les mesures de rétorsion américaines face à l'interdiction française d'importation de bœuf aux hormones, la lutte s'est étendue à une dénonciation de l'OMC, avec le soutien de syndicats, associations écologiques et partis de gauche, et une large sympathie de l'opinion publique. Cette sympathie s'est manifestée en juin 2000 lors du rassemblement de solidarité avec les paysans en procès à Millau (France).

Les États-Unis ont aussi connu des mobilisations écologiques importantes, et la formation d'un mouvement complexe et hétérogène, allant de la « deep ecology », qui prétend donner la priorité aux espèces végétales et animales sur l'humanité, à l'éc-socialisme. Les mobilisations à Seattle ont montré la puissance de ce mouvement et la

disposition de plusieurs de ses composantes — comme par exemple l'importante association écologique « Amis de la Terre » — à s'allier avec les syndicats et la gauche dans le combat contre l'OMC et la marchandisation du monde. Seattle a aussi permis une première convergence dans la lutte entre mouvements nord-américains, européens — la Confédération Paysanne française était représentée par ses porte-parole (José Bové) — et du « Tiers-Monde ». Il faut aussi mentionner la présence des réseaux d'action directe, d'inspiration éco-libertaire, composés de jeunes très combattifs, qui jouent un rôle important dans toutes les grandes mobilisations anti-néolibérales.

Rien ne serait plus faux que de considérer que les questions écologiques ne concernent que les pays du Nord — un luxe des sociétés riches. De plus en plus se développent dans les pays du capitalisme périphérique — le « Sud » — des mouvements sociaux à dimension écologique.

Ces mouvements réagissent à une aggravation croissante des problèmes écologiques d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, en conséquence d'une politique délibérée d'« exportation de la pollution » par les pays impérialistes, et du productivisme effréné exigé par la « compétitivité ». On voit ainsi apparaître dans les pays du Sud des mobilisations populaires en défense de l'agriculture paysanne, et de l'accès communal aux ressources naturelles, menacés de destruction par l'expansion agressive du marché (ou de l'État), ainsi que des luttes contre la dégradation de l'environnement immédiat provoquée par l'échange inégal, l'industrialisation dépendante et le développement du capitalisme (l'« agro-business ») dans les campagnes. Souvent, ces mouvements ne se définissent pas comme écologistes, mais leur combat n'en a pas moins une dimension écologique déterminante.

Il va de soi que ces mouvements ne s'opposent pas aux améliorations apportées par le progrès technologique : au contraire, la demande d'électricité, de l'eau courante, des canalisations des égouts, et la multiplication des dispensaires médicaux figurent en bonne place dans leur plate-forme de revendications. Ce qu'ils refusent c'est la pollution et la destruction de leur milieu naturel au nom des « lois du marché » et des impératifs de l'« expansion » capitaliste.

Un texte de 1991 du dirigeant paysan péruvien Hugo Blanco (de la IV^e Internationale) exprime remarquablement la signification de cette « écologie des pauvres » : « A première vue, les défenseurs de l'environnement ou les conservationnistes apparaissent comme des types gentils, légè-

rement fous, dont le principal objectif dans la vie c'est d'empêcher la disparition des baleines bleues ou des ours pandas. Le peuple commun a des choses plus importantes à s'occuper, par exemple comment obtenir son pain quotidien. (...) Cependant, il existe au Pérou un grand nombre de gens qui sont des défenseurs de l'environnement. Bien sûr, si on leur dit, "vous êtes des écologistes", ils répondront probablement "écologiste ta sœur"...! Et pourtant : les habitants de la ville d'Ilo et des villages environnants, en lutte contre la pollution provoquée par la Southern Peru Copper Corporation ne sont-ils pas des défenseurs de l'environnement ? (...) Et la population de l'Amazonie, n'est-elle pas totalement écologiste, prête à mourir pour défendre ses forêts contre la déprédation ? De même la population pauvre de Lima, lorsqu'elle proteste contre la pollution des eaux. »

Le Brésil est un des pays où l'articulation du social et de l'écologie a atteint des niveaux importants. On assiste à la mobilisation du Mouvement des Paysans Sans Terre (MST) contre les OGM, dans un affrontement direct avec le grand trust multinational Monsanto, et à la tentative des municipalités ou provinces gérées par le Parti des Travailleurs d'introduire des objectifs écologiques dans leur programme de démocratie participative. Le gouvernement de la province du Rio Grande do Sul, lorsqu'il était proche du MST et de la gauche du PT, voulait éliminer les OGM de la région, au grand dam des riches propriétaires fonciers, qui dénonçaient cet exemple d'« archaïsme » et voyaient dans la lutte contre les semences transgéniques une « conspiration pour imposer la réforme agraire ».

Les populations indigènes, qui vivent au contact direct avec la forêt, sont parmi les premières victimes de la « modernisation » imposée par le capitalisme agraire. Elles se mobilisent donc dans beaucoup de pays d'Amérique Latine pour défendre leur mode de vie traditionnel, en harmonie avec l'environnement, contre les bulldozers de la « civilisation » capitaliste. Parmi les innombrables manifestations de l'« écologie des pauvres » brésilienne, un mouvement apparaît comme particulièrement exemplaire, par sa portée à la fois sociale et écologique, locale et planétaire, « rouge » et « verte » : le combat de Chico Mendes et de la Coalition des Peuples de la Forêt en défense de l'Amazonie brésilienne, contre l'œuvre destructrice des grands propriétaires fonciers et de l'agro-business multinational.

Rappelons brièvement les principaux moments de cet affrontement. Militant syndical lié à la Centrale Unique des Travailleurs

et au Parti des Travailleurs brésilien, se réclamant explicitement du socialisme et de l'écologie, Chico Mendes organise, au début des années 1980, des occupations de terres par des paysans qui vivent de la collecte du caoutchouc (seringueiros) contre les latifundistes qui envoient leurs bulldozers abattre la forêt en vue de la remplacer par des pâturages. Dans un deuxième moment il réussit à rassembler des paysans, des travailleurs agricoles, des seringueiros, des syndicalistes et des tribus indigènes — avec le soutien des communautés de base de l'Église — dans l'Alliance des Peuples de la Forêt, qui met en échec plusieurs tentatives de déforestation. L'écho international de ces actions lui vaut en 1987 l'attribution du Prix Écologique Global, mais peu après, en décembre 1988, les latifundistes lui font payer très cher son combat en le faisant assassiner par des tueurs à gages.

Par son articulation entre luttes sociales et écologie, résistances paysannes et indigènes, survivance des populations locales et sauvegarde d'un enjeu global (la protection de la dernière grande forêt tropicale), ce mouvement peut devenir un paradigme des futures mobilisations populaires dans le « Sud ».

Dans certains pays — notamment en Europe — le mouvement écologique a réussi à faire adopter de nombreuses réformes, qui ont partiellement freiné un accroissement explosif de la destruction de la nature.

VI. Les problèmes de l'environnement et la domination bourgeoise

A cause des effets de la production capitaliste sur l'environnement, la destruction des fondements naturels de la société humaine a atteint une dimension nouvelle qui est en soi un problème pour la domination de la bourgeoisie et son idéologie :

- la crise écologique est mondiale et, dans un contexte de concurrence inhérent au capitalisme, elle ne peut qu'être conçue comme un mal commun ;
- certaines causes de la crise écologique remontent dans le temps, d'autres sont le produit du développement combiné de différents facteurs séparés ; il est donc difficile d'en établir et d'en dater les causes temporelles et physiologiques. De même, la maîtrise de la crise écologique nécessite du temps et des investissements qui condamnent au désarroi toutes les conceptions bourgeoises des cycles input/output ;
- enfin, contrairement à ce qui est le cas quant à la crise économique classique, aux conséquences sociales néfastes du capitalis-

me et même aux suites d'affrontements militaires, on ne peut faire payer que partiellement l'addition de la crise écologique aux classes dominées et exploitées. Cependant, il est incontestable que, surtout dans les pays dépendants, les classes opprimées en portent le fardeau essentiel et ceci d'autant plus qu'il y a interaction entre crise sociale et économique et crise écologique.

Ainsi, par exemple, il n'y a eu presque plus de nouvelles centrales nucléaires, la production de certains produits chimiques (CFC, engrais, etc.) a été limitée, des normes restrictives ont été fixées pour certaines usines, pour les automobiles, etc. Une industrie de l'environnement capitaliste s'est développée, des réformes écologiques entrent même dans le catalogue des revendications des partis bourgeois.

Pourtant, malgré toutes les tentatives de réformes et malgré l'industrie de l'environnement, les destructions au niveau mondial sont plus graves que jamais. La pollution des mers, le déboisement des forêts tropicales, les changements climatiques, montrent clairement que la dynamique globale de la crise écologique reste inchangée. De ce point de vue, cette crise montre la nécessité, par-dessus toute réforme, d'un changement fondamental de notre société.

Comme il n'a pas de programme révolutionnaire cohérent et qu'il ne considère pas les travailleurs comme sujet révolutionnaire, le mouvement écologique est loin de concrétiser son aspiration à constituer une nouvelle force sociale, qui puisse occuper ou hériter de la place du mouvement ouvrier. Néanmoins, si on fait abstraction des groupements explicitement bourgeois ou réactionnaires, numériquement faibles, le mouvement écologique reste un allié important des révolutionnaires dans la lutte d'ensemble contre le système capitaliste.

me et même aux suites d'affrontements militaires, on ne peut faire payer que partiellement l'addition de la crise écologique aux classes dominées et exploitées. Cependant, il est incontestable que, surtout dans les pays dépendants, les classes opprimées en portent le fardeau essentiel et ceci d'autant plus qu'il y a interaction entre crise sociale et économique et crise écologique.

La prise de conscience croissante de la crise écologique et le mouvement écologique qui s'est formé dès le début des années 1960, ont représenté une attaque vigoureuse à l'un des concepts les plus importants de l'idéologie bourgeoise : l'idée selon laquelle l'ordre social et économique bourgeois serait à même de garantir de façon continue un « progrès pour tous », ou bien que la soumission continue de la nature est en soi positive et que tous les problèmes en rapport avec elle pourraient être résolus.

Face au défi idéologique, des tentatives

Écologie et socialisme

d'actualisation de l'idéologie bourgeoise ont vu le jour. La première, mondialement connue, a été le rapport du Club de Rome (« *Les limites de la croissance* », 1972), qui démontrait que la destruction de l'environnement progresse rapidement et proposait une politique supranationale contre la croissance démographique, le gâchis de matières premières, la destruction de l'environnement, etc. Cette étude, et d'autres qui ont suivi, ont eu un effet à double tranchant. D'une part, l'idéologie bourgeoise et les scientifiques qui en sont proches reprenaient l'initiative sur les questions de l'environnement et entamaient la discussion sur les pronostics et les exigences à mettre en avant. D'autre part, cela confirmait les visions pessimistes de l'avenir du monde en stimulant davantage le mouvement écologique. L'ordre existant de l'économie capitaliste mondiale perdait son auréole de supériorité ; sa finalité et ses mécanismes étaient remis en question de l'intérieur. En même temps, ces analyses aboutissaient à des catalogues de revendications plus ou moins élaborées tendant à une planification mondiale et à une régulation politique de l'économie. Ainsi, elles entraient directement en conflit avec l'économie de marché capitaliste, le libéralisme économique et les offensives gouvernementales de dérégulation à l'ordre du jour partout dans le monde à l'époque.

Au plus tard au milieu des années 1980, une deuxième offensive bourgeoise sur le terrain de la défense de l'environnement s'était avérée nécessaire : il fallait apporter des solutions, surtout au niveau de la politique concrète, à de telles contradictions. Le rapport Brundtland (« *Our Common Future* »), adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 1988, en est une expression. Il est déjà entièrement marqué par la conviction bourgeoise que le capitalisme, tout en portant malheureusement atteinte à l'environnement, sera en même temps en condition de prendre les mesures de réparation nécessaires. Il prétendait ainsi rassembler les éléments d'une nouvelle croissance plus équilibrée (« *développement soutenable* »).

Les années 1990 ont accentué la contradiction entre les promesses de nouvelles régulations internationales du capitalisme mondialisé et la brutalité de ses conséquences sociales et environnementales. La Déclaration de Rio, issue du sommet de la Terre (1992), a certes énoncé quelques principes, comme le principe de précaution, qui représentent une avancée dans la prise de conscience des données de la crise écologique. Ni l'Agenda 21, un vaste fourre-tout de 2500 mesures, ni les conventions internationales sur la biodiversité ou les change-

ments climatiques, n'ont débouché sur les solutions radicales nécessaires. Tandis que la création de l'OMC soumet plus encore l'environnement aux effets de la libéralisation du commerce international, ces conventions sont restées largement en échec. Les proclamations en défense de la biodiversité sont impuissantes face à la dégradation continue des milieux naturels. Sur le plan politique, elles se heurtent aux intérêts des multinationales de l'agrochimie et de la pharmacie qui cherchent à s'approprier le vivant par l'expansion des OGM et le brevetage des gènes.

Le protocole de Kyoto (1997) sur l'effet de serre a été rejeté par l'administration Bush supportée par les lobbies énergétiques. L'accord fragile intervenu en 2001 entre les autres pays impérialistes ne leur impose aucune mesure domestique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et revient à renoncer aux objectifs déjà très insuffisants inscrits dans le protocole initial. En effet, le protocole ne propose qu'un objectif de baisse de 5,2 % des émissions de CO₂, alors qu'il faudrait réduire ces émissions de plus de 50 % pour que la concentration de CO₂ dans l'air ne dépasse pas 550 ppm, le double du niveau de l'ère préindustrielle, et que la température moyenne sur le globe ne monte pas de plus de 2°C !

125 milliards de dollars sur 10 ans avaient été annoncés à Rio pour ces politiques de défense de l'environnement à l'échelle internationale. En 1996, seuls 315 millions de dollars avaient été investis. Entre les idées réformistes prônées dans le rapport Brundtland, puis à Rio, et le modèle ultra-libéral de l'impérialisme dominant, ce dernier l'a pour le moment emporté. Le sommet de Johannesburg en septembre 2002 s'est traduit par un cinglant échec : aucune mesure significative internationale n'a été actée. Par contre ce sommet a montré qu'en quelques années les grandes multinationales avaient réussi à faire prévaloir leurs vues dans les enceintes des institutions internationales. Elles ont ainsi disposé d'une tribune pour promouvoir la privatisation des ressources et des biens publics au travers de notions telles que les « *partenariat public/privé* ». Le Forum mondial de l'eau de Kyoto fin mars 2003 a confirmé les mêmes orientations.

Les ONG, fortement présentes à Rio et depuis lors, se sont parfois laissées enivrer par les discours environnementalistes du G7 et des institutions internationales. Pour l'avenir, elles n'auront guère d'autres choix qu'entre une intégration complète comme vernis écologique du capitalisme ou le retour à une critique écologiste radicale, qui a été au fondement de nombre d'entre elles.

Aujourd'hui, une approche pratique des problèmes de l'environnement fait partie du programme de tout gouvernement bourgeois. En général, on s'efforce de fixer des limites à la pollution de l'air, de la terre et de l'eau. S'y ajoutent des plans progressifs de réduction des effets dangereux des résidus des processus de production. Ces plans font péniblement l'objet d'accords internationaux. En fin de compte, une telle politique n'est que du rafistolage : elle reste toujours insuffisante pour contrecarrer les destructions qui se produisent réellement. Les programmes économiques et les orientations politiques concernant « *l'économie écologique de marché* » prennent eux aussi de l'importance. Jusqu'à présent, les tentatives de tourner intrinsèquement l'économie capitaliste vers un fonctionnement respectueux de l'environnement n'ont pas dépassé le stade de la théorie.

Cependant dans le contexte de mondialisation capitaliste, une vaste offensive est en cours pour imposer un système de « *marchés de droits à polluer* » à l'échelle mondiale dans le cadre de la lutte pour la réduction de la quantité de gaz à effet de serre. Mis en avant par les États-Unis, ce mécanisme a été accepté par l'Union Européenne. Il comporte de graves dangers qu'il convient de combattre. En premier lieu, il ouvre la voie à un renforcement de la dépendance des pays sous-développés par rapport à ceux du Nord : dans un dispositif où chacun dispose de son quota monnayable de pollution, le pouvoir de décider appartient à ceux qui disposent de la puissance financière pour marchander la pollution à leur guise. Les pays du Sud et de l'Est, fortement endettés, risquent fort de vendre leur quota aux pays du Nord, pourtant déjà largement les plus pollueurs.

Ensuite le système vise à transformer la pollution en marchandise, donc en source de profit. Comment imaginer dans ces conditions que cela permette une réduction effective de la pollution ?

Enfin, il faut souligner que ce dispositif, pièce maîtresse de l'offensive libérale dans le domaine environnemental, a pour objectif de désamorcer la charge subversive de la critique écologique dont la logique tend à remettre en cause le fonctionnement d'ensemble du système capitaliste : il s'agit d'accréditer l'idée que le marché est le meilleur instrument de lutte contre la pollution, que plus de capitalisme rendrait le capitalisme intrinsèquement « *propre* ».

Cette idée doit être combattue au même titre que la thèse selon laquelle la protection de l'environnement pourrait devenir le moteur d'une « *nouvelle modernisation de*

l'économie capitaliste ».

Un véritable fossé sépare les États riches des États pauvres. Si, dans les pays impérialistes riches, on a réussi ces dernières années à endiguer quelques-uns des phénomènes les plus graves de pollution et de destruction, dans les pays pauvres, même les moindres mesures nécessaires échouent face aux problèmes de financement ou face à l'intérêt de quelques entreprises qui réalisent leurs profits, en grande partie, justement en dégradant l'environnement. Devant ces obs-

tacles, des idéologues réactionnaires et aussi certains écologistes soutiennent parfois l'idée que la surpopulation serait une cause essentielle des problèmes environnementaux et qu'une politique coercitive de contrôle démographique est nécessaire dans les pays sous-développés. Cette thèse est porteuse d'une conception fondamentalement autoritaire, voire raciste, de l'organisation sociale. Elle doit être dénoncée avec la plus grande vigueur.

VII. Expériences d'organisation politique du mouvement écologique

Dans un nombre croissant de pays, des partis verts se développent. En Europe occidentale, ils ont acquis une représentation parlementaire dans des pays aussi différents que l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Belgique, la Suède ou le Portugal et constituent un groupe significatif du Parlement Européen avec 47 députés. Ils participent ou ont participé avec des coalitions de gauche aux gouvernements de trois pays de l'Union : Allemagne, France et Belgique. Des partis verts existent de même dans des pays dépendants (Brésil, Turquie, etc.). Aux USA, la candidature de Ralph Nader aux élections présidentielles symbolise l'émergence politique, à partir des luttes anti-mondialisation, d'un front rassemblant défenseurs de l'environnement, jeunes et syndicalistes.

Le développement d'organisations et de partis verts depuis une vingtaine d'années s'expliquent bien sûr par l'émergence d'une crise écologique à dynamique globale, mais ne peut se comprendre sans des facteurs politiques supplémentaires, comme le manque de perspectives générales des directions traditionnelles du mouvement ouvrier ou l'absence de percée révolutionnaire en Europe capitaliste après 1968.

Il est complètement erroné de mettre dans le même sac les diverses expériences « vertes ». Selon les pays, les cultures politiques, leur origine historique concrète, elles ont des caractéristiques spécifiques. La palette va d'une forte influence de forces bourgeoises et petites-bourgeoises jusqu'à la cohabitation de courants gauches, alternatifs, éco-socialistes, en passant par des groupements verts réformistes. On peut dire d'une façon générale et avec toute la prudence qui s'impose que :

- il s'agit de tentatives d'organisation dans la gauche réformatrice qui se situent, le plus souvent, à gauche des directions traditionnelles ;
- bien que leur base sociale soit souvent

composée à 75 % de salariés, ces courants ne se considèrent pas comme faisant partie du mouvement ouvrier ;

● tout en étant souvent nés comme des structures électorales informelles sur des plates-formes centrées sur l'écologie, les mouvements verts ont pris des positions critiques dans d'autres domaines aussi (politique sociale, course aux armements, « *Tiers-Monde* », etc.) ;

L'activité des Verts est caractérisée par la combinaison d'une critique souvent correcte d'injustices sociales sectorielles et des « *stratégies* » réformatrices illusoire. Dans la plupart des cas, l'activité gouvernementale ou parlementaire étouffe quasiment l'activité militante du parti vert, favorise l'apparition de formes traditionnelles de délégation de pouvoir, et par-là même tend à désamorcer le caractère radical du mouvement. Pire, les Verts allemands, par exemple, sont en passe

VIII. La IV^e Internationale et la crise écologique

Comme nous l'avons vu dans le chapitre IV, nous trouvons dans la pensée marxiste originelle les prémisses d'une critique écologique radicale du capitalisme. Mais, comme ce fut le cas pour la plupart des partis du mouvement ouvrier, cette problématique n'a pas été abordée dans les premières années d'existence de notre Internationale. Il serait inutile de la chercher, par exemple, dans le Programme de transition, qui est le document programmatique de base du congrès de fondation en 1938. Dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, les marxistes révolutionnaires n'ont pas du tout ignoré la destruction de l'environnement et la pollution de l'air et de l'eau. Mais ces phénomènes n'étaient considérés que comme l'une des conséquences néfastes d'un système exploiteur et inhumain et non perçus comme un phénomène global qui menace de détruire les bases même de toute vie.

de perdre toute la charge utopique contenue dans la critique écologiste, et de se transformer en un simple « *parti de réforme* » parmi d'autres. Cette dérive institutionnelle sera accentuée avec les concessions sur le dossier nucléaire, la guerre du Kosovo et le cours de plus en plus néolibéral de la politique gouvernementale. Pour autant, il est vain de spéculer sur le rythme et les formes possibles des évolutions encores à venir dans les partis écologistes et sur la question de savoir dans quelle mesure la succession de décisions prises par les Verts pourrait faire système en modifiant ainsi leur caractère.

Les marxistes révolutionnaires jugent les acteurs politiques non pas en premier lieu en fonction de leurs affirmations, de leurs programmes ou de la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes, mais d'après leur fonction réelle dans la lutte de classe. De façon générale, on peut affirmer que l'apparition d'organisations et de partis verts n'a pas eu d'effets rétrogrades, mais a, dans nombre de cas, élargi le champ d'action de la gauche. Loin de les ignorer, il s'agit plutôt de développer face à eux une politique active : actions communes, débat sur leurs positions théoriques, etc. Dans certains pays, ont surgi des partis de protestation et des mouvements écologiques qui rassemblent électoralement et organisent une partie du potentiel critique social. Il appartient à chaque section de l'Internationale de juger concrètement de la meilleure forme de coopération avec de tels partis ou mouvements.

Ceci a changé depuis le début des années 1970, lorsque la tendance autodesstructrice de la société capitaliste était devenue un sujet largement discuté et repris, notamment par des idéologues bourgeois du Club de Rome en 1972. Des articles et des études écrits par des membres de notre mouvement sont apparus.

Mais le véritable test pour les organisations du mouvement ouvrier a été la naissance d'un mouvement populaire contre l'énergie nucléaire, surtout au Japon, en Europe de l'Ouest et aux États-Unis.

Pratiquement toutes les sections de la IV^e Internationale ont été impliquées dans ces mouvements de masse, même si très peu de sections ont trouvé les moyens de consolider leur travail écologique quand le mouvement antinucléaire a commencé à décliner. L'expérience de ces mouvements a cependant frayé son chemin dans nos discussions

Écologie et socialisme

pour les congrès mondiaux. Tandis que dans les textes du X^e congrès (1973), l'écologie ou les problèmes qui lui sont liés ne sont même pas mentionnés, au congrès suivant, en 1979, la lutte contre l'industrie nucléaire est considérée comme « *une question de survie de la classe ouvrière* » et on déclare que la tâche de l'Internationale et de ses sections est de « *renforcer le mouvement en entraînant les ouvriers industriels* » dans sa lutte. Au congrès de 1985, les positions sont mieux élaborées. Les documents donnent une analyse plus détaillée pour chacun des trois secteurs de la révolution mondiale. La résolution principale appelle l'Internationale et ses sections à avancer de plus en plus la question écologique dans leur propagande et leurs activités et à organiser des actions communes avec les mouvements écologistes. En 1990, un projet de résolution sur l'écologie fut rédigé par une commission composée de membres de différentes sections de l'Internationale, et présenté à la discussion du XIII^e Congrès, mais il fut décidé d'approfondir le débat avant d'adopter un document.

Aujourd'hui, la IV^e Internationale considère la destruction de l'environnement comme un des principaux dangers qui menacent l'humanité, un problème qui donne un sens nouveau à la fameuse formule de Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie. Elle voit dans l'engagement du mouvement ouvrier et de ses organisations dans la lutte contre la destruction de la planète sa tâche principale dans ce domaine et elle s'efforce de frayer le chemin de la collaboration du mouvement social et du mouvement écologique, non seulement contre les différentes formes de destruction, mais aussi contre le système qui les détermine. Elle veut contribuer à la discussion dans ces mouvements et essaye de contrecarrer les illusions largement répandues sur la possibilité d'un capitalisme « *propre* ».

Dans de nombreux pays, l'Internationale participe activement aux luttes en cours, comme celle contre les OGM ou contre la destruction de la forêt amazonienne au Brésil. Les sections européennes sont de plus en plus impliquées dans le mouvement écologique de leur pays. Dans nos analyses, le problème écologique constitue un des pôles les plus importants autour desquels la restructuration du mouvement ouvrier doit s'opérer.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de problèmes avec l'intégration de ces « *nouveaux* » thèmes dans l'activité de notre mouvement. Beaucoup de camarades ont continué à considérer les problèmes écologiques comme une contradiction du capita-

lisme parmi d'autres. Ils ne les ont pas conçus comme des problèmes étroitement liés aux luttes quotidiennes pour la survie de la classe ouvrière, contre des conditions de vie et de travail inhumaines, contre le danger de guerre. La plupart des sections n'ont commencé à se poser les problèmes écologiques que lorsqu'ils ont fait les gros titres de la presse à la suite des actions d'autres forces. Il s'en est suivi que le débat au sein de l'Internationale a été relativement lent. Tandis que d'autres courants et individus discutent de la question de l'écologie et du socialisme depuis des dizaines d'années, les marxistes révolutionnaires sont restés plutôt

silencieux. Il est de plus en plus clair que les marxistes doivent faire un effort spécial pour appliquer leur méthode aux questions posées. Il n'est pas possible de se limiter à prendre quelques éléments de la pensée écologique et de les peindre un peu en rouge.

La IV^e Internationale ne veut pas seulement contribuer aux discussions sur la politique écologique concrète. Elle veut aussi faire les pas en avant politiques et organisationnels nécessaires aux actions de masses. Car ce n'est que par l'action du mouvement de masse que les conditions actuelles pourront être changées.

IX. Programme d'action

Aujourd'hui, il existe à travers le monde une multitude d'initiatives et de mouvements contre le pillage et la destruction de la nature. La IV^e Internationale soutient ces initiatives et ces mouvements et y participe parfois d'une façon critique, car les positions générales de certains écologistes sont souvent plutôt confuses. Les expériences du mouvement écologique montrent que seules de larges mobilisations et des protestations de masse permettent de gagner l'opinion publique et d'obtenir des succès réels.

A. Propositions

Rappelons ici quelques problèmes écologiques fondamentaux qui doivent être résolus sous peine de disparition de l'humanité. Toutes ces questions ne peuvent être abordées qu'à l'échelle internationale. C'est sur ce terrain que nous voulons concentrer nos forces — par exemple, dans le cadre de campagnes transnationales —, avancer nos propositions et montrer par quels moyens celles-ci peuvent être réalisées.

Ces mobilisations peuvent se faire autour des propositions suivantes, qui ne se veulent nullement exhaustives :

REVENDICATIONS :

- rupture radicale, dans les pays du « *Tiers-Monde* », avec le système agricole exploiteur de la production pour l'exportation, système qui est source de faim et de misère ;
- contre l'agro-business capitaliste destructeur de l'environnement et générateur de crises sanitaires graves (ex. la « *vache folle* ») ;
- sortie immédiate du cycle nucléaire ;
- non à la destruction des forêts tropicales et à la dégradation des forêts dans les pays industrialisés ;
- les mers, les fleuves, les lacs ne doivent plus être considérés comme poubelles ;

- contre le brevetage capitaliste du vivant ;
- moratoire sur les OGM ;
- non à l'appropriation privée de biens publics, tels que l'eau ;
- halte à la destruction accélérée des espèces vivantes et sauvegarde de la bio-diversité ;

ALTERNATIVES :

- dans le « *Tiers-Monde* », un système de production agricole qui garantisse d'abord la satisfaction des besoins élémentaires de la population ;
- utilisation rationnelle et planifiée de l'énergie face au pillage des sources d'énergie non-renouvelables : développement de sources d'énergie alternatives comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne, la biomasse, etc. ;
- organisation de l'exploitation agricole selon des critères écologiques ;
- face au développement du transport individuel, développement des transports en commun et des chemins de fer ;
- une politique radicale tendant à éviter les déchets et à les recycler : des installations de filtrage, d'épuration etc. ne suffisent pas à elles seules, il faut une conversion industrielle fondamentale qui évite à priori la pollution à la source.

COMMENT RÉALISER CES ALTERNATIVES ? Il faut lutter pour :

- une réforme agraire profonde dans les pays du « *Tiers-Monde* » ;
- l'annulation intégrale de la dette des pays sous-développés ;
- le développement de plans d'énergie alternatifs élaborés par le mouvement ouvrier et le mouvement écologique en collaboration avec des scientifiques progressistes ;
- la levée du secret d'entreprise (qui permet, par exemple, de cacher les émissions

toxiques) et l'obligation de tenir des registres spécifiant les matières premières et produits utilisés, libre accès à ces registres ;

● la mise sur pied d'un « *contre-pouvoir écologique* » par le truchement du contrôle social de la production ;

● une production répondant à des critères écologiques, basée sur le principe de la satisfaction des besoins, et non sur le principe des profits ou sur le pouvoir de la bureaucratie ;

● une société socialiste, libre, démocratique, pluraliste et autogestionnaire, respectant l'environnement.

B. Convergences entre l'écologie et le social

Dans une large mesure, la crise écologique et la crise sociale sont alimentées par des mécanismes identiques. Les intérêts des grands lobbies économiques, la dictature toujours plus exclusive des « *marchés* », l'ordre mondial incarné par l'OMC, le FMI, la BM et le G8, etc., contribuent à l'épuisement conjoint des humains et de la nature. Des facteurs communs étant à l'œuvre dans les crises écologique et sociale contemporaines, des remèdes communs peuvent et doivent être avancés : il faut briser l'étau du « *libéralisme économique* » pour placer au centre des choix les besoins humains et les contraintes écologiques. D'où cette communauté de combat que l'on retrouve entre l'écologie et le social, ces terrains immédiats de convergences.

1. La défense des services publics

L'exemple des transports illustre combien une logique de service public est nécessaire pour répondre de façon cohérente aux impératifs sociaux et écologiques. En Europe, la logique libérale exige la réduction du réseau ferroviaire aux modes et aux lignes « *rentables* », favorisant pour le reste l'accroissement du « *tout routier* ». Les exigences sociales (transports publics bon marché, réseau complet irriguant le territoire, normes de salaires et de travail acceptables), de même que les exigences écologiques (réduction des modes de transports les plus polluants, physiquement les plus destructeurs et énergétiquement les plus coûteux), nécessitent le développement des transports en commun dans une logique de service public. Il en va de même en bien d'autres domaines.

Mais ce constat ne clôt pas le débat sur l'organisation contemporaine d'un service public. En effet, les monopoles d'État sont susceptibles d'élaborer leur politique en

fonction d'objectifs non-démocratiques (dans l'énergie, par exemple, liens entre pétroliers et intervention impérialiste en Afrique, ou liens entre nucléaire civil et militaire), selon des modes de gestion et des modèles productifs étroitement capitalistes, en fonction de normes de rentabilité calquées sur celles des monopoles privés.

2. La lutte pour l'eau et contre les pollutions

On prend de plus en plus conscience du coût humain (atteintes à la santé, hausse des prix, etc.) et naturel (atteintes à la biodiversité) des pollutions, ainsi que du rôle que jouent nombre d'intérêts économiques établis, dans leur aggravation. Prépondérance de l'automobile, pollution atmosphérique et problèmes croissants de santé dans les centres urbains. Prépondérance de l'agro-industrie et pollution brutale des eaux, ou pollution difficilement réversible des nappes phréatiques. Prépondérance du lobby nucléaire et accumulation pour de très longues durées des déchets radioactifs, en France et dans d'autres pays. Prépondérance de grands intérêts privés et augmentation socialement insupportable du coût de l'eau potable au Nord — et absence massive d'accès à l'eau potable au Sud... Dans chacun de ces domaines, combat écologique et combat social exigent d'opposer une logique alternative à celle des groupes économiques dominants.

La question de l'eau est déjà l'objet de luttes sociales de masse, dans les pays du Nord (Espagne) comme dans ceux du Sud (Bolivie). Il s'agit de combattre aussi bien contre les privatisations que contre les pollutions, résultant des pratiques industrielles et agro-industrielles capitalistes. C'est une question clé du mouvement altermondialiste, qui a déjà mis la lutte pour l'eau à l'ordre du jour de différents Forums régionaux et mondiaux.

La gravité des problèmes de pollution et de santé publique contribue à faire évoluer les consciences. Il devient plus difficile de présenter les enjeux dits écologiques comme des questions marginales, étrangères aux questions sociales, comme des préoccupations élitaires, un luxe pour petit-bourgeois. En Europe, la crise de la « *vache folle* » représente probablement un point d'inflexion majeur, analogue à Tchernobyl pour le nucléaire : elle a mis en lumière l'acuité du danger intrinsèquement contenu dans le mode de production incarné par l'agro-industrie.

Il faut également combattre sans concession les solutions illusoire telles que

les marchés de droits à polluer que les pays du Nord cherchent à imposer à la planète. La pollution ne doit pas se marchander, mais être éradiquée.

3. En défense de l'emploi

Une politique de protection de l'environnement est porteuse d'emplois dans de nombreux secteurs. Il y a plus. Des logiques économiques dominantes, qui surexploitent la nature, créent aussi le chômage. C'est clairement le cas avec l'agro-industrie qui désertifie les campagnes du double point de vue des espaces (réduction draconienne de la variété des paysages et de la biodiversité) et humain (réduction draconienne de l'emploi et exode rural). C'est aussi le cas dans l'industrie automobile qui licencie massivement tout en augmentant sa capacité de production et qui impose sa dictature sur les modes de transports, d'aménagement du territoire ou de développement urbain. Des logiques socio-économiques alternatives permettent de définir un mode de production à la fois moins prédateur vis-à-vis de la nature ou du mode de vie, et plus riche en emplois.

En particulier, il est important de formuler un programme écologique en lien avec le mouvement syndical, autour de thèmes comme :

- ① le rapport entre santé des travailleurs et environnement : les productions toxiques nuisent aussi bien aux ouvriers qu'à la nature ;
- ② la nécessité d'un contrôle ouvrier sur la production, pour imposer des techniques non polluantes ;
- ③ la reconversion écologique de l'industrie, des transports et de l'agriculture comme politique créatrice d'emplois. Il ne s'agit pas de garantir les postes de travail actuels — centrales nucléaires, usines d'armement — mais de garantir à tous un emploi et un revenu, quelle que soit la restructuration nécessaire de la production.

4. La lutte pour la terre

Il s'agit d'un des vecteurs les plus essentiels de la convergence entre mouvements sociaux et écologiques à l'échelle internationale. Ce n'est pas un hasard si les mouvements paysans les plus radicaux du point de vue social sont aussi ceux qui ont la conscience écologique la plus avancée. Il s'agit de lutter contre l'agro-business pollueur, avec ses OGM, ses engrais et ses pesticides qui empoisonnent l'environnement, en refusant l'agriculture capitaliste destructrice du sol et des forêts. Dans les pays du Sud, ce

Écologie et socialisme

combat est inséparable de celui pour une réforme agraire radicale, contre la monopolisation de la propriété foncière par les latifundistes, et pour une redistribution de la terre. Mais la lutte pour une agriculture alternative, respectant l'environnement, et fondée sur le travail paysan, les coopératives, les collectivités rurales ou les communautés indigènes est un défi planétaire, qui concerne aussi bien le « Tiers-Monde » que les métropoles capitalistes. Un des acteurs les plus conséquents dans cette bataille pour la terre est la « *Via Campesina* », réseau international de la gauche paysanne, qui regroupe des mouvements aussi importants que le MST brésilien ou la Confédération Paysanne française. Ces mouvements sociaux sont porteurs d'une autre conception de la production agricole, visant à satisfaire les besoins sociaux de la population plutôt que ceux du marché capitaliste mondial, et respectant le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes.

5. Abolir le système de la dette

Le « *développement par l'endettement* », impulsé à l'origine par les puissances financières du Nord, a débouché sur un système de contrôle de la politique économique des pays débiteurs (surtout du Sud) et le renforcement des pouvoirs du FMI et de la BM (y compris au Nord). Le diktat du service de la dette et les canons ultra-libéraux de l'OMC ont des conséquences dramatiques pour les sociétés humaines (destruction des protections sociales, des cultures vivrières...), ainsi que sur la nature (destruction des ressources naturelles pour l'exportation...). Les mécanismes fondamentaux de ce système de domination doivent donc être combattus tant du point de vue social qu'écologique.

Les règles commerciales instaurées par le GATT, puis l'OMC, renforcent la domination des grandes multinationales du Nord. En imposant l'ouverture des marchés locaux à leurs produits, elles accentuent les dépendances (y compris alimentaires), minent les équilibres sociaux et accroissent irrationnellement les échanges internationaux, nourrissant ainsi la crise énergétique et écologique.

6. Long terme et démocratie

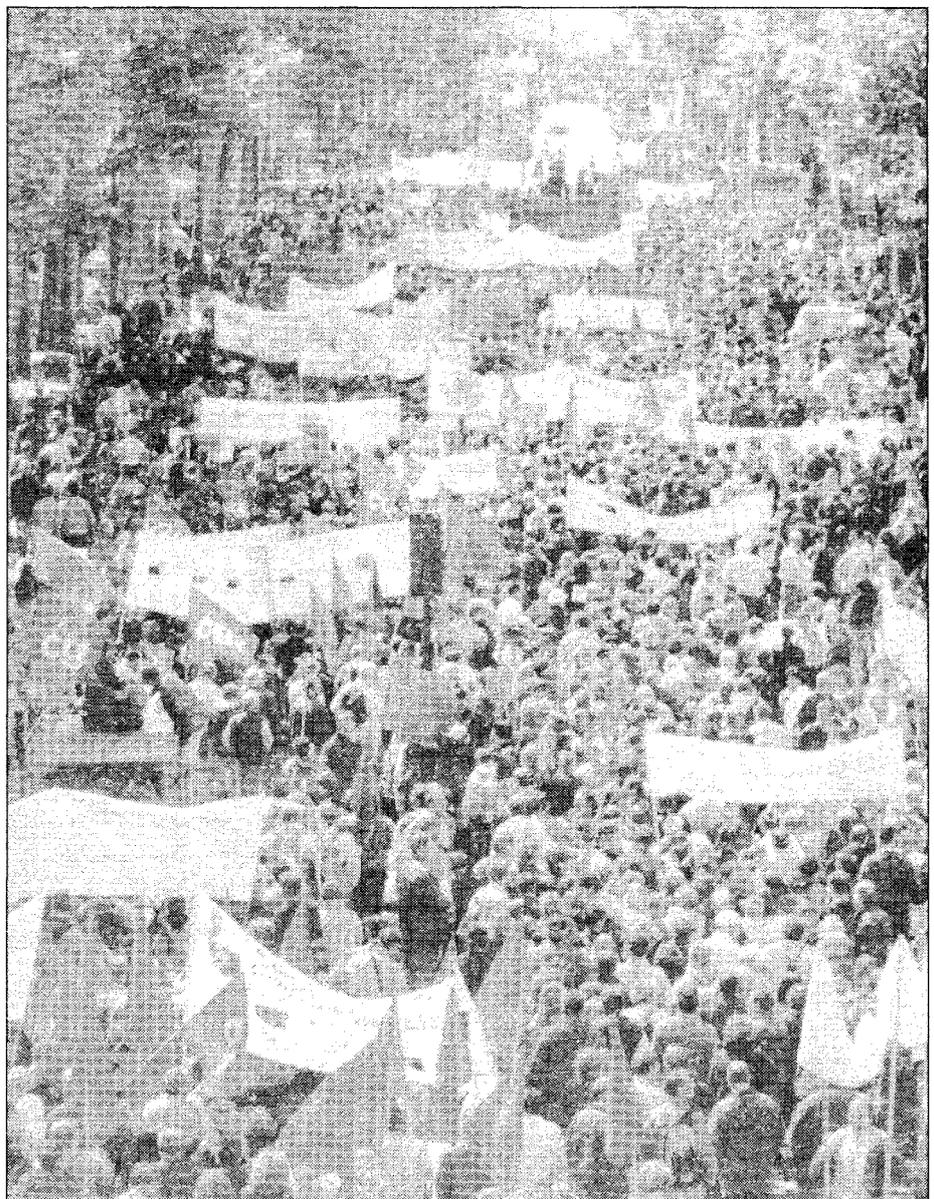
La question écologique exige la prise en compte de contraintes à très long terme, les rythmes naturels appartenant à des temps bien différents de celui, nécessairement court, du marché. De nombreux besoins sociaux (éducation, santé, etc.) réclament aussi, pour être correctement traités, un

temps plus long que celui du « *marché roi* » — c'est d'ailleurs l'une des principales raisons d'être du service public au sens vrai. Contraintes écologiques et besoins humains exigent conjointement de nos politiques alternatives qu'elles intègrent ces temps longs et très longs qui relèvent de la solidarité intergénérationnelle. L'écologie, après la défense des besoins sociaux, donne une légitimité nouvelle à la notion de planification, car qu'est-ce que prendre en compte le long terme si ce n'est planifier ? Mais l'écologie a aussi contribué à la critique au fond des expériences bureaucratiques conduites à l'Est.

Cette indispensable rencontre entre l'écologique, le démocratique et le social est-elle possible ? Oui, parce que les crises écologique et sociale contemporaines ont une origine commune, dans le capitalisme précisément. A causes communes, solutions communes. Loin d'être intrinsèquement « *négatif* », l'anticapitalisme permet ici de

percevoir le terrain de rencontre des combats écologiques et sociaux. Il aide de même à définir des alternatives communes, positives et solidaires. Il éclaire à la fois les causes et les solutions. En revanche, si elle se refuse à intégrer la critique du capitalisme, l'écologie politique risque de s'affaïsser, de perdre toute radicalité et de se replier sur des propositions élitistes, finalement antidémocratiques, socialement inégalitaires, à la fois impotentes et injustes.

Il s'agit bien d'un lien, pas d'une simple identification de l'écologie à sa portée sociale. La pensée écologiste introduit en effet une dimension majeure que l'on ne retrouve pas telle quelle dans la pensée sociale : l'analyse des rapports entre sociétés humaines et nature. C'est son apport original, son terrain propre. Disons donc qu'il ne faut ni « *rabattre* » la question écologique sur le seul terrain social, ni ignorer l'antagonisme social au nom des enjeux écologiques planétaires. ■



SUR LA LIBÉRATION LESBIENNE/GAY

Depuis la fin des années 1960, les mouvements de libération gays/lesbiennes se sont considérablement renforcés numériquement et se sont étendus à tous les continents. Ils ont réussi à marquer des points importants dans certains pays alors que la plupart des autres mouvements sociaux restaient sur la défensive. Depuis les années 1980, il est apparu des mouvements lesbiens/gays dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est, où ils n'existaient pas dans le passé ; ils ont repris des forces dans des pays américains-clé (Mexique, Brésil, Argentine), où ils avaient reculé, et ont à plusieurs reprises mobilisé des centaines de milliers de personnes en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Les leçons essentielles que nous avons apprises au travers de notre participation à ces mouvements, et qui sont exprimées dans ce texte, sont :

❶ L'oppression dont sont victimes les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) est une réalité dans tous les pays du monde. L'association SIDA-homosexualité a conduit à la condamnation globale du sexe entre hommes et aux actes sexuels en dehors de la famille hétérosexuelle monogamie. La sexualité en général est une question politique.

❷ Le lien entre l'oppression des LGBT et celle des femmes est essentiel dans notre conception, et les luttes de libération sont par conséquent étroitement liées.

❸ Nous défendons la nécessité de mouvements autonomes des LGBT — comprenant que l'oppression ne peut être combattue sans auto-organisation.

❹ Nous luttons pour que soit compris le lien entre la lutte des LGBT et le mouvement ouvrier, en évitant de subordonner le combat lesbien/gay à tout autre mouvement.

❺ Nous luttons pour une approche internationaliste de cette question. Dans tous les pays du monde, les LGBT sont opprimés, même si c'est de différentes manières. Le mouvement a besoin de s'organiser à l'échelle internationale et en solidarité avec les plus opprimés.

❻ Pour mettre en oeuvre ces objectifs, nous devons d'abord mettre de l'ordre dans notre maison — la gauche révolutionnaire. Cela nécessite de transformer nos organisations sous de multiples aspects.

Les activistes de gauche lesbiens/gays ont mené de longues et dures luttes pour obtenir compréhension et soutien au sein du mouvement ouvrier. Ils ont été confrontés à l'opposition et aux préjugés de l'ensemble des courants de la gauche jusqu'aux années 1970 et au-delà. Les partis sociaux-démocrates et les mouvements ouvriers n'ont en général pas répondu positivement aux questions de libération sexuelle. Mais les efforts des activistes lesbiens/gay pour se lier au mouvement ouvrier ont parfois été couronnés de succès, pratiquement dès la naissance du mouvement lesbien/gay à la fin du XIX^e siècle.

Dans les premières décennies du XX^e siècle, les revendications du Comité scientifique et humanitaire allemand (fondé en 1897), ainsi que d'autres organisations européennes, pour les « réformes sexuelles » ont souvent été appuyées par les partis communistes et sociaux-démocrates, rarement par les partis bourgeois, ainsi que par un seul des gouvernements alors au pouvoir : le gouvernement bolchevique d'Union Soviétique. Même sous les Bolcheviks, le soutien à la libération sexuelle n'allait pas de soi, comme

on peut le voir à la lecture des écrits de Kollontai.

La victoire du stalinisme en Union Soviétique se traduit par la liquidation de nombreux acquis pour les femmes et l'émancipation sexuelle, et généralisa les préjugés anti-homosexuels dans pratiquement l'ensemble des partis staliniens et mao-staliniens, des années 1930 aux années 1980. Mais l'affirmation du mouvement lesbien/gay de libération vers la fin des années 1960 — début 1970 en Europe occidentale, et en Amérique du nord et du sud, coïncida avec une nouvelle avancée de la gauche radicale et révolutionnaire. Le féminisme et particulièrement le féminisme socialiste furent cruciaux pour les progrès de la libération lesbienne/gay, dans le contexte d'une remise en cause globale de la société.

Ce texte entend :

- ❶ définir les bases du soutien des marxistes-révolutionnaires à la libération lesbienne/gay ;
- ❷ développer les positions de la IV^e Internationale sur quelques questions centrales ;
- ❸ définir notre tactique dans la construction du mouvement lesbien/gay ;
- ❹ suggérer comment la libération lesbienne/gay peut et devrait se refléter dans le profil politique de nos organisations et leur vie interne.

I. Les bases de l'oppression

1. Bien que les niveaux de persécution ou de tolérance soient très variés, on ne trouve nulle part aujourd'hui dans les sociétés capitalistes l'égalité complète ou la liberté pour les lesbiennes, les hommes gays, les personnes bisexuelles ou transgenre (voir définition au point 18). L'hétérosexisme, l'oppression à laquelle ils sont soumis, s'exprime — comme le sexisme — « dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la politique, de l'emploi, de l'éducation, et jusqu'aux aspects les plus intimes de la vie quotidienne », selon les termes de la résolution sur la libération des femmes adoptée par la IV^e Internationale en 1979.

2. L'hétérosexisme est enraciné dans l'institution de la famille hétérosexuelle, patriarcale, caractéristique du capitalisme. La famille est « l'institution socio-économique fondamentale pour la reproduction, d'une génération à l'autre, des divisions de la société en classes », pour reprendre encore les termes de la résolution de 1979 sur la libération des femmes. Avec la forme qu'elle a prise sous le capitalisme, la famille « fournit le mécanisme le moins cher et le

* Cette résolution a été adoptée par le Congrès par 98,96 % des mandats, 0 contre et 1,04 % d'absten-

Libération lesbienne/gay

plus idéologiquement acceptable de reproduction de la force de travail humain », par le recours au travail gratuit, le plus souvent féminin, pour s'occuper des enfants et des vieux, ainsi que des adultes en âge de travailler, et « elle reproduit en son sein les rapports hiérarchiques et autoritaires nécessaires au maintien de la société de classes dans son ensemble ». Ce type de famille est particulièrement aliénant pour les femmes et les enfants. Au centre de ces rapports, que la famille reproduit plus ou moins fidèlement dans la société capitaliste de génération en génération, se trouve l'amour hétérosexuel, réputé en dernière instance être le fondement du mariage et de la création de nouvelles familles, ainsi que l'amour des parents, qui doit lier les adultes à leurs enfants biologiques dans une relation qui combine affection, responsabilité et autorité. Les directions de l'État, de la médecine et de la psychiatrie sont structurées de façon à promouvoir la stabilité et la reproduction hétérosexuelles, et à stigmatiser, décourager ou même supprimer les autres formes de sexualité, souvent définies comme anormales, pathologiques ou irresponsables.

Aussi longtemps que la société est organisée sous un mode qui postule que les besoins fondamentaux seront rencontrés dans la famille, tous ceux qui en sont exclus ou choisissent de ne pas y vivre auront des difficultés à pourvoir à leurs besoins. Cette forme de famille sous le capitalisme présuppose et reproduit une norme hétérosexuelle, qui imprègne l'État et la société et opprime tout qui s'en écarte. Pour autant que l'amour hétérosexuel est la base de la formation d'une famille, les personnes dont la vie émotionnelle et sexuelle repose largement sur l'amour pour le même sexe sont marginalisées de la vie de famille. Aussi longtemps que la famille sera un lieu central pour l'éducation des enfants, les enfants lesbiens/gays/bisexuels/transgenres (LGBT) grandiront dans l'aliénation (encore plus que les enfants et les jeunes en général), et ils seront souvent privés de la présence d'adultes, particulièrement les adultes non mariés, et d'autres enfants auxquels ils ne sont pas biologiquement liés. Aussi longtemps que seuls le désir et l'amour hétérosexuels imprèneront cette culture capitaliste de consommation, les personnes LGBT se vivront comme invisibles. Aussi longtemps que l'hétérosexualité restera définie comme la norme par les directions de l'État, de la médecine et de la psychiatrie, les personnes LGBT seront explicitement ou implicitement discriminées et marginalisées. Les lois répressives et la discrimination sociale largement répandue intensifient cette oppression dans

la plus grande partie du monde, mais le rejet des lois répressives et le combat contre la discrimination sociale ne pourront à eux seuls mettre fin à cette oppression.

3. Pour des millions de personnes aujourd'hui, dans le monde entier, en particulier mais pas seulement — et de loin — dans les pays dépendants, l'érotique du même sexe ne peut se vivre qu'épisodiquement, aux marges des vies de famille hétérosexuelles, en se cachant le plus souvent des parents s'ils vivent encore avec eux, ou de leurs conjoints de l'autre sexe. Des millions de femmes se marient pour survivre, étant donné le choix très limité de possibilités sociales et économiques qui leur sont ouvertes ; ces pressions pèsent également sur les hommes, dans une moindre mesure. Pour des milliers d'hommes et de femmes, l'échec à se conformer à la norme hétérosexuelle va de pair avec l'échec flagrant à se conformer aux normes de masculinité et de féminité, ce qui rend difficile ou impossible d'assumer les rôles hétérosexuels. Des milliers de personnes transgenres incapables ou se refusant à s'adapter aux familles socialement reconnues, incapables ou se refusant à vivre comme « de vrais hommes » ou « de vraies femmes », sont bannies jusqu'aux bornes extrêmes du marché du travail et de la société, condamnées pour survivre au commerce sexuel ou d'autres besognes de parias, confrontées au mépris général et à des assauts violents. Beaucoup de personnes LGBT de par le monde subissent la répression comme une réalité quotidienne : prison, viol, torture et meurtre.

4. Dans les pays dépendants, l'hétérosexisme revêt des formes spécifiques et parfois particulièrement virulentes. Les conquérants européens, depuis le XVI^e jusqu'au XX^e siècle, ont souvent utilisé l'extirpation de la « sodomie » comme justification idéologique à la conquête et à la domination sur d'autres peuples. De nombreux pays qui sont aujourd'hui formellement ou politiquement indépendants ont conservé les lois contre l'homosexualité qui avaient été imposées par les autorités coloniales antérieures.

Le maintien des lois, pratiques et coutumes répressives est souvent argumenté sur la base de la religion — dans les pays dépendants comme dans les pays impérialistes — y compris le Christianisme, l'Islam et l'Hindouisme, et préservé par le recours à la juridiction religieuse ou communautaire légalement instituée sur la famille et la vie personnelle, dans les pays où la séparation de la religion et de l'État n'a pas été acquise. La droite religieuse et les fondamentalistes

argumentent couramment que le code « moral » qu'ils défendent est profondément ancré dans la structure traditionnelle de la société où ils sont organisés. En réalité, le plus souvent, beaucoup de leurs pratiques les plus réactionnaires, particulièrement celles dirigées contre les femmes et contre les « déviations » sexuelles, n'ont pas de telles racines mais sont essentiellement modernes comme elles sont essentiellement réactionnaires. Un second mythe idéologique fondamental est que, dans ces sociétés, l'homosexualité serait une survivance négative de plus de l'impérialisme. Tout en défendant une compréhension matérialiste de l'essor d'identités lesbiennes et gays à échelle de masse telles qu'elles se présentent aujourd'hui, en tant que produit de l'industrialisation et de l'urbanisation, nous développons également la connaissance de l'histoire des relations de même sexe, dans ses multiples variantes, au sein des cultures traditionnelles.

L'absence ou les lacunes d'état-providence et les bas niveaux de salaires dans les pays dépendants renforcent la dépendance vis-à-vis des familles traditionnelles. Spécialement dans les zones rurales, le manque d'organisations sociales ou politiques non-traditionnelles et d'alternatives culturelles rend la non-conformité difficile. Les personnes des pays dépendants sont particulièrement vulnérables aux formes extrêmes d'exploitation dans le commerce sexuel et le tourisme sexuel international dans le pays. Dans une telle situation, la IV^e Internationale considère que l'organisation des LGBT constitue un élément important d'un projet global de libération nationale, lequel implique nécessairement l'affrontement contre les structures de pouvoir nationales et religieuses, tout autant que contre l'impérialisme. La participation ouverte des structures LGBT dans les soulèvements démocratiques de masse dans plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Asie du sud-est ont démontré que libération lesbienne/gay et libération nationale peuvent aller de pair.

5. Il aura fallu des hausses de salaires substantielles et le développement de l'État-providence au cours du XX^e siècle pour que les travailleurs puissent enfin, à échelle de masse, accéder à l'autonomie vis-à-vis des familles où ils étaient nés, sans se marier et en fonder de nouvelles ; qu'ils puissent développer des relations significatives, à long terme, avec des personnes du même sexe ; et qu'ils puissent rejoindre des communautés lesbiennes et gays ouvertes et viables, et s'identifier à elles. En même temps, le maria-

ge hétérosexuel en est venu à se fonder de plus en plus sur l'attraction sexuelle et l'amour romantique, même s'il subsiste de fortes pressions matérielles au mariage, et que les mariages arrangés par les familles sont encore la norme dans de nombreux pays.

Particulièrement dans les pays impérialistes, et particulièrement chez les hommes, les vies gays sont dans une certaine mesure vécues dans les lieux marchands, qui constituent la réponse capitaliste aux besoins des personnes LGBT d'endroits de rencontre et d'échange. Là où les lieux marchands ont crû, mais où l'espace de vie libéré par les LGBT dans la société globale est resté limité, le résultat est contradictoire. Cela constitue un progrès pour les LGBT de pouvoir être ouverts sur leur sexualité dans ce cadre-là — mais il n'est pas acceptable que cela reste difficile dans la société globale. L'existence de ces lieux marchands a souvent donné l'impulsion première pour le développement du mouvement lesbien/gay.

Il y a autre chose : les lieux marchands ne permettent qu'un échange très limité entre personnes, même s'ils se sont diversifiés en se multipliant. Ils restent en général dominés sous hégémonie masculine, et véhiculent des représentations d'attraction sexuelle qui sont racistes et âgistes (excluant sur base de la « race » et de l'âge) — en résumé, elles réduisent le sexe à une marchandise, et ne fournissent pas l'environnement qui permettrait aux gens de se rencontrer facilement comme êtres humains complets. Les réseaux informels, les clubs, les centres communautaires et les groupes d'action qui sont le fruit de l'auto-organisation des LGBT constituent une réponse partielle à l'aliénation des lieux marchands, mais ils sont souvent dépourvus de la visibilité, du clinquant et des moyens dont ces derniers disposent.

Les communautés lesbiennes/gays, qui comprennent toutes les femmes et tous les hommes de toutes les classes qui s'identifient comme lesbiennes ou comme gays, ainsi que les identités et subcultures qui s'y sont affirmées, ont constitué la base sur laquelle les mouvements lesbiens/gays se sont construits. On a souvent attaqué la sous-culture lesbienne/gay comme fortement aliénée, mais, lorsque cette critique provient des médias ou de la droite, elle passe sous silence le fait que sous le capitalisme, c'est l'ensemble de la sexualité qui est de plus en plus réifiée, réduite à une marchandise. Les mouvements lesbiens/gays avaient essentiellement comme objectif de combattre des lois ou des pratiques spécifiques de répression contre la sexualité de même sexe ou les personnes LGBT ; de promouvoir des lois qui mettraient fin aux diver-

ses formes de discrimination sociale ; et des lois qui reconnaîtraient aux relations de même sexe l'égalité de reconnaissance et de traitement dans le cadre des lois et pratiques en vigueur.

6. Depuis les années 1970, le rapport des jeunes à leur sexualité s'est transformé dans de nombreux pays, de façon contradictoire. Le tabou sur la sexualité des jeunes est devenu moins absolu ; les corps des jeunes et leur sexualité sont devenus plus visibles dans les médias, et, de plus en plus souvent, la publicité commerciale en use et abuse pour vendre ses produits. Les reculs causés par le SIDA et le surgissement d'un nouveau moralisme n'ont pas mis fin à cette tendance. Mais la sexualité des jeunes est encore réprimée, particulièrement celle des jeunes femmes et des jeunes LGBT. Les enfants et les adolescents, à l'école et à la maison, sont encore soumis à des pressions pour qu'ils se conforment aux rôles génériques approuvés ; les préjugés, la honte de leur corps, et la peur des transgressions forment l'essentiel de la leçon enseignée. Et, autant ou plus que jamais, les jeunes ne disposent pas des conditions matérielles pour vivre librement leur sexualité. La dépendance économique des jeunes par rapport à leurs familles s'est accrue avec les attaques contre les programmes sociaux. Les lieux de rencontre lesbiens/gays sont souvent exclusivement commerciaux, et excluent donc les nombreux jeunes qui ne disposent que de peu d'argent. Il y a également encore des barrières à l'information des jeunes sur la sexualité, ainsi qu'à l'accès et l'information des jeunes aux contraceptifs. Le non-accès aux préservatifs et à l'information sur la sexualité est une question importante en ce qui concerne la transmission du SIDA et d'autres MST. S'il est vrai que les représentations de l'homosexualité deviennent plus courantes dans de nombreux pays, elles sont souvent déformées ou stéréotypées. Alors que les jeunes sont souvent plus larges d'esprit et moins homophobes que les générations précédentes, l'apparition au grand jour (« *coming out* » pour les LGBT) reste un processus douloureux pour beaucoup de jeunes, y compris dans des cultures ostensiblement tolérantes, comme le montre les taux très élevés de suicide chez les jeunes lesbiennes et gays.

7. La résolution sur la libération des femmes notait, voici plus de vingt ans : « *aujourd'hui, confrontée à des problèmes économiques croissants, la classe dirigeante sabre dans les dépenses sociales et tente de remettre le fardeau aux familles individuel-*

les ». Les décennies ultérieures n'ont fait qu'aggraver la situation. Conjugués à des salaires bloqués ou en diminution et un chômage croissant, ces coupes sombres menacent les préconditions de base, en termes de logement, de soins de santé, de soins aux enfants et autres formes de soutien collectif, qui permettraient aux LGBT de vivre de façon décente en dehors des familles hétérosexuelles et de conforter leurs communautés. Les effets ont été particulièrement dévastateurs pour les nouvelles communautés émergentes dans les pays dépendants, notamment depuis 1982 en Amérique latine et depuis 1997 dans l'Asie de l'est et du sud-est, et contribuent à renforcer l'idéologie familiariste. Là où existent des mouvements lesbiens/gays, ils devraient participer ouvertement aux luttes contre l'austérité capitaliste ; ces luttes devraient en tout cas reprendre les revendications des personnes LGBT pour des services spécifiques ou leur inclusion dans des services existants.

Le mouvement pour une autre mondialisation — qui s'est développé depuis les manifestations de Seattle et le Forum social mondiale de Porto Alegre — regroupe de nombreux combats contre l'austérité capitaliste, leur permettant de s'élargir, d'améliorer le niveau de participation et leur démocratie et il fournit une nouvelle opportunité pour recomposer la gauche et les luttes internationales. Il met tous les mouvements sociaux progressistes, y compris les mouvements LGBT, face à leur responsabilité d'aller vers de nouvelles directions et de se redéfinir socialement et politiquement. Les espaces participatifs ouverts par l'évolution du Forum Social Mondial en des forums continentaux et nationaux donne la possibilité aux mouvements LGBT de rechercher de nouveaux alliés, d'indiquer l'importance des questions LGBT à des mouvements comme le mouvement ouvrier qui les ont souvent négligées, et d'intégrer de nouvelles revendications sociales radicales dans les programmes des mouvements LGTB.

A un moment où les « *marchés LGTB* » exercent de nouvelles pressions normalisatrices et diviseuses sur les communautés LGBT, et où la plupart des courants politiques LGBT au niveau international se consacrent de plus en plus au travail institutionnel et de lobbying, il est essentiel que les mouvements LGTB soient partie prenante d'un débat social plus large et contribuent aux mobilisations contre le néolibéralisme et la mondialisation. Ils doivent faire entrer les perspectives LGTB dans les différentes luttes pour un changement politique social et économique, résistant aux pressions voulant remettre à plus tard les luttes spécifiques des LGTB au

Libération lesbienne/gay

nom d'une « *issue structurelle* ». Aucun changement « *structurel* » ne sera complet si les structures de l'oppression sexuelle, qui

touche tous les êtres humains, ne sont pas changées.

II. Nos prises de position

8. Dans la foulée de la radicalisation de la fin des années 1960, les activistes ont appelé à dépasser les luttes pour les droits lesbiens/gays afin d'exiger la libération gay/lesbienne totale, ce qui impliquait le dépérissement de la famille capitaliste en tant qu'institution et la mise en cause de la norme hétérosexuelle imposée par l'État capitaliste. Même si cette aspiration a perdu de sa centralité dans le mouvement, la IV^e Internationale considère que l'égalité et la liberté, tant pour les femmes que pour les personnes LGBT, passeront par la socialisation des fonctions de la famille, ce qui ne pourra s'accomplir que par le renversement du capitalisme. Dans notre soutien aux luttes pour les droits des lesbiennes/gays, nous tentons de construire des ponts entre les revendications immédiates et l'objectif final de la libération lesbienne/gay, que nous considérons comme lié à l'objectif final de la révolution socialiste.

Lorsque nous approfondirons notre conception de la société socialiste pour laquelle nous luttons, nous nous efforcerons d'y inscrire la conception de la libération lesbienne/gay. Dans notre combat contre les conceptions étroites et aliénantes de masculinité, féminité et sexualité, nous tendons à une société où le genre ne sera plus une catégorie centrale dans l'organisation de la vie sociale, et où les concepts d'« *hétérosexualité* » et d'« *homosexualité* », dans la mesure où ils subsistent, ne charrieront plus aucune conséquence légale ou économique. Nous tendons à une socialisation des diverses fonctions assumées aujourd'hui par la famille : responsabilité collective et communautaire sous diverses formes pour la prise en charge des enfants et des handicapés ; une économie qui ne contraigne pas les gens à s'exiler de leurs communautés locales ; diverses formes de foyers et de coopération avec les collectivités locales ; et diverses formes d'amitiés, de solidarité et de relations sexuelles.

9. Dans la plupart des cultures, la sexualité et l'activité sexuelle sont encore des aspects de notre comportement d'êtres humains qui sont considérés comme dangereux ou comme du ressort de la société et non de l'individu. Mais les progrès révolutionnaires dans la technologie de la reproduction au cours des années 1950 et 1960 ont grandement contribué à l'émergence de

l'aspiration à la libération sexuelle, et contribué à différencier sexualité et reproduction. Une culture jeune fit son apparition dans les années 1950 et 1960 au sein des pays impérialistes, qui entreprit entre autres de remettre en cause la classification traditionnelle du genre. Ces nouveaux défis à la culture traditionnelle incluaient de nouvelles approches de la sexualité.

Les luttes pour le droit à l'avortement et au contrôle des naissances, de même que la lutte pour les droits lesbiens/gays, se heurtaient de front à la conception traditionnelle qui confondait sexe acceptable avec reproduction, mariage et famille. Les conceptions nouvelles sur le sexe et la sexualité tendaient à valoriser le plaisir sexuel en général, mais celui des femmes en particulier. Lorsque le mouvement des femmes mit en avant des revendications sur la santé et l'éducation sexuelle des femmes, leur conception était que les femmes, en tant qu'êtres sexuels, ont le droit au plaisir sexuel et au contrôle de leurs relations sexuelles, un droit que les hommes s'étaient historiquement appropriés. Un des messages centraux portés par cette lutte pour l'autonomie sexuelle des femmes était qu'il n'existait pas de « *bon* » chemin pour le plaisir sexuel, mais qu'il y avait en réalité toute une gamme de possibilités.

La libération lesbienne/gay est un élément de cette libération humaine plus large pour laquelle nous nous battons. Nous cherchons à libérer la sexualité humaine de ce que dans notre résolution de 1979, nous appelions « *le carcan de l'impératif économique, de la dépendance personnelle et de la répression sexuelle* » où elle est aujourd'hui trop souvent confinée. L'activité sexuelle librement consentie et apport de plaisir à tous ceux et celles qui y prennent part sont justifiés en eux-mêmes. Nous travaillons pour une société où nos corps, nos désirs et nos émotions ne seront plus des choses qu'on peut acheter et vendre, une société où l'éventail des choix pour l'ensemble des êtres humains — femmes, hommes, êtres sexuels, personnes jeunes ou vieilles — est fortement étendu, et où les gens peuvent développer de nouvelles façons de faire l'amour, de vivre, de travailler et d'élever des enfants

ensemble. Il est impossible pour nous, qui avons été construits par la société aliénée dans laquelle nous vivons, d'envisager comment la sexualité évoluera dans ce contexte, et il est donc important de s'abstenir d'émettre des prédictions fondées sur nos propres aspirations personnelles.

10. Les premières batailles que les gays et lesbiennes ont menées, et qu'ils mènent encore, celles qui ont souvent fourni l'élan pour la formation de mouvements lesbiens/gays politiquement actifs, sont les actions contre la criminalisation de l'homosexualité. En 1969, la rébellion de Stonewall à New York reste un point de référence pour l'ensemble du mouvement lesbien/gay occidental ; cela consista en la résistance physique face aux raids de la police sur les bars que lesbiennes, gays, personnes bisexuelles ou transgenre fréquentaient pour se rencontrer. Il existe encore aujourd'hui beaucoup de pays où l'homosexualité est interdite par la loi. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, les États qui n'interdisent pas l'homosexualité sont plutôt l'exception que la règle. Plusieurs États des USA interdisent les rapports anaux ou oraux, qu'ils soient hétéro- ou homo-sexuels ; d'autres États US ne les interdisent qu'entre personnes du même sexe. Dans bien d'autres pays, y compris de nombreux pays latino-américains et européens, l'homosexualité n'est pas explicitement interdite, mais on a recours à des notions telles que « *le scandale public* » pour emprisonner les gens, ou bien il existe des lois contre « *la promotion de l'homosexualité* » ou « *le racolage homosexuel* ». La qualification légale la plus floue utilisée pour criminaliser les LGBT est celle d'« *indécence* » : l'expérience prouve que les juges sont beaucoup plus prompts à sévir contre l'« *indécence* » lorsqu'elle implique des personnes du même sexe que de sexes opposés. Nous soutenons la revendication de rejet de telles lois anti-gays, ainsi que des pratiques et démarches discriminatoires qui vont de pair avec elles.

Même lorsque la première bataille pour la légalisation de l'homosexualité a été victorieuse, il reste d'autres lois criminelles discriminatoires à combattre. Par exemple, de nombreux pays ont édicté des lois particulières pour « *protéger* » les mineurs de l'homosexualité. Se fondant sur le dogme selon lequel les jeunes peuvent être « *influencés* » ou « *séduits* » par des homosexuels, ces lois instituent un âge de consentement légal plus élevé pour les rapports homosexuels que pour les rapports hétérosexuels. Aujourd'hui, dans l'Union européenne,

l'Autriche, l'Angleterre et l'Irlande conservent un âge de consentement légal plus élevé pour les rapports homosexuels. Nous soutenons la revendication du mouvement lesbien/gay que l'âge de consentement pour les rapports homosexuels soit réduit à l'âge de consentement légal pour les rapports hétérosexuels, partout où cette discrimination légale est maintenue.

11. A côté du combat contre les lois de criminalisation, de nombreux mouvements lesbiens/gays dans divers pays luttent en faveur de lois qui interdisent explicitement toute discrimination sur base de l'orientation sexuelle. L'Afrique du Sud occupe un rang particulier dans l'ensemble des pays : depuis l'adoption de sa nouvelle constitution, c'est un des rares pays au monde (aux côtés de l'Equateur et des Fidji) à avoir inscrit dans leur constitution la protection contre la discrimination sur base de l'orientation sexuelle. Nous soutenons le combat pour l'interdiction légale et constitutionnelle de la discrimination anti-gay.

L'importance politique de ce combat ne doit pas être sous-estimée. La bataille pour obtenir une protection légale contre la discrimination nous ouvre le chemin pour remettre en cause le statut inférieur et marginal des LGBT. Elle engage le débat pour l'égalité de la façon la plus vigoureuse, parce que pour s'opposer à l'égalité, il est indispensable de tenter de rationaliser la discrimination. Cette bataille centre par ailleurs les campagnes autour du processus politique.

Tout en soutenant et poussant à de telles campagnes, les révolutionnaires comprennent en même temps qu'obtenir une protection légale ne mettra pas fin en soi à la discrimination et aux préjugés. La campagne offre la possibilité d'expliquer les fondements sociaux de l'oppression, et la nécessité de transformer la société, et non seulement les lois, pour permettre un tel changement. Il existe cependant un lien entre changer la loi et remettre en cause les attitudes sociales. Il est important de prendre conscience de l'impact qu'aurait une victoire sur la protection légale et l'accroissement conséquent de la confiance en eux des LGBT, accompagnée d'une ouverture plus grande aux questions sexuelles, sur les lieux de travail par exemple. Cela aura avec le temps un impact significatif pour diminuer les préjugés des gens et modifier la perception des autres questions liées à la discrimination des LGBT. Il semble également qu'il existe un lien étroit entre l'existence de mouvements féministes puissants, les droits acquis par les femmes, et les droits égaux pour les LGBT.

Lorsque la modification légale est acquise, il reste encore à faire campagne pour son application effective. Cela peut se faire en surveillant l'efficacité de la loi, et en centrant les campagnes sur les zones de résistance qui seront identifiées.

12. L'un des secteurs-clé où il y a eu des progrès dans le sens des droits lesbiens/gays, et un terrain vital pour les révolutionnaires, a été la lutte pour faire reconnaître que l'égalité des lesbiennes/gays est un objectif du mouvement ouvrier, en particulier les syndicats. Les campagnes des mouvements lesbiens/gays ont eu leur écho dans les syndicats. A diverses reprises, sous diverses formes, les travailleurs lesbiens/gays se sont organisés pour mettre leurs syndicats en demeure de prendre en charge leurs revendications spécifiques, et ils ont maintenant conquis un espace dans les ordres du jour des syndicats les plus progressistes. Deux groupes de revendications liés ont été les plus importantes : obtenir la reconnaissance syndicale des droits des lesbiennes/gays sur les lieux de travail ; et obtenir la reconnaissance syndicale du droit des travailleurs lesbiens/gays à s'auto-organiser dans des structures propres au sein du syndicat. Il aura souvent été nécessaire de remporter d'abord une victoire sur le second point avant de pouvoir vraiment progresser sur le premier. Des alliances ont souvent été conclues avec ces autres travailleurs dont les besoins ont été traditionnellement ignorés par les directions réformistes : les femmes, les moins-valides, et les communautés minoritaires.

Cette lutte est d'une particulière importance pour les révolutionnaires, parce qu'elle remet en cause la séparation entre « *questions économiques et questions politiques* », et « *aide la classe ouvrière à penser avec une conception sociale globale* » (résolution de 1979). La revendication du droit à l'auto-organisation a souvent été combattue aussi bien par la droite que par la gauche réformiste, avec comme argumentation que cela diviserait le mouvement. Nous devrions répondre que c'est le contraire, c'est l'exclusion et la marginalisation des travailleurs lesbiens/gays qui est facteur de division, et que la reconnaissance de l'auto-organisation est une étape essentielle vers l'intégration de tous les secteurs d'affiliés.

Les revendications spécifiques pour les droits sur les lieux de travail varient de pays à pays, la condition légale de l'homosexualité, et les conditions particulières à chacun des secteurs. Parmi les revendications principales, figureront sans doute :

- la protection contre le licenciement abu-

sif, le recrutement discriminatoire, le refus de promotions, etc... ;

- la protection contre le harcèlement par la direction ou les collègues de travail pour raisons sexuelles ;

- l'accès aux avantages prévus pour les travailleurs hétérosexuels, comme le congé de partenariat et les avantages alloués aux partenaires du travailleur, tels que les tickets gratuits dans l'industrie du transport ;

- l'accès égal aux avantages tels que la pension et les plans d'assurance ;

- la reconnaissance du fait que les lesbiennes et les gays peuvent eux aussi avoir des responsabilités parentales.

Il sera également nécessaire de lier de telles revendications à l'exigence que les syndicats donnent leur soutien actif à la lutte pour les droits égaux des lesbiennes/gays dans la société dans son ensemble. Cela implique par exemple que le syndicat mobilise pour le soutien aux campagnes pour les droits lesbiens/gays, et soutienne les activités de la communauté lesbienne/gay telles que les Gay Prides.

Un élément essentiel du combat est de progresser de l'acceptation d'une structure auto-organisée jusqu'à l'intégration de ces revendications aux projets du syndicat dans son ensemble. Cela nécessitera un travail permanent et de longue haleine pour modifier les cultures dominantes de beaucoup de syndicats, et ne pourra en général aboutir qu'en se ralliant de fermes alliés parmi les autres groupes de travailleurs.

Il nous faut également rester vigilants sur la possibilité que de telles revendications, qui ne sont pas révolutionnaires en soi, peuvent toujours aboutir dans un cadre réformiste. Les dirigeants syndicaux les plus habiles se sont souvent débrouillés pour accepter l'intégration, mais dans les faits il s'agissait de cooptation ou de neutralisation, ou encore de mise sous tutelle bureaucratique. Le remède à ce danger est de lutter sans concessions pour que le syndicat assume un rôle actif de mobilisation sur les questions des droits lesbiens/gays, ce qui les gardera engagés dans l'action de masse, ainsi que de continuer à encourager les travailleurs lesbiens/gays à mobiliser sur leurs revendications propres, sans laisser aux bureaucraties « *compréhensives* » la possibilité de les récupérer ; il s'agira d'utiliser chaque progrès comme un point de départ pour le progrès suivant.

13. Contrairement au chœur assourdisant des voix qui réclament que l'on protège les jeunes des dangers du sexe, des représentations et des informations sexuelles, nous estimons que plus d'information et

Libération lesbienne/gay

d'autonomie, et pas moins, constituent le meilleur moyen pour « protéger » les jeunes. Elles sont indispensables à leur libération sexuelle, à leur maturation et à leur libre choix. Elles peuvent également aider les jeunes LGBT à trouver l'identité sexuelle et le mode de vie qui leur conviennent le mieux, et à résister aux pressions à se conformer aux styles de vie présents des lesbiennes/gays. Une éducation sexuelle à l'école qui intègre pleinement les choix de même sexe, et qui insiste sur le plaisir et la diversité ; le renforcement, et non la destruction, des programmes sociaux ; le libre accès à la contraception ; les conditions qui permettent l'émancipation économique des jeunes — autant de revendications immédiates à présenter à l'État, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays dépendants. Parallèlement à notre exigence d'égalité de l'âge du consentement pour les rapports sexuels homos et hétéros, nous nous opposons à toute répression de l'exploration sexuelle consentie entre jeunes du même âge approximatif.

14. Les immigrants et les blacks doivent être bienvenus et intégrés dans les organisations lesbiennes/gays des pays impérialistes. Ceci nécessitera un combat conscient contre le racisme au sein de ces organisations. En outre, nous soutenons l'auto-organisation séparée des LGBT blacks et immigrants dans les communautés minoritaires, qui se caractérisent par des formes spécifiques et variées d'oppression et de discrimination. Nous chercherons en permanence à établir des alliances avec eux, sans vouloir leur imposer un modèle d'émancipation. Nous nous opposerons à l'utilisation de la question des droits des homos/lesbiennes pour dénoncer les immigrés musulmans dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », nous mettrons en valeur la montée de l'auto-organisation parmi les LGTB d'origine musulmane et les traditions homo-érotiques du monde islamique.

L'existence de liens entre les groupes d'immigrants LGBT et leurs pays d'origine (par internet, les voyages, etc.) a d'autre part rendu possibles des actions de solidarité internationale concrètes, et permet parfois de faciliter la création de groupes LGBT dans les pays dépendants.

15. Dans une bonne partie du monde développé, notamment aux USA, est apparue vers la fin des années 1970 une contre-offensive de droite contre les acquis du mouvement des femmes, ainsi que du mouvement lesbien/gay. Des organisations religieuses, extrêmement conservatrices, bien financées et très militantes ont mis en

route des agendas politiques contre des questions sexuelles relatives aux femmes, à la communauté gay et lesbienne, et aux jeunes. Beaucoup de ces organisations de droite et beaucoup de leurs membres ont également choisi les LGBT comme cibles d'intimidation physique, et dans certains cas, de violence extrême, souvent déclenchée par une rhétorique de haine homophobe viscérale. L'ampleur de cette contre-offensive de droite contre les acquis des mouvements sociaux des années 1960 — une contre-offensive qui s'est depuis également étendue au monde sous-développé — ne doit pas être sous-estimée. Récemment, dans certains pays de l'Europe impérialiste, des partis de la droite populiste ou néo-libérale ont fustigé les communautés immigrées sur la question de l'oppression qu'ils font subir aux femmes et aux homosexuels, présentée comme contraire aux « valeurs occidentales ».

A côté de leur forte condamnation du racisme et de la xénophobie, les mouvements antifascistes doivent également dénoncer avec conviction la violence anti-gay qui sévit dans la société — et s'organiser en conséquence. Nous soutenons l'auto-défense LGBT contre la violence de la droite organisée ou de bigots individuels. De même, les mouvements lesbiens/gays doivent chercher des alliés dans les autres secteurs de la société attaqués par l'extrême-droite, comme les immigrants, la jeunesse, les gens de couleur, les juifs, et la gauche politique, pour combattre plus efficacement l'ennemi commun, la droite religieuse et le fascisme. En même temps les mouvements lesbiennes/homos doivent dénoncer l'hypocrisie et les contradictions de la droite néo-libérale et populiste. En défiant le pouvoir politique et les campagnes anti-gays des églises catholiques et orthodoxes orientales, et des groupes évangéliques protestants, comme des fondamentalistes hindous et juifs, les mouvements lesbiens/gays devraient trouver des alliances pour lutter pour la séparation complète de la religion et de l'État.

Spécialement dans les pays où les LGBT sont durement réprimés, établir des liens avec les organisations globales pour les droits de l'Homme, et soulever en leur sein les thèmes LGBT peut être une bonne façon de démarrer l'organisation LGBT. Tenant compte du niveau de répression auquel les LGBT sont confrontés dans de nombreux pays, nous soutenons le droit d'asile pour les LGBT qui proviennent de pays où les LGBT sont persécutés, menacés ou simplement ne peuvent pas résider en raison de leur orientation sexuelle.

16. Depuis que le SIDA a été pour la première fois identifié chez des hommes gays en 1981, l'association SIDA-homosexualité a conduit à la condamnation globale du sexe entre hommes, et à une re-pathologisation de l'homosexualité. Les militants lesbiennes/gays ont parfois abandonné d'autres tâches politiques lesbiennes/gays, face à l'urgence de l'épidémie, ou ont cédé aux pressions à l'institutionnalisation et la professionnalisation. Mais en même temps, les réactions nécessaires face au SIDA ont ouvert dans de nombreux pays un nouvel espace social et politique, qui s'est notamment traduit par la remise en cause du pouvoir médical, la mise en question des responsabilités des pouvoirs publics, et l'exigence de la maîtrise par les malades eux-mêmes des questions de santé publique. Cela a aussi permis des ressources accrues pour le développement des organisations gays, ainsi qu'un débat public plus ouvert sur la sexualité et les pratiques sexuelles. Dans de nombreux pays, de nouvelles générations militantes, tant par l'âge que par leur parcours militant, ont pris la tête des organisations de soutien, de conseils et de services sur le SIDA, et les communautés gays ont été fortement impliquées dans les soins et les deuil. L'expérience acquise dans l'activisme gay a souvent rejailli dans les organisations-soeurs de personnes touchées par le SIDA, et les organisations gays et lesbiennes se sont souvent retrouvées en alliance avec ceux qui s'injectent la drogue et les personnes qui gagnent leur vie dans le commerce sexuel.

Le SIDA est aujourd'hui la quatrième cause majeure de décès dans le monde ; en Afrique, c'est même la cause principale. Dans les pays africains et asiatiques où l'épidémie de SIDA est la plus intense, ce sont les rapports hétérosexuels non protégés, et non les rapports non protégés entre hommes, qui sont responsables de la grande majorité des cas d'infection. Cependant, en Afrique du sud et de l'ouest, en Amérique latine et en Asie du sud, les communautés gays subissent de hauts niveaux d'infection, de maladie et de mortalité.

La lutte d'ensemble contre le SIDA requiert de lier plusieurs dynamiques de lutte :

- contre la honte sociale, la discrimination et l'isolement ;
- contre l'hétérosexisme et le sexisme ;
- contre le racisme et l'impérialisme ;
- pour les droits démocratiques et le droit des groupes opprimés à l'auto-organisation ;
- contre le contrôle de la religion sur la censure, l'éducation, les services sociaux et les services de santé ;

- pour la défaite de la soi-disant « guerre à la drogue » ;
- pour des soins de santé efficaces et gratuits ;
- contre les superprofits des compagnies pharmaceutiques internationales.

En particulier, nous sommes solidaires de ceux qui combattent contre les compagnies pharmaceutiques qui interdisent l'accès aux médicaments dans le tiers-monde, et pour des prix plus modérés. Le succès de la campagne contre les compagnies pharmaceutiques en Afrique du sud a beaucoup de conséquences importantes. La bataille a réuni des militants contre le SIDA, des syndicalistes et des militants altermondialistes dans une alliance large et efficace. La plupart des organisations impliquées, notamment le COSATU (Con-fédération des syndicats sud-africains) et la Campagne d'action sur les traitements, ont reconnu par la suite qu'il fallait maintenant renforcer la bataille sur deux nouveaux fronts : (1) exiger que le gouvernement sud-africain — ainsi que les employeurs — fournissent les médicaments ; et (2) construire une opposition aux actions du gouvernement états-unien tendant à accuser le Brésil devant l'Organisation Internationale du Commerce sur la question des médicaments génériques. Tout ceci signifie qu'aux yeux de millions de personnes, le combat contre le SIDA se confond avec le combat contre la mondialisation capitaliste.

Outre l'importance humaine intrinsèque et l'urgence du combat contre le SIDA, développer un travail SIDA parmi les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes peut être un moyen utile de commencer le travail pour la libération lesbienne/gay dans les pays qui ne comptent pas encore d'organisations lesbiennes/gays.

17. Dans le monde entier, il y a une exigence croissante de reconnaissance légale des rapports de même sexe. La position de fond de la IV^e Internationale sur ce point est : droits égaux — pour les femmes et les hommes, pour les personnes mariées ou non, pour les LGBT et les hétérosexuels. En général, les gens acquièrent un certain nombre de droits par le mariage — mais quelques-uns de ces droits vont seulement, ou essentiellement, aux hommes. C'est pourquoi nous sommes par exemple favorables au droit de tous, indépendamment de leur sexualité ou de leur statut de couple, à pouvoir adopter des enfants, ou obtenir la garde d'enfants. Toutes les décisions sur la garde, les visites et l'adoption devraient être prises dans l'intérêt réel des enfants concernés, plutôt que sur le postulat qu'une famille

nucléaire, même violente ou pénible, serait nécessairement dans leur intérêt. Nous refusons aussi l'idée selon laquelle les enfants devraient être traités comme propriété des adultes : les enfants devraient avoir effectivement voix au chapitre dans de telles décisions. Nous sommes aussi opposés aux règles de taxation qui favorisent les personnes mariées ou engagées dans une relation sexuelle à long terme.

Tout en combattant ces lois et règlements qui privilégient les personnes mariées, nous reconnaissons que la revendication pour les droits des partenaires et dans certains cas le droit au mariage mobilise de nombreux LGBT. Cela ne nous surprend pas, puisque d'une part les pratiques discriminatoires contre les personnes non mariées se perpétuent, et que nous savons d'autre part que l'idéologie possède sa dynamique propre. Dans le monde aliéné du capitalisme, le mariage ne s'accompagne pas seulement d'avantages matériels, mais il est de plus supposé permettre la sécurité émotionnelle (que cela soit ou non réalisé dans la pratique). Nous soutenons la revendication au mariage homosexuel, avec tous droits égaux.

Nous revendiquons également plus de droits légaux pour les couples non-mariés — qu'ils soient homo- ou hétérosexuels. Les couples devraient pouvoir fonder et garantir la reconnaissance de droits et responsabilités mutuelles sous différentes formes, et non pas seulement sur le modèle du mariage. Chaque possibilité doit être également accessible aux couples homos et hétéros. Par exemple, lorsque la loi en vigueur reconnaît automatiquement le mari de la mère génitrice comme parent ou autorise le partenaire masculin de la mère génitrice à « reconnaître » l'enfant comme sien, la partenaire de même sexe de la mère génitrice doit se voir reconnaître les mêmes droits. Nous nous battons également contre les délais d'enregistrement légal qui pénalisent les partenariats de même sexe, ainsi que contre le refus (ou de plus grandes difficultés pour obtenir) des permis de résidence pour les partenaires immigrés de couples de même sexe.

Il est également important de renforcer les droits individuels, que les gens vivent en couple ou seuls. En particulier, les droits individuels des femmes ne devraient pas dépendre de leurs relations avec les hommes. De véritables droits individuels requièrent un soutien social. Les politiques d'austérité néolibérales ont réduit le soutien social à une peau de chagrin, privatisant les charges qui devraient être du ressort de la responsabilité collective, et les imposant de nouveau à la famille. Les gouvernements préfèrent que ce

soient les épouses et les maris, les parents et les enfants qui s'occupent des malades, des vieux, des enfants, des invalides ou des chômeurs, plutôt que de prendre ces questions en charge comme il le faudrait. Les mouvements lesbiens/gays devraient essayer d'éviter de piéger encore plus de gens dans ces formes humiliantes de dépendance. Ils devraient bien plutôt tenter de s'allier avec les groupes de femmes et les syndicats pour changer cette situation.

Les débats en cours sur le partenariat et le mariage homos constituent une occasion pour les révolutionnaires LGBT de collaborer avec les courants des mouvements lesbiens/gays qui tentent de faire renaître l'aspiration originelle du mouvement à une véritable libération. Nous pouvons travailler ensemble à miner la perception de l'hétérosexualité comme « naturelle », à remettre en cause les rôles de genre, et contester que l'autorité sur les enfants et les droits d'héritage doivent être aussi étroitement liés aux liens biologiques de parenté. Nous travaillerons à ouvrir une porte qui laissera entrevoir des possibilités nouvelles ; de nouvelles formes de relations sociales et émotionnelles, par-delà la dépendance et l'aliénation, de nouveaux bouquets de un, deux, plusieurs, qui pourront s'épanouir dans la diversité et la liberté.

18. Les personnes transgenre — celles qui ne collent pas au système hégémonique des deux genres, et qui comprennent les travestis, les grandes folles et fous, les transexuels, les personnes qui ne s'identifient à aucun sexe, et bien d'autres dont les identités s'enracinent dans les cultures indigènes — sont souvent ces personnes qui sont les plus opprimées parmi les homos. En fait beaucoup de personnes, quelle que soit leur sexualité, sont opprimées car elles ne se conforment pas aux normes d'un sexe ; en particulier les hommes perçus comme « efféminés » subissent parfois les mêmes formes de discrimination que les femmes. Les personnes transgenre ont également une longue histoire de lutte contre leur oppression. Les « hijras » au Pakistan et les « warias » en Indonésie se sont organisés pour leurs droits dans les années 1960, avant la fondation des mouvements de libération lesbiennes/gays en Europe et en Amérique du Nord. Les travestis de Puerto Rico (« locas », les folles) furent parmi les premiers à riposter à la police lors de la révolte de Stonewall à New York en 1969. A mesure que les mouvements pour les droits des lesbiennes/gays gagnaient en respectabilité et renforçaient leurs conceptions réformistes, cependant, les personnes transgenre se

Libération lesbienne/gay

voyaient exclues, ignorées, marginalisées, et gommées comme trouble-fêtes. Nous soutenons les tentatives des personnes transgenre de résister à leur marginalisation, de s'organiser de façon indépendante, et de conquérir toute la place qui leur revient au sein des mouvements lesbiennes/gays.

Les personnes transgenre ont des besoins et des revendications spécifiques importantes pour elles, que les mouvements lesbiennes/gays devraient soutenir. Ils sont souvent en train de gagner leur vie dans l'industrie sexuelle, sont victimes de la discrimination quand ils cherchent d'autres types de travail, et sont harcelés ou agressés par la police et les voyous. Nous défendons leurs droits au respect, à la sécurité et un accès égal au logement et à l'emploi. Ces personnes souffrent également du refus des autorités de reconnaître leur identité de genre, dans un grand nombre de situations. Tout en ayant conscience de la nécessité de répartir parfois les gens selon leur sexe (biologique), pour que les femmes puissent s'organiser contre leur oppression propre, nous refusons la tendance à enregistrer les gens selon leur sexe, de façon routinière, en toutes circonstances et pour des raisons futiles. Nous refusons l'assujettissement forcé des personnes transgenre, comme des hommes et des femmes en général, à des catégories stéréotypées de la masculinité et de la féminité (manifesté, par exemple, dans les tenues vestimentaires à l'école ou au travail, dans la mutilation des bébés hermaphrodites, le traitement hormonal des jeunes avec des « *problèmes de comportement non conforme avec leur genre* » et des leçons de comportement de genre stéréotypé pour les transsexuels). Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité.

Les personnes transgenre devraient avoir droit à tout traitement médical qu'elles jugent approprié, y compris les soit-disant opérations chirurgicales de changement de sexe, les traitements hormonaux et la psychothérapie. Elles devraient avoir droit à l'assurance soins de santé pour de tels traitements, ainsi qu'aux modifications adéquates de leur état-civil, qu'elles aient ou non été opérées.

19 Nous concevons les mouvements lesbiennes/gays comme des mouvements largement incluant, qui regroupent toutes celles et ceux qui désirent vivre librement leurs sexualités et leur amour de même sexe. Dans des pays et des cultures différents, ils peuvent réunir des personnes impliquées dans un large éventail de relations et de modes de vie, qui peuvent s'identifier de

diverses façons. Nous sommes opposés à une quelconque conception de mouvements lesbiennes/gays qui entendraient interdire ou soumettre la participation au groupe à une règle d'homosexualité exclusive.

Dans de nombreux pays et de nombreuses cultures, les hommes en particulier ont souvent des contacts sexuels avec d'autres hommes tout en se conformant apparemment aux canons culturels de masculinité, accomplissant les rôles familiaux que les hommes doivent jouer, et ils ne s'identifient pas publiquement — ou même en privé — comme gays ou bisexuels. Dans certains pays, au sein des organisations sur le SIDA, de tels hommes sont simplement identifiés comme « *des hommes qui ont des contacts sexuels avec des hommes* ». Un des points qui ont provoqué de nombreuses tensions dans cette situation, c'est le fait, pour des gens qui ne s'identifient pas comme LGBT mais ont des relations homosexuelles, de traiter leurs partenaires homosexuels avec mépris, en raison de leur internalisation de l'hétérosexisme. Un premier pas important vers la libération sexuelle dans cette situation est pour ces hommes — et femmes — de traiter avec solidarité et respect ceux de leurs partenaires qui s'identifient comme lesbienne, gay ou transgenre. Un autre pas positif serait d'aider ou devenir membre d'un mouvement gay/lesbienne, quelle que soit leur définition de leur propre identité.

Dans certains pays et dans certaines situations particulières, les bisexuels ou d'autres minorités sexuelles peuvent choisir de s'organiser de façon autonome, à l'intérieur ou au dehors des mouvements lesbiennes/gays, soit autour de revendications particulières, soit sur des thèmes plus larges tels le SIDA, la violence ou la diversité. Nous soutenons ce droit et respectons leur choix en ce sens, tout en continuant à œuvrer pour l'alliance la plus large des personnes sexuellement opprimées.

Les bisexuels peuvent se retrouver isolés aussi bien dans la société hétérosexuelle que dans la communauté lesbienne/gay. La nature même de leur orientation sexuelle leur permet de passer inaperçus ou de sembler « *normaux* » aux yeux de la société en général, les autres aspects de leur sexualité étant passés sous silence ou considérés de nature purement « *expérimentale* ». Il y a progrès lorsque les bisexuels tentent de briser cette invisibilité — de s'affirmer comme bisexuels — et de voir leur orientation sexuelle reconnue et acceptée comme une expression légitime de la diversité qui existe dans les communautés lesbiennes/gays et la sexualité humaine. Cette conception de l'affirmation de soi comme démarche positive est la

même que celle que nous avons à l'égard des lesbiennes et des gays. Les tensions qui existent dans le mouvement entre personnes dont les identités sexuelles sont différentes peuvent être brisées surtout par la construction d'un mouvement inclusif et un combat contre l'hétérosexisme.

20 Nous soutenons les campagnes contre les définitions psychiatriques de l'homosexualité et de la transexualité comme pathologies, et contre les tentatives barbares de médicaliser et « *guérir* » les LGBT (par psychothérapie, thérapie d'aversion ou psychochirurgie).

21 L'héritage idéologique du stalinisme, qui a rétabli la criminalisation de l'homosexualité en 1934 en Union Soviétique alors que la révolution bolchevik l'avait décriminalisée, se reflète encore aujourd'hui dans la discrimination contre les LGBT en Chine, au Vietnam, à Cuba et d'autres sociétés de transition. Si la période de la pire répression appartient au passé et si la tolérance s'est développée ces dernières années, la pleine égalité est loin d'être obtenue. Le régime chinois n'a pas autorisé jusqu'ici d'organisation lesbienne/gay ouverte.

La IV^e Internationale soutient l'organisation pour les droits lesbiens/gays en Chine, au Vietnam, à Cuba et autres sociétés de transition, comme nous le faisons partout. Nous souhaitons voir les mouvements lesbiens/gays de ces pays s'allier aux oppositions ouvrières, féministes et autres aux régimes bureaucratiques, et se développer en mouvements pour la démocratie socialiste. Les alliances avec les féministes seront particulièrement importantes pour affronter les idéologies et pratiques sexistes et hétérosexistes qui reposent sur la famille hétérosexuelle. Ceci restera utopique, pourtant, sauf si les mouvements démocratiques et féministes soutiennent les luttes lesbiennes/gays et développent un travail interne contre les préjugés anti-gays, et sauf si les mouvements gays développent un travail contre le chauvinisme mâle.

22 En tant que socialistes, notre combat contre le sexisme doit inclure la lutte pour changer le rôle que le sexe et la sexualité jouent dans notre culture sexiste, la lutte pour une sexualité plus libre et plus consciente. Cela exige de nous d'adopter une attitude plus critique et plus ouverte aux changements dans nos conceptions actuelles de la sexualité. La prémisse de base pour cela devrait être que nos définitions du sexe et de la sexualité, nos identifications de genre, nos identités sexuelles comme lesbienne, gay, bisexuel ou hétérosexuel, sont

des édifices fondamentalement sociaux, historiques-culturels et parfois mêmes politiques, et par conséquent évolutifs. Donc, les gens peuvent se tromper — et se trompent — sur leur propre sexualité. La fausse conscience, l'aliénation, l'intériorisation des rapports d'oppression, la rationalisation des modèles culturels sexistes et des sentiments de culpabilité constituent autant d'obstacles réels dans nos tentatives pour comprendre et redéfinir notre sexualité. C'est cela qui fait que le débat et la critique plus ouverts — et non la censure — sur le sexisme dans la culture, sont des éléments vitaux dans le combat pour comprendre et transformer cette culture, au bénéfice de la sexualité humaine. Nous soutenons les tentatives pour fournir aux LGBT plus de moyens d'expression culturelle, y compris dans les mass médias.

Une nouvelle sexualité, libérée du sexisme, peut seulement naître au travers d'un long processus de débat ouvert et d'exploration., avant tout au sein du féminisme, un processus pour lequel il n'existe pas de modèles, et dont nous ne savons pas où il pourra nous mener. Il n'existe pas d'avant-garde éclairée ou de minorité qui puisse se targuer de savoir ce qu'est la sexualité « correcte », « féministe », et nous devrions rejeter toute tentative, qu'elle provienne des forces religieuses de droite ou des diverses tendances au sein du féminisme, telles que les féministes de la différence, pour imposer la ligne sexuelle « correcte ». Dans bien des endroits du monde, ces forces du fondamentalisme religieux ou du conservatisme féministe ont tenté d'instituer légalement des codes de conduite sexuelle qui incluent la criminalisation de l'homosexualité et la censure des oeuvres à caractère sexuel explicite. Les marxistes révolutionnaires devraient au contraire proposer un chemin vers l'auto-émancipation sexuelle, un chemin critique, mais démocratique, participatif et respectueux de la diversité de nos désirs sexuels.

La première exigence pour ouvrir la voie à un tel processus d'auto-émancipation sexuelle est la défense du libre choix et de l'autonomie personnelle. Part conséquent, un élément intrinsèque de notre combat pour l'autonomie sexuelle doit également associer un combat contre toute forme de restrictions légales au sexe librement consenti, à la lutte contre toute forme de discrimination sexuelle. Cela doit également inclure la lutte pour favoriser les conditions matérielles qui rendraient possible pour tous les membres de la société (femmes tout autant qu'enfants et hommes) de résister aux exigences de ceux qui voudraient violer leurs droits et leur autonomie sexuelle par des relations ou rapports sexuels et/ou émo-

tionnels non voulus. Par conséquent, les revendications fondamentales pour le plein emploi, des programmes d'action affirmative pour les femmes et les minorités, le revenu garanti, la prise en charge des enfants, le logement, les soins de santé et le droit de choisir, y compris l'avortement, qui soient efficaces et de qualité, constituent le tissu indispensable pour l'autonomie sexuelle per-

sonnelle. La nécessité de combiner la lutte pour une sexualité plus libre à la lutte pour défendre le filet de sécurité social et le plein emploi est l'élément-clé pour combattre le retour en arrière voulu par l'extrême-droite à l'encontre des femmes et de la communauté gay et lesbienne.

III. Notre tactique dans la construction du mouvement

23. Tous les LGBT sont opprimés en tant que tels, et tous sont donc susceptibles d'être raliés à un mouvement qui combat pour leurs droits et leur libération. La logique interne de la lutte pour la libération lesbienne/gay, particulièrement lorsque le féminisme et d'autres mouvements radicaux sont à l'offensive, peut conduire ses militants à se joindre à la politique radicale ou révolutionnaire. Cela peut, cela devrait les conduire à s'allier au mouvement ouvrier — mais pour que cela soit possible, il faut que les LGBT s'organisent au sein et en dehors du mouvement ouvrier pour combattre les préjugés hétérosexistes, qui sont présents dans la classe ouvrière comme ailleurs. Nos sections dans leur ensemble doivent combattre pour convaincre les organisations du mouvement ouvrier de promouvoir les revendications des LGBT et apporter leur appui à l'auto-organisation de ces groupes — comme d'autres — au sein des organisations ouvrières.

Cependant, les LGBT ne peuvent ni ne veulent postposer leur lutte jusqu'à ce que le mouvement ouvrier, ou tout autre mouvement, reprenne leurs objectifs. Cela implique que les LGBT ont besoin de leur mouvement autonome propre, ce que nous respectons, appuyons et construisons. Pour paraphraser la résolution de 1979 sur la libération des femmes, autonome signifie pour nous que le mouvement est organisé et dirigé par des LGBT ; que la lutte pour leurs droits et leurs besoins constitue leur priorité absolue, et qu'il est hors de question de subordonner cette lutte à quelque autre intérêt que ce soit ; et qu'enfin elle ne se soumet pas aux décisions ou aux agendas politiques d'une quelconque tendance politique ou d'un quelconque autre groupe social.

24. Comme le notait la résolution de 1979 sur la libération des femmes : « Les lesbiennes se sont organisées comme une composante du mouvement des droits gays, et ont en général estimé nécessaire de combattre au sein du mouvement gay pour faire prendre en compte leurs revendications spécifiques en tant que femmes gay. Mais

les lesbiennes sont également opprimées en tant que femmes. Beaucoup se sont d'abord radicalisées en tant que femmes, et réalisèrent que la discrimination dont elles souffraient en raison de leur orientation sexuelle ne constituait que l'un des éléments des oppressions sociales et économiques auxquelles les femmes doivent faire face lorsqu'elles entendent choisir le cours de leurs vies. C'est ainsi que, dès le début, beaucoup de lesbiennes furent au premier plan du mouvement féministe. Elles ont participé à chacune des tendances politiques au sein du mouvement des femmes, des lesbiennes-séparatistes aux marxistes-révolutionnaires, et elles ont contribué à rendre l'ensemble du mouvement plus conscient de l'oppression spécifique qui pèse sur les femmes gays. » Cela n'a pas toujours été un combat facile, car le mouvement a souvent répondu de façon problématique à la chasse aux lesbiennes par la droite, et n'a pas mené campagne systématiquement sur les revendications spécifiques des lesbiennes.

Dans beaucoup de pays, les lesbiennes se sont également organisées indépendamment aussi bien des hommes gays que du mouvement féministe plus large. L'organisation séparée des lesbiennes a été centrale pour rendre possibles les mobilisations sur les revendications lesbiennes, et a joué un rôle important dans les progrès réalisés. Grâce à l'obstination des lesbiennes, le mouvement lesbien/gay est aujourd'hui moins contrôlé par les hommes, et les féministes comprennent mieux que l'oppression sur les lesbiennes remet en cause les conquêtes du mouvement femmes.

25. Que ce soit au sein des mouvements lesbiens-gays ou d'autres mouvements, nous sommes favorables à des méthodes qui mobilisent autant de LGBT que possible de façon active, et cherchent des soutiens dans les mouvements de travailleurs et de femmes. Ici, comme dans tous les autres secteurs d'intervention où nous sommes présents, nous luttons de façon permanente contre les idéologies, les dirigeants et les organisations qui voudraient

Libération lesbienne/gay

nous enfermer dans des impasses. Il nous faut répondre encore et encore à des argumentations auxquelles nous sommes fondamentalement opposés, telles que :

- l'argumentation qu'il nous faut éviter d'être trop « voyants » ou radicaux, pour ne pas nous aliéner la majorité hétéro ou les libéraux, les sociaux-démocrates ou les populistes « sympathisants » ;
- la réticence à se joindre à des campagnes larges sur des objectifs de réformes limitées ;
- l'argumentation selon laquelle les questions de « mode de vie » — c'est-à-dire de libération sexuelle au sens strict — feraient écran aux véritables enjeux économiques et politiques ;
- dans les pays impérialistes, l'argument selon lequel nous sommes déjà « *pratiquement égaux* », et que donc des mobilisations importantes ne sont plus nécessaires ;
- la réticence à rechercher des alliances avec le mouvement ouvrier ou d'autres groupes auto-organisés ;
- une conception des catégories sociales existantes de gays et lesbiennes comme quelque chose d'éternel, et sur la base des gays et lesbiennes en tant que minorité permanente de la population — ce qui passe à côté de la prise de conscience de la portée humaine universelle globale de la libération lesbienne/gay ;
- l'insistance à s'organiser seulement comme citoyens, comme rebelles sexuels ou

comme êtres humains abstraits — qui conduit à ne pas reconnaître l'importance des communautés LGBT pour la survie quotidienne et comme base d'organisation ;

- la réticence à aborder les divisions au sein de nos propres mouvements, par exemple sur les questions de genre, de classe ou de sexe.

Nous faisons pression pour l'unité et la démocratie les plus grandes au sein des mouvements, tout en reconnaissant le droit et le besoin des femmes, des noirs, des moins-valides, des bisexuels, des personnes transgenre, des nationalités opprimées et autres, à s'organiser également de façon autonome. En général, nous tentons au sein des mouvements de privilégier la participation et les préoccupations des travailleurs LGBT. Tout en participant à la construction des mouvements lesbiens/gays et en respectant leur autonomie, nous travaillons également, avec d'autres membres du mouvement, à mettre en avant les revendications du mouvement ouvrier et les points de vue internationalistes. Nous soulevons les idées marxistes-révolutionnaires et féministes, car nous pensons qu'elles constituent la meilleure base pour entraîner les mouvements vers une complète libération lesbienne/gay, et nous tentons dans cette mesure de jouer un rôle dans leurs directions.

IV. Profil politique et vie interne

26. Les sections de la IV^e Internationale doivent soutenir la lutte pour la libération LGBT, qu'il existe ou non un mouvement social autonome organisé autour de ces revendications dans le pays où elles fonctionnent. Là où un tel mouvement existe, la section devrait encourager et soutenir ses militants à y participer, et combattre dans les mouvements progressistes en général pour qu'ils soutiennent les revendications du mouvement lesbien/gay. Dans certains pays, les sections de la IV^e Internationale ont joué un rôle décisif dans la création des mouvements lesbiens/gays. L'Internationale devrait tirer les leçons de ces succès pour aider les sections là où il n'existe pas de traditions pour une telle intervention. Dans les pays où il n'existe pas aujourd'hui de mouvement autonome, le travail de la section consistera essentiellement à réaliser la propagande générale, et à diffuser largement les thèmes LGBT au sein des mouvements progressistes.

27. Dans notre courant marxiste-révolutionnaire, nous avons une conception de la libération sociale et sexuel-

le des LGBT qui va au-delà des revendications limitées à l'égalité formelle au sein de la société capitaliste. Nous appelons à une révolution profonde dans les relations de genre, et à une société où, dans la mesure où la suprématie hétérosexuelle commence à s'éteindre, les identités sexuelles ne se construiront probablement plus de la même façon qu'aujourd'hui.

La sphère « *privée* » — où les femmes autant que les LGBT sont plus opprimées, et où leur oppression est plus complexe — voilà où il nous faudra remettre nos habitudes en question. La lutte est fondamentalement une lutte idéologique contre le patriarcat et la société hétérosexiste, de même que contre leurs systèmes de valeurs et leurs pratiques ; cela requiert une discussion organisée dans les sections, non seulement au niveau des directions mais aussi dans nos structures de base et dans notre formation de cadres. Les préjugés hétérosexistes doivent être combattus dans nos sections par l'ensemble de nos membres.

Pour reprendre les termes de la résolu-

tion de 1979 sur la libération des femmes : « *nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que les sections pourraient être des îlots de la future société socialiste, flottant au milieu des marais capitalistes, ou que les camarades individuels pourraient échapper complètement à l'éducation et au conditionnement imposés par l'effort quotidien pour survivre dans une société de classe... Mais c'est une condition pour être membre de la IV^e Internationale que la conduite des camarades et des sections soit en accord avec les principes que nous défendons... Nous aspirons à fonder des organisations où le langage, les plaisanteries, la violence entre personnes et les autres actes qui expriment le conformisme chauvin ne seront plus tolérés* ».

Les préjugés, au sein d'une organisation révolutionnaire, doivent constituer une préoccupation pour l'ensemble de ses membres. Souvent les LGBT — et particulièrement les camarades plus jeunes — ne se sentent pas aussi à l'aise que les autres camarades pour exprimer leur point de vue ou évoquer leurs préoccupations. Il en va de même entre les camarades femmes et hommes. Il faut tenir compte de ce que la confiance et l'estime de soi-même ne vont pas de soi quand l'éducation courante a obligé les gens à avoir honte de ce qu'ils sont. Un camarade pourra souvent être un chaud partisan de la position de l'organisation sur l'« *homosexualité* », et être cependant extrêmement oppresseur dans sa vie personnelle ou dans les relations personnelles qu'il a développées au sein du parti.

Lorsque de telles choses arrivent, il ne s'agit pas seulement d'une question personnelle, mais d'une préoccupation pour le parti, et cela doit faire l'objet d'une discussion détaillée et ouverte. Certains camarades — et même certaines sections ? — ont des positions très rétrogrades sur l'homosexualité. Des opinions qui se sont incrustées pendant des années ne peuvent être changées que très difficilement. De nombreuses transformations radicales proposées par les mouvements LGBT ne sont en général pas acceptées dans la société ou même parmi les révolutionnaires, parce qu'elles font partie de cette sphère qu'on appelle couramment « *privée* ». Mais c'est là que débute le changement : c'est un effort nécessaire si nous voulons être reconnus et prendre part au mouvement LGBT, avec tout son potentiel subversif. Et, comme il est dit dans le texte « *Procédures de sanctions dans un parti féministe* », approuvé par le congrès de 1989 du PRT mexicain, « *il ne s'agit pas de fournir des recettes ou des modèles de vie. La recherche de l'homme et de la femme*

nouveaux n'est que cela : une recherche. Nous savons que notre libération complète n'est pas possible dans le système capitaliste, mais il s'agit précisément d'un des apports de notre courant internationaliste que de reconnaître la nécessité de se battre pour changer, dès aujourd'hui ». Ces changements ne peuvent pas attendre le socialisme.

28. Il faut mettre en place les conditions pour un travail LGBT dans nos sections, qui permette aux membres LGBT de préparer une intervention organisée dans les mouvements LGBT — là où il en existe — et de disposer de leurs propres structures de discussion dès qu'ils en ressentent le besoin. Nous devrions porter un regard critique sur ce que nous pouvons proposer dans nos propres sections à nos militants LGBT. Les sections doivent être accueillantes aux LGBT, et pouvoir comprendre l'importance de ce secteur d'intervention politique.

Les hommes gays, les lesbiennes, les bisexuels et les personnes transgenre sont tous opprimés par l'hétérosexisme de la société capitaliste patriarcale. Cependant, cette oppression prend des formes diverses et est vécue de façon différente par chacun de ces groupes. Si cela signifie que dans les mouvements autonomes il sera souvent nécessaire de fonctionner en groupes séparés pour tout ou partie de ces groupes, ce serait dans la pratique difficile à reproduire comme base permanente de structuration dans la plupart de nos sections, tant que nous ne serons pas devenus au minimum des petits partis de masse. Nous devrions donc adopter des structures et des normes qui permettent des fractions ponctuelles ad hoc de ces groupes si le besoin s'en fait sentir, mais donner la priorité à la mise en place de fractions LGBT en tant que telles.

29. Les organisations de jeunesse européennes sont le secteur de la IV^e Internationale où les questions lesbiennes/gays ont constitué une préoccupation politique de façon régulière, même si bien entendu cela reste inégal. L'un des éléments importants qui ont encouragé ce développement a été la visibilité de cette thématique dans les camps jeunes dès le début des années 1980, et l'introduction d'un espace lesbien/gay à partir de 1989. Cette initiative a non seulement mis la question à l'ordre du jour pour tous les participants, mais a de plus donné aux jeunes camarades des diverses organisations — où ils pouvaient se sentir isolés en raison de la faiblesse numérique de nos organisations de jeunesse — l'occasion de se rencontrer et trouver dans ce contact un encouragement

social et politique.

Les campagnes contre la répression sexuelle de la jeunesse devraient constituer un axe central de l'activité de nos organisations de jeunesse, et présenter l'orientation sexuelle comme un choix ouvert. De telles campagnes, propagandistes ou d'agitation, devraient également mettre en cause les rôles sexuels et de genre institués.

Tout en continuant à exiger que l'État honore sa responsabilité pour l'éducation sexuelle et les soins de santé, les organisations de jeunesse devraient autant que possible contribuer à éduquer leurs membres sur la contraception, les choix sexuels, le genre, le machisme et l'homophobie. Spécialement lors des camps jeunes, des écoles et des autres activités de nos organisations où les participants peuvent avoir des activités sexuelles, il est de notre responsabilité de garantir que préservatifs et information, sur la santé sexuelle sont disponibles, afin d'éviter des grossesses non désirées et la contamination par le SIDA et autres Maladies Sexuellement Transmissibles.

Les revendications autour de l'éducation sexuelle et des soins de santé peuvent aussi être des outils efficaces pour mobiliser des étudiants et des jeunes en dehors de nos rangs. Il est en fait essentiel que nos organisations de jeunesse prennent aussi comme axe politique d'intervention la question lesbienne/gay, car c'est parmi les jeunes que nous pouvons trouver le plus de compréhension de ces sujets difficiles qui mêlent le personnel et le politique — comme ce fut démontré dans la pratique dans les pays où la IV^e Internationale a organisé une intervention lesbienne/gay.

30. Dans nos débats internes, nous ne devrions plus considérer comme allant de soi que nos membres seraient hétérosexuels. Une telle attitude exclut les autres possibilités — exactement comme dans l'éducation hétérosexiste — et renvoie à l'« invisibilité » à laquelle la société hétérosexiste patriarcale condamne l'homosexualité dans nombre de pays.

Le plus souvent, les militants LGBT choisissent de développer une intervention gay parce qu'ils en sentent personnellement le besoin. Mais rejoindre un groupe LGBT n'est pas la même chose que rejoindre, par exemple, un groupe antiraciste. Ces questions intimes et politiques sur la sexualité impliquent des difficultés d'approche particulières, et doivent également être prises en compte au niveau personnel. Souvent, traiter des questions LGBT implique de révéler quelque chose sur notre propre vie intime, ce qui n'est pas toujours facile. C'est pour

quoi chaque membre du parti doit se sentir absolument bienvenu à intervenir dans le travail LGBT, sans craindre que l'on porte un jugement sur son orientation sexuelle, et sans qu'on lui dise qu'il y a d'autres secteurs « plus importants ».

31. Les sections de la IV^e Internationale doivent agir de façon consciente pour limiter dans nos propres rangs l'impact de l'oppression des LGBT dans la société. Cela ne veut pas seulement dire que les « blagues » ou les comportements sexistes/hétérosexistes doivent être évités. Cela implique également de mettre en place les conditions pour la pleine participation des membres LGBT à la vie de l'organisation, aussi bien comme révolutionnaires que comme militants LGBT. Pour rendre cela possible, il est indispensable d'inscrire les questions LGBT à notre ordre du jour politique.

Pour reprendre la citation du texte du PRT mexicain : « nous, en tant que femmes, avons besoin d'un certain rapport de forces pour que la question de genre puisse être toujours présente... Pour que tel soit le cas, nous avons besoin... de mettre en place un espace de discussion pour les femmes là où il n'en existe pas, et là où il en existe, nous devons le renforcer ». Nous pensons que cela vaut aussi pour les LGBT.

32. Dans les pays où les sections ont des groupes LGBT organisés, il est nécessaire que l'ensemble de l'organisation connaisse leur intervention et en discute. Le débat interne systématique sur les questions LGBT est une condition pour collectiviser la thématique, pour modifier les attitudes discriminatoires qui peuvent exister dans nos organisations, et y compris pour aider les camarades LGBT — particulièrement ceux et celles qui sont très actifs dans le mouvement LGBT — à maintenir un point de vue révolutionnaire sur les questions LGBT. Il est nécessaire que les sections soient attentives, voire stimulent la mise en place de commissions et de rencontres, ainsi que de fractions autour de cette question. Mais par-delà sa disponibilité à débattre des questions LGBT, chaque membre des sections doit être prêt à soutenir activement les interventions et les campagnes LGBT.

« De même que pour toutes les autres interventions », selon les termes de la résolution de 1979 sur la libération des femmes, « l'ensemble de la direction et tous les militants du parti doivent avoir connaissance de notre intervention, participer collectivement à la définition de notre ligne politique, et assumer la responsabilité de porter nos campagnes et notre propagande dans tous les secteurs de la lutte de classe où ils interviennent ».

Libération lesbienne/gay

ment. » Les questions lesbiennes/gays devraient faire partie de nos débats au niveau local, régional, national et international. Tous nos membres devraient être formés à la libération lesbienne/gay dans nos écoles locales, nationales et internationales. Cela implique également que la presse de nos organisations devrait couvrir et analyser le mouvement LGBT.

33. Les questions LGBT devraient être présentes dans les déclarations publiques des sections et l'intervention quotidienne de leurs membres. Les membres qui sont actifs dans des mouvements tels que les syndicats, les mouvements anti-racistes, etc. doivent mettre en avant les revendications lesbiennes/gays dans leur intervention politique. Les membres LGBT de nos sections devraient être encouragés à participer de façon active et organisée au mouvement LGBT autonome, dans une perspective révolutionnaire. Là où c'est possible et en fonction des opportunités politiques dans chaque pays, nous œuvrons, comme sur d'autres terrains, à la construction de convergences de prises de position et d'actions avec les forces de gauche qui interviennent sur la question LGBT. Puisque les militants révolutionnaires sont minoritaires au sein du mouvement LGBT, le contact avec les organisations LGBT — autonomes — est important, même si les sections n'ont pas de militants LGBT actifs dans les mouvements.

Un des effets de l'oppression des LGBT est que leurs capacités personnelles sont mises en doute en raison de leur orientation sexuelle, et non sur la base d'une évaluation objective. Nos organisations devraient se saisir des opportunités qui permettent aux camarades ouvertement LGBT de parler au nom de l'organisation sur des questions LGBT, et faire de la participation à une intervention LGBT, comme toutes les autres interventions de masse, l'un des critères pour l'élection des camarades LGBT à la direction. Le même critère devrait être pris en compte lorsque nos organisations choisissent les candidats pour les campagnes électorales : elles devraient essayer de présenter aussi des candidats explicitement LGBT. Par ailleurs, tous nos élu(e)s à tous les niveaux doivent défendre les revendications LGBT au sein des institutions représentatives et les intégrer dans leurs déclarations politiques. Ils et elles doivent également relayer les exigences des mouvements LGBT, et à chaque fois que possible, les associer à la préparation des débats prévus dans ces instances.

34. Les membres LGBT d'organisations révolutionnaires éprouvent souvent des difficultés d'intégration, aussi bien dans

nos propres organisations que dans le mouvement LGBT. D'un côté, être un militant LGBT implique nécessairement plus que la simple activité politique concrète ; dans la mesure où les LGBT constituent un groupe socialement exclu, les communautés LGBT, cimentées par la réalité de l'oppression, ont des formes particulières de socialisation et de résistance à l'hétéroculture. Par conséquent, les membres LGBT, particulièrement ceux et celles qui sont actifs dans les mouvements LGBT, ont parfois tendance à séparer leurs vies politique et sociale. Nous avons souvent des difficultés au sein de nos organisations pour comprendre que l'intervention de nos militants LGBT puisse prendre cette forme particulière. Mais dans une communauté fondée sur l'exclusion collective, cette vie sociale et culturelle constitue un aspect indispensable de l'intervention poli-

tique, tout en répondant aussi aux besoins personnels des militants LGBT.

De l'autre côté, être un militant révolutionnaire implique souvent que les personnes ne se sentent pas chez elles même dans le « milieu » LGBT. Les camarades LGBT ont tendance à vivre dans deux mondes séparés, régis par des règles différentes et souvent incompatibles. Créer des liens parmi les camarades LGBT de régions et de sections différentes, et encourager le développement d'activités, de débats et de rencontres amicales LGBT au sein de notre mouvement, sont une des meilleures méthodes pour combattre ce « *risque d'éclatement de la personnalité* » et pour garder les militants lesbiennes/gays au sein de notre internationale. Les efforts en ce sens devraient être soutenus et encouragés dans nos organisations. ■

L'ARME DE LA CRITIQUE

NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche

27, rue Taine 75012 Paris

tél : 01 49 28 52 44

e-mail :

labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance

Paris, province, étranger :

envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

STATUTS DE LA IV^e INTERNATIONALE

PREAMBULE

1. La IV^e Internationale — organisation internationale luttant pour la révolution socialiste — est composée de sections, de militants qui acceptent et appliquent ses principes et son programme. Organisés en sections nationales, ils sont unis dans une seule organisation mondiale, agissant en commun sur les grandes questions politiques, et débattant librement dans le respect des règles de la démocratie.

2. Son but est de favoriser la prise de conscience politique et d'aider à l'organisation de l'activité du prolétariat et des autres classes exploitées par l'impérialisme dans tous les pays, pour abolir le capitalisme avec son oppression, sa misère, son insécurité, ses guerres et ses effusions de sang. Elle cherche à établir une société socialiste démocratique, fondée sur le principe que « l'émancipation de la classe ouvrière et de tous et toutes les opprimé(e)s et exploité(e)s sera l'œuvre des travailleurs et travailleuses eux-mêmes », première étape vers une société future sans classes. Pour assurer, dans une économie démocratiquement planifiée, une paix définitive, l'égalité sociale, la défense de l'environnement, la lutte contre toutes les oppressions, la solidarité humaine.

3. La IV^e Internationale cherche à incorporer dans son programme les expériences sociales progressistes de l'humanité. Elle se base, en les maintenant vivants, sur les acquis du mouvement marxiste révolutionnaire en tirant les leçons indispensables : de la Commune de Paris ; de la Révolution d'Octobre 1917 en Russie ; des acquis et des débats des quatre premiers congrès de la III^e Internationale ; de la lutte et de l'élaboration de l'Opposition de Gauche au stalinisme ; du Programme de Transition adopté par son congrès fondateur en 1938 et des documents programmatiques essentiels adoptés depuis lors par ses congrès.

4. C'est avec cette démarche transitoire, partant des luttes immédiates jusqu'à la rupture avec le capitalisme et les bureaucraties, que la IV^e Internationale se tourne vers l'avenir en se battant pour :

- le combat sans relâche pour les revendications immédiates et transitoires des salarié(e)s ;
- le combat pour les droits démocratiques et les libertés publiques ;
- le combat pour la rupture révolutionnaire avec le capitalisme ; pour le remplacement de l'État bourgeois par l'administration étatique des producteurs eux-mêmes ; pour la transcendance, dans les pays dominés, des luttes démocratiques et nationales en luttes révolutionnaires anticapitalistes ;
- le combat pour un socialisme démocratique, fondé sur la propriété sociale des moyens de production, l'auto-organisation des travailleurs/ses, l'autodétermination des populations et la garantie des libertés publiques, avec séparation des partis et de l'État ;
- le combat pour l'unité du mouvement populaire de masse et de la classe ouvrière, sur des bases démocratiques respectant le pluripartisme, la diversité des tendances et assurant l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'État ;
- le combat pour l'extension des formes d'auto-organisation et le respect des droits démocratiques dans les luttes ;
- le combat contre toutes les bureaucraties parasites (staliniennes, sociales-démocrates, syndicales, nationalistes, etc.) qui dominent les organisations de masses ;
- le combat contre l'oppression des femmes et pour un mouvement autonome des femmes ;
- le combat contre l'oppression des homosexuels et des lesbiennes, et toutes les formes d'oppression sexuelle ;
- le combat contre l'oppression nationale,

pour le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples opprimés ;

- le combat contre le racisme et toutes les formes de chauvinisme ;
- le combat contre les fondamentalismes religieux et pour la séparation de la religion et de l'État ;
- le combat écologique dans l'optique anticapitaliste et anti-bureaucratique ;
- le combat pour l'internationalisme militant et la solidarité anti-impérialiste internationale, pour la défense des intérêts des masses travailleuses dans tous les pays, sans exclusive, sans sectarisme et sans subordination à des considérations diplomatiques ou utilitaires ;
- le combat pour la construction de partis révolutionnaires, prolétariens, féministes et démocratiques, des partis de membres actifs où les droits d'expression et de tendance sont reconnus et protégés ;
- le combat pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse, pluraliste.

5. Les sections nationales constituent les unités organisationnelles de base de la IV^e Internationale. Le but de chaque section nationale est de rassembler toutes les forces qui partagent nos buts communs pour construire un parti marxiste révolutionnaire de masse capable de jouer un rôle décisif dans la lutte de classe dans le pays vers une victoire socialiste. Le développement de ses sections nationales est le moyen par lequel la IV^e Internationale cherche à atteindre son but émancipateur, étant donné qu'une organisation internationale ne peut remplacer ou se substituer à une section nationale pour agir dans une révolution.

* Le préambule des Statuts a été adopté par le Congrès par 86,32 % des mandats, contre 0, avec 9,47 % d'abstentions et 4,21 % ne prenant pas part au vote.

Les chapitres I et II des Statuts ont été adoptés par le Congrès par 90,63 % des mandats, contre 6,25 % et 3,13 % d'abstentions.

CHAPITRE I – LES SECTIONS

Art. 1. L'Internationale est composée de sections nationales qui adhèrent aux principes exposés dans le préambule de ses statuts, participent à ses activités et à sa vie organisationnelle et s'acquittent de la cotisation convenue. Les sections nationales sont ancrées dans la réalité des luttes de classes de leur pays, tout en construisant ensemble l'Internationale, y compris en y affectant des militant/es et des moyens matériels. Les cotisations qui doivent être acquittées font l'objet d'un accord avec les directions de sections, prenant en compte leurs ressources financières.

Art. 2. Les sections de l'Internationale intègrent la ligne politique décidée par l'Internationale à leur pratique politique par leur libre consentement. Les sections peuvent exprimer publiquement leurs positions propres à condition toutefois de ne pas transgresser la double ligne de démarcation anticapitaliste et anti-impérialiste. Une section de la IV^e Internationale a néanmoins le devoir de rendre publiques les résolutions adoptées par les instances dirigeantes de l'Internationale. Elle peut proposer au Congrès mondial suivant de changer ces positions.

Art. 3. L'efficacité de l'Internationale exige que les rangs des révolutionnaires s'identifiant à la IV^e Internationale soient unifiés dans chaque pays. Pour cette raison, les membres de l'Internationale doivent agir pour qu'une telle unification ait lieu dans le sein d'une section unifiée de l'Internationale. Cette section peut être une organisation indépendante ou un courant au sein d'un parti unifié des forces anticapitalistes, dans lequel les membres de l'Internationale peuvent militer sans renoncer à leur identité programmatique.

Dans les pays où une section de l'Internationale a été reconnue par le Congrès mondial, la direction de l'Internationale mènera des rapports avec d'autres forces politiques en accord avec la section.

Les membres de sections nationales élus à des organismes parlementaires bourgeois doivent suivre les lignes directrices établies par leur section nationale et rendre compte aux instances de direction et aux congrès des formations qu'ils représentent.

Art. 4. La vie interne des sections doit s'inspirer des principes et des normes démocratiques garantissant la participation collective aux discussions, décisions et au contrôle sur l'application des décisions, et créant un climat tel que toutes et tous les camarades se sentent en position de participer sur une base de respect mutuel.

Ces normes et principes comportent :

a) que les informations, les projets, les textes adoptés sont portés à la connaissance de tout le monde ;

b) que les mandats impératifs aux délégués sont interdits : c'est-à-dire, quelle que soit la prise de position d'une instance élective, ses délégués doivent être libres de voter selon leur conscience et leurs convictions à la lumière des discussions à un congrès ou une conférence ;

c) que des compte-rendus sont faits immédiatement par les délégué(e)s ayant été élu(e)s à des congrès locaux, nationaux ou internationaux ;

d) que sont prises les mesures nécessaires pour que les droits démocratiques soient effectivement exercés sans qu'aucune catégorie ou aucun secteur de membres ne subisse dans la pratique de discrimination socioculturelle, de genre ou de n'importe quelle autre nature, y compris le droit à l'auto-organisation sur la base de l'oppression de genre, sexuelle, nationale, raciale ou autre.

Art. 5. Les sections de l'Internationale reconnaissent et pratiquent dans leurs rangs le droit de tendance et de fraction, c'est-à-dire : le droit pour les minorités politiques de se réunir afin d'organiser la défense de leur point de vue dans les débats internes à l'organisation ; le droit pour ces minorités d'exprimer leur opinion propre à l'intérieur de l'organisation, voire publiquement dans des canaux agréés par les instances dirigeantes de l'organisation ; leur droit d'être représentées dans ces mêmes instances ; leur droit à la représentation proportionnelle dans les congrès de l'organisation ; leur droit à communiquer leur opinion à l'Internationale. Les tendances minoritaires ont le devoir de respecter l'unité et la discipline de l'organisation dans l'exécution pratique des décisions politiques majoritaires.

Art. 6. Les membres ayant à répondre d'une action

disciplinaire ont le droit de prendre connaissance à l'avance des accusations portées contre eux par écrit. Ils/elles auront également le droit de présenter leur défense. Quand cela est possible les camarades auront le droit d'être confronté(e)s à leurs accusateurs. Tout membre ou groupe de membres de l'Internationale, ayant fait l'objet d'une sanction de la part d'une section nationale et ayant épuisé les voies de recours à sa disposition dans le cadre de la section, peuvent saisir l'Internationale. L'Internationale établira une commission ad hoc pour enquêter et rapporter à l'instance dirigeante appropriée qui se prononcera sur la sanction contestée, s'il y a lieu. Les sections doivent accepter les décisions de l'Internationale en matière disciplinaire. Le non-respect des normes organisationnelles est incompatible avec l'affiliation à l'Internationale. Toutefois, une section nationale exposée à une décision disciplinaire émanant d'une instance internationale intermédiaire peut faire appel auprès de l'instance supérieure de l'Internationale.

Art. 7. Reconnaisant que dans des conditions particulières il y aura des organisations qui soutiennent la IV^e Internationale et qui ne sont pas encore en mesure de — ou prêtes à — assumer les responsabilités d'une section, le Congrès mondial ou son CI élu peuvent accorder le statut formel d'organisation sympathisante à de tels groupes. Les organisations sympathisantes doivent rendre publiques les orientations et promouvoir la presse de la IV^e Internationale, soutenir et participer aux activités internes et externes de la IV^e internationale et verser des cotisations suivies à la IV^e Internationale.

Les représentants d'organisations sympathisantes seront invités aux réunions du CI et au Congrès mondial où ils auront le droit de parole et le droit à une voix consultative dans les cas où l'organisation répond aux critères de cotisation formelle.

Le but du statut formel d'organisation sympathisante est de jeter un pont en direction du développement de sections nationales dans les pays concernés.

Art. 8. Les organisations qui partagent les orientations de lutte de l'Internationale, mais qui ne souhaitent pas y adhérer formellement peuvent obtenir un statut d'« observateur permanent ». Ce statut autorise à participer aux réunions d'instances internationales spécifiées pour chaque organisation, avec prise de parole, mais sans droit de vote.

CHAPITRE II – LES INSTANCES

Art. 9. L'instance suprême de l'Internationale est son Congrès mondial, qui se réunit au moins une fois tous les cinq ans sur convocation du Comité International au moins six mois à l'avance, ce qui constitue la période minimale de débat préparatoire. Un congrès mondial peut être convoqué extraordinairement en tout temps par le CI ou sur la demande d'un tiers des sections.

Culminant un processus démocratique de discussion et d'élection des délégués dans les sections nationales, il détermine les orientations politiques de l'Internationale dans son ensemble, sur toutes les questions programmatiques. Dans les questions relatives aux sections nationales il sert d'instance suprême d'appel et de décision

Le Congrès est constitué par les délégations des sections nationales, représentées proportionnellement à leur force militante, avec une représentation minimale d'une personne pour chaque section quelle que soit sa taille.

Les voix d'une section peuvent être réparties entre les membres de sa délégation, si leur nombre est inférieur à sa représentation proportionnelle pour des raisons pratiques exceptionnelles. Inversement, deux personnes peuvent se partager la voix d'une section n'ayant droit qu'à une seule voix.

Art. 10. Le Congrès se prononce à la majorité absolue de ses voix sur les questions politiques et organisationnelles, et à la majorité simple de ses membres, sans pondération des voix, sur les questions de procédure. Il se prononce à la majorité absolue sur l'affiliation de nouvelles sections et à la majorité des deux tiers sur toute désaffiliation de section. Il est seul habilité à amender ou modifier les statuts de l'Internationale, à la majorité des deux tiers.

Art. 11. Le Congrès mondial élit une instance de 3 ou 5 camarades, de sections différentes, qui ne sont pas membres des instances de direction de l'Internationale, jouissant chacun(e) du respect de la part des militants de l'Internationale, pour constituer une "Commission de Recours". Elle examine les cas d'indiscipline ou d'infraction à notre éthique dans l'Internationale, soit sur la demande du Comité international, soit de sa propre initiative, et des plaintes concernant

les procédures suivies par les instances internationales. La Commission de recours doit comprendre un nombre suffisant de femmes pour être en mesure de siéger comme instance composée uniquement de femmes dans le cas où l'on en ait fait la demande dans tout cas pertinent porté devant la Commission de recours. Elle rapporte au Comité International et recommande les mesures à prendre. Elle est responsable devant le Congrès mondial qui suit celui qui l'a élue.

Les mesures disciplinaires incluent suspension et exclusion de l'Internationale.

Art. 12. L'instance supérieure entre deux réunions du Congrès mondial est le Comité international qui se réunit normalement deux fois par an. Il est élu par le Congrès mondial des représentants des sections, qui lors de son élection prend également en compte les besoins des activités centrales de l'Internationale et respecte l'objectif d'élire 50 % de camarades femmes et de ne jamais tomber en dessous de 30 %. Les sections qui n'ont pas de membre du Comité International peuvent néanmoins s'y faire représenter par une personne à titre d'observateur. Une section peut demander le remplacement à titre provisoire ou définitif des membres de sa délégation élus par le Congrès. Ce remplacement doit être ratifié par le Comité. Les principes de la répartition des voix entre les membres des délégations sont les mêmes qu'au Congrès mondial. Les élections aux instances dirigeantes sont nominales et par bulletin secret.

Art. 13. Le Comité international se prononce sur les questions politiques et organisationnelles à la majorité absolue des voix représentées lors du vote. Il se prononce à la majorité simple des personnes présentes, sans pondération des voix, sur les questions de procédure. Il se prononce à la majorité absolue sur l'admission d'organisations au statut d'organisation sympathisante ou à celui d'observateur permanent, en spécifiant les instances auxquelles ces organisations sont invitées en permanence. Il élit les membres du Bureau exécutif, des autres sous-commissions et procède à la désignation des permanent(e)s à la majorité absolue des voix représentées.

Art. 14. Le Bureau exécutif se réunit entre les

réunions du Comité international pour suivre l'application des décisions du CEI précédent et préparer le prochain. Il est responsable devant le CI de ses décisions. Il n'est pas habilité ordinairement à prendre des décisions politiques ; en cas d'urgence, il peut néanmoins consulter les sections représentées au Comité international et publier au nom de celui-ci toute position qui recueillerait l'approbation de la majorité absolue des membres de droit du CI. Il ne peut pas voter de décisions sur les questions disciplinaires, mais peut néanmoins formuler son avis à titre indicatif.

Il est chargé de veiller à l'application des décisions du CI, à la bonne gestion des organes pratiques de l'Internationale (presse, formation, coordinations régionales et sectorielles) et à la préparation des réunions du CI et au travail de l'appareil.

Art. 15. Le CI est responsable, par l'intermédiaire des instances qu'il désigne, pour la publication de la presse officielle de l'Internationale — si possible en trois langues, anglais, espagnol et français — qui publiera les documents essentiels des congrès mondiaux et des instances de l'Internationale, des articles et documents sur les événements internationaux et la vie des sections et se fera le relais des campagnes internationales.

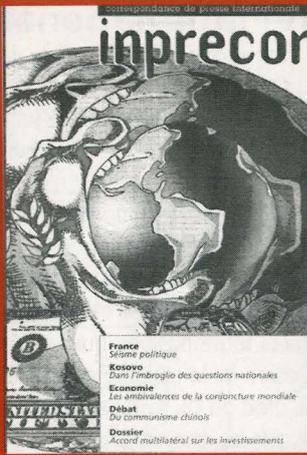
Il est responsable de la même façon pour la publication d'un bulletin intérieur. Le CI établira les modalités pour la publication de ce bulletin dans la période de discussion précédant un Congrès mondial afin de publier les documents préparatoires, les textes soumis aux votes des instances, les articles de discussion permettant à chaque position de s'exprimer.

Art. 16. Le CI est responsable du contrôle de la gestion financière de l'Internationale dont il reçoit des rapports réguliers et adopte des bilans financiers et des budgets prévisionnels. Il désignera une commission composée de membres du CI à chaque réunion qui contrôlera les comptes.

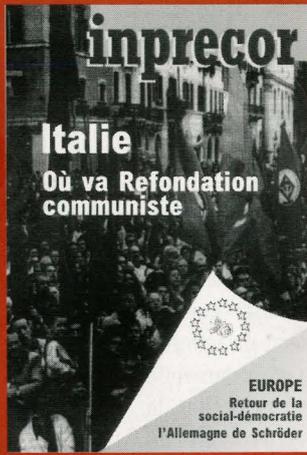
La gestion financière quotidienne est la responsabilité du Bureau exécutif.

Les cotisations, les souscriptions et les contributions volontaires ainsi que la vente de notre matériel sont les sources de revenu pour l'Internationale.

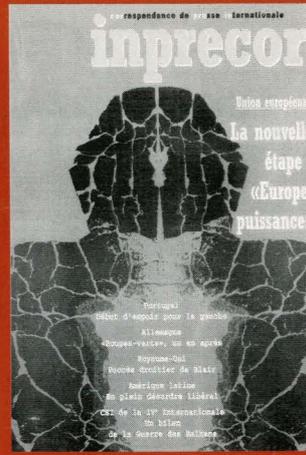
Art. 17. Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera déterminé par des règlements spéciaux que chaque Congrès pourra réviser. ■



AVRIL 1998



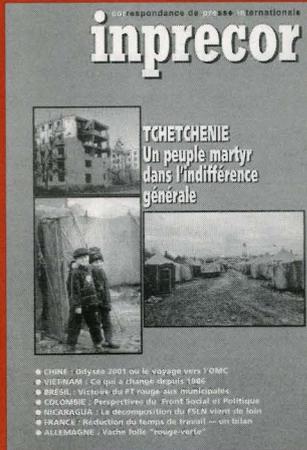
NOVEMBRE 1998



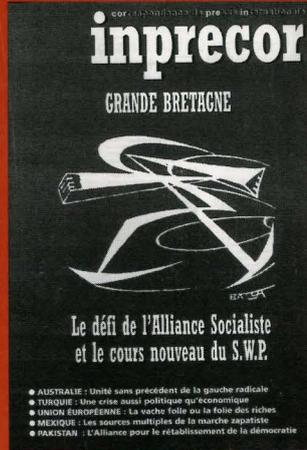
NOVEMBRE 1999



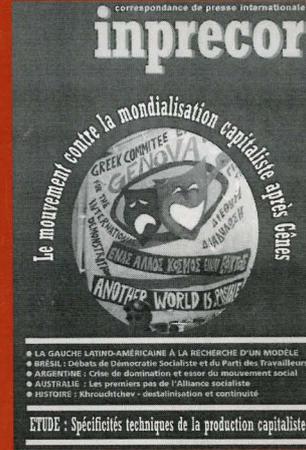
JANVIER 2000



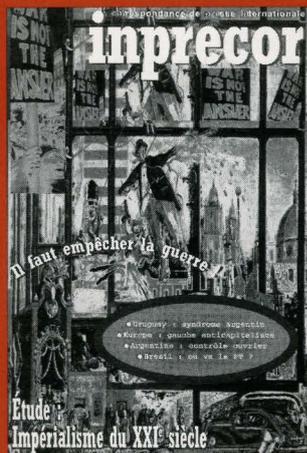
FEVRIER 2001



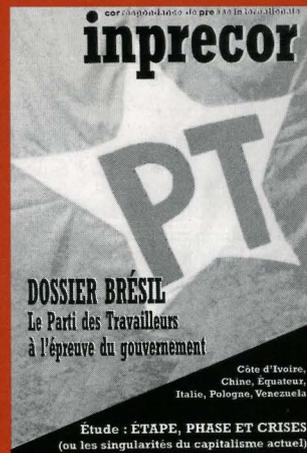
MAI 2001



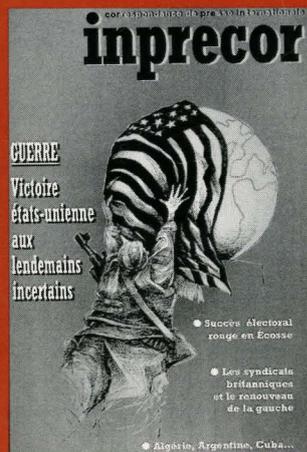
AOUT 2001



SEPTEMBRE 2002



JANVIER 2003



MAI 2003

inprecor

**COMPRENDRE LE MONDE
POUR LE CHANGER !**